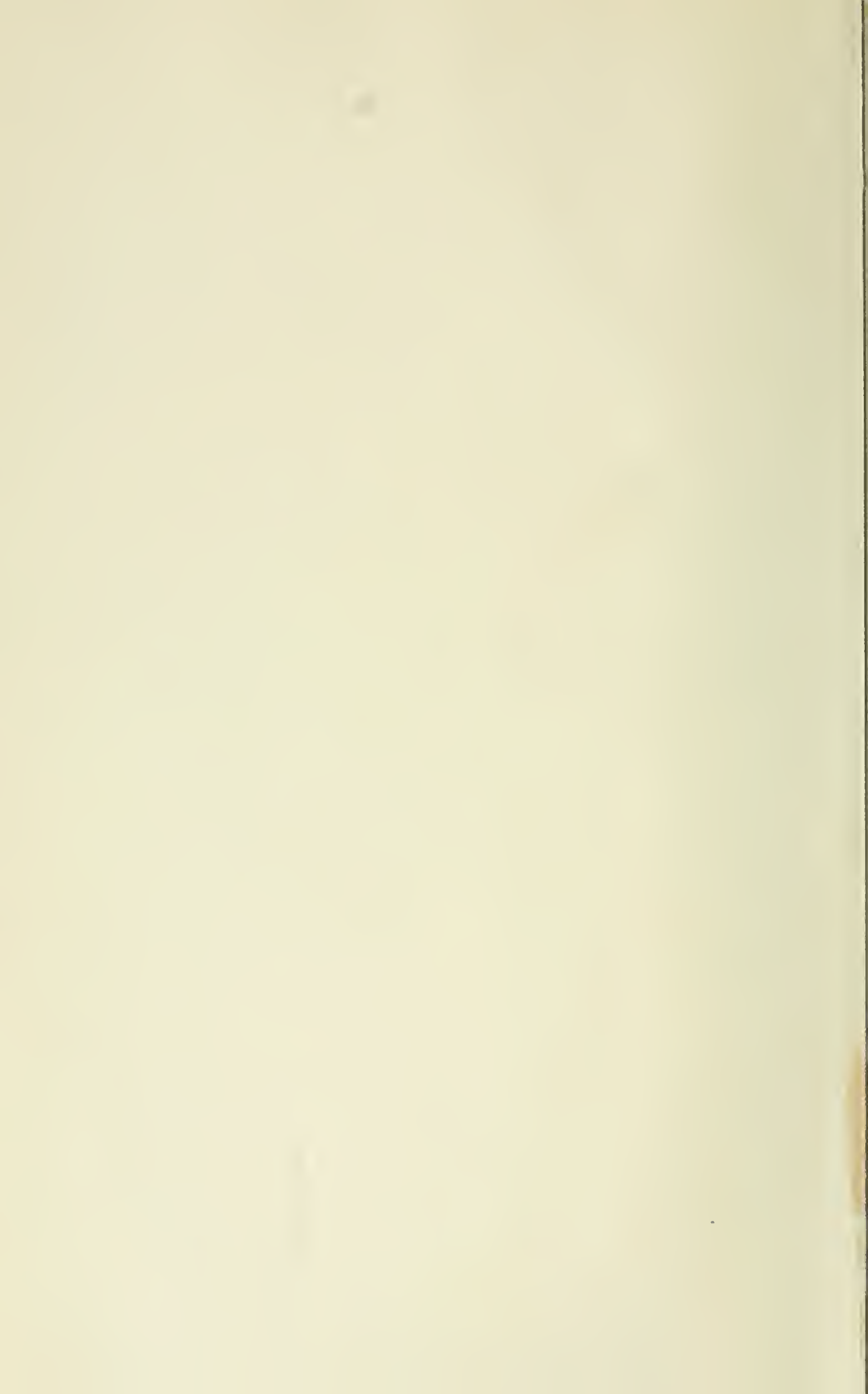










LA

VIE ET LES MŒURS

A LA PLATA

OUVRAGES DU MÊME AUTEUR

Buenos-Aires : la Pampa et la Patagonie, 1 vol. avec 16 gravures, 3e édition. — Librairie HACHETTE et Cie. Broché. 4 fr. ; relié 5f50

Le droit international privé dans la République Argentine, 1 vol. — Librairie COTILLON. . . . . 2 »

El Abogado de si mismo. — Traité de droit usuel pour la République Argentine, seconde édition : 1 vol. in-8°, XVI et 650 pages. — F. LAJOUANE, éditeur, Buenos-Aires . . . . 20 »

ÉMILE DAIREAUX

LA

VIE ET LES MŒURS A LA PLATA

TOME PREMIER

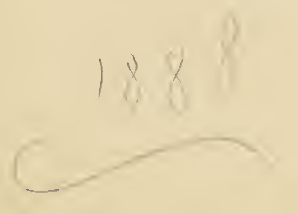
LA SOCIÉTÉ DES VILLES

GRANDS FLEUVES ET GRANDES RÉGIONS
RACES DISPARUES ET NATION MODERNE. — VIE EXTÉRIEURE ET VIE DE FAMILLE
MONDE POLITIQUE ET JUDICIAIRE. — PRESSE ET LITTÉRATURE.
COMMERCE ET FINANCES.

Avec deux Cartes tirées hors texte

PARIS
LIBRAIRIE HACHETTE ET Cie
79, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, 79

MDCCCLXXXVIII

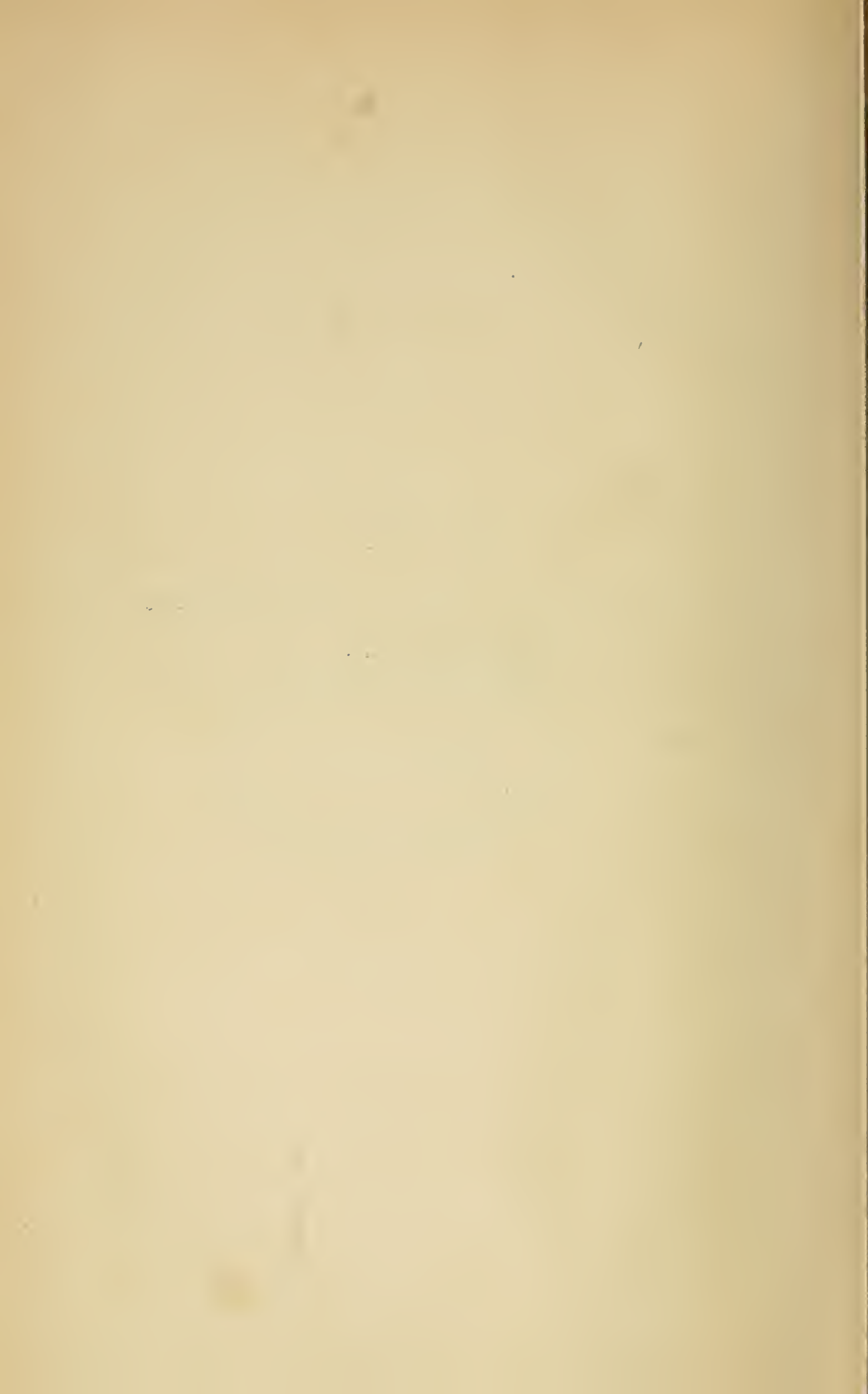




A MES FILS

Pour leur faire connaître et aimer le pays de leur mère,

celui où ils sont nés.



PRÉFACE

Ce livre est le résultat de dix années d'études, passées, sur la terre étrangère, au milieu d'un peuple sympathique, plus français, plus acquis aux idées françaises que nos colonies, le plus anciennement unies à la métropole, dans un pays où la France a plus d'intérêts économiques à surveiller, qu'en aucun lieu du monde, où l'émigration spontanée a groupé plus de cent mille de nos compatriotes.

Il y a une utilité grande à faire connaître, dans son ensemble et dans ses détails, d'une façon précise, les aspects naturels, la vie sociale, les mœurs, les institutions, les ressources, les lois, les industries de ces contrées, que la nature a si généreusement dotées, où, pour notre race, la solution du problème de la vie se présente attrayante et facile.

C'est ce travail que l'on voudrait tenter ici.

Écrit en dehors de toute participation et toute communication officielle, ce livre, tout d'initiative privée, ne contient pas une affirmation, qui n'ait été contrôlée, une observation qui ne soit personnelle, un trait de mœurs qui n'ait été recueilli.

Il est, avant tout, sincère, impartial et consciencieux. Le patriotisme le plus ombrageux n'y saurait trouver rien qui puisse le blesser, dans les jugements qu'il y rencontrera portés sur les institutions, les hommes, les mœurs et les usages.

*
* *

Le plan, l'auteur l'a voulu concevoir aussi complet que possible, essayant de ne rien laisser dans l'ombre et rien négliger, tout en se plaçant à un point de vue tout à fait différent de ceux qu'avaient choisis les écrivains qui l'ont précédé dans l'étude de la République Argentine.

Il n'y avait pas à recommencer la description déjà ancienne, toujours digne d'être relue et consultée par tout le monde, de la République Argentine, qui compose les trois volumes de l'ouvrage magistral, écrit par le docteur Martin de Moussy, en 1865 ; non plus, la description physique entreprise, en 1874, par le docteur Burmeister. Ces œuvres peuvent désespérer quiconque essayera de décrire le pays, où ces deux savants ont passé leur vie laborieuse, qu'ils ont éclairé de leur vaste savoir.

Cependant, précisément parce que ces deux maîtres étaient deux hommes de science,—le premier un médecin et un hygiéniste, le second un naturaliste et un paléontologue,—ils ont imprimé, à leurs œuvres, le cachet particulier de leurs études de prédilection. Le docteur Martin de Moussy a étudié le vaste territoire de la République Argentine, région par région, au point de vue spécial de la colonisation ; il a consacré, à chaque Province, une monographie embrassant la description physique de la contrée, indiquant la nature du sol, les cultures possibles et les cultures faites, instruisant le colon sur ce qu'il a à tenter et à éviter, pour s'acclimater, vivre et prospérer.

Un livre, comme celui-là, ne se refait pas et ne se refera pas. Il a été si profondément étudié, qu'après vingt ans, personne ne peut se dispenser de le consulter; il est resté un guide sûr et incomparable. Mais ce grand ouvrage, aujourd'hui introuvable et qu'il faudrait rééditer, n'est vraiment utile qu'à ceux qui habitent le territoire de la République Argentine, et qui ne songent, au reste, à le consulter, qu'après quelques années de séjour, quand ils veulent étendre les connaissances superficielles, qu'ils ont déjà, eux-mêmes, acquises, du pays.

L'ouvrage du docteur Burmeister n'est pas terminé; les quatre volumes publiés, en langue française, par le savant berlinois, dénoncent le point de vue spécial où il s'est placé. Le docteur Burmeister est un observateur de la nature, c'est elle qu'il analyse, c'est la faune et la flore, la géologie, le passé préhistorique du sol et sa formation, les habitants fossiles et actuels qu'il décrit; son livre de science profonde, d'une haute utilité, destiné aux savants, n'est pas une œuvre de vulgarisation.

A côté de ces œuvres savantes, il y avait place pour un ouvrage de l'ordre de ceux que les Anglais préfèrent: cette place, les éditeurs du journal the Standard, *publié depuis plus d'un quart de siècle à Buenos-Aires, MM. G. et E. Mulhall se la sont appropriée avec leur* Hand book of the River Plata, *dont la première édition remonte à 1875, dont la dernière, toute récente, contient tous les renseignements, précis, que l'on peut désirer sur la géographie, les voies de communication, la population, les industries des villes et de la campagne.*

L'ouvrage, que l'on présente ici au public, a été conçu sur un plan différent, il est écrit comme les précédents, par un étranger, ayant, comme ses prédécesseurs, passé de longues années dans ce pays, en y faisant son étude préférée des sciences sociales.

C'est, donc, la société, ses mœurs extérieures et intimes, l'organisation légale et sociale de la famille, les origines ethniques de la nation, les lois de sa formation et de son développement, ses tendances démocratiques, sa constitution politique et ses lois, ses usages judiciaires, son organisation commerciale et financière, ses industries urbaines et rurales, enfin, le caractère de l'immigration qui l'envahit et la condition des étrangers qui s'y établissent, que l'on trouvera ici étudiés.

Ce travail serait incomplet si l'auteur n'avait, aussi, indiqué, à grands traits, le cadre naturel où cette société est née, n'avait recherché les influences de ce milieu sur son développement, en donnant les traits principaux des grandes régions, que ce développement élève rapidement, du rang de pays vierges, à celui de contrées fertiles, préparées pour les générations futures.

Quant à la méthode qu'il a suivie, il ne saurait mieux la caractériser qu'en rappelant les expériences physiologiques d'un savant anglais, sir Fr. Galton, qui est parvenu à déterminer, par la photographie d'individus isolés, les traits communs de certains groupes.

Voici comment il procède : il projette, sur le même écran, plusieurs portraits distincts, ceux, par exemple, des frères et des sœurs d'une famille, au moyen de lanternes magiques, disposées de telle sorte, que les images se superposent exactement ; loin de produire un dessin grossier et confus, il obtient une image où les traits communs, les traits de famille, se renforcent si bien que cette image est le type de la famille.

Il procède, aussi, d'une autre façon. Il photographie, sur la même plaque, une série de portraits, en ayant soin de ne laisser agir la lumière, sur chacun d'eux, que pendant un temps très court, et il obtient une photo-

graphie, qui est la moyenne ou la résultante des divers portraits.

L'auteur de ce livre a procédé de même. Dans l'ordre métaphysique, il a rassemblé des observations successives, recueillies pendant un long espace de temps, n'a tenu compte que des traits fixes et communs à chacun des groupes sociaux, qu'il a successivement décrits, laissant de côté les traits particuliers, les caractères, les faits et les idées sans portée générale.

Les sources où il a puisé sont nombreuses. Il a fait une étude approfondie de toutes les œuvres publiées par les écrivains, qui honorent, en si grand nombre l'Amérique du Sud et en particulier la République Argentine, où les Juan-Maria Gutierrez, les Bartolomé Mitre, les Vicente F. Lopez, les Domingo Sarmiento, les Félix Frias, les Vicente Quesada, les Ricardo Trelles, les Andrès Lamas, et tant d'autres, suffiraient à faire la gloire d'un corps académique.

Les œuvres, touchant à l'histoire, à l'économie politique et sociale, à la description des mœurs, à l'étude des problèmes sociaux, particuliers à l'Amérique, sont déjà nombreuses, les revues et les brochures, où se traitent ces questions avec développement, en prenant occasion de faits contemporains, sont plus nombreuses encore.

L'auteur a suivi, dans ces œuvres individuelles, ainsi que dans la presse, au jour le jour, pendant de longues années, la marche des idées, puisant là des documents originaux qui ne sont nulle part ailleurs; tâche compliquée, qu'il lui a fallu s'imposer, avant d'essayer de résumer, en quelques pages, la vie sociale d'un vaste pays dont l'histoire date d'hier, mais dont la croissance est si rapide que les progrès signalés aujourd'hui seront dépassés demain.

Cette activité, cette impatience de développement d'un peuple, d'une nation, d'une société, lui indiquaient qu'il fallait savoir élaguer toute observation superficielle, pour ne tenir compte que des caractères permanents; sinon un livre, du genre de celui-ci, serait exposé à vieillir, en moins de temps qu'il n'en aura fallu pour l'écrire.

C'est là la destinée de beaucoup de livres écrits sur les pays d'Amérique.

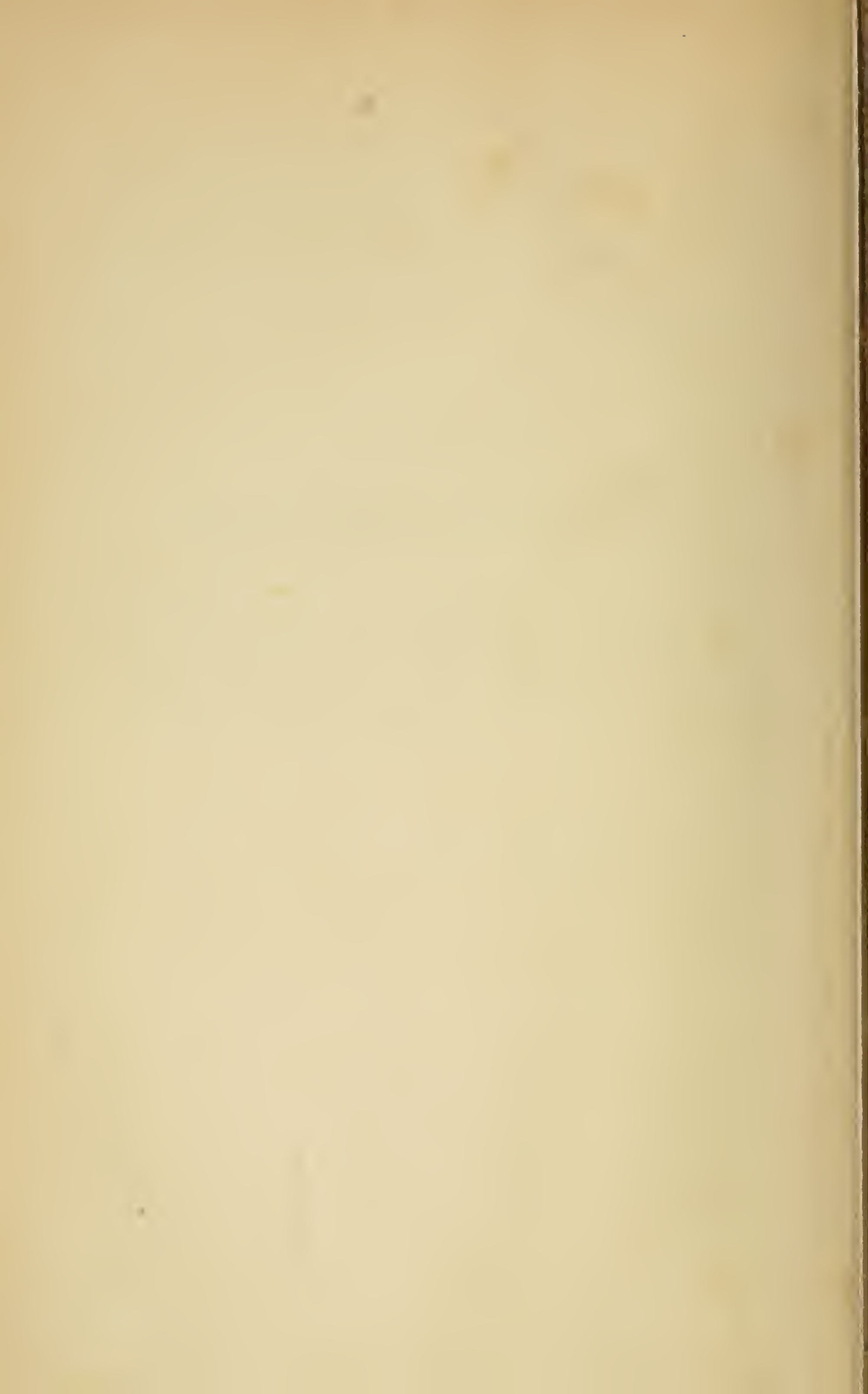
Le pionnier qui fait, à travers la forêt vierge, sa picada, *ne peut ignorer qu'une végétation luxuriante en effacera vite la trace, il sait bien qu'il ne construit pas une voie romaine pour dix générations, il n'en a pas moins fait œuvre utile. Ce sentier, qu'il a percé, conservera, longtemps encore, le souvenir de ses efforts, marquera son passage oublié, éclairera la forêt, guidera les nouveaux venus, rendra, pour tous, la tâche plus simple, les mènera, plus vite, au but, en leur épargnant quelques déceptions, quelques dépenses de forces.*

L'auteur n'a pas d'autre ambition que de rendre, à ceux qui le liront, ce modeste service.

Paris, 7 août 1887.

Émile DAIREAUX.

LA SOCIÉTÉ DES VILLES



LA

VIE ET LES MŒURS
A LA PLATA

LIVRE PREMIER

LE SOL ET LA RACE

CHAPITRE PREMIER

LES GRANDS FLEUVES ET LES GRANDES RÉGIONS DE LA RÉPUBLIQUE ARGENTINE

Position géographique. — Les grands fleuves du bassin de la Plata. — La découverte. — La marche de la colonisation : époque de la conquête ; ère coloniale ; ère moderne. — Peuplement, cultures et destinée des grandes régions. — Divisions naturelles : région tropicale ; région montagneuse ; région pampéenne ; région mésopotamienne. — Divisions politiques : Provinces constituées et Territoires nationaux. — Contrées désertes : le Chaco et la Patagonie.

En entreprenant l'étude de la vie sociale d'un pays dont l'importance dans le monde est beaucoup au-dessus de celle que semblerait lui assigner sa population, encore réduite à quatre millions d'habitants, et au-dessous de celle que lui promet son immense territoire, vaste comme l'Europe, partout habitable, fertile et desservi par les fleuves les plus

grands du monde, nous n'ignorons pas qu'un obscur brouillard enveloppe, dans le lointain, où on les aperçoit vaguement, le nom harmonieux de République Argentine, et celui plus connu de sa capitale, Buenos-Aires, et nous nous demandons ce que nous devons le plus craindre, de ce que l'on sait de ces pays ou de ce que l'on en ignore.

Pour se rendre un compte exact de la valeur de nos appréhensions, il faut, au retour de ces contrées, avoir eu la mauvaise fortune d'être obsédé de questions, aussi courtoises qu'imprévues, sur les pays que l'on a parcourus, leur étrangeté probable, leur éloignement, qui est, lui aussi, on ne sait pourquoi, un sujet d'étonnement, enfi leur position géographique.

Parlez-vous de la rapidité des voyages, qui fait aujourd'hui la terre si petite, et, réduisant l'Océan Atlantique aux proportions d'un lac, met Buenos-Aires à vingt jours de Bordeaux, vous devez entendre, sans broncher, l'observation d'une personne diplômée à l'Hôtel de Ville : « Ah ! oui, depuis le percement de l'isthme de Suez ! »

Un autre jour, ce sera le président très érudit d'une société très savante, créée spécialement pour s'occuper des choses d'Amérique, qui parlera de Buenos-Aires comme d'un village d'Indiens, de la pampa comme d'un désert dédaigné, où chacun peut choisir, à sa fantaisie, l'emplacement de sa tente et vivre de la chasse des bœufs sauvages dont il ira vendre les cuirs à sa guise.

Cette légende ancienne, qui peuple la pampa de bœufs sauvages, se multipliant avec une facilité inconnue ailleurs, peut passer pour de la science à côté de cette phrase, trop historique, d'un tanneur de Bolbec, demandant à son courtier du Havre un envoi de cuirs et lui recommandant, sans intention de plaisanterie, de lui adresser mi-partie *bœufs-nosaires* et mi-partie *vaches-nosaires*.

L'écho de ces énormités a nécessairement passé l'Atlan-

tique. La presse de Buenos-Aires, qui ne se compose pas de moins de vingt journaux quotidiens de grand format, dont deux français, deux anglais, trois italiens, deux allemands et les autres en langue espagnole, trouve dans ces ignorances autant de sujets d'affliction que d'occasions de gaieté. Elle entreprend contre ces légendes une guerre continue qui n'a produit encore d'autre résultat que d'engendrer des statistiques officielles, fédérales, provinciales et comparées, dont les colonnes de chiffres effrayent plus encore qu'elles ne prouvent.

A côté de ces statistiques, pour les éclairer et compléter leur œuvre, nous voudrions placer le tableau complet de la société, qui, depuis trois siècles, a jeté ses assises et préparé, dans les limites de la République Argentine, l'éclosion d'une grande nation.

Ce pays jeune a ce privilège que, si sa géographie est difficile à embrasser d'un coup d'œil d'ensemble, en raison de ses proportions, son histoire ne cache pas de secrets. Il est possible de retrouver, encore fraîche, la pensée des fondateurs des villes, le souvenir de tous ceux qui ont contribué à arracher ce pays à son obscurité préhistorique. Trois siècles à peine nous séparent de sa découverte. Si la vie et les origines des hommes de cette époque si récente est, à peu près, aussi obscure que celle de l'homme des cavernes, si la science en est à leur endroit réduite à cuber des crânes dont les cerveaux envolés n'ont laissé aucune trace de leur passage, il est par contre facile d'assister à l'éclosion de la pensée nationale, aujourd'hui réalisée, de pénétrer, avec les fondateurs, dans les terres qu'ils découvrent, de voir se combiner sous nos yeux les éléments divers d'une société naissante, soumise à des lois apportées du dehors et puisant sans hésiter dans les trésors accumulés par l'humanité.

I

C'est sur la rive des fleuves qu'ont été posées les premières assises de ce travail, ce sont eux qu'il faut remonter.

Ils sont à la fois le premier spectacle qui s'offre au nouveau venu et le théâtre de ses premières tentatives.

Immenses comme des steppes, sans rives qui les dominent et donnent à leurs eaux ce relief pittoresque, charme des vallées et poésie des fleuves, les cours d'eau de cette partie du monde participent des caractères de la région qu'ils traversent. Ce sont moins des fleuves, poursuivant l'éternelle destinée de leurs congénères, que des plaines d'eau, peu pressées de s'écouler à la mer, attardées à charrier lentement les sables qu'elles amènent de loin, déposent et reprennent, se créant à elles-mêmes un obstacle dont la végétation s'empare, qu'elle défend contre les eaux qui semblent ne l'avoir formé que pour se divertir à le détruire.

Leurs lits, les navigateurs ne sont jamais assurés de les connaître, ni de les suivre sans péril. Souvent des îles s'y émiettent et se laissent prendre par le courant pour aller plus loin former des bancs que la sonde dénonce, assises peut-être d'un continent futur, plaine d'eau devenue marais d'où sortira la prairie.

Leurs rives s'étalent au loin, invisibles pour celui qui vient du large, et n'offrent nulle part l'abri qu'il attend d'elles.

Cependant la grande impression que fait l'Océan cesse pour le navigateur quand, — venant de la rive européenne, après une traversée de vingt à trente jours, — il a doublé le cap Sainte-Marie, relief à peine visible, qui indique au nord-est l'entrée de l'estuaire de la Plata. Entre ce point, situé par 34° 37' latitude sud, et le cap Saint-Antoine, par 36° 19', que le regard humain chercherait vainement à entrevoir, un

fleuve, sans égal au monde, déverse, par une embouchure de cinquante lieues de large, les eaux qui ont parcouru, arrosé, fertilisé un bassin de cent soixante-dix mille lieues carrées.

L'esprit est saisi de la majesté des spectacles qu'un pareil développement promet. Il les attend, sans percevoir encore la présence d'un fleuve, dont les yeux ne discernent pas l'individualité, au milieu de cette immensité aussi agitée que la mer elle-même où il vient se perdre. Les vagues cependant ont quelque peu changé d'aspect. Ce ne sont plus ces longues vallées, que le vent creuse et déplace dans l'Océan, c'est plutôt le clapotage de flots qui s'entrechoquent, contrariés dans des élans opposés; la vague est repoussée par le courant, et le courant par la vague qui résiste à l'absorber. La couleur même est nouvelle : une longue barre jaune, allant d'un cap à l'autre, limite les eaux bleu foncé de l'Océan. Deux forces sont en présence, luttant toujours, sans que cette lisière soit franchie.

Le vent a des sifflements entrecoupés, des reprises et des ressauts qu'il n'a pas en pleine mer; il se sent à l'étroit dans cette immense vallée où il engouffre les rafales du sud-est, venues de l'Océan Austral, que le cap de Bonne-Espérance n'a arrêtées sur leur passage que pour redoubler leur énergie. Sur les plages alors, le fleuve refoulé s'élève et laisse retomber ses enroulements furieux, le navire qui n'a pas fui est poussé si violemment sur les terres basses que l'on voit des bâtiments s'enliser dans les labours ou des trois-mâts debout au milieu des îles. Le lendemain, au contraire, le vent puissant venu du cap Horn, après avoir parcouru mille lieues de plaine et couché sous son souffle les seules herbes hautes qui les couvrent, rejette les eaux loin de la rive, la plaine d'eau devient plaine de sable, laissant à sec canots, goélettes ou steamers et découvrant, à perte de vue, des plages là où, la veille, la vague furieuse dressait un rempart.

Les premiers Européens qui aient doublé le cap Sainte-Marie

ont cru qu'ils avaient atteint l'extrémité sud du continent américain. C'était en 1515. Remontons avec eux ce fleuve ignoré.

Rien ne dénonce à leurs regards l'existence de deux rives. L'eau est saumâtre encore, le courant à peine perceptible pour des voiliers poussés par les vents régnants. L'imagination, au reste, ne saurait doter un fleuve de ces proportions colossales. La rive unique qu'ils voient et qu'ils suivent n'offre aucune particularité ; de loin en loin, des bancs de sable émergent où des phoques s'ébattent ; au ciel, comme en mer, des albatros et des nuées de mouettes au plumage en damier : rien qui dénote que ces terres soient habitées.

Après cent milles parcourus depuis le cap, la côte se relève ; c'est le Cerro, colline modeste qui leur paraît majestueuse et garde l'entrée d'une rade, où depuis, en 1725, Montevideo, aujourd'hui capitale de la République orientale de l'Uruguay, a été créée par des colons venus des Canaries. Du haut du Cerro, le regard humain cherche encore vainement l'autre rive, distante de plus de cinquante milles. Du milieu même du fleuve, il n'en aperçoit plus aucune. Les eaux cependant ont perdu leur goût saumâtre; le courant, moins contrarié par le reflux de la mer, est un courant fluvial caractérisé, et l'imagination peut se donner libre carrière. Puisqu'il faut croire à une autre rive, on la cherche : traversée de seize lieues d'une rive à l'autre. A quarante lieues plus haut, là où, sur la rive occidentale, s'élève aujourd'hui Buenos-Aires, le fleuve a encore huit lieues de large : d'une rive, il n'est pas possible de voir l'autre.

*
* *

En amont de ce point, l'explorateur perçoit deux courants de couleurs différentes. Par les embouchures multiples de son delta, le Parana, et l'Uruguay par sa bouche unique, entrent, parallèlement, dans l'estuaire, qu'ils forment de leurs eaux,

sans les mêler, jaloux de leur individualité qu'ils ne se décident pas à perdre.

Tous deux sont nés dans le centre du continent, au milieu des montagnes de l'Empire brésilien; ils ont roulé leurs eaux à travers d'immenses solitudes, traversé les forêts impénétrables, quitté brusquement la région montagneuse, et, changeant bruyamment de niveau, sont entrés, avec fracas, par des chutes aussi puissantes et moins célèbres que celles du Niagara, dans la région des plaines. Leurs eaux se souviennent des contrées chaudes où elles sont nées. Soumises à des influences lointaines, elles ont des crues subites qui surprennent quelquefois le riverain de la région basse au milieu des souffrances d'une longue sécheresse; d'autres fois, leur niveau s'abaisse quand les pluies locales de cette même région devraient faire prévoir un résultat contraire.

Le Parana dessert, sur une longueur de quatre cents lieues, l'Uruguay borne, sur une longueur de deux cents, le territoire argentin; tous deux, en y pénétrant, baignent le banc où dort le caïman des régions tropicales, et rafraîchissent, à leur sortie, celui où s'ébattent le phoque et le lion marin des régions froides.

II

La chronique ne nous a transmis aucun écho de la surprise qu'a dû causer aux premiers explorateurs l'aspect de ces eaux sans rivages. La lassitude, après une traversée de trois ou quatre mois sur leurs caravelles, la crainte de l'inconnu, la préoccupation de l'habitant ignoré d'une terre mystérieuse, ne leur laissaient pas le loisir de l'admiration. La végétation, qu'ils aperçoivent le long de la rive et dans le centre des îles, ne leur promet ni fruits ni ressources d'aucune sorte; le *ceibo*, presque seul, montre, au milieu de ses rameaux tordus et

épineux, l'ironie de ses grappes de fleurs écarlates donnant l'illusion de fruits savoureux ; aucune barque, canot ou nacelle ne dénote la présence d'un habitant industrieux; ces îles mêmes, au sol sans résistance, n'offrent que des chances d'enlisement ou opposent des remparts d'ajoncs aigus et coupants en dents de scie, pénétrables seulement pour le jaguar, le cerf, le chat sauvage ou le puma. Ont-ils même remarqué ces nuées d'oiseaux de tout vol et de toute espèce, les cygnes à col noir, toutes les variétés du canard sauvage, les spatules, les ibis et les flamants roses, les menus oiseaux de la rive, perroquets et tourterelles en vols innombrables, accourant au bruit nouveau que font des hommes qui parlent? Peu leur importent les tableaux de cette région nouvelle : des îles minuscules, illusion d'un continent qui marche et qui va se disperser et disparaître, passent entraînées par le courant, groupe compacte de plantes aquatiques qui viennent de loin, portant quelquefois, sur le flot, jaguar, cerf ou biche qui y ont cherché un refuge, asile trompeur qui flotte avec le courant pour se perdre dans les eaux sans rivages.

Il semble que ce delta n'ait pas de fin : trente lieues, cinquante lieues plus haut, plus loin encore, on rencontre des enchevêtrements de bras, larges comme de grands fleuves, labyrinthe inexploré égarant le voyageur, sur une largeur de dix, douze ou vingt lieues d'une rive à l'autre. Il faut naviguer jusqu'à trois cents lieues pour trouver un lit unique entrecoupé encore de quelques îles. C'est le seuil de la région tropicale avec ses grandes forêts de bois durs et lourds qui ne flottent pas, que la hache n'entame guère; déracinés par les eaux, ils tombent en travers du courant, s'amoncellent et retiennent les sables, assises d'îles futures. Là on rencontre des bandes innombrables de caïmans, dont les dents aiguës offrent moins de danger que la piqûre acharnée du moustique : ce minuscule habitant de ce vaste royaume des eaux eut seul la puissance de faire rétrograder les premiers explorateurs.

résolus à tout combattre, désarmés, devant cet ennemi imprévu, innombrable, barrière grouillante et hérissée que l'on considéra longtemps comme infranchissable.

*
* *

Plus de trois siècles se sont écoulés, des milliers de navires ont parcouru ces grands fleuves, le mouvement est continuel dans le delta, devenu jardin d'une fertilité rare ; des embarcations de tout genre le sillonnent, troncs d'arbres creusés, yoles élégantes, caravelles ou steamers d'outre-mer. L'homme a transformé toute la région inférieure, laissant seulement aux îles, en amont, l'aspect sauvage qu'elles avaient à la première heure ; de grands taillis d'arbres, dont fort peu ont plus de vingt ans, soumis qu'ils sont à une exploitation impatiente, bordent les îles et dénoncent la fertilité du sol, toujours arrosé, et les efforts de l'homme à qui sait que ces saules, ces peupliers, ces pêchers, ces orangers ne sont pas indigènes, et que l'Européen les a semés là. De loin en loin ils abritent une pauvre cahute sur pilotis, où, si vous entrez, vous trouvez un Européen, aussi loin du monde sur son île, chaque jour battue par le remous de quelque vapeur, que l'était le sauvage avant lui. Il y a là, pour les désespérés, pour les vaincus, pour les découragés un asile discret, domaine de la barbarie en plein centre civilisé. Les seuls compagnons de l'homme, dans ce désert fréquenté, sont restés ce qu'ils étaient au temps des premiers arrivants ; ils continuent leur vie paisible et la succession inconsciente de leurs générations : la nature perpétue ses effets que la présence de l'homme n'a pas modifiés.

III

Le long de ces fleuves s'est écrite l'histoire dramatique des premiers jours de la conquête. Leurs rives sont semées de cadavres illustres, série sans fin de crimes sauvages qui commence par le meurtre de Solis, sur les rives mêmes de l'estuaire, en 1516, pour ne se terminer qu'en 1882, sur la rive la plus reculée d'un de ses affluents, par celui de notre compatriote le docteur Crevaux.

De tous les chefs qui ont entrevu pour la première fois un fleuve nouveau de cette région, aucun n'aura assez vécu pour faire le récit de son exploration. Après Solis, l'hésitation fut grande en Espagne: ses compagnons exagérèrent les cruautés qu'avait eu à souffrir leur chef et qu'eux avaient évitées par la fuite. Dix ans se passèrent avant l'expédition de Sébastien Cabot, Français au service de l'Espagne. Il devait le premier entrevoir le Haut-Parana, le Paraguay, le rio Vermejo et, sur les rives de chaque fleuve, voir périr nombre de ses compagnons.

Pire encore fut l'expédition de Mendoza, en 1536, et son atterrissage au lieu où est aujourd'hui Buenos-Aires. De longtemps on n'eût songé, peut-être, à revoir les hauts fleuves, si Mendoza, épuisé de ressources, n'eût entrepris de chercher un point de ravitaillement. Ayolas, l'officier qu'il envoya, devait le trouver et le fixer au lieu où est aujourd'hui l'Assomption du Paraguay, revoir le cours du rio Paraguay, passer devant les deltas du Vermejo et du Pilcomayo et, enfin, atterrir le 15 août 1536 à un point nommé Lambaré, auquel il donna le nom d'Assomption.

Cette ville, aujourd'hui, après de longues vicissitudes, retombée, momentanément, au rang de bourgade, devint le premier chef-lieu de ces Provinces du bassin de la Plata, dont

la conquête fut, dès lors, assurée par l'accueil des Caraïos, tribu de Guaranis établie en ce lieu. Ce peuple doux et industrieux, différent des Indiens guerriers et chasseurs, qui, jusque-là, s'étaient jetés si rudement à la traverse des expéditions, mit à son service le luxe relatif dont il disposait, le produit de ses cultures de maïs, de mandiocca, la patate, ses animaux domestiques, les gallinacées, le canard indigène de grande taille, au magnifique plumage, connu en Europe sous le nom de canard de Barbarie, et ses étoffes faites d'une sorte d'ortie assez semblable à la ramie.

Ce point, si merveilleusement choisi, a toujours, devant lui, le même avenir plein de promesses ; mais il est resté isolé, gardant, pour ainsi dire, la dernière limite des régions tempérées, sur le seuil de la région tropicale. Seuls, depuis dix ans, les Brésiliens la dépassent d'environ deux cents lieues, avec leurs steamers, mettant ainsi leurs provinces extrêmes en communication avec la mer, par une navigation fluviale de plus de mille lieues, rendue libre au prix d'un milliard et de huit ans de guerre contre le Paraguay.

Les régions environnantes semblent réservées à la colonisation du xxe siècle. L'homme est encore impuissant à défricher ces terres trop fertiles, qui, loin de résister à la culture, étouffent son effort et le dépassent ; les routes qu'il y trace sont vite effacées ; la forêt se dresse entre lui et d'autres régions, où l'Indien vit dans sa solitude sauvage, sans avoir vu encore les hommes blancs qui croient être les maîtres de son pays et y ont établi idéalement leurs lois et leur autorité. L'écho des événements modernes n'a pas répercuté dans ces forêts, l'Indien ignore les révolutions qui lui ont imposé de nouveaux seigneurs ; il ne sait rien de la bulle d'Alexandre VI, qui a fait de lui, au xve siècle, un sujet espagnol et lui a imposé la loi chrétienne ; il n'a pas entendu la grande voix des libérateurs, qui, en 1810, ont proclamé la liberté et l'in-

dépendance. La terre vierge, dans les solitudes lointaines qu'il occupe, tremble sous le choc de l'immense cascade du Maracayu, elle résonne sous le pied du daim qui la foule, mais l'histoire du siècle ne l'impressionne pas.

A l'opposé de cette région, sous la même latitude, du côté de l'ouest, depuis la rive du fleuve jusqu'aux Andes, une autre région s'étend, immense aussi, champ ouvert aux explorateurs, expression géographique : c'est le Gran Chaco.

Le littoral seul en est connu et occupé. Ceux qui ont pénétré dans le centre y ont trouvé des fleuves que l'on ne peut remonter, parce que leurs eaux sont insuffisantes à porter une barque, ou des plaines où l'homme ne peut mettre le pied parce que l'eau les recouvre pendant huit mois de l'année; le bétail y souffre d'un mal inconnu, le cheval y perd ses forces et meurt, enlevant à l'homme, impuissant sans cet auxiliaire, l'espoir, toujours reculé, de conquérir ce pays.

L'histoire de ces dernières contrées, vastes comme de grands États, est vite écrite ; les promesses qu'elles font ressemblent à des illusions lointaines ; même sur le littoral, les capitaux que l'on y sème attendent longtemps l'heure de la moisson. De grands fleuves, le Vermejo et le Pilcomayo, en permettront plus tard l'exploitation; mais ils semblent encore, se prêtant à regret aux explorations, vouloir continuer en paix leur labeur et la transformation géologique de cette contrée, creuser leur lit indécis, en répandant, autour, de nouvelles alluvions.

Il faut bien qu'il reste à nos arrière-neveux quelques régions nouvelles à conquérir ; gardons pour nous les tâches plus faciles.

La science marche, et ce qui, pour nous, est à peine praticable, sera pour eux aisé, pressés qu'ils seront par des nécessités nouvelles.

Que n'avons-nous pas à faire déjà pour occuper, fertiliser,

utiliser, comme elles doivent l'être, les régions que nous allons trouver à l'est et à l'ouest des grands fleuves, en redescendant leur cours jusqu'à leur embouchure ?

IV

Ce royaume, facile à conquérir, que les trois derniers siècles ont préparé au nôtre, c'est le domaine actuel de la République Argentine, domaine à peine possédé, cependant entièrement arraché à la barbarie, pays des contrastes où la barbarie a régné pendant des siècles, sans y laisser de traces de son passage, où, par contre, le voisinage de la civilisation se fait sentir, là même où elle n'a pas pénétré.

Le 27° latitude sud est sa limite au nord, le 55° sa limite au sud ; elle s'appuie, dans toute son étendue, sur le cours des grands fleuves et se développe sur cinq cents lieues de côtes marines.

Partout le climat est tempéré, la vie légère, l'effort facile.

Les grandes solitudes, depuis les terribles campagnes de 1875 à 1880, ne cachent plus d'ennemis, les lois écrites attendent que l'homme leur ouvre le désert et en demande l application, pour y régir, d'après les principes fixés d'avance, la famille et la propriété, qu'il y aura créées.

Dans cette région des plaines, limitées à l'ouest par les vallées et les sommets des Andes, se prolongeant au sud à travers les déserts de Patagonie jusqu'au cap Horn, quatorze États se sont déjà constitués, organisés, développés sous le régime de la Fédération. D'autres naîtront et se développeront comme leurs congénères dans les territoires déserts qui les entourent. Ceux-ci sont déjà dénommés et délimités sans que l'on y entrevoie encore autre chose que des tentes isolées ; ils attendent, — laboratoires formés, — l'heure où un groupe humain viendra choisir sa place sur leur sol

et y puiser les éléments constitutifs des races de l'avenir, dont les savants futurs pourront surprendre au berceau, étudier et analyser la formation, peut-être diriger les destinées.

*
* *

Quatre régions climatériques bien caractérisées occupent cette immense contrée, et chacune d'elles, constituant un milieu différent, a imprimé des caractères spéciaux à la race qui s'y est formée.

La région montagneuse, située à l'ouest de la plaine et à l'est des Andes, est celle où l'eau abonde; adoucie par l'altitude, la température y est fraîche, la sécheresse combattue par l'irrigation facile. Ce sont les anciennes provinces de Cuyo, celles aujourd'hui de Jujuy, Salta, Tucuman, Rioja, Catamarca, Mendoza, San Juan. L'homme a toujours vécu là sans ambition; le bien-être trop facile a déshabitué du travail les générations successives; rapidement, les chemins de fer pénètrent dans cette région et l'arrachent à son isolement en y développant la vie.

Si nous descendons de ces hauteurs, nous entrons dans la seconde région, celle de la plaine, de la lutte pour la vie, où l'homme, entre le ciel et le sol, ne peut demander rien qu'à son énergie, sans que cependant aucun obstacle l'arrête.

Peut-être cette contrée d'alluvions récentes, de trente mille lieues carrées, n'a-t-elle pas terminé son évolution géologique; plaine quaternaire, occupée trop tôt par l'homme avant que la nature ait pris son temps et complété son œuvre. Les fauves qui la peuplent semblent des descendants abâtardis des grands vertébrés disparus et non pas les habitants définitifs d'une époque moderne. L'homme actuel en a pris possession avant son heure, et condamné

à la destruction l'indigène, être incomplet qui a de l'humanité la parole, mais dont le cerveau imparfait a fait d'avance un vaincu. Il eût fallu presque une période géologique pour le hausser à notre rang ; trois siècles auront suffi pour le détruire. Réduit à l'esclavage, dès le premier jour il a entrepris une lutte sans trêve, qui s'est terminée par des combats où, toutes les forces de l'une et l'autre race mises en jeu, la sienne a été détruite. Elle a perdu son homogénéité, son droit à s'unir en tribu, en famille même, à exister, a vu ses cendres distribuées aux quatre vents de la pampa, non sa s avoir laissé, dans les veines du vainqueur, les globules de sang qui perpétueront les ouvenir de ce groupe vaincu, dédaigné, méprisé, détruit, mais vivant dans l'hérédité.

L'habitant nouveau de la plaine n'échappera pas à son influence. Le premier occupant était chasseur, le second sera pasteur, la passion pour la vie libre de la plaine les rapprochera, tous deux sont dominés par elle.

C'est que, dans la plaine autant que dans la forêt, la nature est maîtresse chez elle; l'homme s'y doit soumettre à ses exigences et attendre d'elle ce qu'il ne peut la contraindre à lui donner.

Tout son labeur a moins de prise sur elle qu'une graminée, apportée par lui, sans qu'il le sache, dans ses bagages. Humble, à peine visible, sa présence ne modifie pas les aspects; plus chétive que les plantes sauvages qui occupent le sol avant elle, elle leur emprunte un peu de protection pour se multiplier et reparaître plus loin plus nombreuse. Qui l'a jetée là cette semence, hier inconnue sur ce continent, immigrante venue avec des hommes d'armes? Elle a germé, mûri, multiplié, avancé, conquis, civilisé, seule, sans le concours de l'homme qui n'en prend souci. Elle le précède dans la plaine, l'attend; s'il tarde trop, s'étiole. C'est qu'elle ne peut vivre isolée, inutile et dédaignée, il lui faut les foulements de pied brusques du bétail à qui elle montre le chemin du désert. Le cheval,

derrière elle, apparaît et demeure. Le désert, qui a fui devant elle, fuit devant lui ; là où il est, il n'y a plus de solitude, plus de plaine inconnue. Par elle, la pampa est devenue la plaine, la plaine est devenue le champ ; la civilisation s'y dresse, la barbarie n'y trouve plus de refuge, la loi impose sa présence, l'industrie prend position, le monde s'est agrandi et l'activité humaine est maîtresse incontestée d'un nouveau domaine ; la pampa est conquise et domptée par la graminée.

La partie sud de cette région, au delà du rio Negro, qui coule des Andes à la mer, en suivant presque constamment le 40° latitude, est moins préparée pour l'homme moderne que la précédente, c'est la Patagonie. Elle n'a pas d'histoire avant la conquête et n'en a pas depuis : désert rude, entrecoupé de quelques fleuves parallèles, trop rapides pour être remontés, dont les rives n'abritent le souvenir d'aucune race disparue, champ toujours riche pour l'explorateur, contrée d'attente pour les générations futures. Quand il n'y aura plus rien de nouveau sous le soleil, il restera la Patagonie!

Riante et fertile, au contraire, est la région que Martin de Moussy a baptisée du nom, qui lui est resté, de Mésopotamie Argentine. Presqu'île majestueuse, grande comme la France, elle s'étend entre les deux fleuves, le Parana et l'Uruguay, et se divise en trois États : l'Entrerios, Corrientes et les Missions. Quel développement de baies, de criques, et de ports! Chaque propriétaire riverain peut avoir le sien à peu de frais, d'où exporter pour l'Europe tout ce que son domaine peut produire. Là, le sol n'a pas attendu la présence de l'homme pour étaler sa fécondité; le voisinage des grands cours d'eau, le nombre des rivières intérieures, la disposition des vallées ont aidé au développement d'essences d'arbres précieuses, témoignage vivant d'une terre fertilisée et de la présence d'un humus profond.

Dans les Missions mêmes, cette fertilité, utilisée pendant deux siècles, a survécu à la disparition de ceux qui l'avaient habilement exploitée. Depuis 1767, ce champ d'expérimentation d'une théocratie moderne est devenu, jusqu'en 1830, le champ de bataille d'élection entre Espagnols et Portugais, entre Argentins et Brésiliens ; les ruines se sont amoncelées, les seules, peut-être, que contienne l'Amérique depuis Colomb. Là se rencontrent des villages démantelés, des clochers debout ; la terre a gardé encore le souvenir des caresses qui l'ont fécondée en d'autres temps, cependant que la nature, abandonnée à elle-même, lutte pour en effacer la trace : fécondité infatigable et spontanée qui lui refait une virginité !

Depuis un siècle, la forêt envahit les champs de culture, les fauves habitent les églises abandonnées où des saints de bois restent debout, où quelques anges ailés et immobiles semblent l'image, figée sur place, d'une civilisation religieuse arrêtée en plein essor. Des lianes sans fin enveloppent de leurs enlacements ces édifices des hommes, que des arbres centenaires, semés par le hasard, couvrent de leurs immenses rameaux ; des files de maisons debout marquent la place où les familles guaranies se reposaient, à intervalles réguliers, de leur labeur réglé par la congrégation, où le chef de famille avait le droit, à une heure matinale, fixée d'avance et annoncée par la cloche, d'aimer son épouse et de préparer des générations futures de travailleurs bien constitués. Le blé, lui aussi, devenu sauvage dans la solitude, montre les tiges folles de ses épis presque vides, dont le grain diminué n'est plus recueilli et semé que par l'oiseau qui passe.

Cependant, déjà cette région n'est plus silencieuse, des villages se sont relevés ; le long de la rive des deux fleuves, qui se rapprochent, et qu'à peine, en cet endroit, dix-huit lieues de terres fertiles séparent, la navigation a repris possession de son domaine, au delà même des rapides et jusqu'aux grandes chutes. Des groupes laborieux se sont formés,

hameaux qui promettent des villes, où toutes les races du globe semblent prendre à tâche d'être représentées. De vieux habitants, qui sont venus les premiers, à la recherche de ce bout du monde qui reste aujourd'hui le seul inconnu et qu'ils croyaient avoir trouvé là, se souviennent du temps où les années se passaient sans que l'on sût qu'il y avait, sur le globe, d'autres contrées habitées : on s'y trouvait plus rapproché de Mars et de Vénus que des villes du même continent. La société se recrutait de loin en loin de quelque réfractaire, venu on ne savait d'où ; la vie était facile, l'autorité inconnue, la loi ignorée ; on était aux confins de plusieurs immenses pays: le Brésil, le Paraguay, la République Argentine; personne ne savait quelle langue était celle du lieu, du portugais, du guarani ou de l'espagnol. Aujourd'hui ce n'est plus seulement la sombre clarté qui tombe des étoiles qui pénètre là : le monde se rapproche, la concurrence se montre ; un chemin de fer se construit, les vieux habitants se plaignent : « La vie, disent-ils, devient difficile, et pénible la lutte pour l'existence. » Le réfractaire fuit ces rivages qui ne lui conviennent plus. Il part, il a vu au-dessus d'une porte le profil des balances de justice, cette image l'effraye : « Je vois bien, dit-il, que ce n'est pas encore ici le bout du monde, » et il disparaît à sa recherche.

Ces chercheurs du bout du monde, laissons-les à leurs tentatives ; pierres qui roulent, s'effritant le long des ravins, comme elles entraînées par le courant, ils laissent sans le savoir un peu de poussière, humus qui attend une culture. Partout ce passage de l'homme prépare le terrain aux générations futures. Le jour où ce mécontent de tout s'arrête dans le désert, il devient pionnier, et c'est lui qui conquiert le Far-West ou la pampa, c'est cet ennemi de la civilisation qui devient son premier agent.

La région des Missions est prédestinée, elle a été, de toutes celles de l'Amérique, la plus peuplée ; celle où la vie a été toujours plus facile et douce, les jésuites ont, pendant deux siècles,

utilisé toutes ses richesses spontanées; après un siècle d'interrègne, l'avenir se présente pour elle plus brillant que jamais. Il n'y a plus de questions de frontières pouvant ramener la guerre entre les deux colosses du Sud: le Brésil et la République Argentine ; les obscurités de la bulle d'Alexandre VI sont à la veille d'être résolues, et, s'il était besoin de recourir à l'infaillibilité papale, on verrait qu'elle n'a pas perdu ses droits dans cette région. Ce n'est plus un outillage de guerre, c'est un outillage industriel que le Parana et l'Uruguay conduisent dans cet Eldorado retrouvé, et bientôt, par la variété de ses productions, il se mettra au rang d'Entrerios et de Corrientes.

Là aussi le silence s'est fait sur les querelles d'antan ; le souvenir des chefs batailleurs, des *caudillos*, rêvant de devenir chefs d'États, celui des luttes passées hantent peut-être encore le gaucho sous son chaume. Dans la quiétude monotone de la vie de pasteur, sa pensée se reporte vers les grandes guerres où se jouait il ne sait quelle partie contre un ennemi qu il discernait mal, qui était certainement un *gringo*, un étranger usurpateur. Il a combattu, depuis 1810, tour à tour, l'Espagne, puis le Portugal, puis le Brésil indépendant ; habitué aux combats, il a, après la paix, repris sa lance et couru sus à ses compagnons de la veille, à celui-ci et à cet autre : on en voulait à son autonomie! Folie de la persécution qui, lorsqu'elle s'empare des peuples, les fait tomber en tutelle. Cette folie semble guérie. La forêt de Montiel, de deux cents lieues de long, qui coupe ces régions, a repris son calme et n'abrite plus les égarés, les vaincus des insurrections passées, ni les conspirateurs.

V

Immense et fertile, traversée dans toute sa longueur par deux fleuves incomparables, pays de plaines où aucun

obstacle ne se dresse, la République Argentine étonne par sa longue enfance pénible, par la lenteur de son développement et de son peuplement. Les premiers campements, restés hameaux pendant les trois premiers siècles, ne deviennent villages et villes que depuis vingt ans : les immigrants d'aujourd'hui peuvent encore surprendre, au milieu de leur premier élan de prospérité, des établissements formés il y a trois siècles, dans les lieux les mieux choisis.

Quelle longue attente de la prospérité promise, depuis le jour où le conquérant s'est taillé, à la mesure de ses rêves, des villes décrétées du fond de l'Escorial! Du nord par le Pérou, de l'ouest par le Chili, à travers les Andes, par tous les fleuves, des aventuriers, encouragés par la légende des Cortès et des Pizarro, ont, pendant le premier siècle, entrepris, avec une telle ardeur, l'exploration de toute la région, qu'elle n'eût bientôt plus de recoin inconnu, plus souvent explorée qu'elle ne le sera pendant les deux siècles qui séparent ces hardiesses de la première heure de l'ère plus timide des chemins de fer.

Des villes se sont fondées qu'aucun chemin ne reliait entre elles. Le cordeau en traçait les rues longues et parallèles; l'ambition des conquérants ne se contentait pas d'un carré entouré d'un fossé qui eût suffi; ils ont vu grand et ont légué à leurs descendants des œuvres minuscules, dans de grands cadres, que la génération nouvelle a pris à tâche de remplir. Ils ont semé des villes et baptisé la semence avant qu'elle ait germé. Ces capitales ainsi créées, les géographes en ont pris souci, les enfants dans les écoles ont dû les connaître, et le voyageur qui les cherchait, il y a cinquante ans, eût pu passer auprès sans les voir, les traverser sans demander leur nom; s'il ne le faisait pas, c'est que la traversée d'*estancias* grandes comme des États l'avait lassé de solitude et préparé à trouver à la moindre chaumière les proportions d'un palais.

Un quart de siècle vient de s'écouler plein d'activité, et,

déjà, il n'y a plus de centre arriéré. La voie de fer unit toutes les villes entre elles et toutes au littoral, le télégraphe les rapproche, la vie y pénètre, l'étranger s'y établit parce qu'il sait qu'il en peut sortir, y reste et fait souche de générations créoles; les fanatismes, les ignorances entretenues par l'isolement s'éclairent et se dissipent. Tout se transforme, les aspects du pays, l'emploi de la terre et la race humaine.

L'élaboration définitive d'une nation est entreprise sur un territoire dont les limites sont tracées, les frontières sûres, toutes les parties possédées et soumises à une langue et à une loi commune, volontairement acceptée.

La race, la nation, la langue, l'esprit public, les tendances sociales se dégagent peu à peu. Ils ont assez de fixité déjà, et assez de permanence pour que nous puissions essayer ici d'en fixer la loi et les caractères, en même temps qu'ils sont assez récents pour qu'il nous soit possible d'indiquer comment ils se sont préparés et constitués.

Entrons donc dans l'étude de la société argentine, maintenant que nous avons décrit à grands traits le milieu où elle s'est formée et parcouru les grandes régions où elle se développe.

CHAPITRE II

CARACTÈRES ETHNIQUES DE LA NATION ARGENTINE

Caractères des pays de plaines. — Obstacles qu'y rencontre la colonisation. — Action lente de l'homme; action rapide des graminées et du troupeau sur le sol vierge de la pampa. — Action de la pampa sur l'habitant et sur la constitution de la race. — Le gaucho: ses caractères ethniques et sociaux. — Origine de son nom. — Son histoire. — Ses poètes. — Ses historiens. — Ses chefs. — Son rôle autrefois et aujourd'hui. — La société des villes. — Classes sociales. — Hiérarchie et démocratie. — Créoles et étrangers. — L'infusion du sang étranger. — L'élaboration de la race pendant les trois siècles écoulés. — Immigration primitive. — Espagnols, Juifs et Maures. — Immigration moderne: son rôle, son importance, sa provenance.

L'usage est général de désigner toute la région qu'ouvre à la colonisation l'estuaire de la Plata sous les noms de la Plata, les États de la Plata. Cette désignation vague contribue, pour sa bonne part, à créer des confusions, que quelques mots suffiront à dissiper.

Trois États dictincts, d'origine commune, anciennes colonies espagnoles, ont, depuis la proclamation de l'indépendance, au commencement de ce siècle, conquis leur individualité sur la rive de la Plata et de ses affluents, le Parana et l'Uruguay, qu'ils se sont partagés d'une façon inégale.

La rive orientale de l'estuaire du fleuve Uruguay appartient à la République de l'Uruguay, dont la capitale est Montevideo.

La création de ce petit État, dont le domaine faisait partie de la vice-royauté de la Plata et dont la frontière constitue la limite des possessions portugaises et espagnoles, fixées par la bulle d'Alexandre VI, jouit d'une indépendance garantie par l'intérêt qu'ont le Brésil et la République Argentine à ne pas se rencontrer sur les rives de la Plata.

La rive occidentale de la Plata, celle de l'Uruguay et les deux rives du Parana appartiennent à la République Argentine, dont le vaste territoire est sept fois grand comme la France.

Un troisième État, le Paraguay, sans grande importance politique, depuis la guerre de 1866 à 1870, qui l'extermina, figure aussi parmi les États de la Plata, bien qu'il n'occupe que les rives d'un des affluents du Parana, affluent lui-même de la Plata, le rio Paraguay.

Le centre commercial et social, la ville maîtresse de cet immense bassin est Buenos-Aires, capitale de la République Argentine.

Doit-elle cette supériorité incontestable et aujourd'hui définitive à une prédestination fatale? N'a-t-elle eu à recueillir que de faciles triomphes? Loin de là. Aucun point n'était moins indiqué par sa situation, ni par la nature, pour les destinées qui sont devenues les siennes.

C'est par hasard que le lieu où elle est aujourd'hui bâtie a été choisi, en 1535, par Mendoza, chef de la plus grosse expédition que l'Espagne eût dirigée sur ces contrées, composée de deux mille cinq cents hommes et de cinq cents chevaux. Cet important cortège était naturellement réparti sur de nombreuses caravelles et quelques goélettes d'un faible tirant d'eau. On suivait la rive. Ce voyage de cabotage amena les goélettes à l'embouchure d'un ruisseau si peu important qu'aucun géographe n'a songé à lui donner un nom : il offrait cependant un abri suffisant ; cette raison seule détermina Mendoza à y aborder. Rien n'aurait dû y retenir le fondateur d'une grande ville : pays plat et triste, habité par des peuplades misérables, plaine qui ne produisait et ne promettait rien, qu'il lui fallut se décider à quitter, après six mois de lutte, laissant derrière lui les cadavres de deux mille de ses compagnons.

Après cet échec, on pouvait affirmer que le lieu était mau-

dit. Peut-être tout autre peuple que le peuple espagnol eût-il renoncé à y reparaître, mais il est de la nature et du caractère castillan de ne jamais accepter les défaites de son amour-propre, ténacité qui vient des excès de l'orgueil si l'on veut, qui a engendré ces efforts de patriotisme dont les Maures ont subi les coups redoublés et que Saragosse rappellera éternellement à la France sans l'humilier.

Un demi-siècle après, en 1580, Juan de Garay, capitaine-général du Rio-de-la-Plata, quitta l'Assomption avec soixante soldats, quelques officiers, des femmes guaranies et leurs enfants, fils d'Espagnols, et aborda le 11 juin au lieu où avait échoué Mendoza.

L'hiver, dans l'hémisphère sud, commence météorologiquement le 21 juin; la ville du Paraguay, que Garay et ses compagnons quittaient pour tenter cette aventure, ne connaît pas les frimas; mais le parage où ils venaient s'établir, situé par 34° latitude, exposé aux vents du sud et du sud-est, qui viennent du pôle et de l'Océan, était moins tempéré : l'hiver, sans y être rude, y est assez froid pour imposer à l'homme l'obligation de se créer des abris et des ressources alimentaires, double nécessité qui devait contribuer à tremper vigoureusement ses habitants. La lutte contre l'Indien, commencée le premier jour, continuée jusqu'au troisième centenaire de cette fondation, ne devait pas moins contribuer à éprouver la race et à la constituer fortement.

I

Rien n'a eu une influence plus directe sur les mœurs, sur le développement social de la ville de Buenos-Aires et de la République Argentine que sa situation géographique à la lisière d'une plaine de cinq millions de kilomètres carrés, où un ennemi armé surveillait toujours ses habitants et ne les

laissait avancer et produire que pour les refouler, détruire ou enlever leurs productions.

La plaine impose à celui qui y pose sa tente une transformation physiologique. Elle fait de lui un autre homme après quelques années de contact. Y marcher à pied est à peu près impossible; l'herbe, glissante l'été, mouillée d'une épaisse rosée froide l'hiver, est un obstacle permanent. L'Indien, avant que l'Espagnol lui eût fourni le cheval, ne surmontait cet obstacle qu'en marchant en file serrée, l'un derrière l'autre, et faisant ainsi un sentier que tous suivaient, comme font dans l'air les bandes d'oiseaux migrateurs. Pour l'Européen, sans le cheval, la plaine est inaccessible; la nécessité en impose donc l'usage permanent ; cet usage énerve certaines facultés pour en développer d'autres, fait perdre l'habitude et le goût des travaux qui se font à pied. La vue, devant l'horizon sans limites, s'aiguise; l'œil s'habitue, sans effort, à distinguer chaque jour plus loin, l'esprit à scruter, plutôt qu'à agir, à attendre l'événement qu'il voit venir de loin plutôt qu'à aller au-devant de lui.

Il est de tradition de nier la poésie de la pampa. Elle diffère, au moins en cela, de l'Océan qui s'impose à l'admiration du vulgaire autant par la majesté réelle et l'infinie variété des spectacles que par la réputation que lui ont faite les poètes. La forêt et la montagne jouissent des mêmes privilèges que la mer. La pampa, au contraire, n'offre ni surprises ni grands spectacles. A première vue, l'homme croit qu'il en a perçu tous les secrets. Elle a une longue réputation de platitude qui dispense même de la constater; à la longue, à vivre avec elle, on y découvre des beautés sévères, on comprend la variété des tableaux, que le soleil ou l'ombre, le calme ou la tempête y réalisent à toute heure du jour.

L'étranger qui vient y résider et n'est pas fait à cette nudité sans ornements se désole d'abord du manque absolu d'arbres. Dès qu'il a planté sa tente, il répand, autour, des semences

pleines de promesses, et, sur ce sol vierge où, toutes, elles prospèrent rapidement, il voit se dresser vite quelques tiges. qui lui promettent ombre et abri. Son rêve, après un printemps, est déjà presque réalisé : il a créé le taillis, il a dérobé la plaine à ses regards.

Pendant cette attente, ses idées se sont modifiées, son regard a, pendant une saison, sondé l'horizon.

Il y a vu, au loin, du côté de l'est, le lever radieux du soleil s'élevant presque toujours dans un ciel pur ; à certains jours, au sud, s'accumuler les buées épaisses que le vent brûlant du nord y apporte de l'équateur, l'orage s'y former et venir, rasant le sol de la masse sombre de ses nuages épais, déchirés, de temps à autre, d'éclairs éblouissants, suivis d'éclats de tonnerre, plus bruyants et plus prolongés qu'en aucun lieu du monde. A l'ouest, chaque jour, il a observé le soleil des journées chaudes s'éteignant lentement, et sous l'éclat de ses rayons obliques, qui grandissent, s'élever, comme sur des échasses, le corps devenu énorme des bêtes de ses troupeaux. A midi, sous le soleil droit, l'atmosphère transparente a mis sous ses yeux ouverts des spectacles plus surprenants que ceux que ses rêves peuvent forger pendant son sommeil ; la science la plus vulgaire l'avertit que ce sont des mirages ; qu'importe, si les yeux et l'esprit y trouvent leur régal !

La pampa, vue à travers ce miroir du rêve, vaut tous les paysages imaginés par les poètes, son spectacle trompeur suffit à remplir la vie oisive du pasteur. Là ce sont des lacs enveloppant des îles, des cours d'eau se découpant à l'horizon. qui, au lieu de couler, silencieux au fond de leur lit, comme les vulgaires cours d'eau des paysages réels, ont retourné l'image, et présentent sur la nue des berges renversées, bordées d'arbres, dont la frondaison est assez luxuriante pour que les yeux affirment qu'ils joignent le ciel à la terre. La raison, égarée, ne songe même pas à protester contre ces enchan-

tements que la vue découvre, et le spectateur se promet d'aller le lendemain reconnaître cet endroit éloigné, où il est passé, cependant, hier encore — il le croit du moins, en doute déjà.

Le lendemain, ses yeux sont ailleurs, où le sollicitent de nouvelles merveilles qui, pour se montrer à un autre coin de l'horizon, n'en sont pas plus réelles : ce sont toujours des eaux transparentes, un Corot réalisé, un brouillard chaud de tons et de coloris, qui promet une fraîcheur trompeuse à l'heure la plus difficile à passer. Il a beau reconnaître ses erreurs après de longues courses toujours reprises, avoir vu fuir, toujours, devant lui, ce paysage, qui cependant ne se déplace pas, et, tout à coup, disparaître, pour laisser l'œil désabusé ; il a beau retrouver sur le sol les réalités de la nature, il ne s'en attache pas moins à ce cadre qui l'entoure, où une sorte de magie fait apparaître, pour la distraction de ses yeux, des tableaux toujours nouveaux et toujours enchanteurs.

Il ne songe plus alors à s'inquiéter de ces arbres, que son zèle de nouveau venu a placés là. Ils ont poussé, cependant ; l'hiver les a dépouillés une fois déjà, sur l'horizon leur silhouette apparaissait à peine ; le printemps gonfle leurs veines, multiplie leurs rameaux. Un beau jour, il est surpris par la gêne que lui apporte ce rideau, qu'il avait pris tant de peine, au premier jour, à élever entre lui et l'horizon. L'habitude est prise. Il veut tout embrasser de son regard ; ses poumons ont besoin de tout l'air qui circule dans la plaine ; sa vue, par un exercice inconscient de chaque instant, a pris l'habitude d'un effort à longue portée, elle est comme un muscle longtemps fortifié par des tensions continues, qui devient incapable d'un petit effort et n'en peut plus faire que de grands. Tranquillement, cet arbre, qu'il avait apporté de loin, protégé contre le vent, garanti des fourmis, il le coupe au pied, le couche sur le sol et fait, avec dédain, de

cet abri rêvé, un siège où il viendra s'asseoir pour voir loin : il n'y a plus que cela qui lui plaise.

*
* *

La fertilité de la plaine, autant que la vie rude qu'elle impose, ont déterminé les caractères spécifiques de la race qui s'y est élaborée et constituée.

L'aspect primitif du sol, quand les Espagnols y débarquèrent, était, sur le littoral, ce qu'il est encore aujourd'hui à la lisière du pays peuplé, dans cette zone où le bétail n'a pas encore pénétré et où il n'a pas opéré cette transformation des surfaces qui est son œuvre. Terrain d'alluvions, constitué par l'accumulation, depuis trente mille ans, des parcelles de sable fin que les eaux du continent ont toujours charrié, il n'avait encore rien produit.

Le sol du littoral était, précisément, celui dont la formation était le plus moderne, le sable, que le courant avait déposé la veille, formait l'étroite bande, sans consistance encore et sans fixité, succédant aux dépôts laissés le jour précédent et chaque jour depuis trente mille ans. L'évolution géologique de ce sol ne semblait pas terminée. Aujourd'hui encore, les eaux l'augmentent, apportant, au même lieu, les assises des bancs de sable dont le temps fait des îles, comme il a formé autrefois la plaine pampéenne. La formation la plus ancienne est donc celle qui est le plus rapprochée des Andes. Celle de la rive, celle qui se fixe à peine dans le lit du fleuve, ces îles qui se déplacent encore, ces plages qui, par un caprice des eaux, s'avancent aujourd'hui pour reculer demain, c'est la terre nouvelle, celle où la nature, pendant l'époque moderne, n'a eu le temps de rien préparer pour l'homme trop pressé, à ce qu'il semble, de la surprendre au milieu de son œuvre lente, dont les résultats étaient réservés à des générations futures.

Du côté des Andes, en raison même de la formation géologique plus ancienne, la végétation, abritée par les contreforts, fécondée par des pluies fréquentes, avait pu se former sur un sol mieux préparé. De là elle est descendue dans la plaine : des graines fécondes, portées par le vent, ont créé, dans quelques coins privilégiés, un commencement de végétation arborescente. Entre le littoral où l'on abordait et le lieu où cette végétation indiquait une terre fertile et offrait quelques ressources naturelles, il y avait à traverser deux cents lieues de plaine, défendue par l'indigène, qui n'en permettait pas l'accès. Dans ce grand espace, la surface du sol sablonneux était sans consistance, le moindre vent soulevait des nuées de cristaux siliceux; de loin en loin, des touffes d'herbes, hautes et coupantes, maintenaient autour de leurs racines, à l'ombre de leurs tiges, un peu de ce sable que leurs débris fertilisaient. Cet humus superficiel, à peine perceptible, suffit à préparer l'avenir des graminées, apportées parmi la provision de fourrages des chevaux de l'expédition.

La civilisation ne marche pas dans la plaine comme dans la forêt : l'homme ne peut la lui imposer comme il l'impose à celle-ci par cette destruction que l'on nomme défrichement. Jouet d'une illusion, victime de ce mirage qui fuit tous les jours devant lui, il croit qu'elle est toute à lui, il est tout à elle. Ce qu'il ne peut pas faire, une semence inconsciente, venue on ne sait d'où, le réalise. La graminée, qui s'est semée d'elle-même, retient, dans ses racines chevelues, le sable superficiel qui se fixe et devient humus; le couvert est mis par la nature pour le premier troupeau, et, sous le pas de celui-ci, l'œuvre commencée se consolide, l'humus se solidifie, le sol se forme, la fertilité latente apparaît.

L'homme, qui n'est pour rien dans ce travail, en a tous les profits. La race nouvelle, qui s'élabore, acquiert, au milieu de cette vie facile, ses caractères constitutifs, son esprit général,

ses mœurs; race contemplative, peu pressée de réaliser aujourd'hui ce qu'elle pourra faire demain, peu soucieuse de l'avenir des générations prochaines. Le champ et le troupeau ne sont-ils pas là pour préparer et garantir le lendemain? La vie, assurée sans effort, donne l'habitude de vivre sans en faire aucun; mais ces loisirs, cette longue hérédité de bien-être sans labeur donne aussi à cette race, dont le membre le plus pauvre ne s'est courbé jamais vers le sol et ne daigne même pas marcher à pied, tous les dehors d'une race noble, les traits calmes, le regard franc, les membres grêles, les extrémités fines. La rudesse du milieu, où la vie est triste et quelque peu sauvage, le trempe vigoureusement, en même temps qu'elle lui inspire le goût immodéré de la liberté, de l'isolement, de l'individualisme.

L'histoire du peuple qui forme aujourd'hui la République Argentine est là pour démontrer que la vie de la plaine a inspiré à ses habitants toutes leurs qualités de hardiesse, de résistance à la fatigue, nécessaires pour arriver à la posséder, à la dompter, leurs facultés de pénétration, qui en font des observateurs si judicieux, habitués qu'ils sont à se guider seuls, à se défendre seuls, à reconnaître au loin le danger le moins perceptible, à scruter à fond la pensée de celui qu'ils approchent et que de loin ils prennent le temps de deviner.

II

Le type créé par la plaine, qui est né d'elle, est connu et jouit d'une célébrité romanesque en Europe, il a défrayé les récits des conteurs et des observateurs superficiels : c'est le *gaucho*.

L'origine de son nom, qui date à peine de deux siècles, est obscure. Elle est possible cependant à recomposer. A l'époque

des premiers établissements en Amérique, l'Espagne était, depuis peu, victorieuse des Maures : beaucoup de ces vaincus émigrèrent. Ils trouvèrent dans la pampa un milieu où reprendre les traditions de vie pastorale de leurs ancêtres ; les premiers ils s'écartèrent des fossés de la ville pour prendre soin des premiers troupeaux. Cela est si vrai que ce sont des mots arabes qui désignent dans la campagne plusieurs des usages ou des outils qui s'y emploient, le puits y est dénommé : *jaguel*, du nom arabe, et non *pozo*, du nom espagnol ; c'est à la mode arabe que les pasteurs puisent l'eau. C'est aussi un nom arabe défiguré que celui de gaucho.

Il se prononce *ga-ou-tcho*, et la parenté est facile à retrouver avec le mot *chaouch*, qui se prononce *tcha-ouch*, et qui, en arabe, signifie conducteur de troupeaux[1]. En Andalousie encore, à Séville, à Valence même, le conducteur de troupeaux se nomme chaoucho ; ce nom est donné aussi à celui qui amène les taureaux du pâturage à la plaza. Il est facile de comprendre comment il est devenu en Amérique celui du pasteur des plaines ; il est facile d'entendre aussi comment, à être prononcé par les Indiens, la première syllabe est devenue gutturale. L'origine de ce groupe social, dont le rôle est si considérable dans l'histoire de la civilisation de la pampa, est moins obscure, en somme, qu'il ne semble, et l'étymologie de son nom nous la révèle en nous indiquant son caractère originel.

Le gaucho n'est pas, en effet, une race, comme on le croit généralement de loin, c'est une classe sociale. C'est le propre d'une classe sociale de se former, peu à peu, d'une façon insensible, surtout dans un milieu nouveau, sans que personne songe à noter les faits obscurs au milieu desquels elle se développe. Le gaucho n'a eu d'histoire qu'après l'avoir lui-

1. Cette étymologie nous est tout à fait personnelle, mais aucune autre n'a été proposée qui présente autant de vraisemblance.

même faite, sans l'écrire; son nom de *conducteur de troupeaux* n'a été celui d'une classe que le jour où cette classe a eu démontré, par des faits nombreux, répartis sur un assez long espace de temps, son existence et sa vitalité.

Son utilité sociale a pu longtemps être ignorée; elle a été, dès le premier jour incontestable. Si elle a échappé longtemps à l'investigation, c'est que ceux qui menaient la vie de pasteurs affectaient les caractères d'une race nouvelle, sorte de greffe de la race conquérante sur le tronc de la race indigène, et constituaient entre les deux une transition.

Au début de la colonie, l'égalité était une tendance plutôt qu'un fait. Il y avait entre les chefs et les soldats une hiérarchie; la distribution des terres ne se faisait pas entre eux d'une façon égale, la répartition des Indiens destinés à les cultiver était calculée suivant le rang et l'importance des uns et des autres. Si plus tard la vie en commun, le peu de valeur des terres et des produits devaient faire de l'égalité des conditions la loi commune, la nécessité de vivre et de produire, les goûts variés devaient attirer quelques colons hors des villes pendant que d'autres s'y casernaient.

Dans la campagne, où ils s'établissaient, a toujours existé une zone contestée entre l'Indien refoulé et le colon conquérant : cette zone a été reculée à chaque génération, le rayon s'en est agrandi; mais elle a été toujours le terrain, le milieu demi-barbare, où est né, où s'est formé, où s'est développé et multiplié le gaucho, y prenant des habitudes de vivre qui lui sont spéciales, y puisant un caractère ethnique nouveau accentué par des unions hybrides.

Dans cette zone intermédiaire, en effet, les premiers Espagnols ou les premiers Maures qui se sont établis ont rencontré ou recueilli des Indiens disposés à la soumission; c'est avec eux qu'ils ont vécu, avec leurs femmes qu'ils se sont

alliés, créant ainsi, dans un milieu de transition, une race de transition, une classe sociale de transition.

Cet homme des champs, ce solitaire de la pampa, s'est formé à égale distance de la civilisation et de la barbarie, vivant hors de la cité, mais aussi hors de la tribu, ne connaissant ni l'une ni l'autre de ces organisations sociales, individualiste à l'excès, habitué dès le premier jour, et, depuis trois siècles, à l'isolement et à l'oisiveté lucrative, ne comptant que sur lui-même et sur son habileté dans la chasse des animaux, au milieu des pâturages, pour se procurer des moyens d'existence. Il n'a jamais connu ni la valeur ni l'emploi de l'argent, et, s'il lui en tombe, il ne laissera pas le soleil se coucher sans avoir tout gaspillé au vent de sa fantaisie ; tout lui est bon pourvu que pas un sou ne lui reste, il invite tout le monde, et gorge le premier venu, c'est le blesser que de lui refuser : après un jour d'abondance, une semaine de disette, peu lui importe.

Il ne connaît pas la loi civile ; pendant des siècles, elle ne lui a pas manifesté sa présence, il naît et meurt sans qu'aucun registre le constate : la plaine est à lui, il est habitué à voir de telles immensités sans emploi qu'il ne lui donne en général aucune valeur. L'étranger l'étonne par ses facultés d'appropriation de la terre, mais il ne croit pas à sa supériorité, dédaigne ce *gringo* qui ne sait pas monter à cheval, et s'en éloigne, pour avancer dans le désert, comme il le fait, depuis trois siècles, devant la culture et la division de la propriété.

S'il est différent de l'habitant des autres plaines, par son ignorance de la vie de la tribu et même de la vie de famille, il ne s'en distingue pas moins par son détachement de la religion et son peu de disposition au fanatisme. Personne ne lui a inculqué de principes religieux. Il est catholique,

papiste, suivant son expression, mais il entend par là le respect d'un Dieu que son imagination seule lui désigne, son respect de la croix, des églises et, en général, des signes du catholicisme. Dans le danger, il fait une croix de son pouce et d'un doigt de la main, la baise, et s'en remet de son sort à cette courte prière.

De tout temps on l'eût étonné si on lui eût dit qu'il était Espagnol ou descendant d'Espagnol, et la vérité est, qu'entre lui et eux, la différence était grande. On l'eût injurié si on lui eût dit qu'il était descendant d'Indien : l'Indien n'est pas chrétien, et lui est chrétien et fils de chrétien, ce qui pour lui signifie civilisé. Et, de fait, il est civilisé dans un milieu barbare, et en cela encore il rappelle son origine arabe.

Ce ne sont pas les qualités instinctives de l'homme primitif qui dominent en lui, ce sont les qualités héréditaires des nobles races dont il descend. Il est, au physique, élégant et agile, souple et nerveux ; la continuelle gymnastique du cheval lui a donné une dextérité admirable ; ses attaches fines dénoncent une longue oisiveté.

Il a ses poètes. Empreint lui-même d'une certaine poésie, nonchalant, contemplatif, vivant dans une nature vierge, fils d'hommes civilisés, il a su saisir sur le vif le côté poétique de sa vie spéciale, et traduire la poésie des plaines et de son genre de vie.

Il parle volontiers en vers, fait lui-même des ballades. Parmi les gauchos, le *payador*, sorte de trouvère, est fréquent : c'est à proprement parler un improvisateur en vers ; le verbe *payar*, entré dans la langue du gaucho, signifie converser par demandes et réponses en vers. Dans leurs fêtes, ce jeu a un grand succès et beaucoup y brillent.

Pour en bien comprendre la finesse, il faut connaître à fond leur langage particulier, l'origine de leurs métaphores,

prises dans les tableaux et les événements qui les entourent. Il faut une certaine habitude pour saisir au passage les demi-mots et les demi-figures; il est surtout impossible de les traduire. Beaucoup de ces ballades ne sont pas écrites; pour en faire une récolte curieuse, il faudrait traverser la pampa dans tous les sens, un crayon à la main : on en trouverait de fort originales. On assisterait même à leur éclosion. Le soir, autour d'une bouteille de genièvre, pendant qu'un des assistants touche l'éternelle guitare, le payador, sur un ton monotone, débite quelques vers où se reflète l'heure actuelle, et, peu à peu s'échauffant, se hausse à des accents vraiment poétiques, où l'idée et la peinture à traits accentués a plus de valeur que l'harmonie, généralement un peu monotone et languissante.

Le *payador* s'élève quelquefois jusqu'à la poésie écrite; mais ce n'est plus alors un *gaucho*, c'est un payador lettré, habitant de la plaine par occasion, saisi de sa poésie, se passionnant pour la vie de cette classe sociale qu'il a pénétrée par un long contact, rendant alors l'esprit, la pensée, le geste, le langage de son modèle. Citons les plus connus et les plus considérables : Ascasubi, Stanislas del Campo, Jose Hernandez.

Le gaucho a eu ses historiens[1] le jour où il a eu son histoire, le jour où il s'est choisi des chefs. Vivant seul, ne reconnaissant pas le lien de la tribu, il s'est attaché exclusivement à un chef, le *caudillo*, se divisant sous ses ordres par régions,

---

1. Citons, au premier rang, le Dr Sarmiento et son ouvrage universellement connu, *Facundo Quiroga*; le général Mitre, dans sa remarquable histoire de l'indépendance argentine, modestement intitulée *Historia del general Belgrano*; le Dr Vicente F. Lopez, dans le monument qu'il élève à l'histoire de cette période des annales de son pays, où l'on retrouve le style dramatique et pittoresque de Macaulay. Nous nous sommes permis d'ajouter à nos observations personnelles quelques traits empruntés à chacun de ces illustres écrivains.

reconnaissant une sorte de cohésion géographique, cantonale, si l'on peut comparer ce système de division territoriale limitée, à des étendues immenses de territoire et à des gens isolés sur un champ si vaste. Il n'admettait d'être enrégimenté que par sa volonté et sous un chef de son choix, sinon la désertion était pour lui le plus saint des devoirs. Si, par chance, il acceptait son sort, ses instincts de fauve, sa sobriété, sa résistance à la fatigue, sa connaissance du moindre brin d'herbe en faisaient, pour la guerre de plaine, un soldat incomparable.

Avant les guerres de l'Indépendance, il n'avait que deux théâtres où exercer ses qualités d'homme de guerre : la contrebande et les campagnes contre l'Indien. Dans celles-ci, il mettait en œuvre, avec tous ses instincts, toutes les ruses que le sauvage lui avait apprises. Contre ce primitif, il luttait lui-même en primitif. Il savait, comme lui, distinguer au mouvement des herbes, à celui des fauves dans la plaine, la présence d'un ennemi, comme lui se dissimuler à cheval, ramper, donner à un escadron de cavaliers l'apparence au loin d'une troupe de chevaux libres, paraître et se dérober; il avait pris à l'Indien ses armes, le *lasso* et les *bolas*, et les maniait mieux que lui : il lui avait fourni le cheval et avait appris à s'en servir comme lui.

Au siècle dernier, la contrebande était une véritable entreprise de guerre, montée plutôt par haine contre l'Espagne que dans l'espoir d'un gain exceptionnel. En pays espagnol, c'étaient les Portugais qui la fomentaient, ils en avaient tous les profits, le gaucho qui les servait en avait tous les périls. C'était, au reste, un métier honoré. On disait avec respect : « Un haut et puissant contrebandier ». Il fallait, pour ces expéditions, des hommes décidés à tout, connaissant parfaitement le désert. L'ennemi était le prévôt de la *hermandad*, sorte de maréchaussée. Il fallait à tout prix lui échapper, le

dépister, et, pour cela, répandre la terreur, fermer la bouche aux délations par des châtiments sévères, parmi lesquels le meurtre ou l'incendie où périssait la famille du délateur. Aussi l'habitant paisible de la campagne qui n'avait pas ces mœurs, qui n'était gaucho que de nom, voyait-il d'un œil aussi méfiant le gaucho en expédition que le prévôt de la maréchaussée. Il était pour l'un un complice forcé et pour l'autre un criminel présumé.

C'est dans la première moitié de notre siècle que le gaucho est devenu un personnage. Son champ d'action s'est élargi, il n'a plus pour théâtre seulement la plaine, mais la politique.

Plus que jamais il s'est groupé autour des caudillos, et, en donnant à ceux-ci un grand rôle dans la direction des affaires, a mis plus d'une fois en péril la liberté et la civilisation. L'époque de son apogée fut, en 1815, avec Artigas, à Montevideo, cet ancien contrebandier insaisissable, qui crut à la force de résistance de la royauté et prit d'abord parti pour elle contre l'Indépendance, et, en 1830, avec Rosas, qui se faisant gloire d'être un gaucho, s'appuya sur les gauchos contre l'aristocratie du pays, et réussit à les grandir, aux dépens de celle-ci, pendant les vingt ans de sa dictature.

L'aristocratie, ou tout au moins la classe élevée du pays, riche et instruite, a eu son heure de revanche, a repris son poste à la direction des affaires et assuré le triomphe d'une constitution républicaine et démocratique. Le gaucho est rentré dans son *rancho*, il a repris sa guitare et sa vie de pasteur. Les différences entre lui et le campagnard paisible se sont fondues ; les plus indomptables sont allés grossir les rangs des Indiens insoumis et ont été détruits avec eux.

D'autres, sans s'astreindre à toutes les lois sociales et sans s'y soustraire violemment, se sont rapprochés de la vie pai-

sible, en restant nomades. Ils marchent à l'avant-garde, possèdent un troupeau, ou surveillent celui qu'on leur a confié, ne payent ni loyer, ni impôt; ils occupent et ne possèdent pas la terre. Si un jour un propriétaire se présente, ils ne lui demandent ni titre, ni justification; c'est pour eux un homme de la ville, connaissant les lois, qu'ils ignorent, et les hommes de loi, dont ils ont grand'peur; ce jour-là, ils émigrent, reprennent leur marche en avant, occupant tour à tour les meilleurs sites et ne songeant jamais à réclamer le bénéfice de lois, faites pour eux, favorables à l'occupant, qui leur auraient dix fois permis d'acquérir, avec peu de chose, un morceau de ces terres publiques qui prennent à chaque génération une plus grande valeur.

Ce profit est pour les descendants de ceux dont leurs pères étaient les égaux. Pour eux, cette aristocratie, qu'ils distinguent mal et connaissent peu, en qui ils sont bien près de voir des maîtres, se divise en deux classes : les docteurs et les étrangers. Tout homme des villes est, pour eux, un docteur, appellation générique des hommes de loi et des hommes qui savent, ou un étranger, toujours commerçant : les Espagnols étaient commerçants et étrangers; ils ont pris, à l'époque coloniale, l'habitude de ne pas distinguer et conservé une égale horreur pour l'homme qui n'est pas de leur pays et pour celui qui vend, et — injure suprême! — leur refuse souvent le crédit, dont leur raison se passe, mais que leur ivresse réclame.

III

Dans la société des villes, l'esprit démocratique a dominé dès longtemps. On vit, on respire au milieu de cet air ambiant. Ce n'est pas à dire que la hiérarchie n'y existe pas, que ce soit là une société ouverte où entre qui veut, pour occuper la place de son choix.

Il n'en a jamais été ainsi. Par cela même que la colonie présente, à l'origine, l'image exacte d'un navire en mer, où personne ne possède rien en propre, où tout le monde vit en commun sur les provisions communes, quelqu'un préside à leur répartition. Il y a un chef, des officiers et des hommes dont les services contribuent à l'œuvre commune. La première répartition des terres se fait en respectant cette hiérarchie : première inégalité, sans grande portée en raison du peu de valeur de ces dons de joyeuse arrivée, la terre avant deux siècles n'aura pas de valeur. Plus tard, l'introduction et l'accroissement excessif des troupeaux, qui se reproduisent sans travail, rétablira l'égalité des conditions entre les colons. Mais la création de fonctions élevées et rétribuées, l'arrivée continue de commerçants d'Espagne rétabliront des divisions de classes et imprimeront à la colonie l'idée de hiérarchie.

L'Indépendance, les troubles de cette époque de révolution qui dure un demi-siècle, l'insécurité, la pauvreté qui en résultent, passent le niveau sur cette société naissante; elle reprend ses assises égalitaires, ses habitudes démocratiques, mais elle n'en conserve pas moins sa hiérarchie, ses subdivisions sociales, tout en les limitant.

Ces inégalités, ce n'est ni l'argent ni la naissance qui les déterminent ; mais cependant la naissance et l'argent servent à les établir. Les grandes fortunes, dès longtemps formées par la possession ancienne de la terre, donnent à ceux qui les détiennent les moyens de se distinguer et de jouer au grand seigneur, et, comme la fortune n'a pas ici d'autre source que la possession de la terre longtemps conservée, la classe aristocratique de riches propriétaires se compose de gens qui sont nés, si ce mot ne jure pas dans une démocratie.

Être né, dans le sens local et démocratique, c'est être d'une origine connue, avoir des antécédents, n'être pas le premier venu. A cela se réduisent les distinctions sociales.

Ce n'est pas à dire que les hommes ne recherchent pas une société de leur choix et par conséquent ne se groupent pas au gré de leurs occupations journalières ; la nature de celles-ci produit des groupes sociaux, mais ces groupes sont juxtaposés sans être hiérarchiques.

Le fonctionnaire du rang le plus élevé attendrait vainement l'hommage qu'il se croit dû, en raison de sa fonction, de la part de ses concitoyens, qui sont tous ses égaux. L'homme riche n'est pas habitué à plus de considération spéciale.

Les usages sont plus ou moins raffinés, suivant les milieux où l'on se trouve, et l'on peut rechercher ces milieux ; mais la première condition pour y pénétrer est de ne pas y être pour tous un inconnu. Il y faut conquérir ce rang que l'on convoite si l'on est un nouveau venu, un étranger, ou un fils de ses œuvres. Seuls, ceux qui ont une origine ancienne dans le pays, ou sont alliés à une famille anciennement connue, y sont reçus sans conteste, quel que soit l'état de leur fortune, quelle que soit même leur condition sociale, diminuée par des revers, ou restée de tous temps modeste.

C'est un meilleur titre pour ouvrir les portes de cette sorte d'aristocratie démocratique des villes, d'être anciennement connu et pauvre que d'avoir conquis subitement une grande fortune sans avoir d'antécédents connus.

C'est que, dans cette société, qui s'est formée lentement à travers les âges, dans l'isolement, les relations sociales comportent une intimité plus grande qu'ailleurs, familière et aussi familiale, et qu'ouvrir les portes d'un groupe, c'est lui ouvrir celle des familles qui le composent et en forment une sorte de grande communauté.

Cette porte, un étranger ne la franchit jamais complètement. Riche ou d'éducation raffinée, il est admis facilement ; familièrement, jamais. Il n'arrive jamais à être tout à fait de la famille, même de celle où il est entré par un mariage. Ses

fils, il s'en apercevra vite, seront traités autrement que lui. Ils sont créoles.

C'est là le grand mot, que rend mal, au reste, le mot créole, tel que nous le comprenons. En français, être créole, c'est être né, dans les colonies, de parents européens. *Criollo*, en espagnol, d'où le mot créole dérive, a un autre sens plus précis. Être *criollo*, c'est, à proprement, être du cru.

Comment s'étonner que ces différences sociales existent, puisque c'est cette différence d'origine qui a déchaîné toutes les haines, créé toutes les divisions du temps de la colonie, qui a déterminé l'explosion de la révolution, aussi bien ici qu'aux États-Unis, entre les Espagnols et les fils d'Espagnols, les *criollos?*

IV

Cette distinction a plus de portée que celle même de la couleur. Personne, ici, n'attache d'importance aux teints bistrés, aux cheveux plats ou crépus, le blond ne fait pas prime, le noir ne fait pas horreur. Si l'on ne rencontre de nègres dans la société que par exception, cela ne tient à aucune exclusion dont la loi ou les mœurs les aient frappés : ils ne se sont pas élevés encore dans l'échelle sociale, mais rien ne les empêche de le faire ; ils n'ont encore atteint qu'au grade d'huissiers dans les ministères, mais rien ne s'oppose, l'éducation aidant, à ce qu'ils remplacent un jour les ministres. Les mulâtres ont déjà fait un beau chemin, nous ne dirons pas lequel ; à quoi bon rappeler qu'ils le sont à ceux qui l'ont oublié, ou qui l'ont fait oublier.

La grande variété de nuances et de carnations, les unions désordonnées entre les Maures, les Espagnols et les Indiens, les nègres et les blancs, les métis de ces deux origines avec les blancs, les nègres et d'autres métis, ont créé une telle

gamme de couleurs, que l'ethnographie doit renoncer à les classer. Mais on peut retenir un fait constaté et facilement contrôlable : les produits de ces mélanges manquent de qualités ethniques, leur sang manque de vigueur autant que de fixité ; les métis parviennent difficilement à s'élever au-dessus de leur condition ; toutes les aspirations leur sont permises, la force leur manque pour les réaliser et ils se perpétuent dans les conditions les plus humbles.

L'Indien, qui est le *substratum* de ces dégénérescences sociales, a été le premier à disparaître, absorbé et surtout détruit. Il y a de ce phénomène des raisons multiples. Les sévices contre les indigènes ont été, croyons-nous, la cause de destruction la moins active. Il y en a d'autres, et, parmi elles, l'importation par l'étranger des germes morbides de maladies contagieuses. Latents chez l'Européen, parce que sa constitution plus robuste a pris, dès longtemps, l'habitude d'y résister, et que l'hérédité a produit une sorte de préservation protectrice qui en atténue les effets, ces germes importés sont le plus souvent mortels pour l'indigène.

C'est ainsi que le mal, dont Voltaire accuse l'Amérique d'avoir empoisonné l'Europe, en y faisant d'humbles et aussi d'illustres victimes, comme François Ier, était simplement une maladie européenne ancienne, presque éteinte : régénérée par une culture antihygiénique dans le sang des indigènes en contact avec les Européens, elle fut réimportée par eux.

Beaucoup d'autres maladies graves ont subi dans les pays neufs la même recrudescence : la petite vérole, si répandue en Europe au XVIIe siècle et au XVIIIe siècle, est devenue, par la culture de son germe morbide dans le sang des indigènes américains et des néo-américains, une petite vérole noire, affectant des formes nouvelles rapidement mortelles et dont la vaccine n'énerve pas le germe.

Quelles que soient les causes qui l'aient activée, la destruction de la race indienne par le conquérant ou par son simple

contact a été assez rapide pour que l'on puisse tenir peu de compte de ceux qui sont morts en combattant, le nombre en est relativement minime. L'action des indigènes dans la formation de la race ne saurait être considérée comme négligeable, mais elle est aujourd'hui terminée. Ce n'est plus dans la pampa, c'est en Europe que gisent les sources de sang nouveau qui inonde ce vaste territoire.

*
* *

Dire quel est l'avenir est au-dessus de la prévision et de la science des ethnographes. D'origine, la race était espagnole, elle ne l'est déjà plus, tout en restant jusqu'ici latine. Les modifications que subit la langue espagnole qui s'y parle, la race les subit d'une façon aussi visible et aussi rapide.

On peut dire que, jusqu'au XIXe siècle, l'Espagne seule a apporté, dans la constitution de la race, des éléments nouveaux. Elle interdisait l'entrée dans la colonie à tout étranger. La seule exception que l'histoire ait notée est celle faite par Charles-Quint, en 1535, au profit de quelques Allemands, ses sujets d'outre-Rhin. Il autorisa une maison de banque de Francfort à fréter deux goélettes qui devaient se joindre à l'expédition de Mendoza et être destinées exclusivement à transporter des Allemands. C'est la seule fois, jusqu'au XIXe siècle, que la race saxonne aura été admise à mêler son sang, dans cette partie du continent, à celui des descendants directs des Espagnols. Encore exigeait-on de ces premiers immigrants qu'ils fussent catholiques et n'eussent pas été touchés de la contagion luthérienne.

Les premiers cheveux blonds que l'on ait pu observer sont venus de là. Il en est venu d'autres des Asturies, cette province d'Espagne étant la seule qui ait échappé à la domination mauresque. Défendue par Pélage Ier, elle ne souffrit jamais le contact des envahisseurs ; le patriotisme, dont elle donna

l'exemple, conserva ses qualités et sa pureté de race. Les familles de cette origine les ont perpétuées, et quelques-unes ont conservé le blond doré de leurs cheveux qui a le privilège d'être partout un signe de race.

D'Espagne vinrent aussi, à l'époque coloniale et dès le début de la conquête, des Maures et des Juifs. L'émigration de longtemps s'est recrutée parmi les déshérités du pays qui la fournit; parmi ceux-là, les Maures et descendants de Maures et les Juifs étaient ceux qui avaient le plus de raison de s'éloigner. Les premiers sont les ancêtres des gauchos, qui ont conservé leur type et leur profil, en même temps que leur manière de vivre; quant aux Juifs, ils se sont mêlés à la population chrétienne, qui les a absorbés. Pour bien des raisons, il leur a fallu accepter le baptême : c'était pour eux, comme pour tous les colons, la seule manière de posséder un état civil, une filiation régulière, de constater les liens de famille, de prendre rang dans la société, où le préjugé religieux était d'autant plus puissant que la distinction entre les sauvages et les conquérants s'exprimait par ces deux noms : chrétien et Indien. Leur présence ancienne se dénonce par les prénoms bibliques, que, dans les familles juives, on a, avec intention d'abord, inconsciemment ensuite, transmis aux descendants et qui sont encore si nombreux dans les villes argentines : les Isaac, Siméon, Ezéquiel, Samuel, Elia, Aaron, etc.

* * *

Depuis un demi-siècle, tous les peuples contribuent sinon également, au moins tous activement, à la constitution de la race. Tous les ans un sang nouveau afflue de tous les points du globe, d'Italie et de France surtout, de Belgique, d'Allemagne, d'Angleterre, d'Espagne, de Russie même et de Grèce. L'accroissement, autrefois très lent des villes, est aujourd'hui rapide.

En 1744, un recensement donnait, à la ville de Buenos-Aires, vieille de deux siècles, 11,220 habitants et 6,924 à la campagne.

En 1776, un recensement augmenté d'une classification donne les chiffres suivants :

	En ville.	À la campagne.
Espagnols	15,719	9,732
Indiens	544	1,542
Métis	674	1,020
Mulâtres	3,153	
Nègres	4,115	630
	24,205	12,925

Le recensement, en 1801, donne, pour la Province et la ville de Buenos-Aires 72,000 habitants; en 1822, 137,492; en 1836, 170,000; en 1854, 248,000; en 1869, 495,000.

En 1887, la ville seule contient plus de quatre cent mille et la campagne de Buenos-Aires plus de huit cent mille habitants, ce qui constitue le tiers de la population totale de la République. C'est dans ce milieu, en rapport continuel avec l'Europe et recevant chaque jour ses arrivages, que l'influence des races étrangères a toujours été et sera toujours la plus active.

Les statistiques de l'immigration sont les seuls documents qui nous permettent d'en supputer et d'en préjuger les effets.

Dans la période de dix ans qui va de 1872 à 1882, le nombre des immigrants arrivés a été de quatre cent quatre-vingt-deux mille[1], ainsi répartis :

Italiens	330,000
Espagnols	48,000
Français	47,000
Germains et Suisses	19,000
Anglais et Irlandais	10,500
Divers	21,500

1. Il faut calculer que cent mille de ces émigrants sont retournés dans

Si nous recherchons les chiffres généraux de la population, nous les trouvons divisés de la manière suivante :

Argentins	1,907,000
Italiens	339,000
Espagnols	161,000
Français	153,000
Anglais	51,000
Germains et Suisses	54,000
Divers	265,000

* * *

L'avenir de la race est donc livré à l'inconnu, et sera ce que la feront les hasards de cette invasion pacifique d'une immigration s'accumulant sans mesure sur les assises étroites que lui fournit la population très peu nombreuse du pays.

Le sol sous son influence laborieuse se modifie déjà, la culture s'épand, le troupeau recule, le domaine de chaque pasteur s'amoindrit, la liberté de celui-ci et de celui-là est enfermée dans des limites plus étroites, les propriétés se ferment, les routes se tracent, les liens sociaux se resserrent, l'influence de la loi se fait mieux sentir, les villages se multiplient et se rapprochent, le municipe se crée et naissent les devoirs sociaux qu'il impose ; au loin, très loin, le milieu est encore sauvage, l'habitant ne l'est plus nulle part, pas plus que le troupeau compté, marqué, surveillé. La pampa manque encore d'habitants, mais elle n'en exige pas, elle produit spontanément plus de richesses que des millions d'hommes n'en pourraient consommer et sans qu'il soit nécessaire à des milliers d'hommes de travailler pour les produire.

---

leur pays après un séjour d'un an ou deux : la statistique des départs accuse 181,000 sorties d'émigrants pendant ces dix ans. Les Italiens fournissent à eux seuls le plus gros chiffre.

Aussi conservera-t-elle longtemps le privilège de contenir une race douce, que le poids du travail n'écrasera pas, qui aura toujours devant elle des espaces relativement grands que le troupeau conquerra pour elle, réalisant ce programme d'une société libre de vivre tout entière dans la liberté en rejetant, comme les sociétés antiques, tout le poids du travail et de la production sur cet esclave, le troupeau, qui l'enrichit, en remplissant une fonction naturelle.

CHAPITRE III

LES RACES DISPARUES

Solution du problème des races indigènes dans les diverses régions de l'Amérique. — Les grandes nations indigènes de l'Amérique du Sud à l'époque de la découverte : Quichuas, Araucans et Guaranis. — Tribus pampéennes de la race araucane. — Trois siècles de luttes. — Trois années de destruction. — Motifs et caractères de la première invasion en 1740. — Pampa défendue de 1740 à 1876. — Pampa conquise, 1877-1880. — Action de l'Indien sur la pampa. — Les routes indiennes. — Valeur et colonisation de la pampa depuis l'occupation en 1880. — Importance de cette conquête sur l'avenir de la République.

Il n'est pas de penseur, ni de simple touriste qui, en mettant le pied sur le sol américain, ne se soit posé des questions sur l'avenir des trois races : indigène, européenne et africaine, qui s'y heurtent dans toutes les régions, et n'ait essayé d'y répondre. Par contre, aucun des hommes d'État, qui dirigent les destinées de chacun des nombreux pays de ce continent, n'a pu songer à regarder, en face, ce grave problème tous les jours plus insoluble.

La République Argentine, si elle n'a pas le mérite de l'avoir résolu au point de vue ethnique ou simplement philosophique, a eu du moins l'énergie de le supprimer, et jouit paisiblement, depuis tantôt huit ans, des avantages matériels que cette suppression lui procure.

Tout le monde connaît les différents systèmes, adoptés dans les diverses contrées de l'Amérique par les Européens, vis-à-vis des indigènes, que nous devons nous résoudre à appeler Indiens, pour nous conformer à une tradition qui n'a rien de scientifique.

Aux États-Unis, les conquérants ont opté pour le refoulement, à main armée, quand c'était nécessaire, ou à coups de

dollars, quand ils pouvaient obtenir, contre quelques verroteries, des cotonnades et de l'alcool, l'émigration des Indiens vers l'extrême Ouest. C'était là une tactique violente sous des dehors humanitaires ; elle a eu, dans la pratique, l'inconvénient grave de ne pas résoudre la question, de réduire le territoire indien, mais de le conserver. Il occupe, aujourd'hui encore, soixante mille kilomètres carrés, et l'on dit que cinq cent mille Indiens l'habitent. Restés chasseurs, comme ils l'étaient au temps de la conquête, ils n'ont pas fait un pas vers la civilisation ; ils sont patriotes et indépendants à l'excès, et les Yankees seraient mal venus à leur faire un crime de ces sentiments qui caractérisent leur grande nation ; pourraient-ils davantage leur reprocher leur goût immodéré pour l'alcool et les *lyncher* pour si peu ?

Dans tous les pays hispano-américains la tactique a été différente : la conquête a entraîné la fusion des sangs et des races, le métissage a mis un peu de civilisation dans la paillote de l'Indien, un peu de barbarie dans le rancho de l'Espagnol ; des races nouvelles se sont créées partout, ayant, suivant les latitudes, des caractères spécifiques, qui lui deviennent propres par la continuation des unions, dans le même milieu, entre des individus de même origine.

Dans les contrées tropicales, qui s'étendent du sud du Mississipi au nord du bassin de la Plata, sous la zone torride, la question de l'Indien peut être considérée comme résolue par l'absorption de l'Européen, qui ne résiste pas au climat : la race nouvelle est essentiellement hybride, le sang des premiers habitants domine dans celui des peuples néo-américains de ces parages.

Dans les limites de la République Argentine et dans celles du Chili, c'est-à-dire sur les deux versants des Andes, dans la partie du continent qui n'est pas tropicale, le problème s'est posé, depuis la conquête jusqu'à nos jours, dans des

termes différents et avec les mêmes difficultés qu'aux États-Unis.

En examinant ce qui s'est passé dans l'un et l'autre pays, la marche qui s'est imposée aux gouvernants, d'origine distincte, on doit reconnaître que, dans l'un pas plus que dans l'autre, il n'y avait de plan préconçu. L'un et l'autre ont tendu toujours vers la destruction de l'ennemi que la conquête leur avait fait, et que leurs progrès rendaient à chaque période plus redoutable; tous deux ont marché vers ce but inévitable.

La loi à laquelle obéissaient les conquérants espagnols leur en indiquait, cependant, un plus élevé. Celle des Indes, qui avait tout prévu, prohibait tous mauvais traitements contre les Indiens, défendait de les réduire en esclavage, ordonnant de leur apprendre les principes de la religion chrétienne. Les rois d'Espagne avaient de ce pauvre peuple primitif tant de souci, que chaque chef d'expédition, chaque fonctionnaire nommé, recevait, à son départ pour l'Amérique, des instructions spéciales à leur sujet, et qu'il devait, s'il les oubliait, attendre le châtiment sévère de ses cruautés. C'est ainsi que la mort du plus illustre des Indiens du nouveau monde, Atahualpa, valut à Pizarro, qui en était l'auteur, une condamnation à vingt ans de prison; celle de Tupac-Amaru, exécuté sur la place de Cuzco, en 1579, par ordre de Francisco Toledo, attira sur celui-ci une disgrâce qui le frappa si rudement, qu'il mourut de honte et de douleur, au sortir de l'audience d'où il fut expulsé de la présence du roi.

Instructions, ordonnances, châtiments, tout fut impuissant à arrêter la destruction des Indiens, leur réduction en esclavage, l'écrasement des hommes et des femmes mêmes, enceintes, sous les plus rudes travaux, qui préparaient, par la mort des enfants, l'extinction de la race.

Si, quelque part, sur le continent américain, cette destruc-

tion n'avait pas de prétexte, c'était dans la pampa, dont l'immensité s'offrait au colon, assez vaste pour pouvoir porter et nourrir deux cent cinquante millions d'hommes, le jour où elle sera peuplée comme la France, c'est-à-dire cent fois plus qu'elle n'en contient, après trois siècles. Les primitifs, qui l'habitaient, auraient pu aider puissamment au peuplement de ces régions, et le faciliter par la multiplication des métis, recevant dans ce milieu quelques-unes des qualités de race des conquérants, tout en conservant la force de résistance acquise par leurs pères indigènes.

C'est ainsi que la conquête, procédant au début, a donné naissance à ce type nouveau de l'humanité, fils de la plaine: le *gaucho*.

On aurait pu croire que les qualités des deux races se seraient cristallisées dans ce type, que ce trait d'union sauverait la race indigène de la barbarie, et, par cela même, de la destruction. Il n'en a rien été. Cette transformation, cette conquête ethnique, par le métissage, a été interrompue, au milieu du XVIIIe siècle. en 1740, par la guerre, et la guerre s'est terminée en 1881, un siècle et demi après, par la destruction du plus faible. La civilisation a déblayé le terrain que défendaient, il y a vingt-cinq ans encore, les descendants des premiers occupants, mais sans avoir rien préparé pour les remplacer. Ces peuples nomades, aujourd'hui détruits, n'ont laissé, de leur passage sur cette terre, d'autres vestiges que ceux que le pied de leurs chevaux, toujours en mouvement, y avait empreints, formant de l'est à l'ouest, du sud au nord, des routes parfaites, toutes prêtes pour diriger la civilisation au milieu de l'inconnu de sa conquête, à la conduire, les yeux fermés, jusqu'à ses extrêmes confins. Ces routes, comme le terrain lui-même, resteront longtemps inutiles, au pouvoir des conquérants insuffisants en nombre et en ressources pour les peupler avant un siècle.

Les premiers d'entre eux qui les occuperont y sentiront,

plus vivement encore que tous les pionniers qui les ont précédés, avec quelle énergie la sauvagerie du milieu vous étreint dans ces plaines, et vous impose les mœurs et la livrée du sauvage.

L'indigène n'avait pas appris la culture, il ne s'était pas fixé et n'a jamais pu se civiliser; de chasseur de fauves qu'il était, il est devenu chasseur d'animaux domestiques élevés en liberté; c'était plus facile et plus profitable.

Le gaucho, qui le suit, race qui sort du sol pampéen, n'est pas resté pasteur, comme son prototype le *chaouch*, pasteur arabe; à mesure que le troupeau, trop libre, perd peu à peu quelques-unes de ses habitudes de domestication, le gaucho devient, lui aussi, chasseur de son propre troupeau; et, pour réussir plus sûrement dans ce nouveau métier, il se rapproche de l'Indien par l'imitation, emploie comme lui le cheval et le lasso. Pour cette besogne, un primitif eût suffi.

L'Européen n'a eu, en somme, qu'une supériorité bien marquée sur l'indigène, celle d'avoir amené, avec lui, les animaux domestiques, d'avoir acclimaté et laissé se développer le cheval, d'abord, et, cinquante ans après, le bœuf. C'est le seul titre qu'il puisse invoquer pour s'investir du droit de procéder à la destruction définitive de la race indigène.

Certes, il eût été plus intéressant, au point de vue de la science sociale, d'avoir à étudier l'expérience des lois européennes que celle des armes modernes sur les peuples primitifs. Cherchons, du moins, en présence des faits accomplis, à raviver les traces, prêtes à disparaître, des races détruites, à relever ce que le sacrifice, qui en a été résolument poursuivi, a rapporté de profit à la race conquérante, à la nation future qui se constitue au même lieu.

I

L'épopée de la conquête de la pampa a eu bien des phases et des faces diverses. Elle peut se diviser en deux périodes. La première, qui va de 1580 jusqu'en 1740, est celle du refoulement constant, mais pacifique et lent, de l'Indien loin du littoral ; la seconde est celle de la guerre, des invasions à main armée. Elle commence à la première grande invasion et va jusqu'à l'heure de la destruction complète de l'indigène, achevée en 1881.

Prenons les événements à l'aurore du premier jour ; cherchons à découvrir, au milieu des ténèbres, des silences et des légendes de la conquête, les grandes lignes de la répartition des races indiennes dans la partie du continent sud-américain qui nous intéresse.

Ce continent, qui comprend tous les climats, était divisé entre des races d'origine, de mœurs, de langues, de civilisation, de sociabilité différentes.

Si nous nous en tenons, d'abord, à ce dernier caractère, qui, au point de vue de l'avenir des races primitives, a la première importance, nous trouvons, dans les régions tempérées, deux races d'une sociabilité complète, d'une civilisation avancée : la race quicha et la race guaranie. Dans les régions plus rudes de la plaine pampéenne et des Andes qui la dominent, une race aussi considérable par le nombre, par l'énergie de ses membres, par son développement intellectuel et la perfection de sa langue et de son langage, mais rebelle à la sociabilité, hostile à la civilisation européenne, avide d'indépendance : la race araucane. Son berceau est dans les vallées des Andes ; son royaume s'étend, au moment de la conquête, à l'ouest jusqu'aux rives du Pacifique, jusqu'aux limites nord de la république actuelle du Chili ; elle a, déjà, à cette époque,

poussé des rameaux dans la plaine pampéenne et la Patagonie.

Ces trois grandes races, qui possédaient, sans l'occuper, un territoire trois fois grand comme l'Europe, n'avaient entre elles aucune analogie, d'origine ni de langue, aucune relation sociale ni commerciale ; elles ignoraient leur existence simultanée sur le même continent et l'étendue même de ce continent ; chacune, travaillant dans l'isolement, avait eu à faire des efforts individuels pour parvenir au degré de civilisation relative, où la conquête européenne la surprenait.

Mais, par une singulière coïncidence, pendant le siècle qui a précédé la conquête, ces trois races ont poussé ensemble, à la même heure, leurs migrations vers un même point, qui semble être celui, indiqué par les lois secrètes de la nature, de leur concentration. C'est, précisément, le littoral de l'Atlantique, vers lequel s'avancent, à la même époque, eux aussi, à tâtons, conduits en aveugles par une destinée supérieure, les hommes des continents transocéaniques, qui traversent l'Océan, pour la première fois, au xve siècle.

Si nous voulons fixer, sur la carte, le point, où, sans l'arrivée des Espagnols, cette concentration des primitifs allait se faire, où ils étaient à la veille de se donner la main, nous le trouverons exactement au lieu où est, aujourd'hui, la ville de Buenos-Aires.

Essayons, en effet, d'embrasser à vol d'oiseau toute cette immense contrée. Nous sommes au milieu du xve siècle. Sur aucune carte, l'Amérique n'a encore émergé du sein des eaux. Dans la nuit préhistorique, elle existe, cependant ; elle vit et elle pense ; elle continue son évolution géologique ; elle n'aspire pas encore à devenir, pour les Européens, une entité géographique, moins encore un pays d'expériences civilisatrices. Elle n'est pas prête. Sur son sol vierge, aucun

signe encore de puberté. Le contact de l'homme fort est pour elle redoutable ; il faut à son enfance, qui durera longtemps encore, la longue compagnie de peuples enfants. Ceux-ci y trouvent à vivre inconscients et insouciants, ingénus autant qu'ingénieux, dans ce milieu, où, soumis au même travail que la terre elle-même, ils continuent leur évolution ethnique et s'élèvent lentement, sans en avoir souci, vers l'idéal qui s'impose à toutes les races humaines.

Chacune a ses traits distincts, pour ainsi dire nationaux [1].

Les Quichuas avaient-ils importé, sur la rive du Pacifique et dans les vallées des Andes, l'ancienne civilisation chinoise ou égyptienne ? En avaient-ils oublié certaines conquêtes, au milieu des luttes pour l'existence soutenues dans le lointain obscur de leur première migration ? Saisis par la sauvagerie du milieu, lui avaient-ils cédé pour la vaincre peu à peu ? Qui le sait ? Toujours est-il que, sous un climat amollissant, ils s'étaient montrés forts. Ils étaient nombreux, — plus de trois millions, — obéissaient à un grand monarque disposant d'armées permanentes, ayant autour de lui une sorte de cour orientale. Leur industrie était développée ; ils construisaient des routes, des ponts de bois et de lianes, mettaient en communication, à travers les vallées et les montagnes, les régions diverses du royaume. Ils avaient domestiqué la vigogne, qu'ils utilisaient comme bête de somme et comme bête à laine. Au triple point de vue agricole, industriel et social, c'était un grand peuple.

Les Guaranis, qui ignoraient l'existence de leur voisin, étaient une grande nation : la *Grande Nation*, comme ils s'appelaient eux-mêmes ; leur langue, répandue dans la majeure partie du continent, depuis les environs du lieu où est

---

1. Nous avons consacré une étude complète aux races indiennes de l'Amérique du Sud dans notre livre : *Buenos-Aires, la Pampa et la Patagonie*, auquel nous renvoyons le lecteur.

aujourd'hui Buenos-Aires jusqu'à l'isthme Darien, a reçu des conquérants le nom de *langue générale*. C'était un peuple agriculteur; il cultivait le maïs, la mandiocca, dont la farine est si précieuse, la yerba-mate, le coton, tissait la ramie indigène et vivait en paix, sur les rives des plus beaux fleuves du monde, sous le climat le plus doux.

Les Araucans étaient moins bien partagés. La noblesse était le trait dominant de leur race; tout la dénonçait : leur attitude, leurs traits, leur énergie, leur taille élégante, leur force musculaire, les productions de leur art oratoire; mais le milieu où ils vivaient les condamnait à la vie de chasseurs et leur inspirait le goût des combats en leur imposant les habitudes sauvages. Ils s'étaient ramifiés dans la plaine : Tehuelches ou Patagons, Pehuenches, Puelches, Aucas, Fuégiens, Pampéens sont des rameaux de leur descendance, devenus, dans des milieux plus rudes encore que les Andes, des tribus nomades de chasseurs, rebelles à toute imposition de lois et de civilisation.

* * *

Semblables à trois corps d'armée mus par une idée commune, ces trois peuples, qui s'ignoraient, avaient entrepris, dès avant le XVe siècle, leur marche vers le point que nous avons indiqué. L'idée commune, s'ils en avaient une, était de s'étendre : mais chacun d'eux poursuivait un but différent par des procédés distincts.

La race quichua, en descendant des plateaux élevés des Andes, où elle avait trouvé, sous la latitude des tropiques, un climat tempéré par l'altitude, en entrant dans les vallées qui regardent l'Orient pour mettre, peu à peu, le pied dans la plaine, poursuivait un but de conquête; ce n'était pas une race guerrière par instinct, mais les richesses et la puissance dont disposaient ses rois, les Incas, lui avaient donné le

goût d'en acquérir d'autres. C'est poussée par cette ambition qu'elle avait occupé et soumis le pays de Tucuman, qu'après avoir absorbé sous sa loi les peuplades moins civilisées qui le détenaient, elle avait poussé de nouvelles avancées vers le pays désert où se trouve aujourd'hui Santiago del Estero, et qu'elle approchait de la rive du Parana.

Les Guaranis descendaient à la même heure la rive de ce fleuve, créant des établissements jusqu'à quelques lieues du point où est aujourd'hui même Buenos-Aires, là où finit le Parana, en mêlant ses eaux à celles de l'Uruguay pour former l'estuaire de la Plata. Leurs tribus avaient opéré cette migration sans rencontrer l'avant-garde des tribus quichuas.

Ils ne s'étaient pas davantage heurtés à celle des Araucans, qui étaient partis d'un point opposé du continent, et dont quelques tribus chassaient et pêchaient déjà sur la rive de la Plata, à quelques lieues de la dernière station guaranie.

Le centre d'action et de rayonnement des Araucans était, dans les vallées froides des Andes du Sud, le pays des pins et des araucarias, d'où ils s'étaient étendus, sans quitter la montagne, du 24° au 45° degré sud ; puis ils avaient poussé des rameaux dans la plaine, vers cette extrémité sud du continent que les Européens ont, depuis, baptisé le *cap Horn*, le *détroit de Magellan*, jusqu'au littoral de l'Atlantique : migrations qui semblent irréalisables, pour des primitifs, qui ignoraient l'art de construire des barques, n'en possédaient aucune, ni de bois, ni de cuir, au moment de l'arrivée des Espagnols, ne connaissaient aucune bête de somme et n'avaient domestiqué aucun bétail. C'est, à pied, en file indienne, marchant péniblement sur l'herbe glissante, sur le sol sablonneux et souvent aride de la pampa primitive, qu'ils avaient reconnu le territoire pampéen, suivi les grandes rivières qui se rendent directement à la mer, fait ce long voyage qui, par la route la plus courte, n'a pas moins de trois cents lieues, de la montagne à la mer.

A l'heure de la conquête espagnole, cette migration était un fait depuis longtemps accompli. Le besoin de vivre de chasse avait séparé les uns des autres les rameaux du même tronc, et ces séparations avaient créé des subdivisions ethniques. Ainsi s'était constitué, dans un éloignement qui l'isolait, le groupe que, sur le bord du détroit qui devait porter son nom, Magellan classa et baptisa du nom fantaisiste de *Patagons*. La science a reconnu, en eux, des Pehuenches, hommes du pays des pins, qui est celui des Araucans. Leur grande taille leur a fait une célébrité; ce n'est en réalité qu'une famille, et il est permis de supposer que cette famille, s'étant perpétuée dans des unions sans mélange, dans un pays froid, où les mariages sont nécessairement plus tardifs que dans les pays chauds, a ainsi conservé, à chacun de ses membres, la grande taille, de $1^{m},85$ en moyenne, qui constitue le principal titre de ce groupe de deux mille individus à l'admiration des hommes.

D'autres rameaux s'étaient groupés dans d'autres régions, presque tous isolés, obéissant à des chefs particuliers, sinon à des lois spéciales; nous les avons énumérés déjà ; les Querandies étaient ceux qui occupaient le lieu où est aujourd'hui Buenos-Aires et qui reçurent le premier choc des Européens.

Que serait-il advenu si ces trois groupes s'étaient rencontrés en ce lieu, s'étaient donné la main, avant l'arrivée des Espagnols?

Le hasard n'avait pas été le seul agent de cette concentration, qui se poursuivait dans les ténèbres d'un continent ignoré : la marche de ces peuples obéissait à une sorte de loi nécessaire, qui les menait, tous, par une voie stratégique, au point même qui est, scientifiquement, le centre prédestiné de l'évolution sociale, commerciale et politique de cette immense région.

Quel avenir lui préparait cette rencontre de trois races primitives, inégalement civilisées? Que serait-il advenu si les Quichuas, étendant jusque-là la domination des Incas, y eussent importé les éléments très variés de leur civilisation, leurs industries, l'art de domestiquer la vigogne et ses congénères, le guanaque, le lama et l'alpaca, de tisser les riches toisons de ces gracieux animaux, l'art de compter par les quipus, d'imprimer des signes sur des écorces d'arbres, de dresser des ponts suspendus de lianes au passage des rivières? Que serait-il advenu si, avant l'Européen, le Guarani avait, lui aussi, introduit, au même lieu, la culture du maïs, de la mandiocca, l'usage de la yerba mate, l'art de filer et de tisser le coton indigène? Si, enfin, ces deux grands peuples, dont la vitalité n'était plus à démontrer, dont l'individualité était précise et la race fixée, s'étaient rencontrés avec la race plus rude, descendue du pays de l'Araucanie, étrangère à ce bien-être relatif que l'agriculture et l'industrie assuraient à ses voisins, mais prête à verser, dans cette grande coopération des forces du continent, son capital de résistance physique, éprouvée par les longues privations de ce milieu ingrat, où elle avait été la première à pousser le plus loin ses avancées?

Peut-être une grande race indigène serait-elle sortie de cette union de trois nations aux caractères constitutifs bien distincts, cependant homogènes, en ce sens qu'elles avaient probablement la même origine préhistorique, que toutes trois descendaient des populations asiatiques, qu'elles avaient émigré de l'ouest à l'est, à travers le Pacifique, et qu'il y avait, entre elles trois, moins de différences ethniques, moins de disproportion, dans le développement physiologique et cérébral, qu'il n'y en avait entre l'Européen et chacune d'elles!

Mais, que de temps il eût fallu, quelle longue succession de siècles, pour que ces primitifs, dans leur isolement, fussent parvenus à s'élever au niveau des peuples de l'occident de l'Europe, qui, à la même heure, apparaissaient sur ces rivages

interrompant, au milieu de sa marche lente, cette concentration de toutes les races humaines du continent !

L'arrivée des Espagnols produisit, sur chacune des trois races, des effets différents ; cependant, partout, le procédé employé par eux fut le même. Il semble que ces successeurs de Christophe Colomb aient fait de la légende de l'œuf du maître une interprétation à l'usage de leur barbarie : ils ont partout brisé l'œuf, pour le faire tenir debout, détruisant, pour ce mince profit, tous les germes de vie qu'il contenait.

Au Pérou, la rudesse des compagnons de Pizarro arrêta, dans son élan, la civilisation quichua ; dans les veines de ce peuple, la veille si actif et si plein d'initiative, elle figea le sang épuré d'une race vaillante et le corrompit par le métissage.

La race guaranie, dont les terres ne contenaient ni or ni argent, dut à cette bienfaisante pauvreté de ne pas être envoyée aux mines ; aussi s'est-elle perpétuée, recueillant, peu à peu, les avantages que lui apportait la civilisation transocéanique. Elle a mêlé son sang, plus qu'aucune autre, pendant le premier siècle de la conquête, à celui des Européens ; cette population nombreuse, douce, soumise et laborieuse, a conservé tous ses caractères, où le signe le plus évident de race primitive est la supériorité du volume cérébral de la femme sur celui de l'homme.

Quant aux tribus pehuenches, pehuelches et tehuenches de race araucane, habitant le littoral et la plaine, c'est contre elles que devait s'exercer cette rage d'extermination dont les États-Unis ont fait une théorie et les Hispano-Américains une coutume.

II

Cette destruction n'a encore atteint que les rameaux pampéens de la grande famille araucane, qui survit, avec ses caractères particuliers, dans les vallées des Andes du versant chilien, son berceau, où elle défend ses derniers territoires, avec l'énergie qu'elle a mise depuis trois siècles à en disputer tout ce qu'elle a successivement perdu. Chassé du littoral du Pacifique, refoulé dans la montagne, divisé en plusieurs tronçons par la population chilienne, enfin repoussé à l'extrême sud, dans les régions froides, dans les vallées entourées de pics neigeux, où la vie lui est, chaque jour, plus difficile, ce peuple est destiné à périr, s'il ne se soumet pour se laisser absorber.

Pendant que la colonie espagnole, qui devait devenir la nation chilienne, poursuivait ce rude et continuel combat, où elle acquérait ces qualités guerrières qui constituent, aujourd'hui encore, un de ses caractères génériques, les relations avec l'Indien des pampas avaient, sur le littoral de la Plata, une marche toute différente.

Sur la foi de récits de quelques désastres isolés, comme la mort de Solis, massacré en 1515, au confluent du Parana et de l'Uruguay, et surtout de la douloureuse épopée de Mendoza, qui lui coûta, au lieu où est aujourd'hui Buenos-Aires, deux mille hommes des deux mille cinq cents qu'il avait amenés, on est disposé à conclure à la sauvagerie, à la cruauté initiale des peuplades pampéennes ; on est prédisposé, aussi, à grossir le nombre de ces ennemis supposés de la civilisation nouvelle. Examinés à la lueur des documents de l'histoire et de la chronique, les faits se révèlent tout différents. Les deux vérités, qui, de leur lecture, ressortent indiscutables, sont que ces peuples étaient disposés à traiter l'Européen avec

amitié, et qu'ils étaient fort peu nombreux, étant donné l'espace qu'ils semblaient occuper.

Les Indiens pampéens, établis au moment de la conquête sur le littoral, étaient les Pehuenches, dont une tribu, les Quérandies, stationnait, à cette époque, au lieu où Mendoza vint atterrir en 1535. Ils ne furent pas, dès le premier jour, hostiles, ne le devinrent que poussés par la nécessité de se protéger contre les mauvais traitements et les exigences des compagnons de Mendoza, leur demandant plus de vivres que ces malheureux chasseurs, dans un pays déshérité, n'en pouvaient fournir. Cette guerre dura tant que durèrent ces exigences. Il eût été facile aux Indiens d'exterminer cette petite troupe, ils se contentèrent de faire le vide autour d'elle et de se retirer au loin, la laissant mourir de privations, jusqu'à ce que les survivants, après un an, se décidassent à s'éloigner, abandonnant la plupart des chevaux et des juments qu'ils avaient amenés.

Lorsque Garay renouvela l'aventure, quarante-cinq ans après, en 1580, accompagné de soixante compagnons et de quelques Indiennes guaranies, il n'eut à souffrir aucun acte d'hostilité.

* * *

Que s'était-il passé durant ce demi-siècle, pendant lequel pas un Européen n'avait paru sur le littoral de la pampa? Une chose fort simple. Mendoza avait, on l'a vu, laissé, derrière lui, quelques-unes de ses juments et quelques chevaux échappés du campement. La présence de ces animaux, leur multiplication rapide au lieu où tout bétail faisait défaut, avait suffi à modérer, chez les Indiens, cette fureur qu'ils avaient mise à défendre quelques pouces de leur territoire : cet auxiliaire, jusque-là inconnu d'eux, le cheval, ne leur permettait-il pas d'occuper de vastes surfaces, jusque-là délaissées par

eux, et d'y faire la chasse? Ce bétail lui-même, élevé à l'état sauvage, ne donnait-il pas, à cette chasse, un attrait nouveau en la rendant en même temps plus abondante? On assurait, en 1580, que ces chevaux sauvages étaient au nombre de trente mille, chiffre facilement justifiable[1].

Garay introduisit, avec lui, quelques vaches et quelques taureaux. Si les Indiens eussent eu intérêt à s'en emparer, quelle résistance eût pu opposer une petite troupe de soixante hommes à ces guerriers exercés, qui avaient tenu en échec et presque détruit les deux mille cinq cents hommes de Mendoza? Ils étaient assez nombreux pour le faire. Ils ne le firent pas, cependant, laissèrent la ville se tracer, le fort se construire, l'autorité espagnole se consolider, et, dès 1582, acceptèrent de payer les tributs qu'on leur imposa, ne discutant pas le régime des *encomiendas*, qui embrassent, dès la première heure, soixante caciques, appartenant, avec leurs tribus, à vingt-trois nations[2]. Ils acceptent de cultiver la terre, de servir les conquérants, les colons qui viennent se joindre à eux, pendant les années suivantes; se mêlent à la population européenne et font, peu à peu, corps avec elle.

Il y avait de tout dans ces mélanges : des Araucans, des Guaranis, des Pehuenches; mais de nombreuses tribus des mêmes nations, autrefois établies là, s'étaient éloignées. Elles avaient trouvé, plus loin, sur le bord des rivières intérieures, des champs fertiles, où paître leurs troupes de chevaux domptés, dont elles faisaient leurs auxiliaires, pour la chasse, et

---

1. En calculant à soixante-quinze juments et vingt-cinq chevaux le nombre des animaux laissés par Mendoza, et établissant la proportion des naissances à 25 0/0, quotité ordinaire dans la pampa, on arrive à un chiffre de naissances bien supérieur à cinquante mille en cinquante-cinq ans.

2. Actes de la fondation de Buenos-Aires par Garay, conservés, avec les noms des caciques et des nations, dans les archives du Cabildo de Buenos-Aires.

souvent leur nourriture. Là, elles vivaient en paix, sans souci de l'Européen, qui n'allait pas si loin, et qui, cent cinquante ans après, n'occupait encore et ne connaissait rien au delà d'un rayon de cinq lieues, autour de quelques centres de population échelonnés le long de la côte.

Ils s'en approchaient quelquefois pour y commercer, vendre aux Européens quelques peaux, quelques plumes d'autruche, en recevoir, en échange, quelques harnais, quelques vivres.

Dans ces solitudes, le bétail vint les trouver, et, de lui-même, leur apporter une nouvelle aisance sans qu'ils eussent rien fait pour la préparer. Aux époques de grande sécheresse, les bœufs, en effet, s'éloignaient, comme ils le font encore aujourd'hui, des champs desséchés, des lacs taris, cherchant l'eau et le pâturage ; ils les trouvaient abondants dans les immensités qu'ils étaient les premiers à découvrir, au delà des quelques groupes de tentes d'Indiens. Sans grand effort, ceux-ci se les appropriaient.

La multiplication était si grande, les besoins de la population si peu considérables, le nombre des Indiens eux-mêmes si réduit, qu'ils pouvaient puiser dans ce trésor sans l'amoindrir.

Cependant, les Araucans de la Cordillère entendirent de tels récits de ce capital de chasse, qui augmentait prodigieusement, qu'ils descendirent de la montagne et vinrent en faire leur profit. La grande chasse commença vers 1700.

Les Araucans n'avaient emprunté à l'Européen ni l'art de construire leurs maisons — dans toute la pampa, on ne trouvera encore, au XIX[e] siècle, qu'une tribu, les Tawn-ches, sur le Santa-Cruz, qui ait des maisons, — ni l'art de se vêtir, de cultiver la terre, ni celui de domestiquer les troupeaux ; par contre, ils furent les premiers à créer le commerce d'exportation du bétail avant que les Européens eussent soupconné, même, qu'ils pourraient en établir un avec leurs voisins. Ces chasseurs cernent, rassemblent, en troupeaux, les taureaux

et les vaches abandonnés à leurs destinées, les conduisent à trois cents ou quatre cents lieues de là, aux premiers habitants européens des vallées occidentales et orientales des Andes; ils en reçoivent de bons prix, et font au grand jour ce commerce du bien d'autrui, considéré par eux, non sans quelque raison, comme *res nullius.*

Les propriétaires laissent faire ; ils n'ont aucun moyen de s'opposer à ce que le lasso du sauvage décime ces troupeaux négligés, jusqu'au jour où, ce commerce ayant pris des proportions considérables, l'Indien ne se contente plus de couper la retraite aux animaux qui s'écartent et vient, jusque sous l'œil du maître, chercher les éléments de son commerce.

Le mal jusque-là était latent, il était déjà très grand. Pendant les cent et quelques années que ce commerce avait duré, l'Indien y avait pris goût ; il avait surtout pris un goût très prononcé aux liqueurs fortes, que les négociants des provinces chiliennes lui donnaient, en échange du bétail amené. Ce vice, alimenté par la rapine, la rapine soutenant ce vice, c'était plus qu'il n'en fallait pour rendre redoutable ce voisin, qui, la veille, ne l'était pas, et n'était pas fatalement destiné à le devenir.

De fait, quand on se reporte à cette époque de paix, antérieure à 1740, que les cruautés et les luttes de la période moderne empêchent de voir sous son vrai jour, on remarque que le nombre des voyageurs qui traversent paisiblement la pampa et les steppes de la Patagonie, de l'Atlantique aux Andes, du sud à la Bolivie, est considérable, malgré les grandes difficultés d'un voyage en plein désert. Aucun d'eux ne se donne pour un explorateur, comme l'ont fait, à notre époque, ceux qui leur ont succédé ; aucun ne raconte que sa vie ait été mise en danger par des tribus, ni même qu'il en ait rencontré quelqu'une. Des troupes de charrettes partent, aussi, du littoral, et vont, à travers la plaine, jusqu'à ses extrêmes limites, au pays de Mendoza, route du Chili, ou au pays de

Tucuman, route du Pérou. Enfin, et c'est là un fait considérable, l'Audience royale, établie à Chuquisaca, en pleine Bolivie actuelle, vient, en grande pompe, rendre la justice à Buenos-Aires, faisant, pour y arriver, un voyage de trois cents lieues, en plein désert.

Le signal de la guerre n'était pas donné, c'était avant 1739.

*
* *

Elle commence par des querelles individuelles entre voleurs et volés : le propriétaire est fatigué de fournir, depuis trop longtemps, l'aliment de ce commerce d'exportation, qu'il admire et envie, mais qui se fait au profit d'autrui. Il y résiste.

Le recéleur chilien, pendant ce temps, vient en personne dans la plaine apporter à ses fournisseurs des excitations et des conseils; il trouve que l'offre se fait plus rare, pendant que la demande devient plus active. L'audace devient plus grande avec l'avidité des recéleurs; il faut que les colons se décident à s'armer. La frontière se met sur la défensive; c'est assez pour qu'elle soit attaquée. Les invasions commencent.

La chronique nous a transmis le récit de la première, qui eut lieu en 1740. Donnons-en quelques traits : celles qui la suivront, jusqu'à la dernière, en 1876, auront, toutes, les mêmes mobiles, les mêmes prétextes et les mêmes péripéties.

En 1738, le gouverneur Salcedo expulsa les caciques Mayulpilgui et Taluhet, qui vivaient en paix et servaient de rempart aux tribus hostiles. De là, la première invasion de celles-ci, alliées avec ces caciques.

Le chef, envoyé pour les poursuivre, Jean San-Martin, ne put les atteindre; au retour, il se vengea sur les tribus de Calelian, qui reposaient en paix, sous la sauvegarde de leurs bonnes relations avec les blancs. Désespérées, celles-ci résistèrent avec énergie, et personne ne fut épargné. Le même

Jean San-Martin détruisit, également, une troupe d'Indiens, au delà du Salado.

On ne saurait dire ce que ces cruautés inutiles amenèrent de désastres. Les Indiens, bien qu'à cette époque, pas plus qu'à aucune autre, ils ne fussent aussi nombreux qu'a pu le prétendre la légende, auraient pu facilement détruire, jusqu'au dernier, les colons et les métis qui formaient la population créole. Cette population ne dépassait pas six mille soixante-quatre habitants pour la ville et la campagne, et le nombre des Indiens intéressés au commerce du bétail n'était pas inférieur à vingt mille.

Il semble, d'après les récits du temps, que ce désastre fut bien près de se produire. L'invasion de 1739, qui fut la première, fut épouvantable. Elle embrassa cent lieues de territoire, c'est-à-dire la totalité du pays habité par les créoles, y détruisit tout, épouvanta à ce point les habitants que, dans la ville même de Buenos-Aires, ils s'enfermèrent dans les temples.

Dès lors, la réputation de l'Indien est faite. Le souvenir de plus d'un siècle de paix est oublié; celui des souffrances de Mendoza, de la mort de Solis se ravive; ce voisin ne se présente plus, à l'imagination terrifiée du colon et de ses gouvernants, que sous les traits de guerriers résolus à toutes les cruautés. Il lui apparaîtra toujours ainsi, puisque, d'un côté ni de l'autre, l'on ne se décide à faire à la paix les sacrifices qu'elle exige; les deux races ne se rencontreront plus qu'en bataille et en ennemies. C'est ce qui entretient la haine vivace chez l'Indien et la terreur sans mesure chez le colon.

Quand on est las de se combattre, on simule la paix, pour mieux se préparer à la guerre. Le colon, terrifié, consent à payer des contributions à son ennemi, pour satisfaire son avidité et arrêter ses rapines; celui-ci reçoit les contributions et continue les rapines. C'est ce que l'on appelle l'état de paix.

Elle ne fut rompue ouvertement qu'en 1783, en 1815, en 1833, en 1855 et en 1875. La paix dura, plus complète qu'à aucune autre époque, de 1791 à 1815. Les frontières, pendant cette longue période, n'étaient à la vérité respectées ni d'un côté ni de l'autre. Les colons avançaient sans que les Indiens prissent la peine de les arrêter, et ceux-ci puisaient dans les troupeaux sans en être empêchés.

Cette tolérance s'explique par l'accroissement considérable du bétail que la défensive armée des colons avait protégé, depuis la grande invasion. Les colons n'avaient plus aucun intérêt à garder leurs troupeaux, trop nombreux et sans valeur, les Indiens reprenaient leurs habitudes. Les relations pacifiques se renouaient. Les caciques venaient à Buenos-Aires, où le vice-roi les recevait en tenue de gala.

En 1810 même, quand la révolution eut expulsé le vice-roi, les chefs du nouveau gouvernement firent savoir aux Indiens le changement opéré.

Il est curieux de noter que cette nouvelle fut reçue avec enthousiasme par ces sauvages. Ils virent dans cette déchéance d'un pouvoir, venu du dehors, la réalisation, par leurs frères, les Néo-Américains, de leur idée la plus chère, de celle pour laquelle ils combattaient : la délivrance du territoire.

De nombreux caciques vinrent célébrer en personne à Buenos-Aires cette paix nouvelle. Ils y furent reçus, le 8 octobre 1811, par le gouvernement nouveau. Son président, don Feliciano Chiclana, eut l'honneur de leur annoncer, dans un magnifique langage, l'avènement d'une nouvelle génération d'hommes, nés, comme eux, sur la terre américaine.

« Nous représentons, dit-il, la paix avec toutes les nations du globe ; mais surtout avec ce peuple dont vous êtes, avec qui nous sommes étroitement unis par l'affinité de la race et du sang. Oublions ce qui nous a divisés ; souvenons-nous de notre origine sur ce continent, qui nous rapproche. L'esprit d'intolérance vous a contesté le droit de posséder ce magni-

fique territoire que vous eussiez fécondé ; vos champs, favorisés par la nature, ne produisent que des épines et des ajoncs. Amis, compatriotes et frères, unissons-nous pour constituer une même famille, libre du trouble des combats et des dévastations de la guerre. Que renaissent les délices que vous avez connues de l'âge patriarcal ; heureux le gouvernement si, un jour, il peut dire : « C'est à moi que l'on doit de » voir réunis les membres de ce corps, jusqu'ici dispersés sur » ce vaste continent. »

Ce ne fut, malheureusement, qu'un beau discours de plus, oublié comme tous les programmes, et qui n'empêcha pas l'œuvre de destruction. La révolution ne réussit ni à libérer les nègres de l'esclavage ni à arracher les Indiens à leur indépendance pour les rapprocher de la civilisation.

En 1815, la guerre reprit. Depuis, elle a toujours duré. Tout souvenir d'alliance, de paix durable, dans la pampa, a disparu. Lorsque, en 1875, le gouvernement annonça la résolution arrêtée de faire, à son tour, des invasions en pays indien, la population, habituée, depuis soixante ans, à les souffrir et à en souffrir, accueillit ce projet avec enthousiasme, sans même songer qu'il fût possible, par d'autres moyens, de sauver l'indigène de sa barbarie et de cette destruction.

Depuis soixante ans, on avait eu le temps d'oublier que ces Indiens étaient des hommes. On ne savait plus rien de leurs mœurs, de la géographie même de la plaine qu'ils habitaient. Le jésuite Falkner avait passé vingt ans au milieu d'eux après la première invasion, en 1747 ; le savant français d'Orbigny avait consacré huit mois à les étudier ; des captifs avaient rapporté des souvenirs, quelques traits plus ou moins bien observés dans les tentes ; des explorateurs, comme l'intrépide M. François Moreno, le colonel Munsters, M. Ramon Lista, M. Stanislas Zeballos, avaient pénétré, au péril de leur vie,

jusque dans leurs campements ; le capital des précieuses observations rapportées par eux, se réduisait, en somme, au triple point de vue géographique, ethnique et démographique, à trop peu de chose, si l'on prétendait reconstituer les caractères spécifiques de la race pampéenne, ses mœurs, ses lois, ses traditions, ses tendances et en tirer des conclusions pour son avenir.

Pourquoi cette pauvreté d'observations ? C'est que le champ à observer était, il faut bien le dire, stérile. Rappelons-nous que trois siècles se sont écoulés depuis la conquête espagnole ; si les conquérants avaient consacré cette longue période à éclairer l'indigène, il n'est pas douteux qu'ils y fussent parvenus ; mais ils l'avaient laissé dans son indigence, son ignorance et son isolement primitif, dominé par l'amour de l'indépendance et ce sentiment de patriotisme exclusif, qui est une des formes de son orgueil de race.

Dans cet isolement, l'indigène a recueilli les épaves du troupeau et alimenté le vice nouveau, que la civilisation lui a fait connaître, l'ivrognerie, sous sa forme la plus terrible.

Feuilletons les quelques récits des explorateurs que nous avons cités, qui ont passé la frontière, malgré les terribles légendes qui couraient sur les dangers qu'ils allaient affronter. Partout, tous, sans exception, ont trouvé la famille organisée, la femme respectée, le cacique obéi, la tribu toujours consultée, dans les occasions où ses intérêts sont en jeu, le mariage imposant ses lois, le respect des morts ; une société, primitive en somme, mais constituée ; l'idée d'un Dieu de bonté inconnue, et celle du mauvais esprit, le Gualichu, qu'il faut combattre, retrouvée partout, mais aussi la croyance à une vie future.

Le lecteur qui découvre tous ces détails d'une vie sociale, intéressante dans sa barbarie, voudrait qu'on les lui donnât complets ; mais l'Indien se dérobe à l'examen ; il aime le mystère, et, la seule chose qu'il ne craigne pas de montrer,

c'est son ivresse. Il convie son hôte à prendre part à cette joie, dès qu'elle s'offre à lui, de boire litres sur litres d'alcool, jusqu'à épuiser le baril. Alors le rideau est tiré ; tout ce que nous avions entrevu et désiré approfondir disparaît ; l'ivresse commence, avec ses courses effrénées, image de la guerre, ses tournoiements de chevaux, ses hommes en tenue de combat, le corps nu, les cheveux retenus par une lanière de cuir, la lance droite traînée derrière le cheval au galop, ou lancée en l'air dans une fantasia échevelée ; l'outre, dans les repos, circule à la ronde ; le corps s'alourdit, la folie s'empare du cerveau, folie souvent meurtrière, où succombe l'hôte, ou le frère aimé, ou le père ou le fils.

Ce ne sont pas là des traits caractéristiques du sauvage, ils sont communs à toute l'humanité dans cette commune erreur ; il y met seulement plus d'entrain et de brutalité.

Cependant, à travers les longues péripéties d'une lutte de cinquante années, c'est là le seul trait de caractère qui émerge de la pampa mystérieuse. Des imaginations enfantines, celles des soldats ou des paysans de frontières, s'en emparent, les commentent ; la légende se crée qui classe l'Indien hors de l'humanité ; la haine, qui se développe, sous le souffle de la crainte, le met hors la loi. Des esprits du même ordre enluminent les lithographies naïves qui prétendent reproduire des scènes de carnage où des sauvages aux mines émaciées, aux visages cadavériques, chevauchent armés de lances, brûlent, saccagent, sont les acteurs de scènes d'autant plus horribles que l'art ne fait rien pour en atténuer la laideur.

III

Il n'était pas si noir que le faisait la légende. Il n'était ni si invincible, ni si audacieux, ni si nombreux que le faisaient

les chefs de frontières. Il était seulement impuni, même encouragé par ceux qui avaient pour mission, à la fois, de le combattre et de lui transmettre le tribut que lui payait la civilisation pour se faire pardonner sa présence.

Il n'était pas non plus un vrai sauvage. S'il est rude, comme le milieu où il vit, il n'a aucun défaut de nature qui le pousse à des cruautés inutiles. Au milieu des privations qu'il a endurées, il n'a jamais été cannibale. Il était chasseur par nécessité, l'est resté par goût, est devenu guerrier, par une pente fatale, pour augmenter les produits de sa chasse. On peut affirmer qu'il ne l'était pas avant la conquête ; il émigrait, ne combattait pas ses voisins et ne les envahissait pas. Son grand crime contre la civilisation a été de ne pas distinguer, entre les animaux libres qui peuplent la plaine, ceux qui étaient *res nullius* et ceux qui étaient propriété privée. Pour lui, tout animal est de prise ; il ignore les adages des juristes, ne sait pas que personne n'est censé ignorer la loi.

Comment aurait-il compris ce que les Européens entendent par propriété ? Pour lui, la propriété du territoire qu'il occupe est liée à l'idée de patrie : les deux n'en font qu'une, également sacrées ; il voit que les Européens ne la respectent pas, ne lui permettent pas de la défendre et s'emparent, sans gêne, des terres qui sont à lui, puisqu'elles sont le sol de sa patrie.

Par contre, à lui, pour qui tout animal de la plaine est gibier et non bétail, à lui qui ne connaît que la chasse et le droit du premier occupant, on veut lui faire comprendre que ces animaux, errant en troupes, appartiennent à quelqu'un, que s'en emparer, c'est commettre un vol ; ce vol est un crime que la mort seule des coupables, de leurs femmes, de leurs enfants est suffisante à expier.

Il ne comprend pas ces deux faces d'une même théorie, qui lui sont toutes deux contraires. La terre est son bien et on le lui prend, le troupeau est le bien d'autrui et il n'a pas le droit d'y toucher.

A-t-il, du moins, des scrupules de conscience, croit-il avoir violé une loi naturelle en enlevant des captives? Ici, sa conscience, s'il en a une, doit l'éclairer : elle doit lui dire que c'est là une mauvaise action, puisque lui-même ne connaît pas de chagrin plus grand que de voir enlever ses femmes et ses enfants, et, que, eux en captivité, il se rend et se soumet. Oui, mais c'est le seul moyen qu'il ait de recevoir les leçons de la civilisation, par la femme ; c'est par amour de la civilisation qu'il emporte la femme chrétienne.

Que l'on ne dise pas que c'est là une théorie fabriquée pour la circonstance. Les Indiens n'enlèvent pas les chrétiennes pour servir leurs femmes légitimes, mais pour en faire leurs épouses ; ce sont celles qu'ils recherchent le plus, à qui ils confient, sciemment, avec intention calculée d'éleveur comprenant toute la valeur d'un croisement, la haute mission d'améliorer leur race et leur descendance. La femme chrétienne fait mieux que de préparer ce progrès lointain de la tribu, de renforcer la noblesse du cacique de cet appoint de sang de vieille race, elle introduit, dans la tente, un bien-être nouveau, elle importe dans ce désert l'art de tenir une maison, là où la maison n'existe pas. On a trouvé dans une tente de cacique jusqu'à un lit, ce meuble inconnu dans la chaumière du gaucho, objet de luxe et signe de civilisation. Ce cacique avait une femme chrétienne.

Enfin, et ce trait convaincra les récalcitrants, on nous a cité un cacique de la pampa, chef d'une tribu, qui, par ambition de race, avait favorisé les relations de sa propre femme avec un Français captif, aux cheveux blonds, de haute stature et artisan habile. Il espérait assurer à ses héritiers toutes ces qualités de race en les empruntant à cet étranger. Il y réussit. Le produit de cette union vint à Buenos-Aires, où nous avons eu l'occasion de le voir. Ce cacique avait ainsi acheté pour son fils de vrais titres de noblesse. Combien, dans le vieux monde, les acquièrent, pour eux, à haut prix, et n'arrivent

ainsi qu'à déguiser leur roture en la perpétuant sous une fausse apparence?

L'Indien n'est pas non plus pasteur ou agriculteur; il ne comprend pas qu'il aurait profit à élever lui-même et à produire; mais il est commerçant, il a appris ce qu'il a eu intérêt à apprendre, il sait ce qu'il a intérêt de faire. Il sait dompter un jeune poulain, choisir dans un troupeau, rouler à terre, égorger, écorcher et débiter en quelques minutes l'animal nécessaire à sa subsistance. A défaut de troupeau sur lequel il ait des droits ou s'en arroge, il sait poursuivre et prendre l'animal sauvage; il a dressé à ce métier ses chevaux, qui sont son orgueil, ses chiens, qui sont sa gloire. Il sait tisser et teindre la laine du guanaque, en faire des mantes qui, dans les villes, atteignent des prix élevés.

C'est ainsi qu'il a vécu dans le voisinage d'une civilisation qu'il ignore de parti pris, et qu'il combat, le jour où elle lui conteste le droit de puiser dans les trésors qu'elle a accumulés et qu'elle défend.

Lui qui n'avait jamais eu d'autre théorie que celle de l'assimilation de l'animal domestique à l'animal sauvage, qui chasse le bœuf comme il fait de l'autruche, le jour où la civilisation lui fait sentir la différence qu'il y a entre l'origine et la possession des choses, et le poids des lois de la propriété qu'elle a établies, il veut, puisqu'on lui en applique les charges, en avoir les profits pour ce qui est à lui. Si le troupeau n'est pas à lui, le champ qu'il occupe est sa propriété; c'est donc lui qui nourrit le troupeau, il doit en avoir sa part.

S'il est guerrier, il est aussi raisonneur. Cet homme des plaines est contemplatif, pense, agit et parle.

Dans les parlements que les caciques tiennent entre eux, d'interminables discours sont de règle. L'Indien connaît, mieux que tout autre peuple, même civilisé, l'art d'envelopper sa pensée et d'étendre au delà de toutes proportions ses discours.

qui se développent avec lenteur, mêlés de longs silences. Toutes les subtilités de la dialectique, il les connaît et s'en fait autant de remparts. C'est par de longs discours qu'il prépare ses invasions, y engage ses voisins ou ses congénères; c'est avec de longs discours qu'il prépare les traités, avec lesquels il endort la vigilance de l'ennemi. Cauteleux et prudent, il ne se laisse ni surprendre ni devancer.

IV

Le gouvernement argentin a contribué, pour sa part, à inspirer aux Indiens le goût de la propriété, en donnant à certaines tribus les terres dont il leur garantissait la jouissance; il eut le tort de regretter le bien qu'il avait fait et de vouloir, lui-même, en détruire les effets. Ce fut la politique qu'il adopta, en particulier en 1875, préparant ainsi de ses mains les invasions dont les propriétés privées allaient avoir tant à souffrir pendant deux ans.

Depuis longtemps, une tribu soumise, celle de Catriel, avait été établie, par lui, près de la dernière ville du Sud, Azul; elle y prospérait, en contact continu avec les habitants, commerçant avec eux et travaillant comme l'eût pu faire une colonie pastorale composée d'immigrants civilisés. Le gouvernement commit l'erreur, en 1875, de révoquer cette donation, d'enlever aux Indiens soumis, ces terres, qui avaient pris, depuis leur établissement et sous la seule pression du peuplement, une valeur considérable. Il leur offrit, en échange, des terres, plus éloignées, de moindre valeur. Politique maladroite.

Ce groupe d'habitants, d'une race primitive indigène, ne pouvait pas gêner ses voisins plus que ne le firent, au même lieu, des colons memnonites venus du Caucase, que l'on y installa.

Les instincts sauvages de ces Indiens n'étaient plus à

craindre; mais, ce que l'on voulait, c'était leur reprendre leur terre, un misérable lot de vingt lieues carrées, à peine soixante mille hectares, d'une valeur totale, peut-être, alors, de deux millions de francs, acquise depuis qu'on la leur avait donnée.

Les Indiens crièrent à l'injustice; instruits par l'exemple de leurs concitoyens argentins eux-mêmes, pour qui l'insurrection est le plus saint des devoirs contre les passe-droits de la politique, ils recherchèrent, pour se venger, l'aide de leurs congénères et soulevèrent la pampa tout entière.

Combien pouvait-on compter alors, dans cet océan pampéen, d'Indiens insoumis? On alignait de gros chiffres purement imaginaires. En somme, il y avait quatre groupes: celui de Catriel, hier soumis et qui rompait avec le protectorat transformé en exploitation; Namuncurà, le plus grand chef de la pampa, sorte de généralissime, mais qui n'avait pas cent guerriers; Epumer, cacique des Ranqueles, colons laborieux qui pouvaient mettre six cents lances en bataille, mais qui voulaient la paix; Pincen, le plus redouté de tous, chef de six mille soldats, et quelques autres de moindre importance, sans compter Orkeke et Shayhueque, caciques araucans dont les tribus, fixées dans les vallées des Andes et au delà du rio Negro, ne prenaient pas de part directe aux invasions et ne se trouvaient pas encore inquiétées.

Il nous souvient d'un incident, un des premiers de cette guerre, qui ne devait pas contribuer pour la moindre part à faire une réputation d'ennemis redoutables et nombreux à ces bataillons, en réalité gênants seulement pour les propriétaires, dont le moindre régiment aurait pu avoir raison depuis longtemps.

Pour faire face aux frais de la guerre qu'il allait entreprendre, à frais communs, avec l'armée nationale et les

milices des Provinces fédérées de Santa-Fé, de Cordoba et de San-Luis, le gouvernement de Buenos-Aires se disposait, au commencement de 1876, à offrir en vente publique deux cents lieues de terres, situées au lieu même où, depuis, on a tracé le district, aujourd'hui déjà très riche, très peuplé et très important, d'Olavarria.

C'était alors la région la plus rapprochée des campements d'Indiens, la plus exposée aux invasions et la moins gardée. La vente avait été annoncée longtemps à l'avance. Les Indiens, qui lisaient les journaux, en avaient naturellement été avertis; ils attendirent l'heure même à laquelle elle devait avoir lieu et occupèrent le terrain qui en devait faire l'objet. La nouvelle de ce coup de main parvint à l'encanteur au moment où, suivi de ses acheteurs, il descendait de diligence au milieu de la ville de l'Azul, qui ne tarda pas elle-même à être envahie. Cette vente, renouvelée de l'histoire romaine, du terrain où l'Annibal du désert campait, réussit moins que celle de l'antiquité classique. Personne n'y assista; l'encanteur, convaincu que son marteau d'ivoire serait, dans un cas difficile, une arme insuffisante, rentra chez lui, sans essayer de renouveler les prouesses de Charles Martel.

Ce retour offensif des Indiens disait bien ce qu'il voulait dire. C'était une protestation contre la violation du droit de propriété dont ils étaient victimes, faite par des gens que l'on accusait de ne le respecter jamais. Mais le droit du plus fort devait décider.

*
* *

Un plan vigoureux d'attaque fut conçu : les forces nationales et celles des Provinces limitrophes de la pampa contribuèrent à sa réalisation en fournissant les hommes et les ressources. La Province de Buenos-Aires et celle de Tucuman

firent plus : la première, en donnant à l'expédition son premier chef, le Dr Alsina, qui mourut sans avoir vu ses plans réalisés ; la seconde, en donnant à l'expédition son second chef, le jeune général Julio A. Roca, à qui la République devait, en 1880, en reconnaissance de ses services, confier le soin de ses destinées, en l'élevant aux fonctions de Président de la République.

Il fallut cinq ans pour démontrer aux Indiens que, devant le tribunal de la force, le seul qu'ils reconnussent, leur droit s'évanouissait. Cette démonstration leur coûta la totalité de leur territoire, la liberté, leur autonomie, leur existence comme race, la perte de tous les liens de famille et d'affection qui unissaient époux et femmes, femmes et enfants. On les prit par la famine d'abord. On employa des moyens gigantesques. On creusa un fossé de cinquante lieues de long, impossible à franchir pour les troupeaux volés, privant ainsi les tribus de tout ravitaillement.

Un an après, on pouvait parcourir la pampa ; quatre corps d'armée y manœuvraient et chacun réduisait en captivité les restes de tribus, décimées déjà par la famine et la petite vérole, conséquence mortelle des longues privations.

La pampa parcourue n'avait plus de mystères ; l'Indien était dévoilé. En touchant du doigt cet ennemi réduit à la dernière extrémité, on reconnut que le secret qu'il gardait si bien dans son désert, qu'il y défendait contre la curiosité des conquérants, c'était le secret de sa faiblesse, de sa pauvreté et de son petit nombre. Ils usurpaient trente mille lieues carrées et n'étaient pas quinze mille. Ils n'élevaient aucun troupeau, cultivaient à peine quelques hectares, vivaient en groupes isolés, dans des tentes à peine groupées, chassant quand le vol des troupeaux ne donnait pas. Dans toute cette immense pampa, on ne trouva que quelques pêchers et trois pommiers que le hasard y avait semés et qui ne donnaient pas de fruits.

Ils avaient cependant réalisé un travail sur ce sol dont ils allaient être arrachés, travail inconscient, exécuté sans préméditation, au fur et à mesure de leurs besoins, sans effort, mais aussi utile et aussi parfait que si toute la science des ingénieurs en eût fourni les plans. Ils avaient, à travers ce désert, tracé, dans tous les sens, des routes, voies de petite et de grande communication, reliant tous les points de la frontière argentine, qu'ils envahissaient à des époques réglées, à ceux de la frontière chilienne, où ils allaient vendre les animaux volés.

Tous ces chemins, le passage seul des bandes, fréquent, continu, en nombre, les avait élaborés. Aussi chacun avait-il la physionomie que son emploi lui assignait. Ici, une grande route où soixante, quelquefois cent cavaliers peuvent passer de front, et où, au retour, dix mille ou trente mille bêtes à cornes peuvent défiler.

Ces routes, le piétinement des bêtes les forme; elles se composent d'une juxtaposition de sentiers, alignés, parallèles, que le trafic creuse peu à peu, assez nombreux pour permettre un galop, en ligne, aux cavaliers qui les suivent.

Les grandes routes se prolongent; de loin en loin, d'autres se ramifient, qui permettent de se rendre à tel ou tel point occupé par une tribu, ou à tel autre où le bétail enlevé peut se reposer sans être inquiété.

A certains endroits stratégiques, on reconnaît que des haltes se faisaient où se partageait le butin; de là, chaque tribu partait, emmenant la part du troupeau qui lui était échue.

On peut être sûr d'avance que chaque tracé de route a choisi les meilleurs endroits, qu'il rencontre de l'eau et des pâturages en abondance. On peut les suivre sans inquiétude : toutes mènent à un point où une station est possible pour l'homme qui voyage à cheval.

Rien n'indique à l'homme civilisé la direction qu'il doit prendre, mais tous les Indiens la connaissent. Chaque point,

chaque chemin a son nom, donné par eux ; les guides prisonniers les indiquent ; la civilisation les conserve. La pampa perpétuera ce souvenir des races disparues dans les noms géographiques, dont le sens imagé sera vite oublié, sans doute : chacun d'eux a une signification et dit quelque chose de ce que le lieu produit, de ce qu'il vaut, de ce qu'il promet. Aucun nom n'a jamais été donné par l'Indien au hasard, mais, si sa langue n'est pas sauvée de l'abîme où lui-même est englouti, — et il ne semble pas qu'elle doive l'être, — ces noms resteront, avec leur étrangeté, sans aucune valeur pour le colon futur.

En sera-t-il de même des routes? Une seule chose est à faire, les conserver sans les modifier en rien, en laissant simplement aux charrettes qui succèdent aux cavaliers le soin de les niveler à leur usage ; les ingénieurs ne feront pas mieux. Ce qu'ils ont fait jusqu'à ce jour prouve même qu'ils ne sauraient faire aussi bien. Déjà, dans le pays peuplé, à mesure que la population avance, elle supprime les routes anciennes, en change le cours, avec autant d'imprévoyance qu'elle en démontrerait si elle changeait sans raison celui d'une rivière. C'est la vieille loi des Indes qui règne, en matière de voirie. Elle impose encore, au delà des siècles, cette injonction bizarre, venue il y a trois cents ans du fond de l'Escorial, de faire toujours en ligne droite, quels que soient la nature du terrain, le tracé des rues des villes et celui des routes qui les continuent. La ligne droite passe aveuglément où elle doit, sans se préoccuper des bas-fonds humides, des marais impénétrables, des buttes sablonneuses.

Ainsi ne faisait pas l'Indien, il ne traçait pas sa route idéalement, mais bien sous le pied de son cheval, et, l'instinct de l'un aidant l'instinct de l'autre, aucune erreur n'était commise. Aujourd'hui encore, c'est plaisir que suivre une de ces routes indiennes, que, dans la pampa, on a baptisées *chemins chiliens*, parce que c'est au Chili qu'ils aboutissent

et que ce sont les rapines dont quelques Chiliens étaient les recéleurs qu'ils rappellent. Ces chemins sont solides sous le pied, ne ménagent aucune surprise désagréable; les charrettes, les diligences les suivent et y galopent; s'il y a quelque part un marais ou un de ces terrains fangeux où l'on puisse s'enliser, le chemin l'évite; s'il y a une région sans eau, il n'y passe pas.

Ce sont ces chemins, la meilleure de son œuvre, qui ont perdu la race pampéenne et rendu facile sa destruction. Les armées régulières ont trouvé en eux des guides sûrs, des voies de pénétration toutes tracées; elles en ont surpris et saisi la clef et fermé la porte derrière elles. Elles ont peu à peu occupé les points stratégiques, qui commandaient le lieu de stationnement des tribus et en ont empêché le ravitaillement, en coupant le chemin des invasions. L'Indien a repris sa tactique traditionnelle : il a reculé. Il a abandonné ses campements, emmené avec lui tout ce qui lui était cher et utile. De ce jour, il était perdu. Jamais l'Indien ne revient dans un campement que l'étranger a surpris ou visité : quand le mystère de sa vie, de son gîte est violé, il ne se croit plus garanti. Il avait pu, jusque-là, trouver dans les profondeurs de la pampa des terres nouvelles, plus fertiles que celles qu'il abandonnait, plus mystérieuses encore. Cette fois, il n'avait pas réfléchi que, depuis près d'un siècle qu'il occupait les lieux que l'invasion le forçait à abandonner, toutes les routes tracées y aboutissaient ou en partaient, et mettaient aux mains de l'ennemi ce grand moyen d'action qu'il avait ainsi préparé contre lui-même.

Tous les caciques ont été surpris, rejetés sans ressources dans la pampa avec quelques guerriers; le jour où les femmes et les enfants ont été emmenés en captivité, ce qui s'est fait sans coup férir, on a pu affirmer que la guerre était finie. L'Indien, ce sauvage, ne connaît que son foyer, ne vit que

pour les affections qu'il y trouve, celle de ses femmes et de ses enfants. Il combat jusqu'à la mort pour les défendre : mais il revient livrer sa vie, il renonce à ce bien plus grand encore, sa liberté, pour ne pas être séparé de ceux qu'il aime.

La civilisation, qui le combattait, avait là une arme tellement sûre qu'elle n'en a pas employé d'autre. Partout elle a procédé de même, a surpris les campements, enlevé les familles, les a éloignées de la pampa, frappant les hommes non pas dans leur vie, avec le fer, mais dans ces sentiments intimes, qui eussent dû trouver grâce devant la nécessité de vaincre, puisque l'on pouvait vaincre en exploitant ces sentiments au lieu de les frapper.

Le jour où les guerriers sont venus livrer leurs armes et leur liberté, sous la condition qu'on leur rendrait leurs compagnes et la tendresse de leurs enfants, on les a mis dans le rang. Leurs femmes déjà et leurs enfants étaient partis pour Buenos-Aires, et, comme l'État ne pouvait les garder éternellement, chaque arrivée de ce bétail humain avait donné lieu à la même scène de cruauté administrative, renouvelée des temps primitifs.

Une table était dressée sur le parvis d'une église, dans un quartier quelconque, et des avis, publiés dans les journaux, annonçaient que tel jour, à telle heure, un fonctionnaire, assis à cette table, ferait, aux citoyens qui les accepteraient, la distribution de ces femmes et de ces enfants. A heure dite, le troupeau amené était rangé, sans brutalité comme sans compassion : pauvres vieilles, dont personne n'allait vouloir, sous leurs cheveux gris et plats; jeunes femmes, allaitant, ou groupant autour d'elles des enfants nombreux; filles ou enfants égarés, séparés déjà de leurs mères, les ayant perdues dans les bagarres de ces retours du désert, des embarquements en désordre, où l'on avait poussé le troupeau, comptant les têtes, sans pouvoir regarder les visages, ni écouter les pleurs.

Des citoyens s'approchaient, et emmenaient, les uns par charité, d'autres par intérêt, quelqu'un de ces êtres séparés de l'humanité. C'étaient souvent des scènes déchirantes dont personne ne prenait souci; des mères s'accrochaient à leurs filles; les vieilles étaient repoussées. Ces pauvres êtres, qui ne connaissent pas d'autre dieu que le génie du mal, devaient croire que ce Gualichu, qu'ils n'avaient jamais vu, était là, présent, derrière cette table, sous les traits d'un homme blanc.

Tous les caciques qui se sont rendus depuis, Catriel, Epumer, Pincen, Mariano Rosas, ont été mis hors la loi et enfermés dans une île fortifiée, où ils terminent douloureusement leur existence de combat. Leurs guerriers ont été enrégimentés.

* * *

On peut dire que des rameaux pampéens de la race araucane, qui ne comptait au reste que vingt mille à trente mille membres, il y a trois siècles, au moment de la conquête, dont le nombre ne dépassait pas douze mille lorsque sa destruction a été entreprise, il ne reste rien. Jusqu'au jour de leur défaite, ils n'ont rien créé qui puisse rappeler leur souvenir, hors les routes dont nous avons parlé, qui, elles, disparaîtront aussi, peut-être même, simplement, sous l'envahissement des graminées, avant que la population civilisée, trop peu nombreuse, trop peu mobile, songe à les utiliser.

Au point de vue ethnographique, l'Indien n'avait pas de caractères assez définitifs pour se perpétuer par quelques-uns dans l'océan des races, qui, toutes, contribuent à la constitution future de la nation qui peuplera cette région.

Les seuls caractères, les seuls usages qui lui survivront ne sont pas, à proprement parler, des caractères ethniques, ni des usages particuliers à la race, transmis ou respectés par

la tradition, ce sont des caractères acquis dans le milieu où la race s'est formée, des usages imposés par ce milieu. C'est le désert qui a fait l'Indien, comme il a fait, après lui, son héritier : le gaucho.

Si l'on recherche la cause historique qui a, fatalement, amené les représailles sévères et cette destruction, regrettable, au point de vue de l'humanité, d'une race que l'on eût pu réduire autrement et utiliser, on reconnaît avec tristesse qu'il faut la trouver dans la conduite, sans excuse, de quelques propriétaires chiliens, recéleurs de bétail plus criminels que ne pouvaient l'être les Indiens, dont ils dirigeaient, conseillaient et soutenaient les invasions.

Singulière anomalie ! Deux peuples se sont formés des mêmes éléments, l'un sur la rive de l'Atlantique, l'autre sur la rive du Pacifique ; ils ont les mêmes origines, ils ont vécu, longtemps, sous la même loi, ils ont participé, ensemble, à l'œuvre de leur indépendance, ont profité en commun des efforts communs.

Ils avaient, entre eux, un ennemi commun, l'Araucan, qui a fait payer cher aux Chiliens chaque province conquise, dont les tribus, en même temps, ont arrêté l'essor de la population argentine.

Un accord, une action commune eût supprimé, depuis deux siècles, cet obstacle. Il fallait, pour cela, que les propriétaires chiliens consentissent à acheter et à payer à ses vrais propriétaires le bétail dont ils avaient besoin. Ils ont toujours préféré l'acheter aux Indiens. De là les rapines et les invasions de ceux-ci, et, comme conséquence, leur destruction.

Sept provinces chiliennes : Talca, Maule, Linares, Nuble, Concepcion, Arauco et Valdivia, se sont alimentées de bétail pampéen, pendant deux siècles, par l'intermédiaire des Indiens. Elles recevaient, chaque année, quarante mille têtes au minimum. Suivant que les invasions réussissaient ou non, le prix

du bétail montait ou baissait au Chili. Le commerce s'en faisait au grand jour. Les Indiens recevaient leurs échanges et menaient leur bétail par la grand'route tracée par Luis de la Cruz en 1805, qui passait près d'Antuco, dans la Cordillère, après avoir traversé le Neuquen et le Colorado aux environs du Mont-Payen, en venant des campements indiens de la frontière pampéenne.

Toute la région de la Cordillère était, elle aussi, peuplée de Pehuenches, devenus pasteurs sous le gouvernement du cacique Purran, disposant de six mille lances, et, plus au sud, de Shayhueque, qui s'intitule *roi de la Patagonie*. Ces deux caciques et leurs tribus, très nombreuses, ont été respectés, bonheur que n'ont pas eu les Ranqueles, qui avaient, au moins, autant de titres et dont la civilisation était aussi avancée. Ce qui a sauvé les Indiens de la Cordillère, c'est précisément leur voisinage des propriétaires chiliens, qui les employaient comme pasteurs, en terre argentine, à garder les troupeaux volés par les pampas aux Argentins. On trouva là des vallées, où des propriétaires chiliens conservaient, sous cette garde, des troupeaux de trente mille à quarante mille têtes, cultivaient du maïs, du blé, de l'orge.

On peut affirmer que ces tribus ainsi fixées, prêtes à recevoir la civilisation, formeront le noyau de populations futures, où l'élément européen s'infiltrera peu à peu. Cette expérience sera féconde en regrets. Il était aussi facile d'amener toutes les tribus pampéennes à la civilisation; pour cela, il fallait les déshabituer de la rapine, couper ce vice dans lar acine, et la racine était au Chili.

On ne l'a pas fait: les résultats économiques compensent-ils au moins les désastres constatés au point de vue ethnographique?

Ces résultats économiques sont considérables à tous les points de vue.

On serait tenté de mettre en première ligne la suppression de l'impôt forcé de quarante mille têtes de gros bétail, que coûtaient, annuellement, les invasions à quelques propriétaires, et qui, en décimant les troupeaux les plus rapprochés de la frontière, privaient tous les éleveurs du débouché du Chili, qui, sans les rapines des Indiens, eût eu quelque importance pour eux. Estimons la valeur du bétail volé à un million de francs, qui pesait lourdement sur quelques propriétaires, et leur était prélevé par la violence d'hommes de guerre, enlevant les hommes et les femmes en captivité avec le bétail. incendiant et détruisant tout ce qu'ils pouvaient atteindre.

Joignons à ce tribut forcé le tribut volontaire de plusieurs millions, que le gouvernement payait, sans grand profit, aux Indiens.

Tout cela n'était pas ruineux; la République Argentine, pas plus que les particuliers, n'eussent été beaucoup plus riches s'ils n'avaient obtenu, dans la campagne de 1876 à 1880, et dans la destruction d'une race, d'autres avantages que ceux d'être délivrés de ces tributs.

Cette campagne a produit autre chose. Elle a fait entrer dans le patrimoine de la République, dans son domaine, et permis de vendre aux particuliers, des étendues de territoire aussi considérables que l'étaient les terres occupées, depuis trois siècles, par la colonisation et l'élevage.

Pour commencer la campagne, le gouvernement fit appel aux particuliers, intéressés à la voir aboutir. Il ne fut pas très heureux. Les propriétaires sollicités, en 1876, de participer aux frais de l'expédition, y contribuèrent généreusement pour mille quatorze chevaux et vingt mille francs.

C'était peu, si l'on note que la province de Buenos-Aires comptait cinq mille propriétaires et que les chevaux n'y ont aucune valeur vénale.

Cela rappelle un fait qui date de 1632. Un Espagnol, Gonzalo de Carbajal, ayant alors résolu une campagne contre les

Indiens Tobas, reçut du gouvernement l'important secours d'un quintal de poudre, un quintal de plomb et vingt-cinq livres de corde.

Devant cet insuccès, il fallut recourir à autre chose. Le gouvernement emprunta aux propriétaires 2 millions de piastres, soit 10 millions de francs, et leur donna, en couverture de leurs bons de souscription, des terres publiques à choisir entre celles à conquérir, taxées d'avance à 2,000 francs la lieue. La souscription fut longue à être couverte ; elle le fut cependant. Cinq mille cinq cents lieues furent ainsi aliénées au prix commun de 2,000 francs. Elles sont ainsi entrées dans le commerce, dépréciées par un aléa; c'était l'inconnu, ce fameux mystère de la pampa, entretenu par le silence impénétrable de l'Indien et par la légende.

Aujourd'hui que ce mystère a disparu, ces terres, qui ne sont pas peuplées, après sept ans à peine qu'elles sont connues, et mal connues, mais assez pour être appréciées, changent de mains à des prix qui varient entre 20,000 et 80,000 francs la lieue de deux mille cinq cents hectares, donnant ainsi à une partie du sol de la République jusqu'ici inexplorée, une plus-value de 400 millions de francs.

C'est là un résultat de quelque importance ; ce n'est pas le seul, bien qu'il se chiffre, pour chaque habitant, par une proportion assez élevée, dans un pays qui n'en contient que quatre millions. Ces cinq mille cinq cents lieues ne constituent qu'un quart de la pampa.

Le gouvernement croyait pouvoir estimer à 600 piastres (3,000 francs) chacune des quinze mille lieues qui lui restent à vendre de celles qu'il a conquises ; une vente partielle, qu'il a tentée en juin 1885, lui a prouvé qu'elles étaient réalisables à un prix dix fois supérieur.

Ce n'est pas tout. La sécurité du désert, aujourd'hui acquise, a décuplé le prix des terrains, jusque-là peuplés avec hésitation, derrière et autour de la frontière, toujours

exposés aux vols et aux invasions. Il y avait là une zone de vingt millions d'hectares, qui a subi une plus-value de 500 millions de francs.

La conquête de la pampa, qui n'a coûté ni un homme ni un coup de fusil à la civilisation, qui est due tout entière à une tactique habile et qui a été un fait accompli le jour où elle a été résolue, où les convois, les batteries d'artillerie et les remingtons se sont mis en mouvement, pour dissiper, par la force, cet inconnu mystérieux, a enrichi tous ceux qui n'y avaient pas cru, tous ceux qui n'y avaient pas participé.

Elle a été l'acte définitif de la constitution géographique de la République Argentine et le premier de sa constitution nationale. Pour que cette œuvre soit complétée, il faut que le désert soit civilisé, c'est-à-dire peuplé, et que cette grande faute soit réparée, qui a, si singulièrement, commencé par la destruction de la population indigène, l'œuvre nécessaire du peuplement.

LIVRE SECOND

LA RUE

CHAPITRE PREMIER

LE PORT ET L'ARRIVÉE

Comment on va à la Plata. — La traversée. — L'arrivée. — L'estuaire de la Plata. — Le débarquement à Buenos-Aires. — Les aspects de la ville et de la rade. — Les charrettes amphibies. — Le quai. — Les places et monuments. — Le trafic bruyant. — Les entrepôts. — Promenade dans les rues. — Les lucioles.

I

Voltaire a conduit et débarqué Candide et Mlle Cunégonde à Buenos-Aires. Connaître le nom de cette ville éloignée, avoir une notion vague de sa situation à cette époque, où elle contenait à peine quarante mille habitants, n'était certes pas chose plus commune qu'elle ne l'est aujourd'hui, où ses quatre cent mille habitants commencent à faire quelque bruit dans le monde.

Voltaire, au reste, n'avait pas la pensée de découvrir l'Amérique, en y amenant Candide. Il y cherchait l'homme noir, qu'il n'aimait pas et dénonçait aux jalousies du roi d'Espagne, ce royaume étonnant des Missions, qu'un décret de 1767 allait

rendre au néant, comme pour prouver qu'on lisait *Candide* à l'Escorial.

Il ne faudrait cependant pas chercher, dans Voltaire, un mot exact sur le port de Buenos-Aires pas plus que sur les Missions ; il a vu tout cela avec les yeux de sa fantaisie, et créé, pour la circonstance, un gouverneur et des jésuites de vaudeville, dans un paysage d'opérette.

Entre tous les ports du monde, celui-ci a sa physionomie spéciale, pas n'est besoin d'invention pour y découvrir des étrangetés.

Mais partons d'abord. Nous sommes en Europe, nous avons à traverser, dans sa plus grande largeur, cet Océan qui bat nos côtes, à suivre notre route, jusqu'à changer d'hémisphère et de saison ; à quitter les contrées froides où nous vivons, et entrer, après peu de jours, dans les régions chaudes et la zone torride ; atterrir quelques heures à la côte d'Afrique, et reprendre notre vol, abandonnés à nous-mêmes, entre ciel et eau, pendant huit ou dix jours, depuis la pointe extrême du cap Vert jusqu'à celle du cap Frio, qui nous annonce le nouveau monde.

Quelle succession enchanteresse de tableaux toujours nouveaux, qui viennent surprendre le voyageur dans la somnolence inconsciente de cette longue traversée ! Celui qui n'a parcouru que les voies de terre, quels que soient les pays variés qu'il ait visités, ne connaît pas ces surprises subites que vous découvre l'imprévu des escales.

Si vous parcourez l'Europe, quelque rapide que soit l'express international qui vous porte à Moscou ou à Constantinople, vous arrivez à ces extrémités lointaines, préparé par des transitions insensibles. Vos yeux sont restés ouverts, votre esprit attentif a reçu peu à peu les impressions nouvelles, vous avez progressivement la sensation d'un monde différent dans lequel vous entrez, et nulle part le choc imprévu d'un inconnu qui vous surprend.

Le voyage en mer offre d'autres surprises. Le voyageur avance; mais il ne sent pas qu'il marche. Autour de lui, le paysage, qui ne change pas, n'apporte, à ses pensées, aucune distraction. Pendant que les heures s'écoulent, que le sillon s'ouvre sous la quille du steamer, laissant derrière lui, dans un remous d'eau bleue, toujours pareil à lui-même, un long sillage toujours renouvelé, sa pensée reste au rivage et ne l'a pas quitté; après six ou huit cents lieues ainsi parcourues, sans préparation, au bout de cinq ou six jours, une terre émerge, et c'est un monde nouveau.

Tentez l'aventure à travers l'Atlantique; tournez le dos à Bordeaux, à Lisbonne, ou au détroit de Gibraltar; reprenez cette voie qu'il y a trois siècles l'Europe ignorait, qu'elle connaît mal encore. Après six jours de mer, abordez au Sénégal, vous passerez quelques heures dans les paillotes des nègres, vous y serrerez la main du roi de Dakar, vous aurez été transporté, sans en avoir conscience, du domaine de la civilisation la plus raffinée en pleine vie primitive.

De Dakar ou du cap Saint-Vincent, les huit jours de mer à travers la région des tropiques qui séparent la vieille terre d'Afrique du nouveau monde, en mettant votre patience à une longue épreuve, vous envelopperont de sensations nouvelles.

Chaleur énervante et molle, sous un ciel noir et bas, région des calmes, que les marins ont baptisée le pot au noir, qu'une succession d'orages inonde, sans cesse, et ne rafraîchit pas. Matinées sans aurore, où le soleil apparaît, et, sans dissiper progressivement les ténèbres, les interrompt brusquement. Soirées sans crépuscule, où, sans être annoncée, la nuit tombe du haut du ciel comme un rideau. Nuits phosphorescentes, où les flots semblent rouler des étoiles décrochées du ciel.

Enfermez-vous dans la nouveauté de ces sensations que vous ne retrouverez plus; c'est vivre deux fois que de vivre d'une vie inconnue, de rencontrer, à chaque heure, des spec-

tacles que nul ne vous a montrés, qu'aucun guide ne vous souligne. Esprits vulgaires ceux qui ne trouvent là que des heures d'ennui, qui, rencontrant l'inconnu, le trouvent monotone! Cet horizon, toujours le même, est toujours varié; emportez-en le souvenir.

La route des steamers est si étroitement tracée par l'habitude des pilotes, que chacun d'eux suit toujours exactement la même. Les allants et venants se rencontrent au même point, sur l'eau où tout s'efface. Ils semblent à chaque voyage reprendre le sillage qu'ils ont laissé au précédent; le pilote ne s'étonne pas de cette précision, surpris, au contraire, si, un jour, le sextant lui montre qu'il s'est écarté, ne fût-ce que d'un mille, de la route ordinaire.

Aussi celle que vous suivez est-elle fréquentée. Aucun de ceux qui vont du même point au même but ne s'en écarte assez pour que son passage sur l'horizon ne soit signalé. A heure dite, les steamers réguliers savent qu'ils auront à saluer, à tel lieu déterminé d'avance, tel pavillon, qui ne saurait manquer au rendez-vous.

Grande et profonde émotion que le frôlement de deux coques! On était seul, au milieu de cet horizon circulaire, qui semblait avancer avec vous, tant il était toujours le même; les jours changeaient de nom, mais se levaient et se couchaient dans le même cadre; on ne se sentait ni vivre, ni marcher; sur l'horizon apparaît un point noir qui vient en sens inverse. Il s'approche, modifie un peu sa route, pour se rapprocher davantage, grandit, se dessine avec précision, s'élève et s'impose, dans une majesté que vous ne lui soupçonniez pas. Toute cette masse produit, sur la surface calme de l'Océan, un léger bruissement, et, dans l'air, le frôlement d'ailes d'un grand oiseau qui passe. Il n'y a pas là de quoi émouvoir profondément les âmes, cependant d'un côté et de l'autre l'agitation est extrême. Est-ce joie ou tristesse?

Les uns saluent du mouchoir cet inconnu qui passe, d'autres battent des mains ou sèchent des larmes. C'est qu'il a suffi de cette rencontre pour les rappeler tous au sentiment de la vie extérieure. Après huit ou dix jours de mer, vous alliez oublier, peut-être, qu'en dehors de cette coque, la vie continuait sans vous, quand peut-être des événements se produisaient, que vous étiez seul à ignorer et qui ne frappaient que vous. Il a suffi de cette rencontre pour vous mettre sous les yeux le mouvement et la preuve de la vie ; vous ne pouvez, dès lors, détacher vos yeux, pas plus que votre pensée, de ce point noir, qui s'efface et disparaît, pour, en quelques jours, atteindre le lieu d'où vous venez, où quelque chose de vous est sûrement resté.

Cette route n'est pas encore celle des touristes, elle n'est fréquentée que par des émigrants de toutes les nationalités ; légion, quelquefois troupeau, poursuivant, par la bêche, la conquête du nouveau monde, et préparant pour le xxe siècle des étonnements qui dépasseront ceux que le xixe a légués au nôtre.

Chacune des étapes est longue. On compte, de Bordeaux à Lisbonne, sept cent quatre vingt-cinq milles ; de ce port à Dakar, quinze cent quarante-trois ; de là à Montevideo, en passant par Rio-Janeiro, trois mille sept cent soixante-sept milles, et, de Montevideo à Buenos-Aires, cent-seize milles ; soit un total de douze mille kilomètres !

Par 35° latitude sud, on rencontre, après vingt jours de voyage, le cap Sainte-Marie, point extrême de l'immense estuaire de la Plata.

Buenos-Aires s'élève sur la rive occidentale, Montevideo sur la rive orientale. Il ne faudrait pas croire que ces villes, qui se confondent dans un lointain brouillard géographique, soient deux voisines se saluant de la main comme le Havre et Honfleur, ou Liverpool et Birkenhead. Les propor-

tions de la Plata ne peuvent se comparer à celles d'aucun autre estuaire. Il ne faut, nulle part, d'une rive chercher à distinguer la rive opposée. A l'embouchure, cinquante-cinq lieues les séparent. Remontons soixante lieues, jusqu'à Montevideo; la rive occidentale, encore invisible, est à seize lieues de cette rive orientale; c'est la limite des eaux salées. Buenos-Aires est encore à vingt lieues, en amont; devant la ville, l'estuaire se développe entre deux rives, qui s'ignorent l'une l'autre; sa largeur est de huit lieues.

Sur le bord de ce fleuve incomparable, formé de la somme des eaux des deux plus grands cours d'eau du monde, le Parana et l'Uruguay, s'est élevé Buenos-Aires.

II

Nous touchons au port. Mais quel port pourrait suffire aux destinées que promet le développement de ces fleuves, résumant les eaux d'un bassin de cent soixante-dix mille lieues carrées? Si la nature n'y a pourvu, quels efforts successifs l'homme n'aura-t-il pas à faire pour en tracer le plan et tailler, en plein fleuve, les abris que demandent les flottes que ce pays des eaux peut porter?

L'effort sans doute était au-dessus des forces de ceux qui avaient à le tenter. Le *stop* du capitaine se donne au milieu de l'estuaire, assez loin des côtes pour que ni l'une ni l'autre ne puisse être aperçue. L'eau est douce, sinon on se croirait en pleine mer; trop souvent la vague a des colères que l'océan seul devrait connaître. Une bouée mollement se balance; elle attend le navire qui se présente pour y fixer sa chaîne : c'est là le port de Buenos-Aires.

Il existait cependant en 1535, quand Mendoza y vint atterrir. Un petit ruisseau de cent mètres de large aboutit à ce point dans l'estuaire : c'était assez pour les caravelles du

temps de la découverte, il leur offrait un abri sûr et un port suffisant.

Mais la main de l'homme n'a rien fait, pendant trois siècles, pour le mettre au niveau de ses nouvelles destinées. A chaque période de ses transformations, la navigation a dû s'arrêter à une distance plus grande de la côte : les galiotes et les goélettes de quatre ou cinq cents tonneaux, qui suffisaient au commerce du dernier siècle, venaient s'échouer à proximité de la côte, et y dormir des siestes paisibles avec les caboteurs. Les trois-mâts, il y a vingt ans, n'approchaient qu'à deux milles ; ils y faisaient de longues stations, les plus courtes duraient trois mois ; leur chargement et leur déchargement agitaient la rade d'un mouvement continu. La navigation à voiles a disparu, les steamers chaque année ont augmenté leurs dimensions. Il y a dix ans, ils jetaient l'ancre à huit milles ; leur bouée est, aujourd'hui, à quinze milles, en ligne droite, devant la ville qu'ils ne discernent pas et qui ignore leur présence.

L'indolence des hommes d'aujourd'hui accuse le travail lent et secret de la nature ; ils affirment que le fond du fleuve s'est relevé, que l'estuaire s'ensable, et que si le port n'existe pas, si la rive est inabordable, la faute en est aux alluvions continues. Ils prennent à témoin l'aspect même des eaux, couleur d'argile ; ils montrent le chapelet des îles du delta du Parana, sorties du sein des eaux, qui s'étendent sur une longueur de trois cents lieues, sur une largeur de dix à vingt, entrecoupées de bras, de ruisseaux et de rigoles.

La science affirme que ce sont là mauvaises défenses. Les faits géologiques, constatés depuis trois siècles, démontrent qu'il faudra plusieurs milliers d'années pour que le fond de l'estuaire se relève et continue d'une façon appréciable l'enfantement d'îles nouvelles. Il a fallu trente mille années pour que le travail des eaux ait amené, dans la plaine, l'effri-

tement continu des Andes et formé le continent pampéen ; la puissance des eaux était alors plus grande qu'aujourd'hui.

Le Parana roule encore un volume d'eau de cinq cent vingt mille pieds cubes par seconde, l'Uruguay de cent cinquante mille; ils joignent, avant de passer devant Buenos-Aires, leur volume de sept cent mille pieds cubes. Leurs deux courants sont distincts : celui du Parana est de couleur jaune opaque, contenant en suspension du sable à peu près impalpable, dont la quantité proportionnelle constatée est de $\frac{1}{9000}$ en poids et $\frac{1}{17000}$ en volume; l'Uruguay est plus transparent, le sable qu'il charrie est fin, impalpable et noirâtre.

Depuis trois siècles, cette énorme course de flots chargés de sable n'a produit aucun changement que l'on ait pu noter. Les marins ont toujours parlé par ouï-dire, et sur la foi des pilotes, intéressés à créer la légende de dangers imaginaires qui rendent leur office indispensable, de déplacements périodiques de bancs de sable, de formation rapide d'îlots inconnus. Des travaux sérieux ont démontré que toutes ces créations étaient du domaine de la fantaisie, et que le fond de la Plata ne s'est élevé ni modifié d'une façon appréciable.

Les cartes de l'Amirauté anglaise, compilées sur celles du capitaine Fitzroy de 1833, du capitaine Sulivan de 1844, du lieutenant Sidney de 1856, celles si remarquables de l'amiral Mouchez constituent, aujourd'hui, aussi bien qu'à l'époque où elles ont été dressées, des documents indiscutables et des guides sûrs.

Toute hypothèse sur l'ensablement de l'estuaire est jugée paradoxale, comme l'est toute espérance de voir cette immense plaine d'eau se transformer en îles fertiles et habitables. Ces craintes ou ces espérances chimériques, qui ont eu leur place dans les conseils où se sont débattus les projets de port devant la ville, sont depuis longtemps écartées.

Si les projets longuement mûris, ne sont pas encore réalisés,

il faut en accuser moins l'insouciance créole que l'importance des travaux à entreprendre.

Le problème se pose ainsi : pour mettre le port de Buenos-Aires en mesure de rendre les services qu'on lui demande, il faut établir une communication directe entre la rive et les grands fonds, à travers deux ou trois bancs qui en ferment les abords. Il eût été facile de le résoudre en déplaçant le port, le reportant à quelques lieues en aval ou en amont; la ville n'y eût rien perdu, mais son amour-propre en eût souffert. Ce projet a été rejeté.

Deux autres solutions se sont, il y a quinze ans, trouvées en présence. L'une, soutenue par un ingénieur anglais, M. Bateman, qui fut écouté comme un oracle, dont le plan, coûteux et irréalisable, consistait à créer, de toutes pièces, un port, devant la ville, en plein fleuve. L'autre, soutenue simplement par l'énergie de conception et d'exécution d'un ingénieur local, M. Huergo, consistait à utiliser et à élargir le ruisseau, au sud de la ville, là où Mendoza avait atterri, à lui donner quatre cents mètres d'embouchure, à le border de quais et de jetées, jusqu'au delà du premier banc de sable, à lui creuser un lit, jusqu'à mille mètres au delà de l'extrémité des jetées, jusqu'à rencontrer le premier canal naturel dans le lit du fleuve, qui le mettra en communication avec les eaux profondes.

Ce projet a reçu une exécution presque complète. Il a fallu quinze ans de lutte et la ténacité d'un homme, s'imposant au-dessus des péripéties diverses de la politique, pour mener à bien cette immense entreprise. Déjà, quelques navires de haut bord et de fort tonnage se sont rangés le long des quais et y déposent en quelques heures leurs ballots et leurs passagers.

En partie terminé, le port Huergo a ouvert la voie à d'autres projets, venus se greffer sur l'œuvre que cet ingénieur avait si vaillamment menée à bien. C'est ainsi qu'est né le

plan du port Madero, baptisé du nom de son auteur, aujourd'hui son entrepreneur. Une loi récente a voté cent millions pour cette création ; les capitalistes européens les ont souscrits, la première assise a été solennellement posée, les heureux propriétaires des terrains situés autour des futurs docks ont vu le prix de leurs biens, hier inutiles, s'élever de un à cent. L'œuvre est grande ; elle égale en importance ce que serait la reconstruction entière et de toutes pièces du port du Havre, commencé il y a trois siècles et non encore achevé. On dit qu'en dix ans le port Madero sera terminé.

III

Pour le moment, les grands paquebots restent encore au large. De la bouée, qui simule, pour l'arrivant, le port de Buenos-Aires, — unique abri, refuge insuffisant, — il faut entreprendre, jusqu'à la rive, un voyage plein d'incidents, fécond en accidents, plus périlleux que la longue traversée de vingt-cinq jours, faite sans presque toucher ni même voir terre.

Au milieu de ce fleuve sans rives, soulevé, souvent, par des agitations qui rappellent l'Océan, le passager est confié à de petits steamers de rade. Le voyage dure à peu près deux heures.

Au départ, on voit une vingtaine de steamers, de haut bord, retenus, comme celui que l'on vient de quitter, sur leurs bouées isolées. Chacun d'eux forme le centre d'un mouvement de va-et-vient, de barques de deux ou trois cents tonnes, qui viennent, à cette distance, prendre, pour les porter à terre, les quatre ou cinq mille tonnes de marchandises, que chacun apporte, ou lui amener les ballots de laine, les cuirs et les fûts de suif qu'il doit emporter.

On distingue, à peine, dans le lointain brumeux du fleuve, tout ce travail hâtif, qui semble se faire en silence; le bruit ne

se perçoit pas des treuils qui se déroulent, des hommes qui crient, s'appellent ou s'injurient au milieu du tangage ou du roulis, qui jette constamment les coques les unes sur les autres.

Après une heure, on traverse une autre région, à peu près dépeuplée celle-là, autrefois très mouvementée : c'est celle où les voiliers de fort tonnage venaient jeter l'ancre ; ils disparaissent peu à peu, devant l'absorption de la navigation à vapeur.

Déjà quelques minarets émergent, des murailles blanches, des coupoles étincellent sous les rayons du soleil. C'est la ville. Les yeux la distinguent enfin ; nous en sommes loin encore. Je ne sais vraiment si le cœur bat plus fort à l'aspect désiré de la terre natale, retrouvée après une longue absence et un long voyage, ou à celui, quelque peu redouté, de la terre inconnue, que l'on est, volontairement ou inconsciemment, venu chercher si loin et qui se présente avec la figure impassible du sphinx de la fable.

Je ne parle pas des villes où les touristes se donnent rendez-vous, mais de celles, comme celle-ci, où quiconque aborde, — qu'il le confesse ou non, — vient chercher la solution du problème de la vie.

Celui-là, à peine réveillé de l'engourdissement de la traversée, entrevoit les heures de combat, craint déjà que ses espérances ne soient que des rêves.

La nature, cependant, a bien fait les choses, et la rive l'accueille avec un large sourire. Sur une hauteur, en forme de promontoire bas, la ville s'étend, avancant par son centre, fuyant à perte de vue, à droite et à gauche. On se croirait, quand le soleil brille, ce qui est chose ordinaire, en présence d'une ville d'Orient, riche de monuments mauresques, dont les silhouettes se distinguent mal encore, mais promettent des merveilles. Ce ne sont que clochetons et campaniles, coupoles

aux reflets étincelants, où les rayons du soleil se jouent sur des revêtements de faïence aux mille couleurs. On rêve de Maures et d'Alhambra, on s'attend à trouver un pendant à Sainte-Sophie. Il n'est pas jusqu'à cette rotonde à cinq étages, ancien fort transformé en dépôt de douane, qui ne surprenne par la nouveauté de son dessin. Tout cela donne aux yeux des jouissances de tons chauds et de lignes élégantes ; l'on croit mettre le pied dans une ville de monuments où l'art est maître, où tout le monde vit dans des palais.

Pour conserver ces illusions, il faudrait ne pas trop approcher. Mais c'est là le but. Une promenade suffira pour dissiper quelque peu ces mirages.

Jouissons du moins du spectacle de la rade aux environs de la rive ; il vaut qu'on s'y arrête.

A mesure que vous approchez, un môle se dessine et se dresse, où vous attendez le moment de mettre le pied, et de faire, d'un saut, votre premier geste de conquérant du nouveau monde. Attendez. L'eau ne saurait que par exception vous porter jusque-là : pour le moment, elle s'est retirée loin de ce môle qu'elle devrait baigner et qui se dresse sur ses échasses dont les bases reposent sur le sable.

Faudra-t-il débarquer à la nage? Des véhicules amphibies vous en épargneront la peine. Roulant dans l'eau, traînées par deux ou trois chevaux, ahuris, soufflant, tirant, perdant pied, nageant les naseaux dehors, et finissant, trop souvent, dans une noyade, cette existence de chevaux marins, de lourdes charrettes, aux roues de deux mètres, au caisson monumental, se groupent comme le feraient des barques. Des nautoniers d'une espèce inconnue brandissent un fouet pour signaler leur présence et obtenir la préférence.

Le voyageur, traîné, cahoté, a juste assez de liberté d'esprit pour se cramponner aux montants raboteux de son radeau roulant : le sang-froid lui manque pour jouir de l'imprévu

de cette navigation; mais il reviendra pour assister, du haut de la jetée, à ce spectacle, qu'il trouvera pittoresque, quand d'autres le lui donneront.

Il suivra, alors, avec intérêt, les mille détails de ce coin de rivière mouvementé, où des charrettes, par centaines, se suivant, à la file, dans l'eau clapotante qui n'en laisse émerger que les parties élevées et la tête des chevaux qui les tirent, se pressent le long des embarcations, y reçoivent ou laissent leur chargement. De-ci, de-là, des hommes à cheval surveillent ce travail. Les entrepreneurs de ce roulage aquatique les ont postés là pour porter secours aux attelages en péril. Sur leur selle, un lasso de cuir est roulé, solidement attaché à un anneau de fer; les jambes repliées sur le dos de leur cheval, demi couchés, la cigarette aux lèvres, ils semblent indifférents à ce qui se meut autour d'eux et n'être là que pour apostropher de leurs plaisanteries gouailleuses les charretiers qui défilent. Cependant, jamais l'attelage n'attend le secours qu'ils lui doivent ; les signaux de détresse sont superflus ; leur longue habitude leur a fait prévoir le danger que va courir un imprudent, avant que celui-ci le soupçonne; leur esprit taquin seul les retarde; ils ne veulent pas perdre cette occasion de laisser le maladroit recevoir sa petite leçon et leur offrir un thème fécond en railleries. Ces hommes sont les *cuarteadores*, tous *gauchos;* ils excellent à ce genre d'exercice difficile et dangereux, y perdent rarement la vie et jamais leur bonne humeur.

Le travail est actif ; les heures de la journée sont courtes et les journées rares où il soit possible. Rien de plus capricieux que le flot, sur cette rive de la Plata. Les vents de l'ouest refoulent les eaux à un ou deux kilomètres, les goélettes s'éloignent avec elles, les charrettes alors restent à la rive et attendent, en rangs serrés, que le reflux relève le niveau de l'eau et ramène les barques.

D'autres fois, le vent souffle du large, simple brise qui soulève le clapotage des eaux et rend difficile la nage des chevaux, ou rafale du sud-est qui jette la vague par-dessus la rive, emporte les voiliers ancrés, les pousse jusqu'au delà de la limite ordinaire des flots, pour les déposer au milieu d'un jardin ou d'une rue.

On peut supputer ce que représente de dépenses inutiles le mouvement du port de Buenos-Aires, desservi par des moyens aussi primitifs. Ce mouvement se chiffre par :

350,000	tonnes	sous pavillon	anglais,
240,000	—	—	argentin[1].
202,000	—	—	français,
125,000	—	—	italien,
90,000	—	—	allemand.
40,000	—	—	espagnol.
174,000	—	—	divers.

Si l'on calcule que les frais de débarquement équivalent à la moitié du prix du frêt payé d'Europe à Buenos-Aires, on se rendra compte du tribut énorme que le commerce de toutes les nations paye, de ce chef, à la négligence créole.

Les quais sont ce qu'ils sont ailleurs, et présentent, comme partout, leur vilain spectacle de marché toujours ouvert pour les vices, les caprices et les besoins impérieux des gens de mer, foule bruyante et grossière à laquelle se mêle le troupeau, errant sans direction, des nouveaux arrivés.

Ils se distinguent, cependant, par le défilé continu de tout ce que l'Europe produit ou fabrique, torrent ininterrompu de ballots, de fûts de toutes dimensions, de caisses, dont la seule forme dit la provenance et rappelle à l'étranger le lointain marteau de l'emballeur, le maillet du tonnelier qui les a cloués, cerclés, préparés pour ce long voyage. Il revoit, alors,

1. Exclusivement de cabotage.

au milieu du coloris de ce pays, à l'atmosphère chaude et claire, un petit coin de la patrie absente, il entend l'écho de chansons fredonnées dans sa langue, de bruits oubliés qui lui sont chers. Sa pensée s'envole derrière ces ballots d'autre forme, qui partent, eux aussi, qui iront rouler là-bas, inconscients, sur ce quai d'un port d'Europe, où il lui serait si doux d'aborder, avide de contact avec le sol indifférent de la patrie lointaine.

L'amertume de ces désirs irréalisables l'éloignera de cette contemplation et du lieu où se donne ce spectacle pittoresque.

Montons avec lui les pentes rocailleuses, les rues qui partent du port, dont le pavé, à saillies irrégulières, semble avoir été ainsi choisi pour faire échelon. Tentons-en l'escalade, pour ne pas juger la ville par ses abords vulgaires, ses odeurs de goudron et de calfat, les discours qu'on entend sur ses quais, dont la grossièreté se dissimule sous les sons inconnus des patois de tous les pays.

Sans attendre beaucoup de surprises d'une ville cosmopolite, où les étrangers constituent plus de la moitié de la population et la renouvellent sans cesse, cherchons à en distinguer les aspects particuliers; mettons-nous dans l'axe de la lumière d'où chaque sujet est éclairé ; cherchons le monde nouveau.

IV

La rue ! C'est là le premier, souvent le seul champ d'exploration ouvert à l'étranger. Il y est bien exposé à recueillir des observations superficielles, à faire une ample moisson d'erreurs; personne, du moins, ne tente de lui faire voir autre chose que ce que ses yeux lui montrent sous la lumière crue du plein air.

Plus qu'ailleurs, dans une ville américaine où la franchise

est de règle, où les allures sont libres et sans contrainte, où le climat, toujours tempéré, prédispose les habitants à vivre en plein air, le promeneur, s'il ne craint pas les pavés rudes, les trottoirs inégaux, surplombant quelquefois la chaussée d'un mètre ou deux, peut se lancer à la découverte ; il rapportera une riche moisson de souvenirs.

Dans cette ville, où l'on vit dehors, il aura rencontré partout des fenêtres et des portes ouvertes, se succédant au niveau du trottoir, laissant sonder les mystères de la vie intime ; il aura, par un rapide examen, réuni des documents précieux sur la vie des habitants de chaque quartier, pourra dire l'état de leur fortune, leur manière de vivre, et, plus tard, quand il pénétrera dans l'intérieur des demeures, il sera initié, d'avance, aux usages qu'il y rencontrera.

Le long du trottoir étroit, les maisons, alignées, présentent, en façade, deux fenêtres, celles du salon, derrière lequel s'entrevoit l'enfilade régulière des chambres. La porte, ouverte toujours, laisse voir, derrière une grille toujours fermée, la première cour, garnie de plantes fleuries, assombrie, pendant les journées chaudes, d'une large toile de tente, qui y jette son ombre et sa fraîcheur : c'est Séville et ses patios transportée en Amérique. Une pièce en équerre sépare cette première partie des arrière-cours que garnissent des treilles. Celui qui, du trottoir, ou du tramway, en passe inconsciemment la revue, n'a bientôt plus rien à apprendre sur les habitants de toutes ces maisons, leurs mœurs, leur nombre, les membres de la famille, l'heure et la composition de leurs repas, secrets qui se révèlent d'eux-mêmes, sans qu'il ait, pour les surprendre, à jeter le moindre regard indiscret.

Le matin, les détails de toilette, ceux des soins du ménage, que l'on dissimulerait à un visiteur, sont étalés, sans souci, devant le simple passant. Plus tard, derrière la jalousie baissée, à l'heure où le soleil est chaud, où, d'après un dicton

local, on ne rencontre dehors que les chiens et les étrangers, les femmes se rangent, assises, les bras croisés, les yeux ouverts. Quelquefois même la jalousie est complètement relevée, le salon et la rue mêlent franchement leur air ambiant. Le soir, les lumières sont discrètement tenues dans la seconde pièce; dans la première, les hôtes causent, au milieu de l'obscurité, qui semble plus fraîche, les dérobe aux regards des passants et aux piqûres des moustiques.

A peine relèverez-vous quelques différences. Tous les quartiers de la ville se ressemblent, seul le quartier des affaires a sa vie spéciale. Agité tout le jour, il est désert le soir.

Ce centre des affaires est placé à l'extrémité de la ville, il ne s'est pas déplacé et occupe la partie la plus anciennement construite, celle qui s'étend le long de la rive, où les premiers habitants se sont établis. Là, se groupent tous les édifices municipaux, religieux, les banques, le Palais de Justice, la Bourse, la Poste, le Palais du Gouvernement, celui du Congrès, le grand Théâtre, qui annoncent une grande ville et lui donnent la vie d'une capitale.

Autour de ces édifices se groupent les grandes maisons de commerce, qui, se vidant, chaque jour, pour s'emplir de nouveau, donnent à ce quartier l'aspect d'un immense entrepôt. Tous les produits de l'industrie du monde entier entrent et sortent; défilé continu de hautes charrettes, ruisselantes de l'eau du fleuve, qui remontent de la plage pour y retourner. Peu de villes présentent un mouvement aussi bruyant dans des rues aussi longues et aussi étroites. Sur un pavé inégal, où les soubresauts sont rudes, la file des charrettes et leur danse affolée, assourdissante, ne s'arrêtent qu'à la nuit; le silence n'est plus alors interrompu que par les grelots du tramway et la trompe de leurs conducteurs.

Ceux-ci sont les maîtres de la ville. Ils servent, si admirablement, la paresse des habitants, ils ont, dans le pavé primi-

tif et le nivellement imparfait des rues, de si puissants auxiliaires, que leur apparition a supprimé, à la fois, les piétons, les cavaliers et les voitures. Avant eux, l'usage du cheval était général chez les gens que leurs affaires appelaient hors de chez eux. Les portes de la Bourse, celles des tribunaux étaient toujours, à certaines heures, encombrées d'une foule de chevaux, sellés et bridés qui, les pieds entravés, attendaient leurs maîtres. On en comptait quelquefois une centaine : entassement bizarre de bêtes fort douces, qu'un bruit imprévu, un geste de gamin espiègle, suffisaient à affoler toutes et à jeter, en dangereuse bousculade, sur les vitres du voisinage et les trottoirs, que leur élévation, des pieux et des chaînes protégeaient contre ces aventures. Il ne faudrait plus chercher ce spectacle pittoresque. Le tramway a jeté aujourd'hui son niveau égalitaire sur toute la société ; ils traversent rapidement les rues, rasant le trottoir, prenant et déposant leurs voyageurs sans arrêt, modérant à peine leur course à la traversée de chaque rue, qu'ils rencontrent, symétriquement, tous les cent vingt mètres; les gens affairés, les oisifs y montent également; on y rencontre aussi bien le Président de la République que le dernier des électeurs.

* * *

Buenos-Aires ne mériterait pas d'être une ville américaine, si la rue n'appartenait pas tout le jour au mouvement commercial; mais elle ne serait pas une ville espagnole, si ce mouvement durait plus de quelques heures. L'activité y est donc, à la fois, créole et américaine, c'est dire que, si elle se lève tard et se couche tôt, elle est, pendant quelques heures, très intense.

Le soleil est déjà haut sur l'horizon quand les rues s'animent; il l'est encore quand les hommes d'affaires reprennent, en tramway, le journal du soir à la main, la route de leur

demeure. Presque partout a survécu l'usage colonial de dîner à cinq heures et de consacrer les heures qui suivent à humer un peu d'air frais, à rouler des cigarettes, et à sucer le traditionnel *mate*.

A quoi bon courber l'échine sur un labeur forcené ? Tous les efforts ne vaudront pas un jour de pluie sur la plaine, toutes les fatigues ne répareront pas les pertes d'une saison de sécheresse : quant aux plaisirs, la majorité des créoles est de l'avis de lord Palmerston : « La vie serait encore supportable s'il n'y avait pas les plaisirs, » aussi évite-t-elle de s'en imposer les fatigues et préfère-t-elle la vie calme du salon de famille, où chaque année un nouveau-né vient réclamer une place, — joie sans mélange, dans un pays où la vie est facile et l'espace ouvert aux ambitions humaines !

C'est, le plus souvent, loin du quartier des affaires, là où leur bruit ne pénètre pas, que chacun choisit son domicile privé. Chacun rêve de bâtir sa maison le long des rues paisibles, de l'élever semblable à la voisine, de lui donner les huit mètres de façade qu'exige ce palais désiré, et d'y mener, paisible, une de ces existences monotones de vie de province, que le romancier n'a jamais sondées et dont les drames bourgeois échappent à la chronique.

A la nuit tombante, le crépuscule, très court, change le tableau de la rue. Elle appartient aux promeneurs et aux oisifs.

Dans une ville où les jardins et les lieux de promenade ne sont encore qu'à l'état de projets, la rue est le seul théâtre où la femme se montre. Il faut vraiment que la température soit inclémente, pour qu'elle ne l'emplisse pas, dès sept heures, du caquetage bruyant de toute sa jeunesse. De tous les points de la ville, on quitte le coin de fenêtre ouverte, ce foyer des pays chauds, où, derrière une jalousie à demi baissée, on s'est dissimulée, en observation, une bonne partie

du jour ; un peu lasse de la revue passée, dans une rue trop isolée pour qu'elle soit féconde en émotions, on vient se donner soi-même en spectacle.

Le point, où tous les groupes aboutissent, est la seule rue qui ait une réputation d'élégance, la rue Florida. Étroite et incommode comme les autres, comme les autres bordée de trottoirs d'un mètre, où deux personnes sont à l'étroit, elle ne permet de promenade qu'à la queue leu, leu, et offre, — singulière réminiscence! — le tableau de jeunes filles, vêtues de leurs plus beaux atours, perpétuant la tradition de la file indienne, chère aux habitants préhistoriques du même lieu.

A l'heure qui appartient aux femmes, les hommes cessent de courir, de se promener, de passer même dans la rue ; tous stationnent, se rangent, comme ils peuvent, le long des murs, sur le seuil des maisons, dans tous les espaces rentrants ou sur la lisière du trottoir, exposés au frôlement dangereux des tramways, qui ne cessent de circuler. Ils forment ainsi deux haies de cigares allumés, de propos et de compliments à mi-voix ; si la femme règne dans la rue, à cette heure spéciale, la familiarité créole n'y perd pas ses droits.

C'est une familiarité de cousinage, spéciale aux villes hispano-américaines, qui date de loin, née au temps très aristocratique de l'époque coloniale, où les rangs et les distances étaient parfaitement gardés, mais où la familiarité et la camaraderie avaient pris possession d'une société très réduite, se créant et s'augmentant par accessions insensibles, où toutes les familles avaient acquis entre elles des liens de parenté. Usage social profondément implanté, elle a survécu au milieu où elle était née. Elle tend, cependant, à disparaître, peu à peu, se cantonne déjà dans les groupes sociaux qui se constituent hiérarchiquement et s'isolent, comme cela se produit dans tous pays, dont les mœurs sociales sont, en réalité, moins démocratiques que les mœurs politiques.

Pour l'observateur, la rue semble envahie par un peuple de cousins et de frères de lait. Le défilé commence vers sept heures du soir, et n'a lieu que pendant les soirées chaudes. La rue est vide si le temps est un peu froid; les promeneuses, comme les abeilles, n'admettent que la température d'orangerie pour se risquer au dehors. Le prétexte de la promenade est, invariablement, un achat dans les *tiendas*, magasins de nouveautés, dont le nom rappelle les tentes d'un marché ouvert et la porte ouverte, de plain-pied avec la rue, ce type ancien de l'étalage primitif. Ce plain-pied invite à entrer, on se pose, de trois quarts, devant le vendeur, et, lui tournant presque le dos, on continue avec la rue la grande manœuvre des œillades, pendant que le vendeur, encouragé, débite, sous prétexte de boniment, des fadeurs dont le répertoire est connu et la banalité supportée sans colère.

Et puis on sort, en quatuor ou en sextuors, défilant à nouveau, deux par deux, ou en file indienne, encombrant le trottoir, un peu serrées, jouant les effarouchements coquets, agitant l'éventail, causant, toutes beaucoup, d'une voix claire, sans gêne et sans bégueulerie, comme si elles traversaient un salon où elles seraient connues et sûres du respectde tout le monde.

De fait, ainsi en est-il, tout ce cousinage n'inquiète personne. La jeune fille est une conquête à faire, que les convoitises ne déflorent pas, et qui, le jour où elle a choisi un chevalier servant, aspirant fiancé, n'existe plus que pour celui-là.

Aussi les étrangers, qui n'ont pas encore surpris le secret de ces relations sociales, aux apparences trompeuses, sont-ils exposés à des méprises dont ils feront bien de se garder.

Un d'eux, un soir qu'il débarquait pour la première fois à Buenos-Aires, avait fait, comme de juste, les cent pas dans le coin fréquenté de la rue de la Florida, le seul qui ait, le soir, un

peu d'animation. Il avait, au passage, recueilli une grêle de ces œillades intrépides et gaillardes qu'il ne savait pas être adressées à la cantonade, sans malice ni intention, et seulement parce que l'on a de beaux yeux, faits pour briller.

Il rentrait fort encouragé, et avec un étonnement vainqueur :

« Ah! mon cher, elles m'ont fait un œil!... » s'écriait-il, s'imaginant bonnement que l'on avait illuminé ainsi pour fêter son arrivée.

Il a pu voir, depuis, s'il a repris cette promenade, que les lucioles, ces mouches brillantes des pays chauds, passent, reviennent, paraissent et disparaissent dans l'atmosphère, point lumineux sans rayonnement et sans chaleur, étoiles volantes, qui brillent toutes de même, pour tous, et, le plus souvent, s'éteignent si vous les voulez saisir avec la main.

CHAPITRE II

L'HABITATION

Le vieux Buenos-Aires et le Buenos-Aires actuel. — Premiers colons et premières bâtisses. — Formation et tracé de la ville. — Vieilles maisons et palais modernes. — La ville marchande. — La ville bourgeoise. — Le respect du domicile. — Aisance générale. — Luxe nouveau. — Le prix des loyers, des maisons et des terrains. — Palais du Gouvernement. — Villas et villégiature. — La côte de la Plata et les îles du Parana. — Les villages nouveaux.

Dans tous les pays, c'est le climat qui détermine la forme des maisons et leurs divisions intérieures. Ces dehors de l'habitation une fois essayés et fixés, l'esprit d'imitation ou la routine en perpétuent le modèle, et, peu à peu, les mœurs de la famille et du peuple tout entier se façonnent, sous l'influence de ce milieu, autant que sous celle du climat. L'uniformité des mœurs se crée de cette façon ; la différence des fortunes n'introduit que lentement des distinctions, qui ne modifient pas profondément l'aspect de la ville, à peine celui de quelques quartiers.

Dans les villes d'Amérique, le climat n'a pas seul déterminé la forme et la division des maisons. Les premiers colons en ont apporté, dans leurs souvenirs, le modèle, et comme, pendant trois siècles, c'est de Séville et de Cadix que partaient les caravelles à destination des possessions espagnoles, c'est Séville ou Cadix que l'on retrouve partout dans l'Amérique espagnole. Ne cherchons ni nouveauté, ni originalité. Ceux qui ont vu l'Andalousie trouveront ici de nombreux souvenirs de ce pays, quelques réminiscences mauresques, l'architecture, la vie, le langage et l'accent des bords du Guadalquivir.

Si les colons ou leurs chefs eussent eu quelque velléité d'originalité, la loi ne leur en eût pas laissé le loisir. Elle ordonnait du fond de l'Escorial, et imposait à la forme des villes et à la division des îlots à bâtir son influence uniforme. C'est la loi des Indes qui a tracé, dans toutes les villes futures de l'Amérique espagnole, les rues droites et étroites, tout, jusqu'à leur orientation. Il n'était pas permis au fondateur des villes de s'écarter de ce texte de loi et des instructions qui l'accompagnaient.

Depuis que ce texte a été promulgué par Charles-Quint, trois siècles se sont écoulés ; l'Amérique espagnole s'est déclarée indépendante ; toutes les lois ont été modifiées ; la tradition a été rompue ; mais la routine persiste. Les villes qui se créent encore sont toujours, sans exception, tracées sur le modèle fourni par la loi des Indes.

Tout était prévu dans cette loi ; à quoi bon chercher ailleurs ? C'est ce que ne fit pas Garay, le fondateur de Buenos-Aires, en 1580. Il s'en tint à la lettre de la loi. On peut, au livre IV, titre VII, de la *Recopilacion de las Leyes de Indias*, loi IX, trouver tout au long la description de la ville qu'il allait tracer au lieu où est aujourd'hui Buenos-Aires. La forme des places, la largeur des rues, tout y est prescrit d'avance, et tout a été exécuté tel que c'était prescrit.

C'est aussi d'après une loi du même titre que les terres conquises ont été réparties. A chacun un carré de soixante-dix vares de côté, faisant face à deux rues, et composant le quart de chaque îlot.

Les choses se passent encore de même dans les villes que l'époque actuelle voit tracer. Ce ne sont plus, il est vrai, des conquérants qui les fondent, mais ce sont encore des colons qui profitent de la distribution, tout aussi gratuite, qui se fait encore du sol des villes. Quant aux villes vieilles de trois siècles, laboratoire où se sont fondus les éléments constitutifs de la société argentine actuelle, les pre-

mières assises en sont encore visibles dans leur forme première.

La direction, la largeur des rues, rien n'en est modifié, de nouveaux îlots, carrés aussi, se sont ajoutés à ceux tracés et édifiés à la première heure. Seul l'aspect des maisons et, avec celles-ci, les mœurs intimes de la famille ont subi des changements profonds.

La première époque était celle du toit de chaume, de la demeure étroite et basse, époque de misère qui remplit deux siècles de l'ère coloniale. Le conquérant, qui a tout à conquérir, quelquefois tombé d'un palais de Séville dans la chaumière qui lui échoit, la peuple d'Indiens qui ne savent s'ils sont esclaves ou serviteurs, qui connaissent mal la signification du baptême qu'ils ont reçu et du nom de chrétien qu'on leur donne, d'Indiennes qui ignorent si elles sont épouses, d'enfants métis que le père reconnaît ou délaisse à sa fantaisie.

Ces pauvres maisons sans fenêtres, distantes les unes des autres de cent cinquante vares, placées qu'elles sont au coin de chaque lot, n'ayant accès que par une ouverture, étaient, à l'époque primitive, noyées au milieu de terrains vagues, attendant quelque destination inconnue. On retrouve les mêmes aspects, aujourd'hui, encore, dans les faubourgs des grandes villes, à mesure qu'elles se prolongent dans tous les sens et gagnent la campagne.

Peu à peu, les plantations de pêchers, d'oliviers, de figuiers, de paraisos (*melia Persica*), tous apportés d'Espagne, les haies d'aloès importés d'Andalousie, changeront l'aspect du campement, sans lui donner celui d'une ville, plutôt celui d'un jardin.

Un missionnaire qui vint en Amérique, vers la fin du XVIIIe siècle, raconte qu'après plusieurs semaines de voyage à travers la plaine, vers une ville de l'intérieur, avec plusieurs compagnons, il avait pris l'avance sur la caravane, voulant hâter de quelques instants l'arrivée au but de son voyage, la

ville de Tucuman, annoncée par le guide comme voisine. Le soleil était chaud : à l'heure de la sieste, il descendit de cheval, s'étendit sous un arbre, et dormait profondément, quand il se sentit secoué et admonesté par le guide sur ce sans-gène et cette inconvenance, qu'il commettait, de dormir en pleine rue, en plein jour. Sans le soupçonner, il avait, en effet, pénétré jusqu'au cœur de la ville, et c'était là qu'il avait choisi le lieu de sa sieste, se croyant dans un lieu désert. Qui sait si, aujourd'hui encore, pareille erreur ne serait pas facile à commettre ? Il y a, loin du littoral, certaines villes, de fondation très ancienne, dont la présence se révèle à peine à celui qui n'a pas pénétré jusqu'à la place principale ; là on trouve bien de grands édifices, mais, à deux cents mètres, rien n'existe encore que des rues à peine tracées et des chaumières qui ne diffèrent pas de celles des plus pauvres pasteurs de la plaine.

A Buenos-Aires même, c'est à peine si, après un siècle et demi d'existence, l'aspect primitif s'était modifié. Le Cabildo, où se débattent tous les intérêts coloniaux, assises vigoureuses de la liberté municipale sur lesquelles s'élèvera l'indépendance nationale, l'église, elle-même, avaient encore ces aspects de chaumière que conservent toutes les habitations des colons.

En 1580, Juan de Garay avait débarqué avec cent compagnons, soixante hommes d'armes de race espagnole et quarante femmes et enfants guaranis amenés par eux de l'Assomption du Paraguay. En 1612, vingt-huit ans après, le recensement ne dénonce encore que mille habitants, et trois mille en 1663. En 1744, la ville en possède onze mille, et vingt-deux mille seulement en 1770, après deux siècles. C'est à cette époque que commence son développement, avec la vice-royauté établie en 1776. En 1810, à l'époque de l'Indépendance, elle comptera quatre-vingt dix mille habitants, deux cent mille en 1869, trois cent quatre-vingt mille en 1884, et quatre cent cinquante mille en 1888.

En 1810, la population comprenait : 20 0/0 d'Espagnols, 50 0/0 de créoles, fils d'Espagnols plus ou moins mélangés de sang indien, et 30 0/0 de mulâtres et nègres. Ces proportions se sont, à l'époque moderne, profondément modifiées.

L'élément étranger a pris rang dans la population et y a conquis chaque jour une place plus importante ; les nègres ont à peu près disparu depuis leur émancipation ; mais le nombre et la variété des métis ont augmenté. Ils comprennent tous les mélanges de nègres et de blancs, de nègres, de mulâtres et d'Indiens, de blancs et d'Indiens, de blancs et de métis.

Les statistiques ne tiennent aucun compte de ces mélanges de races, mais, par contre, elles constatent que la proportion des étrangers de toute provenance est de deux cent cinquante-trois pour mille dans la masse de la population, sans tenir compte, bien entendu, des fils d'étrangers, qui, de droit et de naissance, sont citoyens, qui porteraient cette proportion à cinq cent pour mille.

N'est-il pas nécessaire de se souvenir de ces détails avant de pénétrer dans la famille, d'entrer dans la demeure privée ?

Cette transformation de la population par l'invasion de l'élément étranger, l'aspect de la rue et des murailles seules suffirait à nous l'annoncer.

I

De toutes les villes hispano-américaines, Buenos-Aires est celle qui a le plus perdu, depuis vingt ans, l'aspect espagnol qu'elle a conservé pendant près de trois siècles. N'était le tracé des rues, qu'elle résiste à bouleverser en entrant dans la voie coûteuse de l'expropriation, elle différerait peu des villes européennes les plus étrangères à l'Espagne.

Il y a beau temps que le lien est rompu entre elle, le petit port fluvial de Séville et le grand port maritime de Cadix. Les Sévillans ne semblent plus se souvenir du temps où la *Casa de Contratacion* donnait la vie commerciale à l'Amérique espagnole, où celle-ci venait soumettre ses procès en dernier ressort à leur Audience royale. Buenos-Aires, quand, de temps à autre, son port reçoit quelques chargements de sel venu de Cadix, ne songe guère que c'est le dernier vestige de ce grand commerce exclusif qui reliait autrefois les deux ports.

L'axe des relations internationales s'est déplacé ; l'Amérique espagnole, après avoir tout reçu et tout imité de l'Espagne, ses lois, son esprit public, ses mœurs privées, sa langue, ses mets et sa cuisine, ses cultures et ses modes de culture, ne lui demande et ne lui prend plus rien ; son langage même n'est plus absolument espagnol. Depuis trois siècles que la littérature espagnole est restée stationnaire et n'a donné que très peu, pour ne pas dire point, d'œuvres originales, l'Amérique a dû puiser ailleurs, sans attendre même les traductions, lire dans leur texte les auteurs étrangers, surtout les auteurs français, et emprunter à toutes les langues, pour les mêler à son idiome national, la forme moderne de ses idées. De là le cosmopolitisme de sa vie, de sa littérature et aussi de ses mœurs intimes.

Si l'on parcourt aujourd'hui une ville hispano-américaine, on trouve bien des maisons de vieille forme espagnole, dans lesquelles les usages espagnols se sont perpétués et pour ainsi dire cristallisés, sans même que leurs habitants semblent en avoir conscience ; mais combien d'éléments divers se sont superposés qui modifient les aspects extérieurs et, avec la forme des choses, le fond de la vie !

Remontons les rues de la ville. Déjà dans les quartiers les plus rapprochés de la rive et de la place principale, qui sont encore le centre de la vie active, bien qu'ils ne soient nullement

le centre géographique de la ville, il est difficile de retrouver la vieille maison espagnole, peut-être même la vieille maison créole.

La maison, ou, si l'on veut, le Palais du Gouvernement est un mélange très moderne de renaissance italienne et française ; la moitié, qui était autrefois l'Hôtel des Postes, reproduit les Tuileries, et l'autre partie, ajoutée depuis, un palais italien à loggias du XVIe siècle.

Il faudrait, comme pour retrouver à Paris le palais de saint Louis sous les salles du Palais de Justice, reprendre les fondations pour avoir le tracé disparu du fort Balthasar, qui fut le premier abri de la colonie en 1580, et qui, en 1806, lui servit de refuge contre les Anglais et de centre d'action pour la revanche ; mais non, on ne trouvera rien. Le fort Balthasar n'a jamais été qu'un tas de terre, assez semblable à ces petits forts que l'on trouvait encore, il y a quelques années, le long de la frontière pampéenne et qui n'avaient pas toujours l'honneur d'arrêter ou même de retarder les invasions des Indiens. Ce qu'il reste du fort Balthasar, c'est son fossé, que l'on n'a pas encore comblé et qui sert de souterrain aux dépôts de la Douane, logée dans l'ancienne forteresse des Vice-rois, qui s'avance en rotonde plus étrange qu'élégante au-dessus du flot de la Plata.

La place, tracée en 1580, d'après le plan des lois des Indes, a bien les cent cinquante mètres classiques de large sur trois cents de longueur, elle a aussi conservé sa destination ; c'est encore sur elle que prennent jour presque tous les édifices publics les plus importants. Comptons-les : le Palais du Gouvernement, la Douane, le Palais du Congrès, le Cabildo devenu Palais de Justice, la Municipalité et la Police, la Cathédrale, l'Archevêché, le Théâtre Colon et la Bourse. Aussi est-ce là le vrai centre du mouvement, le point de rencontre et de départ de toutes les lignes de tramways, un lieu très bruyant tout le jour, très sombre et très paisible sur le soir.

Dans les rues adjacentes, l'écho de tout ce mouvement se répercute. La vieille ville se retrouve encore à chaque pas. Il semble que l'on soit encore dans une ville d'Andalousie ; mais un mouvement beaucoup plus actif, un bruit assourdissant de charrettes, venant, chargées, de la rivière, ou y retournant vides ou pleines, des tramways partout, des voitures de toutes sortes, dont fort peu promènent des oisifs. Qui donc penserait à l'être ou à le rester, au milieu de ce bruit et de cette agitation, qui rappelle tout le monde aux soins de la lutte pour la vie ?

Dans ce quartier, c'est à peine si l'on a eu le temps de reconstruire les maisons. Ce ne sont plus les chaumières de la première époque, isolées à chaque carrefour ; les maisons se pressent les unes contre les autres. La toiture de tuiles s'est perpétuée, sans que même le propriétaire qui l'a reçue de ses ancêtres en ait pris soin ; le locataire la sauvegarde, paye et paye très cher ces situations privilégiées, se défend lui-même contre l'intempérie, ajoute un appentis, refait un mur, construit un entresol, quelquefois un étage, le tout à peu de frais, à titre précaire et provisoire, comme sa possession, retardant la ruine de l'édifice, couvrant l'indifférence du propriétaire, qui le laisse, ainsi, se prolonger au delà de l'époque pour lequel ces murs et ces toitures étaient faites.

A côté de ces masures qui produisent trop pour que l'on songe à les mettre bas, la pioche a fait son œuvre : des palais se sont élevés, destinés à abriter toutes les opulences modernes de la vie très européenne de leurs propriétaires ; mais le commerce, le trafic, le transit les réclament, et, à peine achevés, ils font faux bond à leur destinée.

Insensiblement le bruit diminue. Il cesse vite au nord et au sud, pour se prolonger, en deux tronçons, vers les sorties de la ville à l'ouest et au sud.

La ville bourgeoise enveloppe la ville d'affaires en demicercle ; les constructions, à mesure que l'on s'éloigne, sont

de plus en plus modernes; des quartiers même y naissent tous les jours, et les luzernières deviennent vite terrains à bâtir.

Déjà de nombreuses constructions divorcent avec le style ancien. Des familles riches donnent l'exemple, font, depuis cinq ans, la dépense d'un plan d'hôtel à leur guise, où ils fondent un luxe jusque-là inconnu. Hors ces exceptions, que ne se permettent que ceux qui peuvent employer 500,000 francs à une fantaisie, l'originalité fait ordinairement défaut.

La maison du type vulgaire, dont on compte plusieurs milliers à Buenos-Aires, occupe un espace oblong de sept cents mètres, offrant un front de huit à dix mètres sur la rue, où elle prend uniformément jour par deux fenêtres et une porte. Celle-ci, toujours ouverte, laisse voir un vestibule fermé d'une grille qui le sépare d'une première cour. Ici, comme dans les villes d'Andalousie, c'est cette cour qui sauve tout. Les habitants savent l'orner de plantes et de fleurs qui y entretiennent toute l'année un aspect de fraîcheur qui lui sied; l'été une tente de toile y jette une ombre douce sous la chaleur du soleil. On peut, en retrouvant chaque dix pas ce spectacle, presque partout le même, et partout renouvelé, oublier le peu de charme qu'offre la rue.

Droite, sans perspective, la rue continue, toujours, sans autre objet que de les prolonger dans la même ligne, celles qui furent tracées et ébauchées il y a trois siècles. Elles mènent plus loin qu'alors, mais au même but, aux confins de la ville, qui reculent devant elles sans se modifier en rien. Le chemin est plus long, mais il n'est pas moins monotone ; la viabilité s'améliore chaque jour, mais sans réussir à être plus agréable ni commode. Ce ne sont que trottoirs raboteux, interrompus chaque cent vingt mètres pour laisser passer une rue droite, dont le pavé fangeux rend la traversée souvent aussi difficile que celle d'un gué peu praticable.

Une sorte de mélancolie vous envahit à longer toujours ces longues suites de maisons qui ne vous apportent que la sen-

sation émoussée du déjà vu : pas de boutiques, elles sont toutes au centre ; pas de vie extérieure.

Le mouvement de la maison vient bien jusqu'à la porte, mais il s'y arrête, et y forme, presque à l'état permanent, un groupe composé de servantes oisives ou curieuses et d'enfants bruyants et nombreux. Oh! surtout nombreux.

Il nous a été souvent donné de remarquer que l'on peut traverser vingt lieues de plaines sans y rencontrer un seul des troupeaux de moutons qui y existent cependant par milliers, et en font la richesse; mais on ne saurait faire cent pas dans une ville américaine sans ressentir cette impression que l'on est dans une ville où l'enfant domine, où il est légion turbulente et envahissante. Ce ne sont partout qu'écoles immenses avec leurs entrées et leurs sorties bruyantes ; pendant même que ces turbulents y sont enfermés, les maisons, les rues en restent pleines, et à toutes les portes ils apparaissent par douzaine.

C'est à croire que c'est la seule industrie du pays, celle où tout le monde s'essaye et réussisse et obtienne des résultats assez encourageants pour ne trouver que des imitateurs. Après une promenade aussi instructive, on peut contempler avec sérénité les milliers de lieues qui s'offrent au peuplement dans cette région. Malthus, s'il y a prêché, n'y a pas fait de prosélytes, et c'est heureux.

Prenons, au hasard, une habitation du modèle connu. Nous en avons vu la première cour, le patio, où fleurissent camélias et gardenias. La grille est fermée ; ne le fût-elle pas, que la bienséance vous fait un devoir de ne pas la dépasser, qui que vous soyiez, quels que soient votre rang et votre intimité, sans permission préalable. Autrefois, et cela est d'usage encore aux confins de la ville et à la campagne, la grille n'existant pas partout, pas plus que le battant de porte ou la sonnette, l'usage était de s'annoncer et de solliciter bon accueil en frappant dans les mains et disant : *Ave Maria*, sans avancer plus loin avant d'avoir reçu la réponse *gracià*

plena, soulignée le plus souvent d'une énergique interpellation aux chiens, qui n'ont pas attendu le commencement de votre oraison pour annoncer votre présence.

Passer une porte ouverte sans ces préambules, c'est chose qui ne se fait pas. Rien, en effet, ne domine plus l'Américain en général que le sentiment qu'il professe pour le domicile, le sien et celui des autres; la loi le déclare inviolable, mais il va plus loin encore que la loi. Il est à ce point chatouilleux que le coup de marteau, même discret et suppliant, suffit à le mettre sur la défensive. Il a beau s'imposer à lui-même de n'en vouloir tenir compte, cet appel l'agace autant que le passant qui entend derrière lui des *pst!* répétés, et ne veut pas croire qu'ils s'adressent à lui. Il lui semble que quelque chose de son intimité, de son droit, de son foyer est déjà atteint, sinon violé.

Sa patience sur ce point est souvent mise à l'épreuve, d'autant que la distance où vivent de la rue les serviteurs, relégués dans la troisième cour, prédispose ceux-ci à ne tenir aucun compte des coups redoublés qui agitent la première. Faire trente ou quarante pas pour s'en rapprocher est au-dessus de leurs forces, et puis les attributions de chaque serviteur sont généralement trop mal définies pour que celui qui a la porte dans les siennes en ait même connaissance.

Le seul effet que détermine votre appel réitéré sur tout ce monde est de produire un lent mouvement de curiosité. A toutes les fenêtres qui ont vue sur la rue, dans toutes les embrasures, aux confins des cours, en face et de côté, des yeux curieux témoignent du succès de vos tentatives; vous êtes signalé, reconnu peut-être. Un peu d'agitation se produit, un bruit de savate qui traîne se fait même entendre. Prenez patience. Le bruit se rapproche, et vous distinguez déjà un visage foncé : c'est une *china* qui se presse lentement et vous pose tranquillement une question sur l'objet de votre visite. —

Sur votre réponse, elle retourne chercher des instructions; vous entendez alors les loquets qui se lèvent, des bruits de portes, on vous ouvre la pièce de réception, le salon, qui est le premier sur la rue.

*
* *

Si c'est pour la première fois que vous pénétrez dans une maison de ce pays, regardez cette pièce, vous la retrouverez partout semblable à elle-même, de proportions identiques et meublée de même, ou peu s'en faut. Il vous semblera peut-être que l'uniformité d'aspect des maisons ait donné à tous le goût de la similitude de vie ; en voyant ici, dans ce coin, toujours le même piano, au milieu, la même table à dessus de marbre, autour de la pièce, rangés, les mêmes meubles de palissandre couverts de damas de soie bleue ou rouge, vous conclurez à l'absence d'originalité. Cela est juste : mais une autre pensée s'impose, et c'est celle qui me frappe, c'est l'aisance dans laquelle vivent toutes les familles et que dénotent ces habitations peu confortables, peu originales si l'on veut, mais vastes, aérées, par cela même commodes, étant donné le climat tempéré du lieu, où l'hiver est assez doux pour ne pas imposer la présence de cheminées dans chaque pièce.

L'aisance est-elle donc générale, et la médiocrité de fortune une exception? On le croirait à première vue, mais, en allant plus au fond de l'observation de la vie, — et, puisque nous avons pénétré dans la maison, c'est ce que nous devons faire, — on découvre d'autres causes à cette manière de vivre

D'abord le luxe le plus général et le plus nécessaire est ic une maison grande et commode, non seulement parce que les familles sont en général nombreuses, mais aussi parce que c'est en famille que l'on vit, c'est à la vie de famille que l'on demande, aux heures de repos, les distractions qu'ailleurs on recherche au dehors. Les grandes réunions de gala,

l'usage des dîners ne se sont pas encore généralisés, les fêtes intimes de la famille, pour lesquelles il faut une maison convenable sans être luxueuse, sont dans les mœurs de tous et dans le train général. L'été, c'est encore le petit nombre qui quitte la ville, pour passer aux champs la saison chaude, qui n'est peut-être pas la plus belle saison. Les maisons de ville, avec leurs grands patios remplis de plantes, abrités du soleil, arrosés à grande eau, donnent l'illusion de la vie des champs.

Une autre cause, et ce n'est pas la moindre, qui explique cette aisance dans laquelle vivent chez eux la majorité des habitants, c'est le dédain qu'ils professent et pratiquent pour l'épargne à longue portée et l'économie prévoyante. Nous dirons ailleurs que ce dédain s'explique par la plus-value continue et permanente que les terres et les immeubles acquièrent du seul fait de l'augmentation de la population, qui suffit à refaire pour les enfants la fortune que leurs pères ne leur ont pas gardée.

Aussi tous les intérieurs de la classe qui vit aisément se ressemblent-ils.

L'ouvrier et l'artisan vivent autrement dans des maisons semblables, puisqu'il n'en existe pas encore d'autres, mais divisées pour leur usage entre plusieurs familles, qui en occupent chacune une ou deux pièces. On parle de construire des édifices d'un nouveau modèle qui permettra de se loger mieux à ceux qui ne peuvent occuper une maison entière du type traditionnel. Il se fait temps que ce projet se réalise, le prix des terrains et des immeubles bâtis s'est élevé avec une telle rapidité dans la ville de Buenos-Aires et dans toutes celles de la République, qu'il devient difficile de s'y loger sans payer des prix disproportionnés avec les ressources ordinaires de la population.

Quel est le prix, en effet, d'une de ces maisons que nous

avons entrevues? Prenons le type le plus ordinaire, celles qui mesurent huit mètres de façade, ont sur rue deux fenêtres et une porte.

Les pièces construites sont partout distribuées de la même manière. Sur la rue, un salon à deux fenêtres, quelquefois trois, prolongé par une pièce plus petite, annexe du salon, qui borde un côté de la cour; à la suite, deux pièces, une troisième faisant équerre sur la première cour et la séparant de la seconde; enfin plusieurs pièces dont le nombre varie suivant les besoins de la famille, la cuisine, et souvent un petit jardin. Le tout a, presque invariablement, soixante mètres de profondeur, ce qui constitue, en longueur, la moitié de chacun des carrés réguliers qui partagent la ville.

Une habitation de ce modèle, toujours construite en briques, dans ce pays où la pierre manque totalement, dont les bois très lourds et très durs sont amenés du Paraguay, les marbres qui servent de revêtement d'Italie, les pierres des trottoirs et des cours de Hambourg, coûte environ 25,000 francs, de frais de bâtisse. Le terrain, suivant le quartier, c'est-à-dire suivant que l'on s'éloigne plus ou moins du centre de l'activité, varie aujourd'hui de 20 à 100 piastres nationales [1] le mètre carré. Nous parlons seulement des parties de la ville où l'on ne rencontre que des maisons de famille. Dans le centre commercial, les prix sont plus élevés et ont atteint jusqu'à 1,500 francs le mètre carré. Dans les faubourgs, seulement dans les régions où les rues ne sont pas pavées, on peut obtenir des lots à bâtir à des prix qui varient entre 4 et 10 piastres la vare carrée.

D'autres habitations font exception. Il y a quelques années

1. La piastre nationale papier vaut 5 francs au pair, mais ses fluctuations sont assez fortes et on l'a vue tomber jusqu'à 3 francs; son prix moyen peut être fixé à 4 francs.

à peine que les grandes fortunes, jusque-là latentes, et révélées tout d'un coup, sous l'impulsion des capitaux étrangers et de l'immigration, qui ont donné à la terre une valeur inconnue, se sont édifiés des palais à leur taille.

Quelques propriétaires de fortune incontestable et nouvelle ont donné le branle, ceux dont la richesse est plus ancienne n'ont pas voulu rester en arrière. Les uns et les autres ont mis la pioche dans leurs vieilles demeures, fait table rase, et, sur les ruines de ces édifices, ont élevé des palais de marbre où ils entassent toutes les preuves meublantes de leur opulence.

Ces grandes demeures rappellent les hôtels de Paris, les chalets de Norvège, les alcazars mauresques, les palais d'Italie, les grands châteaux de France, et quelques-unes, peut-être moins solides qu'éclatantes, des châteaux d'Espagne.

C'est Paris surtout qui en fournit le mobilier, qui y envoie, dans des caisses et du papier de soie, les échantillons les plus coûteux de son industrie : tapisseries luxueuses, tentures ordonnées, réglées et composées sur plans, objets d'art, de bronze, et de marbre, les plus nouveaux ; des tableaux de maîtres garantis sur facture par des commissionnaires qui ont reçu 5 0/0.

Si tout ce luxe importé n'a aucun cachet local, il ne faudrait pas s'imaginer qu'il sente l'exportation. Le style des décorations n'a rien perdu de son éclat en passant les mers. Les premières commandes ont vite entraîné des imitateurs et amené l'immigration de quelques ouvriers habiles, encore imbus des principes de la bonne école parisienne et qui placent, complètent, augmentent, suivant les exigences de ce luxe nouveau.

∴

On chercherait vainement à distinguer, parmi ces maisons

de style moderne ou celles plus modestes du modèle ancien, la demeure des grands fonctionnaires, du chef de l'État ou des représentants de puissances étrangères. La fortune seule et non le rang fait les différences, détermine les proportions et le luxe de l'habitation. L'État ne fournit de palais à aucun de ses dignitaires, une fonction n'entraîne pas un train de maison. La *Maison Rose*, qui est le Palais du Gouvernement et porte ce nom, justifié par la couleur de sa façade, surtout pour rappeler la Maison Blanche de Washington, n'est pas une résidence. Le Président de la République et ses ministres s'y rendent à heure fixe, pour y remplir les devoirs de leurs charges, comme de bons employés à leurs bureaux. Ils y accrochent leur chapeau à une patère pendant six ans — car les ministres ont à peu près la même durée que les Présidents qui les nomment, — ils n'y ont jamais un fauteuil, ni une plume à eux.

Ils résident, pendant comme avant leur élévation, dans leur domicile privé, et y gardent le train que comporte l'état de leur fortune. La rétribution, relativement modeste, de leur fonction ne saurait l'améliorer beaucoup : ils ne sont astreints à aucune représentation.

Vous chercherez vainement un signe extérieur qui vous désigne le domicile particulier du Président en exercice. L'accès en est aussi simple que celui de la maison du plus modeste des citoyens ; elle n'est gardée, comme toutes les autres, que par le respect que chacun a pour la maison d'autrui et qu'il mesure à celui qu'il exige que l'on ait pour la sienne.

* * *

Le luxe des maisons de campagne est tout à fait moderne. A peine y a-t-il quelques années qu'il est né et qu'il s'est développé, avec les lignes de chemins de fer. Autrefois on

s'en tenait à la fraîcheur du patio, et l'on pensait, non sans quelque raison, que pendant la saison chaude, de novembre à février, on trouvait plus de fraîcheur encore dans les rues étroites de la ville que dans les champs très peu ombragés, et dans des maisons de campagne exposées à toutes les ardeurs du soleil.

C'est que la nature n'a rien fait pour embellir la plaine pampéenne, qui commence à la porte même de Buenos-Aires et enveloppe toutes les villes et tous les villages du littoral.

Il a fallu tout faire pour dissimuler cette nudité. D'énormes capitaux ont été enfouis dans les terrains environnant les villes, pour les couvrir de constructions et de plantations : les résultats merveilleux qu'obtient quiconque sème une graine ou plante un arbre dans ce sol fertile a encouragé les imitateurs ; ce ne sont plus aujourd'hui, de tous côtés, que merveilles horticoles, vergers, potagers, parcs embellis d'essences forestières et d'arbres d'ornement de tous les pays. La France, la Belgique et l'Italie ont fourni, tous, leurs arbres forestiers, qui tous prospèrent si vite et si bien que toutes les variétés et les greffes se sont vulgarisées, que les plus beaux fruits et les fleurs les plus rares, s'ils se vendent, n'obtiennent que des prix infimes.

Mais, à la campagne, aussi bien qu'à la ville, c'est encore la vie de famille et les joies calmes que l'on retrouve comme élément à peu près unique de distraction.

Les routes sont mal préparées pour rendre faciles les communications et permettre la circulation de voitures légères. Les grandes routes empierrées ne s'étendent pas au delà de dix kilomètres de la ville, encore n'en compte-t-on que deux, et l'on tombe brusquement de ces voies praticables dans des chemins tout à fait rustiques, défoncés le plus souvent et sillonnés de profondes ornières par le trafic des charrettes à bœufs ; le sol de ces routes se délaye

sous l'influence des pluies, le vent sec en durcit la boue et la fige en blocs argileux que les voitures légères sont impuissantes à briser ou à traverser. On descend donc du tramway ou du train pour rentrer chez soi, et l'on y reste à goûter les douceurs du rocking-chair, à prendre du maté, que l'on dédaignerait en ville, et à attendre son journal pour en savourer tout le jour les surprises banales, lire et relire encore les annonces connues.

Les environs de Buenos-Aires et les ressources de villégiature qu'ils offrent vaudraient une description.

Sur la rive nord de l'estuaire, on trouve des sites enchanteurs. Du haut d'une falaise élevée, qui s'étend jusqu'à sept lieues de la ville, on découvre le magique panorama de la ville avec ses édifices et ses minarets, blancs sous le soleil éclatant et le ciel presque toujours sans nuage, sertis au milieu des eaux bleues et douces de la Plata, fleuve aux proportions peu communes, dont on chercherait vainement l'autre rive, éloignée de huit lieues. Si le fleuve est beau à voir, il est plus difficile à atteindre : le flux et le reflux se font sentir encore à cette distance de la mer, qui n'est pas moindre de quatre-vingts lieues ; la pêche et le bain sont souvent irréalisables, si l'on ne veut courir à cheval, jusqu'à trois ou quatre kilomètres, chercher les eaux profondes qui se retirent devant vous.

Il faut remonter quelques lieues, pour se procurer tous les plaisirs de la villégiature au bord de l'eau. C'est la région du delta du Parana.

Terrain de transition, continent futur en formation au milieu des eaux ; chapelet d'îles qui envahissent le lit des grands fleuves le Parana et l'Uruguay, et menacent de fermer lentement leurs lits immenses à la navigation.

Elles occupent une largeur de quinze à vingt lieues sur une profondeur de cent cinquante, ne laissent, entre elles, que

quelques canaux navigables, larges de deux à trois kilomètres, émergent, couvertes d'arbres plantés par l'homme ou quelquefois simples surfaces herbeuses, vierges de tout contact humain, couvertes de joncs et de roseaux.

Dans cette immense région, curieuse, pleine d'inattendu, on ne saurait vivre ni bâtir comme en terre ferme. Il faut recourir au pilotis, poser son nid à plusieurs mètres au-dessus du sol, pour laisser aux eaux des crues le passage libre. Ces crues, la culture, à proprement parler, ne les redoute pas, en souffre quelquefois, mais s'en enrichit le plus souvent.

C'est, en effet, à la virginité féconde des alluvions que cette région doit la richesse de sa végétation, et chaque inondation dépose sur le sol un limon précieux. Là, tous les efforts de l'homme ont eu de rapides succès; les arbustes deviennent des arbres, les modestes plantes grimpantes prennent des proportions de lianes, les plus humbles graminées dépassent la taille de l'homme. Toujours arrosés et le pied couvert d'alluvions nouvelles, les arbres fruitiers prospèrent, produisent plus vite que partout ailleurs, et suffiraient à approvisionner dix villes comme celle de Buenos-Aires. La chasse abonde; tous les gibiers d'eau, de poil et de plume, des amphibies inconnus ailleurs, proches parents du sanglier et de la loutre, le grèbe, le cygne à col noir, la cigogne, toutes les variétés de canards sauvages et de bécassines par milliers, le cerf, et même le jaguar.

Le charme particulier de cette région, la richesse de son sol suffiraient à lui donner une haute valeur; mais l'État la tient encore hors la loi et n'en autorise que la possession. Son étendue est telle qu'aucune île ne vaut que par les cultures que le travail de l'homme y a multipliées. En terre ferme, le sol, moins fertile, mais plus facilement accessible, a un prix plus élevé.

Est-il possible de déterminer avec précision la valeur intrinsèque des terrains de villégiature?

Elle varie à l'infini dans tous les endroits que la mode adopte. C'est le caprice qui la fixe; mais elle ne s'élève guère au delà de une piastre le mètre carré, ce qui est un prix peu ordinaire et seulement acceptable dans le voisinage de la ville. Plus loin, la terre se vend à l'hectare, et, pour être payée plus de quatre à cinq cents piastres l'hectare, doit être assez proche de la ville ou bien voisine d'un village et d'une station. Les prix des terrains de culture les plus recherchés n'atteignent pas encore la moitié de ceux que nous indiquons là.

Il est assez facile de posséder un coin de terre pour que ce soit là un plaisir que tous se procurent; si tous, par contre, ne bâtissent pas, c'est qu'il est moins aisé d'immobiliser des capitaux dans un pays où ils ont tant d'emplois rémunérateurs, le capital étant un instrument de travail recherché dans une société démocratique, où le travail est la loi générale, à laquelle personne n'échappe et n'essaie de se dérober.

Cependant le nombre des constructions est fort grand relativement à la population. Le recensement de 1881, le dernier qui ait été pratiqué, dénonçait, dans la ville de Buenos-Aires, trente-quatre mille deux cent douze maisons pour trente mille soixante-dix-huit familles, ce qui donne quatre mille deux cents maisons de plus que de familles et, par conséquent, au moins huit mille exclusivement occupées par le commerce, les industries ou les services publics. Depuis 1881, ce nombre a augmenté de près d'un quart. Dans la partie rurale de la Province de Buenos-Aires, les cinquante-sept mille quatre cent trente-deux familles qui l'habitaient, dans la proportion de cent soixante-neuf habitants par kilomètre carré, occupaient soixante et onze mille sept cent vingt-six édifices; ajoutons que, sur ce nombre, vingt-cinq mille à peine sont de

première importance, les autres sont, en majeure partie, des chaumières de pisé, abris suffisants pour les pasteurs qui y campent.

*
* *

En somme, l'habitation, que nous avons examinée sous tous ses aspects, dénote l'aisance de l'habitant ; le climat tempéré lui permet de ne pas être exigeant sur la résistance des constructions ; le prix peu élevé des matériaux et du terrain, même dans les grandes villes, de faire à peu de frais l'acquisition de l'espace qu'il peut occuper dans la ville ou dans le village.

Si son choix n'est pas fait, il peut consulter la liste des villages, en formation dans la pampa, en quête d'habitants, et se faire inscrire pour un lot de terrain qui lui sera donné gratuitement sous la seule condition d'y élever une pièce d'habitation à son usage ; il deviendra ainsi bourgeois et propriétaire, comme l'ont été les premiers colons au temps de la conquête ; plus heureux qu'eux, il n'aura pas à prendre les armes pour conquérir son foyer ou le défendre.

Les villages dans la pampa sont encore peu nombreux, ils sont, au reste, peu utiles ; il n'y a pas de centres industriels à créer en plaine, là où l'industrie pastorale et la grande culture règnent en maîtresses, l'absence de tout cours d'eau qui soit navigable ou puisse être utilisé comme force motrice justifie leur petit nombre ; peu à peu, des agglomérations de commerçants et d'artisans se forment autour des stations de chemins de fer et suffisent pleinement aux besoins de sociabilité pampéenne.

Cependant les créations de village sont encore fréquentes, chaque département veut avoir sa capitale : si l'Etat n'a pas réservé le sol de cette ville future, on procède simplement par voie d'expropriation : on découpe dans les propriétés pri-

vées un lot de quatre lieues carrées que l'on destine à un village carré, formé d'îlots carrés, autour duquel des terrains de petite culture et des villas futures se découpent en carrés de huit hectares, qu'enveloppent des fermes carrées aussi de trente-deux hectares.

Ces deux dernières catégories sont destinées à être vendues, par lots, à des colons ou des cultivateurs qui s'engagent à les mettre en culture et à les payer en huit années; les îlots urbains se donnent gratuitement, mais sous la condition de les clore et de les bâtir.

C'est sans doute cette clause onéreuse qui arrête l'élan de ceux qui rêvent de posséder un logis à eux, d'être en même temps un pionnier de la civilisation, et fait que les villages nouveaux se peuplent plus vite de parasites qui s'y installent en spéculateurs que de vrais colons décidés à y mener une vie laborieuse et bourgeoise.

CHAPITRE III

LA RUE MARCHANDE

Les anciennes boutiques. — Baratillos et tiendas. — Le marchand ambulant. — Le vendeur de journaux. — Le marchand napolitain. — Le nègre des pasteles. — Le Maure et la masamora. — Le porte-balle. — Le laitier. — Le portefaix. — Homme de sac et de corde.

J'imagine que lorsque Buenos-Aires et les autres villes du continent américain se formèrent, le commerce devait y être quelque peu intermittent. Ces communautés nouvelles, embryons de sociétés futures, devaient être assez semblables à des navires en mer, où tout est mis en commun, où chacun se doit aide et mutuelle assistance. La métropole, trop occupée à conquérir des points nouveaux, songeait rarement à ravitailler les colonies fondées : elle leur imposait cependant de ne consommer que ses produits et leur interdisait l'exportation. Les habitants étaient des colons, vivaient des produits des lots de terre qui leur étaient distribués, ce qui réduisait les échanges à leur plus simple expression.

Dans les villes espagnoles, partout le commerce a commencé de même. De temps à autre, un navire autorisé, arrivant de Cadix, déballait sa cargaison, dont l'arrivée émotionnait la ville et donnait lieu à quelques transactions, aux premiers débats, aux premières opérations de change.

Buenos-Aires, dont la destinée était de devenir une ville de transit, ne l'a réalisée que depuis cinquante ans ; jusque-là son commerce se bornait aux pauvres transactions que pouvait exiger une population peu fortunée. Il occupait à peine quelques échoppes, placées aux coins des rues, quelques tentes dressées sur les places. Les premières ont légué

leur nom primitif de coin de rue, *esquina*, à tous les magasins qui leur succèdent et qui, placés même au milieu de la campagne, sont toujours des *esquinas* ; les secondes ont légué leur nom de tente, *tiendas*, à tous les magasins de nouveautés qui, après des siècles, remplacent ces étalages primitifs de la rue et de la place publique.

Le commerce débute partout par le capharnaüm ; le marchand vend de tout et ne spécialise sa vente que lorsque la ville a grandi.

Quelques tiendas perpétuent encore les traditions de ces bazars d'autrefois : ce sont les *baratillos;* ce nom est un diminutif de *barato*, qui signifie bon marché. Il est justifié, moins encore par le bon marché des articles que l'on y vend que par la nature même de ces articles, qui sont en général de mince valeur.

Ils sont de création ancienne et doivent sans doute à leur origine lointaine l'aspect vieillot qu'ils ont conservé par tradition. A l'exemple des magasins de vieille souche, qui redoutent de modifier leur aspect extérieur de peur d'éloigner une clientèle routinière, ils gardent l'apparence des magasins de l'ère coloniale, à mesure que la ville moderne les repousse, ils se déplacent et s'éloignent sans rien perdre de leur physionomie ancienne.

La maison est basse, son toit de tuiles catalanes laisse, les jours de pluie, dégoutter l'eau du ciel dont les torrents rebondissent sur les rares passants ; le trottoir, mi-partie en briques sur champ et mi-partie en dalles de Hambourg, est en contre-haut de la chaussée, — lit municipal des torrents que produit la pluie du ciel, — quelquefois pavée, pas toujours, bourbier que délaient les roues de charrettes, où elles s'enlisent souvent. Toute la maison est couverte d'étoffes à bas prix venues de tous les coins du globe, revêtues encore de leurs étiquettes françaises ou anglaises, d'origine trop souvent trompeuse, dont l'orthographe dénonce un contrefacteur allemand ou

belge. Les portes sont encombrées de déballages en désordre simulant le bon marché en étalant l'abondance. A terre gisent des chaussures, des éventails de Chine en feuilles de palmier, des tas de chapeaux de feutre, des montagnes de parfumeries de toutes provenances, sorte d'étalage forain dont la physionomie cosmopolite diffère de ceux entrevus ailleurs.

Le marchand est toujours Italien; il était autrefois Espagnol. On cite encore certain don Braulio, que toute la ville connaissait sous ce nom de baptême, sans se préoccuper de celui de ses ancêtres. Il était lui-même un ancêtre, un vieux colon d'un autre âge, dont l'existence se prolongeait au milieu des mœurs modernes, sans qu'il les soupçonnât, fît rien pour les modifier ni pour modifier les siennes. Ce fossile avait laissé s'installer de modernes tiendas autour de la sienne, il avait vu apparaître les premiers lustres éclairés au gaz, avait assisté à l'invasion plus moderne du pétrole, mais n'avait jamais renoncé à la chandelle de suif plantée sur son comptoir comme le clocher au milieu du village; il avait la tenue d'un vieil usurier bourru, dont le métier eût consisté à refuser sa marchandise plutôt qu'à l'offrir.

Les baratillos achètent au hasard de l'offre, dans les ventes publiques, sans souci d'une clientèle de passage qui semble rechercher plutôt l'article à bas prix que l'article utile. Les marchandises offertes en vente publique ne sont naturellement ni de saison ni de vente facile : elles sont dépréciées dès qu'elles sont offertes au dernier enchérisseur, ce qui permet au baratillo d'exploiter fructueusement le désir qu'ont les femmes de faire de bonnes affaires, ce qui consiste, pour elles, à acheter quand même, et sans nécessité, des objets d'un coût peu élevé. Elles vont au baratillo, toutes, même celles qui se piquent d'élégance, que leur fortune met au-dessus de l'économie. Leur bourse cherche là une aventure, l'inconnu, la surprise ou seulement cette petite vanité, qui est de tous les sexes et de toutes les conditions, de pouvoir conter, en

s'en faisant honneur, un achat à bas prix d'un objet quelconque, même le plus inutile, bonne fortune bourgeoise qui attire à celle qui la conte cette approbation : « Qu'elle trouvaille! » *Qué pichincha!* mot d'argot, d'origine indienne, que tout le monde comprend.

On sort de son milieu en entrant dans celui-là, et c'est ce qui y pousse celles que l'on croirait n'y devoir jamais paraître. C'est là aussi que se fournissent exclusivement celles qui font petite dépense, mais elles attendent que le hasard de la surenchère ait amené, sur le comptoir d'un baratillo quelconque, un flot abondant des objets qu'elles convoitent; elles en avisent alors leurs amies, à charge de revanche; les acheteuses ainsi appelées se succèdent et encombrent tous les soirs l'étalage de l'heureux vendeur, qui ne se fera pas pour cela une spécialité de l'article demandé, et, avec l'argent produit, se procurera celui qui s'offrira.

Ces petits métiers sont accaparés par des Italiens, qui vivent de rien, ne tiennent aucune comptabilité, négocient au hasard; les traditions du commerce lombard du moyen âge semblent avoir perpétué chez eux, par hérédité, l'instinct plutôt que la connaissance commerciale. Ils font dans ce désordre leur fortune, soit honnêtement, soit simplement en préparant de longue main une faillite fructueuse, où leur ignorance simulée sert d'excuse à leur habileté raffinée; alors on les plaint, mais on les laisse partir, emportant leur habit graisseux dont les poches sont pleines.

Sur les ruines du baratillo s'élèvent aujourd'hui quelques grands magasins qui ont importé les habitudes de ceux de Paris, ils aspirent aux grandes concentrations; leurs efforts semblent jusqu'ici couronnés de succès. Les deux premiers sont d'origine française et ont été créés avec des capitaux français. Sans avoir encore les proportions considérables de leurs congénères de Paris ou de New-York, ils offrent déjà à l'industrie française d'importants débouchés et font une concurrence

sérieuse aux maisons de nouveautés, retenues jusqu'ici par les Espagnols, comme le sont les baratillos par les Italiens.

Il ne faudrait pas croire cependant que le commerce français s'en tienne à ces deux échantillons. Sauf, en effet, le magasin de nouveautés, toute boutique est presque exclusivement française, et c'est le français que l'on parle dans les rues marchandes. Mobilier, art, bijouterie, maroquinerie, marqueterie, articles de Paris, confiserie, parfumerie, que sais-je ? la liste en serait longue, s'il fallait énumérer toutes les enseignes françaises qui absorbent, chaque année, plus de cent cinquante millions de produits de notre industrie nationale.

*
* *

Mais sur cette terre, où l'individualisme est roi, c'est surtout le marchand ambulant dont la physionomie offre quelque intérêt.

La rue est ouverte aux tentatives commerciales du premier venu qui sait découvrir une veine à exploiter. Enfant, homme ou adolescent, chacun y a sa place : la femme seule ne s'y rencontre pas. Tous les métiers, tous les commerces, aussi bien sédentaires que nomades, sont accaparés par les hommes. Les lois espagnoles de procédure prohibaient aux femmes l'entrée des tribunaux et la présence aux audiences, même lorsque cette présence était nécessaire, déclarant contraire aux bonnes mœurs que la femme se mêlât, dans les assemblées, au contact des hommes ; l'usage, aussi puissant que la loi, la tient en dehors du commerce et de la vie marchande ; les habitudes locales seraient aussi gravement choquées si l'on voyait dans la rue une femme exercer un commerce ambulant, que si on lui voyait faire quelques travaux de force, exécuter un terrassement ou une construction.

Par contre, l'enfant occupe la rue. Déserteur de l'école, qui s'instruit à celle de la vie et y prend des leçons pratiques, il y est sinon le marchand le plus important, tout au moins le plus bruyant.

Le jour n'a pas paru, les réverbères sont encore allumés que déjà la rue retentit des cris du gamin vendeur de journaux; le soir, les quartiers éloignés sont silencieux, et c'est lui encore dont le gosier de cuivre vibre malgré la pluie, le vent ou la gelée, et continue à réveiller les lecteurs pour les feuilles les plus difficiles à vendre. Il a bien le droit de défiler le premier dans cette galerie.

Il a sept ans à peine, rarement plus de quinze, à ses débuts. Les pieds nus, le corps couvert de lambeaux, la tête protégée par une coiffure quelconque, il n'est décemment vêtu que lorsque, riche par l'économie la plus attentive, il peut augmenter ses achats et le nombre des journaux vendus.

Ce n'est pas un métier ouvert à tout le monde que celui qu'il fait. Il faut, pour y réussir, une somme d'intelligence et de flair assez commune à rencontrer parmi les enfants de l'abandon, un gosier de métal, le mépris du temps qu'il fait ou fera, mais aussi l'instinct spécial du métier, puisque c'est, son argent à la main, que le marchand de journaux se présente aux imprimeries. Il ne débute pas avec un gros capital; rarement sa famille le lui fournit; une commission faite, un paquet confié par un voyageur dans une gare, quelquefois une simple grimace souriante faite à un passant suffisent à faire tomber dans le creux de sa main les quelques décimes qu'il lui faut pour débuter.

Il s'agit dès lors de les bien placer et de les défendre, et, pour cela, d'être à l'heure juste à la porte du journal qui va se vendre le mieux. Avec de bonnes jambes et l'ambition d'arriver vite, on devance ses concurrents, on atteint des quartiers où la vente est facile, et l'on revient refaire sa provision pour repartir encore.

Il faut surtout ne pas perdre une minute à attendre un journal dont la vogue n'est pas née, est morte ou mourante. Aussi, quel intérêt présentent pour ces gavroches cosmopolites, tombés là on ne sait d'où, citoyens de nations dont ils ne savent pas le nom, les incidents politiques, les scandales locaux, les bruits du jour, que la rue ignore encore, mais qu'ils soupçonnent déjà, dont ils ont, aux portes de l'imprimerie, flairé le ragoût avant qu'il soit prêt. Écoutez la conversation bruyante et corsée de ces juges sans pitié, qui rendent à la presse quotidienne, en cruautés, ses critiques et ses sévérités de tous les jours. L'article à sensation, que, le plus souvent, ils sont incapables de lire, est deviné, jugé, escompté par eux, avant que l'encre même soit sèche. Jamais ils ne se trompent, savent à l'avance que la vente va doubler, leur instinct l'a prévu ; ils pressentent le succès et la faveur publique, mais aussi, et plus vite encore, la froideur ; ce ne sont plus des juges, alors, ce sont des bourreaux. La vente faiblit, le journal hier demandé est dédaigné, ils ont vite fait de le tuer par leur abandon, s'écartent pour ne pas être tentés de risquer, dans cette aventure, leurs piastres durement acquises. Vainement on leur offrira des prix de faveur, des rabais exceptionnels. Leur capital est inquiet. Le journal délaissé n'aura d'autre ressource que de raccoler, parmi cette enfance cruelle, quelques déshérités sans clientèle dont il fera des vendeurs à gage.

Où logent-ils? D'où sortent-ils le matin, où rentrent-ils le soir? Ils ont une famille, quelquefois ; mais leur individualisme pratique les en éloigne le plus souvent. A quoi ne peuvent-ils pas prétendre, depuis que l'un d'eux, devenu le colonel Latorre, a pu se faire élire dictateur à Montevideo, garder le pouvoir, ne le quitter qu'après plusieurs années, après en avoir épuisé toutes les joies?

Ils sont dans la rue tout le jour, vendent jusqu'à midi les journaux du matin, et attendent jusqu'à trois heures ceux du

soir, occupant leurs loisirs au règlement de leurs affaires, à jouer, sur la place, à des jeux sérieux, où les intérêts se combattent la piastre à la main, à risquer leur superflu à la loterie, jusqu'au jour où, lassés de voir cette pieuvre sucer le meilleur de leur sang, ils lui reprennent ce qu'elle leur a dévoré en vendant aux naïfs les billets qui ne les attirent plus. L'école ne les voit guère, ils connaissent trop bien la science de la vie et peuvent faire l'éducation des vieux.

*
* *

Ces enfants, bien qu'il y paraisse peu, ont, cependant, des pères, qui appartiennent comme eux à la rue, et y font, eux aussi, un métier quelquefois lucratif, vendant tout ce qui peut s'offrir, de porte en porte, colportant, jusqu'à ce qu'ils soient vides, de lourds paniers de fruits, d'œufs ou de volailles vivantes, ou balançant sur leur épaule, à la manière des Chinois, un long bâton où pendent du gibier ou du poisson.

L'indolence des habitants, et autrefois, dans les rues boueuses, l'impossibilité des communications, ont créé et développé cette industrie du colportage alimentaire. Dès l'aurore, ces ambulants s'approvisionnent au marché central, et de là prennent leur course, emportant les assortiments les plus variés, et sautent, en chantant, de pavé en pavé, jusqu'aux confins de la ville.

Presque tous sont venus de Naples ou de Lombardie et se sont élevés, peu à peu, jusqu'aux sommets de ce métier, qui a, comme tout, sa hiérarchie. Pauvres au début, ils ont porté tout le jour de lourds paniers, chargés des fruits les moins coûteux ; l'hiver, des oranges, l'été, des pêches, jamais de primeurs ; au bout du jour, après avoir refait deux ou trois fois leur provision, ils rentraient les bras coupés, retrouvant dans leur poche, légèrement grossie, le capital employé le matin. Plus tard, l'économie aidant, ceux que leur estomac

soutenait jusque là sans exiger autre chose que le jus d'une orange, ont pu charger leurs bras de marchandises de choix, grossir leurs achats, se créer une clientèle complaisante, en connaître les besoins à heure dite, en recevoir les commandes et réunir, en quelques années, ce capital rêvé qui permet de repartir pour Naples ou Gênes, reprendre l'air du pays, pour revenir, le plus souvent, vers cette terre d'Amérique, qui ne lâche plus ceux qui l'ont foulée de leurs pieds laborieux.

Dans ce métier, comme dans tous ceux de la rue, il n'y a ni second, ni auxiliaire, ni associé; le plus gros capitaliste ne peut entreprendre au delà des forces de ses deux bras; chacun le sien et chacun suivant ses forces; les ambitieux deviennent sédentaires. Il vaut mieux détourner les regards de ceux-ci, du coin de boutique où leur commerce naissant s'installe en dehors des marchés; là, on vend de tout, il paraît même qu'il y a des acheteurs pour ces viandes présentées et préparées sans art, ce gibier, ce poisson dont les odeurs se confondent, ces racines méconnaissables, ces légumes qui semblent fauchés dans un herbage, ces fruits cueillis sur quelque sauvageon. Il faut vraiment que, dans les quartiers éloignés, où ils établissent ces étalages, ils aient d'abord inculqué à leur clientèle leurs principes de sobriété.

Ils se ressemblent tous par des traits généraux et la similitude de leur destinée : c'est à peine si, dans le grand nombre de ces Napolitains qui emplissent les rues de leurs cris monotones, émergent quelques types. Un seul mérite d'être retenu.

Il avait des allures de pêcheur napolitain, avait appris tout juste les quelques mots d'espagnol nécessaires à désigner les produits qu'il offrait, et marchait par les rues en trouvère gai, entonnant dans sa langue, d'une magnifique voix claire de baryton, des fantaisies musicales, composées ou arrangées pour la circonstance, des couplets, mis en musique par lui, où il offrait en vers la belle pêche ou l'orange mûre. Ses voca-

lises populaires arrêtaient les passants, faisaient apparaître sur les portes les jolies filles au teint doré ou bistré, égayaient la rue. Il s'était fait des amis partout, et l'on payait au marchand sa musique et sa gaieté, sans contrôler la valeur de ses oranges. Hélas! il avait un grain de folie, et c'est ce grain qui a germé. Son dédain pour la vente s'est aggravé, ses vocalises ont perdu de leur éclat, il a descendu les degrés de l'échelle et est devenu un pauvre marchand de poisson d'eau douce : tout au moins le rencontre-t-on promenant au bout d'un bâton quelques échantillons de poisson de rebut, que quelque charitable pêcheur à la ligne lui aura abandonné et qu'il offre, sur un air d'opéra, à des acheteurs imaginaires ; la vie n'est plus pour lui qu'une fiction et le pavé de la rue qu'un tréteau.

Il emportera avec lui une des originalités de la rue ; elles sont rares depuis que le dernier des marchands créoles du vieux temps est mort, demain il sera oublié.

Il était centenaire ; son teint d'Africain avait blanchi sous l'influence des années. Né dans l'esclavage, il avait connu le dernier gouverneur de Buenos-Aires, son premier Vice-roi, en 1776, le premier président constitutionnel de la République unie et pacifiée, en 1862. Il avait pris les armes pour l'indépendance, il était peut-être à Chacabuco, à Ituzaingo ; la révolution l'avait libéré, avec tous les noirs, ses frères de la côte d'Afrique, et, depuis, il était devenu commerçant ; il vendait des pâtés chauds et n'avait plus fait entendre que ces mots cabalistiques : *Son calientes! Estan tapados, son de hoy!* « Ils sont chauds! Ils sont couverts! Ils sont d'aujourd'hui! » et, depuis le premier jour jusqu'au dernier, pendant trois quarts de siècle, gamins et désœuvrés avaient répondu sans se lasser : « *Mentira, son de ayer!* » « Mensonge, ils sont d'hier. » Et, toujours, il reprenait sa litanie et recevait la même réponse, ni eux ni lui ne se lassaient. Il avait connu le

temps où Buenos-Aires était un village encore, où ses rues n'étaient pas pavées ; il avait assisté à toutes les transformations, vu s'aligner le premier trottoir, paver la première rue, la rue Fédération, aujourd'hui rue Rivadavia, des maisons remplacer les cultures, les briques succéder aux haies de cactus et d'alcès, entendu, en 1854, la première locomotive traverser les faubourgs, vu partir le premier tramway en 1870.

Tout avait changé autour de lui, tout, excepté lui-même ; il avait, à travers les âges, promené sa boîte et ses pâtés chauds, et toutes les générations lui avaient répondu : *Mentira, son de ayer !*

Cela était devenu un besoin. Pendant qu'il acquérait des années, qui laissaient à peine trace sur son front séculaire de nègre immortel, les gamins, qui, au début du siècle, avaient répondu à son verset par le démenti gouailleur, étaient devenus vieux, avaient pris, en même temps que des années, trop de gravité pour faire tout haut le répons, mais, par habitude ou souvenir d'enfance, ils le faisaient mentalement, à *media vocce*, et ne pouvaient s'en défendre.

Il nous souvient d'un des derniers Présidents de la République, nous avouant qu'il ne pouvait entendre ce cri étrange de la rue, sans être démangé du besoin de répondre, comme il le faisait au temps de sa première enfance : « *Mentira ! son de ayer !* »

Ce vieux semblait interpeller la ville en lui jetant l'écho du temps passé ; son cri quotidien, toujours le même, rappelait les vieux créoles au respect des vieilles mœurs. En vain, vous voudrez les oublier, semblait-il dire, vous vous souviendrez toujours des *pasteles calientes* du bon vieux temps ; voyez, ils n'ont pas changé, c'est toujours la même pâte pétrie sans art, et le menu hachis d'une viande sans valeur, la même olive, et le même raisin sec qui essaie d'en relever la saveur.

Et, comme pour lui donner la réplique, pendant qu'il sui-

vait à pied les rues pavées, dont son pied nu d'esclave avait autrefois foulé le sol durci, un vieux compagnon du même âge, descendant Africain aussi, mais d'autre race, vieux Maure dans la peau d'un gaucho, parcourait la rue à cheval et invitait son peuple fidèle aux vieux usages, à consommer la masamora, sorte de kouskoussou fait de maïs sec grillé et pilé dans du lait. D'une voix aiguë et plaintive de derviche pleureur, il annonçait : *La masamora espesa para la mesa, la masamora cocida para la mesa tendida!* la pâte maure épaisse pour la table, la pâte maure cuite pour la table servie !

C'était le vieux temps, les vieilles mœurs emportées par le flot des étrangers, qui revenait chaque jour frapper à l'huis, et se rappeler aux jeunes.

Ah ! si ces vieux Africains avaient pu pénétrer dans ces maisons modernes, ils auraient vu que les vieux usages étaient condamnés, que, peu à peu, le thé que l'on prend, en une fois, dans une tasse, avait remplacé le maté que l'on suce, resuce et redemande, et qui était bon pour les longs loisirs de l'époque coloniale. Dans les ministères mêmes et les administrations publiques, ces refuges de toutes les paresses, ils n'eussent plus trouvé la bouillote en permanence sur son réchaud pour les matés successifs, ni même la bougie toujours allumée pour les cigarettes de tabac noir qu'il faut toujours rallumer.

Il faut aller jusqu'aux faubourgs pour y retrouver le respect des vieux usages, qui sont, en somme, des souvenirs d'une époque de pauvreté; suivez le nègre aux pâtés ou le gaucho à la masamora, c'est une occasion de passer en revue leur clientèle et de voir revivre le vieux temps.

Ils savent d'avance où on les appellera. La maison a une pauvre apparence, ses deux fenêtres sur la rue sont à peine d'aplomb et ne se ressemblent pas, épaves d'un chantier de démolitions; la porte ouverte laisse entrevoir des chambres alignées sur la cour, quelques-unes au mur de pisé, d'autres

de bois : c'est une californie, où s'entassent des ménages pauvres, de toutes couleurs, où vivent, en promiscuité, des bandes de Napolitains; pauvres gens qui n'ont ni le temps ni le goût de cuisiner, de surveiller sur un fourneau le puchero, pot-au-feu local peu coûteux, ils recourent aux *pasteles calientes* ou à la *masamora.* Du fond de cette californie, quelque négresse en loques, quelque China traînant ses savates, arrive paresseuse et lente; elles ont beau plaisanter, lui affirmer que ses pâtés sont d'hier, leurs dents rient tout à la fois et mordent dans la pâte chaude.

Ce repas léger sera souvent le seul, elles attendront le lendemain, en suçant de nombreux matés, nourriture peu reconfortante, qui leur donne, sous leur teint bistré, cette pâleur spéciale aux Indiennes anémiques.

Ces quartiers éloignés connaissent seuls aussi le porteballe, cet homme sans préjugés, qui promène, sur ses épaules, son commerce, sa fortune et son crédit. Il exploite les régions où le commerce sédentaire ne trouverait pas à vivre; sous la pluie qui met en péril tout son avoir, sous le soleil qui en double le poids, ce pauvre hère fait des envieux, pendant que, par les rues désertes, il tâche de couvrir de sa voix aiguë les aboiements des chiens, qui n'aiment pas cet inconnu patenté : *Merceria!* Il songe, en cheminant péniblement, qu'il lui faudra faire bien des kilomètres, mettre à terre, et relever bien des fois son ballot avant d'avoir réuni la grosse somme qu'il lui faut gagner pour acquitter sa patente, dont le taux semble avoir était fixé par des propriétaires, jaloux de lui faire payer, sous forme d'impôt, le loyer dont il se passe.

Ces pensées tristes l'abattraient s'il ne voyait là bas, dans une sorte de mirage, derrière un nuage de poussière, dans l'atmosphère transparente et chaude, une maison qui lui paraît grande et de belles proportions. Allons! en avant! Il

donne à son ballot pesant le coup de reins traditionnel et marche avec plus d'ardeur. Chaque pas le rapproche. C'était encore un mirage! La maison, comme toutes les autres dans cette banlieue, abrite quelque maraîcher; de loin c'est quelque chose, de près une masure. *Merceria!* lancé d'une voix perçante, et tous les enfants sont debout. Devant le chien qui proteste, le ballot est à terre; toutes ses richesses s'étalent : quelques jouets de Nuremberg, des dés, du fil, des aiguilles, des bas et des étoffes, de quoi exciter les convoitises dans ce désert champêtre, où rien du dehors ne parvient. On marchande, on se débat, on voudrait tout acheter; lui, voudrait tout vendre; quand ces longues querelles finissent, son ballot n'est pas plus léger, ni sa poche plus lourde.

Il va de la ville au dehors. Son confrère rural, le laitier, vient tous les jours de la campagne à la ville. C'est invariablement un Basque, grand, fort, haut en couleur, grand mangeur, plus grand buveur, joueur de balle incomparable, de gaieté bruyante, dépensant, tout le jour, le trop-plein de ces forces que développe, au lieu de les épuiser, le rude métier qu'il fait.

Il élève à quelque distance de la ville un troupeau considérable de cent à deux cents vaches, sur une ferme de deux cents hectares, louée de 5 à 6,000 francs, où il ne fait aucune culture, et dont les herbages naturels doivent nourrir ses élèves et ses laitières. Sa famille et quelques aides surveillent la ferme; lui fait, chaque jour, le même voyage à la ville.

Levé à quatre heures, il trouve à sa porte son cheval sellé, chargé de dix grands pots de lait, et de quelques-uns plus petits, dont un, rempli de crème au départ, rendra, à l'arrivée, en beurre, cette crème, barattée par le galop du cheval; il prend son fouet des mains du garçon de ferme, et, mal éveillé, saute sur la selle, recouverte d'une peau de mouton, sur laquelle il se tient à genoux. Homme et bête ont à parcourir trois, quatre et jusqu'à sept lieues pour arriver à la ville,

et par quels chemins! Les décrire est impossible, ceux qui les ont vus ne comprennent guère comment, par une nuit d'orage ou après les pluies d'hiver, un cheval peut, chargé comme le sont ceux des laitiers, traverser, sans y succomber, cette fange grasse, qui renaît de ses cendres après chaque ondée, ces lacs d'eau fangeuse, ces pentes glissantes, ces bourbiers dangereux, qui occupent toute la largeur de la route. Il faut tout traverser, sans hésiter, au milieu d'un demi-sommeil et d'une obscurité profonde, la pluie sur le dos ou le vent fouettant le visage, souffrir plus que corps humain ne semble pouvoir endurer. Quand la mesure est comble, après les nuits rudes, il lui faut encore entendre la ménagère exigeante, qui se lève d'un lit confortable pour cette équipée, lui dire : « Mais, laitier, vous venez bien tard! si vous vous oubliez encore, je vous changerai! »

On ne le change pas, on lui laisse l'âpre jouissance de continuer son rude métier, et, lui, se consolede la pluie, en songeant que la sécheresse serait pire, puisqu'elle épuiserait le sol, et que les vaches maigriraient; et alors, adieu veau, cochon, couvée!

Il trouve encore des envieux quand il a réuni quelques écus et se dispose à profiter d'une amnistie, qui absout périodiquement les réfractaires, pour retourner dans sa montagne pyrénéenne, rêver au beau temps où sa jeunesse puissante, les veines gonflées de sang épuré par de longues générations, supportait des fatigues qu'il ne croit plus avoir endurées.

*
* *

La rue n'a pas que ses ambulants, elle a aussi ses stationnaires; ce sont les hommes de peine, porte-faix ou commissionnaires.

Si vous interrogez à l'arrivée un fils de la Galice, arrivant à Buenos-Aires, sur ses ambitions et ses rêves d'Amérique,

cet Auvergnat d'Espagne, avec l'accent de son pays, vous répondra qu'il ne veut exercer d'autre profession que celle très enviable de *mozo de bolsa y cordel.*

Homme de sac et de corde! direz-vous ; mais c'est un métier de pendard!

Cette traduction littérale rend heureusement fort mal la pensée galicienne : les hommes de sac et de corde, quand ils passent l'Océan, ne disent pas avec ce cynisme qu'ils ont cette profession.

Le *gallego* appelle les choses par leur nom d'Espagne : à Buenos-Aires, le *mozo de bolsa y cardel* est devenu le *changador*.

C'est un métier compliqué, difficile, mais classé et catalogué.

Planté au milieu de la rue, à l'endroit où les transversales et les horizontales se coupent à angle droit, il fait montre de ses larges épaules et de son cou d'Hercule, supportant une tête bien posée, coiffée du béret basque, devenu le cachet rouge ou bleu de la profession; autour des reins est serrée sa ceinture, à poches profondes, où il porte son gain du jour.

Il a débarqué, un jour, sans autre capital que ses bras robustes ; bien vite il a acquis la corde et le morceau de toile qui constituent les insignes de sa profession, la ceinture ne viendra que plus tard; la toile devient sac ou coussin, suivant les exigences; elle enveloppe les fardeaux, ou protège la nuque contre leur contact; la nuit, elle se transforme en oreiller et remplace, pour les débutants, le mobilier que le travail futur leur donnera.

Il n'est pas rare d'entendre les découragés de l'émigration, les bacheliers sans ouvrage, à bout de ressources, dire qu'il ne leur reste plus qu'à s'offrir au coin de la rue et à se faire *changador*.

Quelle erreur! et comme cela démontre bien que ceux-là ne se sont jamais rendu compte des conditions requises pour entreprendre ce métier, en apparence si simple, en réalité

aussi difficile que tout autre, aussi fermé qu'une carrière libérale, aussi difficilement accessible qu'un corps constitué!

Il ne suffit pas de se mettre au coin de la rue pour faire partie, d'emblée, de cette corporation. Qu'un homme résolu essaye, il recevra la pluie et les horions très sûrement, mais pas autre chose.

Le *changador* doit être prêt à tout : à prendre sur ses épaules le poids le plus lourd, à comprendre la mission la plus délicate et la plus compliquée, à porter au loin un objet de valeur, sans se tromper de porte, ni de poche!

Ce n'est pas si simple, dans une ville ou chaque maison, chaque porte, chaque fenêtre même a un numéro, blanc sur bleu, bien lisible, et où personne n'a pris encore le parti d'en retenir aucun ; où beaucoup de personnes ignorent celui de leur demeure, où les vieux ont encore gardé cette habitude bizarre de vous indiquer une maison par les renseignements circonvoisins, à la fois les plus précis et les plus obscurs. Ils vous diront, le plus tranquillement du monde : « Un tel? Il demeure deux rues plus loin que l'église Saint-Nicolas, dans une maison ancienne, que son père avait achetée d'un vieil Espagnol et qu'il a reconstruite; pour y aller, vous prenez telle rue, vous suivez le trottoir de gauche jusqu'à une grande porte cochère près d'une boulangerie, la maison est un peu plus loin, en face celle d'un curé. » Si vous trouvez ces renseignements vagues dans leur précision et demandez simplement le numéro. — Le numéro? répondra le vieux, vous m'en demandez bien long.

Le *changador* doit connaître tous les pavés, tous les accidents de terrain, toutes les particularités des maisons, et se rendre où on l'envoie sans broncher, c'est à lui de deviner par l'apparence que la maison est celle d'un curé.

Qu'il ne compte pas du reste sur la complaisance de ses congénères des autres quartiers ; cette armée porte l'uniforme du sac et de la corde, mais ne se touche pas les coudes. Tous

sont des propriétaires féodaux, qui excluent impitoyablement toute concurrence de leur coin de rue, et ne permettent le stationnement qu'à celui qui y est admis. Au centre de la ville. ces charges se transmettent ; il faut avoir payé à l'occupant le droit de prendre sa place et être présenté par lui aux autres. Il en résulte que les *changadores* des coins de rue bien achalandés, sont des personnages qui traitent avec dédain les humbles de la profession, et trouvent chez ceux-ci peu d'amitié et pas de complaisance.

La qualité maîtresse de la corporation, à quelque quartier qu'appartiennent ses membres, est une honnêteté proverbiale et de règle. Il n'y a pas d'exemple d'un détournement commis par un *changador* en mission ; il est même passé en usage de ne demander à celui que l'on appelle pour l'envoyer quelque part, ni son numéro, ni son nom, ni le lieu de son stationnement, le public a une confiance aveugle et justifiée dans l'intelligence et la probité de ces hommes de sac et de corde.

Tous ne sont pas *gallegos*, beaucoup sont basques espagnols beaucoup gênois, quelques-uns napolitains, très peu français. Artisans, commerçants ou agriculteurs, nos compatriotes ne connaissent, en général, autre chose et considèrent que ce n'est pas être artisan que de soulever avec adresse un fardeau pesant, le manier avec habileté, et le porter à destination avec exactitude. Tout cela constitue, cependant, un métier assez difficile, auquel n'est pas préparé le premier venu ; le *changador* ne saurait nullement être assimilé à un homme de peine. Il n'a rien de commun avec ces hercules, qui composent les équipes employées à la douane ou dans les magasins de gros, qui, du matin au soir, soulèvent, roulent, chargent et déchargent des pipes de vin, ou autres fardeaux que Buenos-Aires, une des villes du monde où le transit est le plus considérable, voit passer par milliers.

Une des habiletés du *changador* est, au contraire, de ne jamais faire œuvre de force ; il lui faut pour cela être adroit

de ses mains et de son corps, en même temps qu'ingénieux.

C'est le dimanche qu'il s'agite le plus, au jeu de paume ou au jeu de boules, où son adresse manuelle lui est encore de quelque profit.

Ce que gagnent ceux qui se consacrent à ce métier est difficile à supputer et varie suivant la saison, le temps, et les hasards; mais ceux qui récoltent 20 francs par jour et ont, sous l'oreiller, un livret de dépôt à la Banque qui dépasse 20,000 francs, ne constituent pas des exceptions; tous vivent bien et défendent ces deux biens précieux de l'homme, la santé et l'indépendance, résultat qui en vaut un autre.

CHAPITRE IV

LES MENDIANTS ET LES DÉCLASSÉS

Le mendiant à cheval. — Le joueur d'orgue. — Les entreprises de mendicité — Le mendiant indigène. — Les déclassés. — L'immigrant bachelier.

I

Dans la ville de Buenos-Aires, pas plus que dans la campagne, on ne connaît cette plaie sociale : le paupérisme. Il n'y a ni misère, ni misérables, dans un pays où le travail est facile, la terre trop grande pour le nombre de ses habitants, et sa production trop active pour la consommation. Il n'existe donc de pauvres, que les pauvres de profession, divisés en deux catégories bien tranchées : les mendiants et les déclassés. Dans la première catégorie figurent presque exclusivement des indigènes, dans la seconde seulement des étrangers.

On ne rencontre plus à Buenos-Aires, et cela est regrettable pour les touristes amateurs de pittoresque, le mendiant à cheval. Cette dernière originalité locale a disparu ou tout au moins a émigré vers les villes ou les provinces lointaines.

Le mendiant à cheval était, pour l'immigrant débarqué de la veille, un sujet d'admiration autant que de joie, non pas seulement de cette joie qui remplit l'âme de l'homme venu de loin, trouvant, sur sa route, quelque chose de racontable, non, d'une joie plus sérieuse. Que ne promet pas, en effet, à l'immigrant, un pays où les mendiants vont à cheval? — Dans quel équipage ne se voyait-il pas déjà, lui qui ne voulait ni rester oisif, ni rester pauvre ; si ceux qui vivent de

charité vont à cheval, le travailleur doit pour le moins rouler carrosse!

Illusions vaines et espérances irréalisables! Le mendiant allait à cheval, parce que le cheval, cette monture du riche en Europe, était, ici, comme il n'a pas cessé de l'être, un bétail dédaigné, trop facile à nourrir et à multiplier. Dans ces troupeaux, sans valeur, de juments laides et déformées, que les propriétaires envoient, chaque année, au *saladero*, pour opérer la plus inattendue des transformations industrielles et, d'une troupe de mille juments, recueillir mille peaux et quelques barils d'huile, le plus pauvre peut choisir un être plus misérable que lui, jument trop maigre pour mériter même ce sacrifice, poulain orphelin que, d'un coup de fouet, l'on a éloigné des mamelles de sa mère, étendue dans son sang. C'est là le cheval qui portera le mendiant et sa besace et fera, avec lui, le métier de quêteur, cherchant lui-même le soutien de sa pauvre vie le long des routes, des rues, derrière les charrettes de fourrage, broutant l'herbe entre les pavés, faisant bombance des brins de paille abandonnés, rongeant tous les cuirs, grignotant tous les bois à sa portée.

Le mendiant à cheval, peut-être parce qu'il était à cheval, n'était ni vulgaire, ni dédaigné. C'était une espèce de gaucho-hidalgo, peu fait pour le travail et n'en jugeant aucun digne de lui, devin, sorcier, diseur de bonne aventure, possesseur de remèdes cabalistiques, quelquefois paillasse, jouant la folie pour apitoyer le public, et égayer les quartiers où, la gazette ne pénétrant pas, il était le bien venu, apportant son tribut aux commérages, unique distraction.

C'est le pavage qui l'exile des rues où l'herbe ne pousse plus, où les murs remplacent les haies, où son cheval ne trouve plus à brouter.

Le mendiant à cheval était un plaisant, dont la misère pour rire égayait la rue; il ne tendait pas la main, saluait d'un sourire, ou de ces mots caressants que les mères don-

nent à leurs enfants et les vieux nègres aux hommes, dans lesquels ils semblent toujours voir de jeunes maîtres qu'ils ont élevés.

La rue n'a pas l'habitude du spectacle de la mendicité ; elle ne connaît, en fait de joueurs d'orgue de Barbarie, que des artistes qui vont divertir les carrefours éloignés, moyennant salaire. Italiens venus de Naples, l'orgue au dos, ils vont de ville en ville, de continent en continent, stationnent dans les ports d'escales, repartent, voient le monde et retournent à Naples sans avoir échangé un mot, avec les habitants de toutes ces régions, autrement qu'en patois de leur faubourg, n'ayant rien entendu, rien compris, hors le change des monnaies, nourris d'oranges comme chez eux, se gardant de contracter l'habitude néfaste de manger à leur faim, de goûter surtout à la viande et de se créer ainsi des besoins. On a vu de ces joueurs d'orgue napolitains partir, lors de la guerre du Paraguay, à la suite de l'armée, embauchés par les soldats pour égayer les nuits de campement. Ils ont assisté à tous les sièges, pendant trois ans, ont suivi les troupes jusqu'à l'Assomption. Le jour où il a fallu entreprendre, à travers les bois, les plaines et les montagnes, cette poursuite de trois cents lieues, derrière l'armée du dictateur Lopez, réduite à quelques milliers de fidèles, à quelques bataillons de femmes, le joueur d'orgue a suivi l'armée à pied, fait toutes les étapes, le soir, après le combat, relevé le courage sur l'air des *Lanciers* : on ne jouait pas encore la *Marseillaise*, c'était avant 1870.

Quelquefois apparaît dans une rue une famille exotique, le plus souvent française, venue jusque-là, après des stations sur toute la côte d'Amérique, pour promener et exploiter, en commun, l'infirmité d'un de ses membres, industrie lucrative pour tous. Ils parcourent les rues, pendant un mois ou deux, soulevant plus de surprise que de pitié, faisant, au reste,

maigre recette, et repartant pour une autre ville de l'Atlantique ou du Pacifique, comme ferait une troupe de cirque ou d'opéra.

*
* *

Mais là n'est pas le vrai personnel de la mendicité professionnelle.

Celui-là a son jour et ses traditions ; il n'apparaît dans la rue que le samedi, pour faire sa recette ; en semaine, par exception seulement, sous le porche des églises et à la porte des maisons mortuaires, le jour où quelque famille célèbre des funérailles.

Cette horde de nègres, de mulâtres, d'Indiens, de vieux soldats éclopés, de mégères de l'Apocalypse, qui vous entourent et harcèlent les jours de deuil, à la sortie des églises, sont un spectacle assez repoussant pour dégoûter même d'hériter.

Ils sont nombreux, plus que cela, grouillants, sales, noirs, déguenillés à plaisir ; ils craindraient de ne pas inspirer pitié s'ils n'apparaissaient couverts de toutes les scories. Cette Cour des miracles célèbre là ses fêtes carillonnées ; mais son vrai jour d'aubaine, où la recette est régulière comme une rente, est le samedi.

Dès l'heure où la vie commence, ils sortent des logements inconnus où, pendant la semaine, ils ont attendu, dans une oisiveté puante, ce jour de recouvrement, grassement nourris de restes peu appétissants, mais abondants et à leur goût. Le samedi venu, quelque temps qu'il fasse, on les voit parcourir les rues, par files interminables, bizarres, clopinant, se traînant sur des savates sans forme, balayant le trottoir de haillons ignorés ailleurs, portant et soutenant leur besace, et. surtout, parlant, riant, hoquetant, glapissant des phrases entrecoupées où toutes les langues du globe semblent avoir jeté, — comme le fait des rebuts la société dans leur besace — les

mots dont elles ne veulent plus et que la décence a mis hors d'usage. Tous sont mêlés, hommes ou femmes, sans que l'on puisse distinguer à quel sexe appartient celui-ci ou celle-là, par bandes, dédaigneux de la concurrence; dans ce métier spécial, le nombre est, à ce qu'il semble, une force. — Ils visitent, comme s'ils égrenaient un chapelet, les maisons, toujours les mêmes, où ils reçoivent leurs distributions. Là ils trouvent le pain de la semaine, les restes de toutes sortes et la monnaie de cuivre qui ne sert guère qu'à cet usage, et que l'on répartit également, entre tous, avec une libérale parcimonie. Ils ne réclament, ne se plaignent, ni se jalousent, psalmodient, tous sur le même ton, les litanies de leurs *gracias*, pressés de continuer leur pèlerinage, n'ayant pas de temps à perdre pour le faire complet.

Ceux de ces oisifs patentés et rentés, qui, la semaine, ont à chercher un supplément de subsides, vont au marché, après l'heure des achats, vers dix heures, et font une ample provision de morceaux de viande dédaignés. Autrefois, les abats leur appartenaient aux abattoirs, mais ces morceaux, rejetés par les indigènes, sont recherchés des étrangers, et se vendent.

Depuis lors, on a vu, — et les vieux du pays signalent ce présage néfaste de la fin d'un monde, — les pauvres chercher, dans les boîtes d'ordures, placées, le matin, au seuil des maisons, les restes, les viandes délaissées, les os décharnés, tous les rebuts souillés de la cuisine ; on a prédit que le paupérisme allait naître. Ce danger social, cet avenir redoutable, est loin : l'humble éplucheur de débris est un pauvre, mais n'appauvrit personne, il est, lui aussi, un pionnier, puisqu'il donne, dans le pays du gaspillage, l exemple de l'épargne et de l'économie, es vrais adversaires du paupérisme.

II

Les déclassés ne sont pas un produit du sol, ils sont les ratés de l'émigration mal conçue et découragée.

C'est triste à dire et à s'avouer : tout Européen, au moment où il met le pied en Amérique, pour tenter une entreprise quelconque, y faire ou refaire sa vie, est forcément, — qu'il s'en rende compte ou qu'il le nie, — un déclassé.

On n'émigre pas sans se dépayser, et tout dépaysé est, au jour de son arrivée, dans une situation d'infériorité au milieu de ceux qui sont nés ou l'ont précédé sur cette terre, où il arrive.

Les Américains, qui le savent bien, traitent d'un peu haut ce nouvel arrivé, ce frais émoulu d'Europe, qui, le plus souvent, a très bonne allure, qui porte ce cachet de vigueur des vieilles races, de décision des aventuriers, ou d'intelligence des entreprenants. Ce quelque chose de nouveau, d'original, qui le distingue au regard, pour eux, le dénonce au dédain. Sous cet air de supériorité, ils ne veulent distinguer qu'un vaincu du vieux monde, qui demande au nouveau, et attend de lui une réparation.

Tant qu'il n'aura pas pris son rang dans ce milieu, émoussé ses angles, aplani ses reliefs, il sera un déclassé. Il lui faudra longtemps pour atteindre le niveau moyen, n'être ni au-dessus ni au-dessous de ceux avec qui il lui va falloir vivre, c'est-à-dire lutter.

Cette vérité est si vraie, l'Amérique déclasse si bien l'individu, en le transformant, lui inflige des modifications si complètes, qu'à son retour dans sa patrie, dans son propre milieu d'origine, il lui faudra subir une nouvelle acclimatation morale aussi bien que physique, quel qu'ait été le temps de son exil.

Mais, ce ne sont pas des nouveaux arrivés que nous avons

à nous occuper, mais bien de ceux qui, venus dans des conditions plus ou moins favorables de fortune ou d'éducation, n'ont pu trouver place dans une société où la force physique est le seul capital vraiment utile et d'un emploi facile.

Ceux-là étaient partis d'Europe, pleins d'ambitions bouillonnantes, mécontents de la classification que la société européenne régulière, rigoureusement enserrée dans des traditions, avait faite d'eux; ils avaient accusé leur destinée et la médiocrité de leur patrimoine, et, sentant, en eux, des aspirations vagues, avaient chargé l'Amérique de les réaliser.

Tout ce qu'ils en savaient, c'est que c'était l'inconnu : inconnu géographique souvent, social toujours.

Les amis, avisés plutôt que consultés, ont tenté de les arrêter, leur ont montré des écueils aussi imaginaires pour eux que l'étaient pour ceux-ci les espérances; en fin de compte, ils sont partis, la poche légère, accompagnés de ce mot des vieux qui a gonflé d'orgueil toutes leurs veines :

« Va, mon enfant, tu brilleras là-bas. »

C'est sur la foi de cette bénédiction qu'ils sont partis, convaincus que c'était une prophétie.

Une traversée, longue et affadissante, a un peu émoussé leurs ardeurs; mais il suffit de sentir le vent de terre pour que toutes les pensées se réveillent plus chaudes et plus capiteuses. Au milieu d'une sorte de griserie, ils ont débarqué.

Ils n'ont pas vu les regards de commisération de ceux qui ont déjà passé par là, les coups d'œil dédaigneux de ceux qui ont dompté la destinée, ou la raillerie des sots qui ne savent que rire de la gaucherie des nouveaux.

Ils sont entrés, le cœur léger, dans cette vie nouvelle, railleurs eux-mêmes, trouvant, à chaque pas, des sujets à critiques, étonnés des bizarreries du pays et plus encore de ses similitudes avec tous les autres, c'est-à-dire avec celui que seul ils connaissent et d'où ils viennent.

Alors a commencé la lutte contre les mille riens; le pre-

mier, le plus terrible, est l'éternel : « Savez-vous la langue ? » avec lequel les recoivent tous ceux à qui le bachelier débarqué demande où est le chemin de la fortune, et, après une longue épreuve d'oisiveté, le lieu où il pourrait trouver encore un morceau de pain.

Ce n'est pas même la lutte, pour lui ; elle ne lui est pas permise : « Savez-vous la langue ? ». Tout est là. « Quelles sont vos ressources ? » De quoi vivre peu de temps. — Si le sac est un peu rempli, peut-être le malheureux pourra s'en tirer, mais, s'il est léger, que va-t-il devenir ?

En Europe, on rit encore de celui qui n'a pas d'autre bagage, à son entrée dans la vie, que son diplôme de bachelier : en Amérique, on n'en rit même plus ; celui, au reste, qui n'apporte pas d'autre ressource, l'avoue une fois, mais pas deux.

Ceux qui n'ont pas compris quelle naïveté il y avait de leur part à se recommander de ce malheureux titre, voyez-les descendre. Ils ont la foi. Ils ont cru qu'une *bonne éducation*, une *instruction solide* étaient de quelque valeur dans une société nouvelle, qu'au moins ils auraient la ressource d'enseigner aux autres ce qu'ils avaient eux-mêmes appris. Hélas ! ces Bias expatriés ne trouvent pas acheteur pour leur bagage classique. Ils ont oublié d'apprendre la seule science qui ait une vraie valeur dans ce milieu, la science de la vie. Européen ! il te faut l'apprendre au plus vite, et non pas enseigner, dans un pays où les enfants en ont découvert tous les secrets, à douze ans, et passent maîtres à quinze, disposant déjà d'un bulletin de vote !

Bachelier naïf ! le blé ne pousse pas pour toi sur cette terre vierge, tu perdras vite l'habitude de manger à ta faim, et tu t'en iras vaincu, rapiécé, chercher et ne pas trouver un troupeau qui ait besoin d'un gardien. Si tu n'y prends garde, plaint quelquefois et accueilli par faveur, rebuté presque partout, tu arriveras aux confins de la civilisation, où la bar-

barie commence ; là, plus qu'ailleurs, bohème au visage hâlé, tu seras encore un déclassé.

Il y en a de tout âge de ces bacheliers, avec ou sans diplôme : cette catégorie embrasse tous ceux qui ont eu des mains blanches et des redingotes noires, ex-notaires, professeurs, industriels, commerçants ruinés, anciens fonctionnaires destitués, sergents-fourriers, déserteurs ou libérés. Quelques-uns cherchent et trouvent une situation modeste, plus humble toujours que celle qu'on leur eût offerte ou qu'ils eussent acceptée chez eux ; ils y enterrent leurs rêves déçus, leurs ambitions démantelées. Ce sont les moins malheureux.

D'autres gardent leur ivresse, grisés par le désir d'aventure ou par la croyance que l'aventure est la loi dans le nouveau monde, ils embrassent en désespérés cette carrière d'Amérique.

Nous en avons vu de nombreux de ces arrivants, convaincus que la pampa est une terre promise, ouverte au premier occupant, *res nullius*, où le troupeau sauvage, le bœuf paisible, le mouton natif est une réalité, et que, coloniser, c'est s'établir au milieu du désert, y choisir un terrain à sa guise, y construire sa demeure et vivre de la chasse des animaux sauvages : leur montre retarde de trois siècles et leur boussole les a égarés.

Débarqués sur la rive, ils se sont bien heurtés à des entrelacements de rails et d'aiguilles ; ils ont vu des pavillons rouges et verts s'abaisser et se relever, entendu des sifflets et des ronflements de locomotives. Ce spectacle ne leur a pas ouvert les yeux. On leur a dit que ces rails partaient de là pour aboutir aux confins de la République, à six cents lieues au nord, et qu'au sud ils ne cessaient qu'aux limites de la Patagonie, ils n'ont pas senti cette étreinte de la civilisation, qui supprime les hasards et ferme les avenues de l'aventure.

Travail ingrat que d'essayer de leur arracher une à une leurs illusions, que d'arrêter sur la route du désert ces chercheurs de bout du monde !

Quelques-uns n'en démordent pas ; c'est de ceux-là que sont peuplées les îles du delta du Parana, où la vie est plus facile qu'ailleurs et le terrain moins occupé.

De cet envahissement des îles du Parana par cette légion est née la légende qui place dans un coin ignoré du delta *l'île des notaires*, créée par l'imagination des fantaisistes. C'est là que l'on suppose que vont échouer les déclassés en redingote, cherchant la réparation de leurs désastres d'outre-mer dans la colonisation. Enragés d'entreprendre les travaux les plus fantastiques, n'ayant foi que dans les métiers qu'ils ignorent, essayant de la culture d'après les livres, supputant, d'avance, la somme de leurs produits, emmagasinant des chiffres, remplissant des celliers, des greniers, des caves imaginaires de produits hypothétiques, ils tiennent comptabilité de leurs illusions, où l'avoir restera en blanc. Convaincus qu'ils font œuvre vaillante, qu'ils prennent le taureau par les cornes, qu'ils le roulent et terrassent, ils s'apercevront trop tard qu'ils n'ont fait que piétiner sur l'ombre de leur sottise étendue sur le sol.

Ces courageux efforts font des affamés de ces hardis pionniers. Fatigués enfin de se nourrir de poissons vaseux, ils reviennent en ville, acceptant tristement leur sort; quelques-uns, à la faveur d'une utile protection, parviennent à se refaire et à refaire leur vie; pour la plupart, le déclassement est définitif.

Il y a d'autres types, encore, dans ces rangs obscurs des immigrants : ce sont les découragés de la première heure, ceux qui, à la première étape, ont renoncé à suivre le régiment. Ils

ont connu vite cette désolation inattendue, ce malheur, ignoré jusque-là, de n'avoir pas, en poche, le sou qui empêche de mourir de faim. Sans qu'il y ait de leur faute, ils ont vu arriver cette heure fatale ; alors les forces leur ont manqué pour lutter, ils ont vendu jusqu'au dernier objet, gardé le vêtement invendable, trop grand déjà pour leurs membres amaigris et sous lequel leur silhouette se modifie jusqu'à devenir méconnaissable. Ils étaient, chez eux, des ouvriers, des étudiants, des hommes de travail manuel ou de bureau, ils ne sont plus que des dépenaillés, dont la dernière dépouille semble être d'emprunt, trop large pour un corps détruit. Le visage est boursouflé, tuméfié, les traces de privations semblent être de débauche ; leur démarche même se modifie parce que les souliers quitteraient les pieds, s'ils essayaient de les soulever encore, il faut les traîner.

Ceux-là, la rue leur appartient, ou, du moins, ils appartiennent à la rue.

Nuit et jour ils y reçoivent, dans ce triste accoutrement, la pluie, dont les larges taches se collent aux vêtements couverts de poussière ; ils dorment dans les tuyaux que l'entreprise des eaux réserve pour des travaux futurs, ils mangent à la porte des couvents, où la charité distribue quelques soupes et quelques morceaux de cette viande, que l'on dit sans valeur. La gouaillerie locale les a baptisés du nom d'*atorrantes*, dont l'origine est inconnue et dont le sens, ignoré, est compris de tout le monde.

Du travail ! Il n'y faut plus songer ; qui donc donnera un coup d'œil à celui dont l'aspect est si repoussant ? Même avec un peu d'argent, s'il en trouve, il est repoussé de l'hôtel, où il faut payer de mine d'abord.

Nous en avons vu qui avaient gardé précieusement un dernier vestige de leur temps passé, une photographie faite autrefois, qu'ils sortaient du fond de leur poche, et derrière laquelle ils cachaient les restes décharnés et méconnaissables

du modèle. La comparaison se tournait en compassion. Ceux-là avaient créé une sorte d'industrie.

Combien peu sortent triomphants des rangs de ces déclassés et réussissent à prendre racine sur cette terre, où, en somme, l'intelligence, la volonté, la force de résistance, la patience trouvent, plus qu'ailleurs, leur placement.

Il ne faudrait pas, en effet, juger du sort de l'immigration par celui des quelques découragés que l'on rencontre errants dans les rues ; ce sont là des martyrs d'une éducation inutile et de luxe, sorte d'ilotes qui doivent seulement tenir en garde les générations naissantes contre les fautes dont ils sont les victimes.

CHAPITRE V.

LA VIE MATÉRIELLE. — LA TABLE ET L'HOSPITALITÉ.

Le marché des villes. — Les produits de la terre. — Marchands et acheteurs. — La cuisine indigène. — Les plats nationaux. — La vie aux champs. — L'hospitalité. — La *sirvienta de razon.* — Maison offerte, maison ouverte. — Les relations. — Voisins et compères.

I

En arrivant dans une ville, si l'on veut prendre d'un coup d'œil une notion rapide de sa vie et de ses mœurs, il faut, à l'aurore, se rendre au marché, assister à l'arrivée des vendeurs et des acheteurs, à leurs débats, goûter aussi un peu de tout ce que l'on y présente. C'est là, dans la crudité du plein air, que l'on surprendra, en déshabillé, la vérité des mœurs du peuple qui vend et du citadin qui consomme, là où l'on aura sous les yeux le résumé des productions du sol, que l'on apprendra ce qui abonde et ce qui manque, et que l'on se rendra un compte exact des conditions de la vie de chaque classe de la société.

Ce qui surprend d'abord sur les marchés de Buenos-Aires, car chaque quartier a le sien, c'est l'abondance excessive des provisions alimentaires et leur variété ; ce qui étonne plus encore, c'est leur extrême bon marché. Les victuailles s'y accumulent en montagnes : viande, gibier, poisson, légumes et fruits, tout y est à des prix infimes, c'est le pays de la vie matérielle à bon marché, du nécessaire abondant, à tel point que, dans cette ville de quatre cent cinquante mille

habitants, il semble que chacun mange comme quatre, et que les estomacs bien dispos, sous un ciel pur, se prêtent, autant qu'ils le peuvent, à aider une production trop rapide.

L'abondance et le prix de la viande y sont légendaires; de fait, elle se donne pour rien à la campagne, et vaudrait à peine davantage en ville, si les bouchers n'étaient pas de si grands artistes et si les impôts ne s'efforçaient pas de lui donner une valeur; mais ces deux facteurs de renchérissement en ont disposé autrement, et chaque morceau a aujourd'hui son prix. Au grand effroi des ménagères, on a vu des gigots de mouton se vendre jusqu'à vingt sous, et un filet de bœuf valoir jusqu'à trois francs. Ces prix causent scandale, tout renchérit. Les autres denrées règlent naturellement leur cours sur cet aliment de premier ordre; toutes abondent: la petite perdrix, qui est une caille, grosse comme perdrix rouge, se vend douze à quinze sous la paire, la poule de prairie, grosse comme une poularde, deux francs la paire; le poisson de mer, qui vient de Montevideo, est la abondant à des prix infimes. Quant aux légumes et aux fruits, il est difficile, au premier abord, de déterminer à la seule inspection du marché quels sont ceux de la saison. Quelques abris ou quelques buttages suffisent aux maraîchers pour fournir la ville de primeurs au milieu de l'hiver, en août, mais c'est un métier qui récompense maigrement les efforts ou la science qu'on y pourrait déployer; le soleil est trop prompt à faire oublier les souvenirs des dernières gelées; en quelques jours, il fait sortir de terre et mûrir les premières asperges, les artichauts et les fraises; les primeurs perdent déjà leur prix que le printemps est encore loin.

Avec lui, dès septembre, l'abondance dépasse vite toutes les prévisions et tous les appétits, les meilleurs fruits sont déjà pour rien et se font entre eux une concurrence désordonnée. La consommation a beau se mettre à l'unisson,

renoncer même à la viande, dont on est las, ne s'attaquer qu'aux produits de la culture, les marchés restent encombrés.

Les îles du Parana produisent à outrance. Les bras enchevêtrés du delta se couvrent chaque jour de longues yoles, qui rasent l'eau, enfonçant sous le poids de grands paniers qu'elles portent à la gare la plus proche ; des wagons, formant des trains entiers, partent de là pour la ville. La reine du marché est la pêche, il en arrive tous les jours de longs convois, depuis décembre jusqu'à mars, pendant que, des environs, de grandes charrettes apportent leur chargement ; elles ne se vendent pas à la pièce, mais au cent, au mille, à la pelle. L'été passé, les fruits des tropiques, l'orange et la banane viennent encore en abondance du Paraguay et du Brésil.

En somme, ce qui distingue le marché de ce pays, c'est que rien n'y manque, pas même le consommateur. Quand on se rend compte du prix auquel cette production est livrée, on songe qu'il faut vraiment que la nature soit bien prodigue, pour que le producteur trouve ici la compensation de ses efforts, ou que sa vie soit bien peu coûteuse pour qu'il n'ait pas renoncé à l'ambition d'en tirer quelque profit.

L'activité est grande autour de ces étalages ; pour peu d'argent, les ménagères emportent un lourd butin. Quant aux cuisinières à gages, quelque lourd que soit ce panier, elles lui impriment une danse plus profitable qu'en aucun lieu du monde ; le bas prix des articles n'existe que pour elles ; elles les frappent d'un impôt personnel qui leur assure de larges profits. Aussi vivent-elles en bourgeoises qui exercent un art, résistent à se ranger dans la domesticité, ont des rentes, un domicile en ville, où elles rentrent le soir, pour en repartir le matin, faire leur marché, et, de là, leur journée chez leurs patrons, en conservant leur liberté, entre les repas.

Les abords du marché sont encombrés de lourdes charrettes à bœufs qui, par des prodiges d'équilibre, ont pu apporter jusque-là, malgré les fondrières, un chargement vulgaire de légumes encombrants, venant de loin, et qui payeront mal le long voyage d'une nuit qui les sépare du marché.

La viande arrive, le soir, de l'abattoir; de longues files de tombereaux couverts l'amènent. Leur voyage n'est pas fort long, mais, par contre, il est dangereux, et ils sont bâtis pour traverser les bourbiers profonds, où ils restent quelquefois. L'abattoir, ce rendez-vous important des troupeaux du pays, où l'on abat chaque jour huit cents bœufs et cinq mille moutons, consommation ordinaire de la ville, est éloigné de deux kilomètres, et relié aux marchés de la ville par un réseau de routes et de rues, où le transit est assez difficile pour que le prix de transport s'élève à 50 francs par charrette contenant huit bœufs ou trente moutons. C'est merveille de voir que, pour ce prix, quelque élevé qu'il soit, des hommes et des chevaux puissent, par les jours pluvieux d'hiver, entreprendre et mener à bien ce travail d'hercule. Deux chevaux suffisent sur un chemin pavé à traîner ces chargements; mais, avant d'atteindre ce pavé, il leur faut entreprendre une escalade dans les rues défoncées, où six chevaux de renfort, rudement fouaillés et harcelés du geste, de la parole et de l'éperon par les gauchos qui les montent, sont à peine suffisants. Ils entrent en ville boueux, et délivrent, après mille cahots, leur marchandise ballotée, qui, sans ce pénible voyage, n'aurait sans doute pas de prix. Quelquefois, pour compléter le tableau, la voiture porte, accroché extérieurement à une de ses parois, tremblotant et mou, un veau mort-né, dont les chairs secouées, à chaque tour de roue, avec des mouvements visqueux de polype, constituent, à ce qu'il paraît, pour les amateurs, un morceau de choix, le *bacaray*.

A dix heures, tout le monde est parti, le marché, vide, n'est

plus qu'un passage envahi par les mouches, dont le nombre est tel que les hommes en ont peur.

* * *

On pourrait s'attendre, sur cette terre de Chanaan, à trouver des tables plantureusement servies, un peuple de gourmets, faisant à bon marché de la cuisine chère ailleurs, élaborant tous les éléments vulgaires, que la nature fournit à profusion, et les relevant par un art recherché, ou des gourmands faisant grande liesse de tout ce que la terre et le soleil leur offrent sans mesure.

Il n'en est rien. La gourmandise n'est pas un vice espagnol, la bonne chère n'a jamais passionné ces descendants d'Espagnols. Leurs pères ont apporté de Séville le goût de l'huile un peu forte et la tradition modeste de l'*olla podrida,* du *puchero,* et du rôti.

Le puchero est resté le résumé de tout ce que la ménagère a sous la main : viande de bœuf, épis de maïs tendre, citrouille, pommes de terre, carottes, patates, tomates, riz et piments se donnent rendez-vous dans la marmite et apparaissent, sur la table, dans un pêle-mêle plantureux et bourgeois qu'il faut entamer de confiance, sans le critiquer. Ce plat espagnol a conquis ses lettres de grande naturalisation et est devenu plat national. Il est aussi un plat quotidien. C'est peut-être un tort, mais, c'est aussi à coup sûr, un mérite : heureux les peuples qui peuvent mettre le pot-au-feu deux fois par jour! Se plaigne qui voudra de cette monotonie très nourrissante!

C'est, en somme, la grande ressource culinaire du pays; elle contient la solution du problème de la vie pour tous, et tous peuvent se la procurer, et satisfaire l'appétit de toute une famille, pour un franc, environ. Les gens riches eux-mêmes ont, pour ce modeste plat national, un tel atta-

chement, que, lorsqu'ils voyagent en Europe, l'absence du *puchero* leur gâte le charme des savantes cuisines : heureux, s'ils peuvent quelque part, au milieu des vapeurs chaudes qu'il dégage, retrouver le souvenir de la patrie absente et du foyer déserté.

Ce plat national a, partout, un compagnon obligé, la viande rôtie ; mais choisie et rôtie d'une certaine façon. Il faut, pour remplir les conditions de saveur désirée, que le morceau soit coupé dans les parties fermes de la cuisse du bœuf, celles dont la chair est le plus résistante. Le mouton, en ville, est tout à fait banni, et jamais n'a été admis à l'honneur de figurer, sous aucune forme, sur la table d'un créole, respectueux de la tradition. Animal longtemps dédaigné, il ne s'est pas encore relevé aux yeux des créoles du long abandon où il végétait, il y a encore un quart de siècle ; par contre, il est assez recherché des étrangers pour que la consommation en augmente extraordinairement. Aux champs, il faut bien s'en contenter; on ne peut partout sacrifier le gros bétail à l'alimentation. De tous les morceaux, le plus dédaigné est le gigot, de fait, ce n'est pas sans raison. Le troupeau est élevé en liberté, sur une vaste étendue qui n'est jamais moindre de deux cent cinquante hectares, qu'il parcourt à sa guise, où il marche et circule, sans jamais connaître, même en hiver, le repos de l'étable : ces grandes marches donnent à la fibre de cette partie charnue une résistance peu agréable et un goût différent de celui du mouton élevé dans les pays où la propriété est très divisée, et où la stabulation est de règle.

Nous serions injustes pour les ménagères si nous passions sous silence les plats dont elles sont peut-être un peu trop fières et qui constituent le menu des tables créoles. Ce sont, sous toutes les formes, des mets importés d'Espagne : des pâtes frites enveloppant des hachis de viandes, agré-

mentés d'olives et de raisins secs, salés et, en même temps, saupoudrés de sucre, que l'on appelle *empanadas à la criolla*, petits pains à la créole; les mille variétés de plats que fournit le *choclo*, épi de maïs tendre; les *carbonadas*, ragoûts, où figurent, comme accessoires, les pêches et les poires; enfin, les desserts où les œufs se transforment en *yemas quemadas*, *dulce de huevos*.

*
* *

La table est grande et longue, hospitalière sans luxe, abondamment fournie sans prodigalité; l'hôte est rarement l'occasion de dépenses, on ne connaît guère l'usage de mettre les petits plats dans les grands : les familles sont assez nombreuses pour qu'une ou plusieurs places puissent être faites à table, sans gêner personne; la vie est assez large pour que la présence d'un étranger n'ait pas à changer les habitudes.

Au haut bout prend place le chef de famille, auprès de lui, à un des angles, la maîtresse de maison; chacun a son rang à la suite. La table s'allonge avec la famille, elle ne se resserre pas à la suite des mariages, la place des gendres et des brus est toujours réservée, le père devient patriarche; vienne s'asseoir celui qui, pour une raison ou pour une autre, peut avoir à recourir à cet aide passager de la famille.

*
* *

Si vous sortez des villes, où la salle à manger est le lieu de réunion de la famille, des villages, où la table, sans être servie avec luxe, est abondamment fournie, il faut perdre l'espérance de trouver non plus la table, mais une table.

Aux champs, sous le toit de chaume du pasteur, c'est autour du foyer que l'on se réunit, en quelque saison que ce soit. Ce foyer n'est pas une métaphore. C'est un feu de bivouac toujours

allumé ou toujours entretenu, en été aussi bien qu'en hiver. Le brasier, fait de fumier de brebis, fume au milieu de la pièce, qui sert à la fois de cuisine et de lieu de réunion. A l'heure où les travaux du pasteur sont terminés, quand la nuit déjà est tombée, tout le personnel s'y rassemble, tous s'accroupissent sur leurs jarrets, autour du foyer, près duquel se dresse, sur une tige de fer, un quartier de bœuf ou de mouton déjà léché par la flamme. L'heure venue, de donner la dernière grillade, on couche la broche sur la braise ardente; la préposée à ce travail intéressant prend, dans un vase, de l'eau et du sel, et répand ce mélange, à petites gouttes, sur la chair grésillée. C'est l'extrême-onction de ce festin de pasteurs. Elle est à peine donnée que la hampe est relevée, le rôti est servi; chacun y découpe en lanières sa part qu'il mange sur le pouce. Il n'y a d'hiérarchie que celle de l'appétit, devant ce couvert plus patriarcal encore que démocratique. Jeunes ou vieux, étrangers ou créoles, c'est ainsi qu'il faut apaiser sa faim, en se passant de pain souvent, ou se coucher auprès sans souper. Ne calomnions pas, du reste, ce rôti pampéen. L'origine du combustible, qu'il vaut mieux oublier, le moyen primitif employé pour le saler et le découper, ne lui enlèvent rien de sa saveur et ne gâtent pas son haut goût de viande demi-sauvage.

Quelquefois, pour vous honorer, on vous offrira un morceau de viande, découpée et braisée à même son cuir ; c'est, dans la pampa, le mets recherché par excellence. J'imagine que ce qui lui donne surtout une grande valeur, c'est que, pour l'obtenir, il faut sacrifier le cuir de la génisse qui le fournit, par conséquent, ce qui, dans l'animal, a seul une valeur; c'est sans doute cela qui a créé le mérite et perpétué la réputation de ce mets original.

Ce n'est pas par cette préparation, ce n'est pas davantage par son bivouac hospitalier, mais primitif et digne d'un milieu barbare, que la pampa se civilisera, c'est par la table, dont on

ne comprend jamais mieux le prix que lorsque l'on voit des hommes vivre sans elle. La table autour de laquelle on s'assied, qui ne peut exister sans être flanquée de sièges, qui est incompatible avec la présence d'un brasier à la fumée âcre, la table sur laquelle une lumière se pose, répandra sur la famille une faible clarté, lui permettra de voir et de se voir, de lire même un jour! C'est elle qui arrachera le paysan à cette torpeur où l'entretient la fumée de la cuisine, qu'il endure toute l'année, qu'il recherche, parce qu'auprès de ce foyer, il trouve toujours prêt le *maté*, qui l'aide à passer de longues heures oisives, engourdit son estomac, soutient ses forces sans les entretenir ni les développer. C'est la table dressée qui comblera le fossé, que la pauvreté de la vie pampéenne a creusé entre l'habitant des villes et celui des campagnes.

II

A mesure que la vie des peuples se complique, que les divisions sociales s'établissent, les devoirs de l'hospitalité se simplifient. La première auberge qui se crée lui porte un coup fatal. Le passant, là où l'auberge existe, ne saurait frapper à la porte de l'inconnu, et recevoir de lui ce qu'il peut se procurer, ailleurs, selon les ressources de sa bourse. Partout où l'auberge manque, c'est un droit pour le passant de se faire ouvrir la première porte qu'il rencontre, et une obligation pour celle-ci de s'ouvrir.

A ce devoir, personne n'a jamais manqué dans la pampa, il est à ce point impérieux, que la loi en a fait une obligation : quiconque voyage avec un troupeau a le droit, à chaque étape, d'exiger des propriétaires, dont il traverse les domaines, le droit de stationnement, qui comprend le droit au pâturage et à l'eau; si la propriété est fermée, il a le

droit d'en ouvrir la porte, et la loi rurale ne lui impose d'autre devoir que celui de prévenir de sa présence le maître du lieu, qui n'a pas la permission de la trouver importune.

Imposée par la loi quant au troupeau, l'hospitalité s'offre spontanément à celui qui le conduit et à tous ceux qui l'accompagnent. Quel que soit le maître du logis, qu'il soit absent ou présent, le voyageur emportera, de son court séjour dans la demeure où il aura passé une soirée ou une nuit. cette conviction que c'est sa présence qui a été une bonne fortune pour ses hôtes. Il n'y a pas de soins que l'on ne prenne pour lui faire oublier qu'à la campagne on manque de tout, et il l'oubliera vite, en trouvant, chez le plus pauvre, l'hospitalité la plus franche et la plus étrangère à tout calcul.

Il va sans dire que si, à travers champs, celui qui voyage en pauvre ou somptueux équipage, trouve partout l'hospitalité offerte, au hasard de ses excursions, les relations sociales sont, en ville, ce qu'elles sont partout, avec cette différence qu'elles se nouent plus facilement, que l'intimité y est plus prompt qu'ailleurs et naît dès la première présentation. Dans le souvenir des officiers de marine qui, depuis quarante ans, ont fait station à Buenos-Aires ou à Montevideo, dans celui des agents diplomatiques ou consulaires, qui peuvent juger successivement les mœurs de pays divers, ces villes tiennent le premier rang pour l'accueil avenant qu'y rencontrent les étrangers.

Une présentation, une simple lettre de recommandation ouvre toutes les portes, et les relations sont vite créées, à la seule condition de les entretenir. L'intimité de la famille se laisse aisément pénétrer du jour, où, solennellement, la maison est mise à votre disposition, avec une redondance d'expressions, qui est dans les usages, et n'est banale qu'en apparence : « Veuillez traiter cette maison comme la vôtre et

son maître en toute confiance. » C'est là la plus modeste des formules, mais elle ne s'adresse pas à tout le monde; elle a toute la solennité d'un pacte résolu et consenti. Il en est de plus emphatiques, l'Espagnol ne sachant donner le bonjour sans cérémonie; mais la recherche de l'expression n'a pas pour objet de dissimuler la banalité de l'offre, l'offre n'est pas banale, vous pouvez, vous devez même en user, sous peine de froisser ceux qui vous l'ont faite; si vous êtes étranger, usez-en, vous vous en trouverez bien.

Du jour où la première maison vous est ouverte, vous avez, dans la ville, un répondant : étranger la veille, vous vous élevez au rang de *personne connue*. Ce n'est pas un titre sans valeur, — tous ceux qui sont tombés inconnus, sans relations aucunes, dans une ville étrangère, le comprendront. — Il a une importance spéciale dans ce milieu démocratique, où personne n'a de rang que celui qu'il acquiert et conserve, où la fortune des pères, la condition sociale qu'ils occupent, l'ancienneté des familles, n'assurent aux fils d'autre profit que celui d'être comptés parmi les personnes connues. C'est une sorte de patriciat. Un inconnu, un nouvel arrivé, c'est un peu moins que rien : restez-le le moins possible. Si vous n'avez aucun lien avec personne, tâchez de vous créer ceux du voisinage.

Les relations qui naissent du voisinage, la solidarité d'intérêts dont il est l'origine, et l'utilité de ces relations et de cette solidarité disparaissent dans les grandes villes d'Europe; elles ont, ici encore, conservé leur importance. C'est une vieille tradition coloniale, qui date de l'époque où Buenos-Aires était un village. Dans la ville agrandie, elle s'est perpétuée, la disposition des rues et des maisons l'explique. Toutes les portes ouvrant sur une rue étroite, celle-ci devient une sorte de cour commune rarement troublée, dans les quartiers éloignés, par

le transit. Aussi l'usage s'est-il conservé, quand on prend logis dans un quartier, de faire part à tous les voisins de son arrivée, ce qui impose l'obligation de se renseigner sur leurs noms, leur situation, leurs tenants et aboutissants. Ces renseignements sont faciles à prendre et à obtenir, par cela même que l'usage auquel on se soumet donne à tout le monde, dans le quartier, une certaine notoriété, circonscrite à l'étendue de la rue, et qu'il suffit de connaître une personne pour obtenir sur toutes celles du voisinage les données nécessaires.

On mandait, autrefois, la *sirvienta de razon*, servante-chef, porte-clefs, très au courant des affaires de ses maîtres, chez qui ou avec qui, le plus souvent, elle avait été élevée, quelquefois fille d'esclave ou métis recueillie, liée même, peut-être, par des liens plus étroits, mais plus cachés, au chef de famille ; elle n'avait pas grands renseignements à demander, elle était, elle-même, un dictionnaire biographique, un guide sûr, le Gotha de la bourgeoisie créole. Elle allait frapper de porte en porte, annoncer, chez les habitants du voisinage, l'arrivée de ses maîtres, débiter un long chapelet de souhaits et de salutations, qui se terminait par la phrase sacramentelle, véritable objet de la missive verbale : « *La señora le ofroce la casa* ». « Ma maîtresse vous offre sa maison. »

Cette offre est le début nécessaire des relations, l'annonce du désir de les commencer ou de les renouveler si elles existaient déjà. Ne pas offrir sa maison, c'est la fermer ; essayer d'échapper à l'usage, c'est s'isoler, couper les relations de voisinage, s'y créer des hostilités, exciter la curiosité, la surveillance, la suspicion de tous ses voisins : il est sage de ne pas le faire, habile de se mettre tout de suite en relations, de se faire connaître, au lieu de se laisser épier.

Le voisinage crée une sorte de franc-maçonnerie, dans une ville très étendue composée de petites villes juxtaposées. Compter sur le voisin pour vous aider dans un embarras sérieux, pour amortir les douleurs d'un coup de fortune, ce

serait folie ; mais dans toutes les circonstances de la vie, où un peu d'aide, qui ne coûte rien, peut être demandé, le voisin est de grande ressource. Il n'y a pas encore bien longtemps que le mobilier était, dans les maisons peu opulentes, réduit à sa plus simple expression, et que l'emprunt d'objets qui semblent le moins empruntables, était souvent de nécessité rigoureuse dans les quartiers où les communications étaient difficiles avec les autres; on allait quelquefois quérir une plume et un encrier que le négociant du coin, souvent, possédait seul.

De relations faciles, le voisin, accueillant au nouveau venu qui n'a d'autres liens avec lui que ce titre même, devient vite un introducteur, un répondant, utile aux humbles qui n'ont de valeur si leur bonne conduite n'a pas d'échos, si les actes louables de leur obscure existence ne leur créent ce premier capital, la bonne réputation. Le voisin est le premier à la connaître et à la faire connaître. Combien ont remonté les sentiers difficiles de la vie à l'étranger, qui n'ont eu, pour premier appui, que la bonne opinion d'un voisin! Ceux qui arrivent de loin, laissant, derrière eux, une vie manquée qu'ils veulent refaire, ou ceux qui viennent, poussés par l'ambition, s'ils comptent sur eux seuls, tâtonnent longtemps; ils auront fait un grand pas le jour où ils auront conquis l'affection ou les bonnes dispositions d'un voisin.

De voisin à compère, il n'y a que la main, mais ce titre a une bien plus grande importance. On est compère, ici, comme ailleurs, de celui dont le fils est votre filleul, on l'est aussi du témoin de son mariage; la multiplicité des naissances, dans un pays où les principes de Malthus et les supercheries de ses adeptes sont également ignorés, multiplie à l'infini le nombre des compères. Le lien qui existe entre eux est assez sérieux et respecté. En ville et dans la société, il est un rem-

part contre les exploitations, une espèce de cousinage de choix — dans la campagne il est presque un lien de famille. — Le compère est le conseiller intime, le point d'appui sûr, le protecteur indiqué. La confiance en lui est complète, il est votre hôte et celui de vos amis ; si l'on voyage, on mesure ses étapes de *compadres* à *compadres*, ce sont des relais ; celui qui, dans une région, n'a pas de compère, chez qui relayer, se fait indiquer ceux de ses voisins, qui, à leur tour, l'adressent à d'autres, et ceux-ci aux leurs ; on passe ainsi de mains en mains, recueillant les fruits de cette solidarité, nécessaire en pays primitif. C'est un reste des mœurs patriarcales que la civilisation sera longue à effacer.

En ville, les relations de voisinage perdent déjà de leur intimité, de leur valeur, la *sirvienta de razon* disparaît déjà, aussi l'usage d'offrir sa maison à des inconnus, par la seule raison qu'ils habitent un coin du même quartier ; le tramway, en les reliant tous, supprime l'individualité de chacun d'eux, rapproche les extrémités du centre, permet, à tous les habitants, d'entretenir leurs relations anciennes, et de n'attendre du voisin rien autre chose que les relations très discrètes, que l'on est disposé à échanger avec lui, et qui deviendraient gênantes si elles étaient trop intimes.



LIVRE TROISIÈME

LA VIE DE FAMILLE

CHAPITRE PREMIER

LA CONSTITUTION DE LA FAMILLE — LES FIANÇAILLES ET LE MARIAGE

Mariage de raison et mariage d'amour. — Sans dot. — Individualisme et démocratie. — *Novios et Temporadas.* — Fiancés. — Fiançailles. — Mariage. — Le mariage religieux. — Cérémonies et formalités. — Lettres de part. — Mariages juifs. — Mariages nuls. — Mariage civil.

J'aborde la partie de mon sujet la plus compliquée, la plus difficilement pénétrable pour un étranger. Si je devais y entrer comme tel, je l'omettrais : je ferais ce que doit se résoudre à faire un touriste ou un voyageur de passage, je bornerais mon examen à l'étude des pierres et des matériaux extérieurs, qui ferment la vie privée ; ne pouvant entrevoir que les dehors des choses, je n'essaierais pas d'en violer le secret. Mais j'ai vécu trop longtemps de la vie intime du peuple, de la société, de la famille, dont j'essaie ici de donner la physionomie complète, pour qu'il me soit refusé de considérer ce foyer comme le mien. Je ne m'y assieds pas en hôte, plutôt en membre de la famille; en y marquant ma place, j'ai conquis le droit de parler d'elle.

Ce me sera une tâche aisée; je peux l'entreprendre sans crainte. Je sais, d'avance, que je n'aurai pas à faire de réti-

cences. Ce qui constitue la vraie grandeur de la race hispano-américaine, dans tous les pays où elle a jeté ses racines, ce qu'il y a de meilleur et de plus respectable en elle, c'est la famille. C'est par la dignité de son foyer, par le rôle que la femme y tient, que cette société se distingue ; c'est à l'indépendance même que les pères y laissent aux enfants, que les nations de ce continent doivent leur vitalité politique et sociale, faite tout entière d'individualisme, de la courageuse ambition d'être quelque chose par soi-même et de parvenir vite par ses propres efforts.

I

La société française repose sur le mariage de raison. Elle n'a trouvé, pour atténuer les maux qu'il traîne après lui, que le rétablissement du divorce. La société américaine ne connaît pas le mariage de raison; son esprit individualiste est rebelle à l'institution de la dot; la famille s'y constitue donc par le mariage d'amour, mariage consenti par la jeune fille, librement consultée, autorisé mais non préparé par les parents.

Dans la société argentine, qui n'échappe pas à la loi commune du continent américain, le libre consentement des fiancés a une telle importance sociale, que la loi écrite, le Code civil, qui régit l'institution du mariage, a pour principale préoccupation de le garantir. Il a fixé l'époque de la majorité à vingt-deux ans, et à cet âge la capacité pleine et entière des jeunes gens pour contracter mariage, sans avoir à recourir à aucune autorisation. Il a même posé en principe que le mariage est valable s'il a été célébré hors du domicile, en pays étranger, dans le seul but d'échapper aux formalités de la loi locale. On ne saurait faire plus pour protéger une institution dont dépend le peuplement de ce pays neuf et, par conséquent, son rang dans l'univers.

Quant à la dot, le Code, aussi, la traite comme le font les usages. S'il ne la prohibe pas, il ne s'en faut guère : il a, du moins, horreur des contrats de mariage. Il semble que le vaudeville français, le roman ou le drame, qui les raillent ou les condamnent, aient fait, sur l'esprit de ce législateur exotique, une assez profonde impression pour qu'il se soit rendu à leurs raisons. Il a limité à quelques déclarations, les dispositions qu'il permet aux époux d'inscrire dans un contrat de mariage; il a proscrit du coup les luttes homériques entre tabellions qui précèdent, en France, les mariages, pour le plus grand profit du notariat, mais au détriment de la bonne renommée de la société qui les admet. Il a coupé court à toute querelle, antérieure ou postérieure au mariage, en en faisant, au point de vue des biens, une association, où les époux apportent les produits de leur travail, les revenus de leurs biens, et conservent la propriété de ceux-ci, régime que nous connaissons sous le nom de séparation de biens avec communauté réduite aux acquêts; il a fait, aussi, de l'époux survivant l'héritier universel de son conjoint, prédécédé sans enfants, partiel, quand ceux-ci existent.

Ce régime matrimonial, entré dans la loi par les mœurs, qu'on le compare à celui que nous pratiquons en France, qui fait, des époux, des personnes étrangères l'une à l'autre, provisoirement associées, où le veuvage peut, du jour au lendemain, plonger le survivant dans la pauvreté, en face d'enfants seuls héritiers! Que l'on juge de quel côté est la moralité!

Si nous recherchons les causes de ces différences entre notre société et la société américaine, nous en trouverons plusieurs.

Celle-ci est essentiellement démocratique et individualiste; l'homme n'y est rien que par lui-même, il peut prétendre à conquérir le premier rang par son propre mérite ou son

propre effort. Descendant d'une race nouvelle, où le développement est plus rapide, élevé sous un climat tempéré qui hâte ce développement, l'enfant arrive à l'aurore de l'adolescence qu'il est déjà un homme : la loi lui permet le mariage à quinze ans, la Constitution le fait électeur à dix-huit. Son père a, comme lui, été élevé à l'école de l'indépendance; il aurait mauvaise grâce à combattre des tendances sous l'influence desquelles il a lui-même vécu. Pas de violence d'un côté ni de l'autre; le jour où la première passion envahit le cœur du fils, le père ne lui mesurera pas les conseils, mais n'imposera pas son autorité. Le fils, par une pente insensible, est arrivé à l'heure où il sait que sa volonté deviendra sa loi, et le père sait que l'heure de son autorité est passée, que le terme de ses pouvoirs est échu. A peine a-t-il pu créer ou transmettre une tradition de famille à celle qui va se former et se constituer librement, par les efforts individuels de ceux qui en prennent la charge.

Heureusement les fautes du début n'ont pas, dans la société américaine, l'importance qu'elles ont dans la nôtre. En France, on ne saurait trop diriger les premiers efforts de l'adolescent : tout faux départ, toute erreur commise, même dans l'extrême jeunesse, a une influence persistante sur la vie entière, et dans la société, dont les catégories sont qualifiées et fermées, chacun a son casier qui, pour ne pas être judiciaire et n'être classé dans aucun cartonnier, n'en est pas moins très vivant et présent à toutes les mémoires. En Amérique, un début manqué ne tire pas plus à conséquence qu'un faux pas; la société ne fera rien pour aider, celui qui l'a fait, à le réparer, mais elle ne fera rien pour l'en empêcher : son sort est entre ses mains; de lui, de son propre effort dépend le lendemain de sa vie, et, après chaque échec, le soin de le réparer. Qu'il ne craigne pas de demander cette réparation à un métier, à une tentative nouvelle; rien ne force personne à être aujourd'hui ce qu'il était hier; réus-

sissez, c'est là le but de la vie et le seul moyen de prendre rang dans la société.

Être fils de quelqu'un, *hidalgo*, c'était bon en Espagne ! Ici, peu importe. On dit, en France, que le fils d'un homme de génie est souvent un sot ; cela est vrai partout ; mais, ce qui est vrai aussi en Amérique, c'est que, même la fortune des pères, est d'une transmission aussi exceptionnelle que leur propre génie. Par contre, il est plus fréquent qu'ailleurs de voir les fils occuper jeunes un rang social, ou acquérir des fortunes que les pères n'ont jamais rêvées, et sans que sur le père en rejaillisse aucun prestige.

Il n'est pas rare non plus de rencontrer dans le monde des hommes, dont les pères appartenaient à la plus grande noblesse d'Espagne, et qui, au milieu de l'atmosphère démocratique qui les enveloppe, ont perdu le souci de perpétuer leur nom patronymique, aussi bien que les titres dont il était agrémenté lors de leur expatriation. Le seul orgueil consiste à être fils de ses œuvres, et si, dans la société, on tient quelque peu à rencontrer des personnes connues, c'est que l'on a quelque raison d'y croire que l'on est sans défense contre ceux qui viennent du fond de l'inconnu. Il ne suffit pas, en Amérique, comme en France, d'être étranger et d'être inconnu pour être considéré : on demande aux inconnus quelques garants ; une fois admis, c'est à eux à conquérir ou à garder leurs positions, l'assaut est ouvert à tous.

Si nous cherchons plus loin les causes des différences entre le mariage dans les deux pays que nous comparons, nous trouvons, en France, que le mariage est, dans les familles, l'acte le plus important de la constitution et de l'administration des fortunes. Cela seul suffirait à expliquer pourquoi le mariage de raison y est si profondément entré dans les mœurs, et pourquoi, en Amérique, il leur est antipathique.

Le Français est, avant tout, économe et laborieux, il ne compte pas sur les hasards; il ne comprend pas la vie sans lendemain assuré, aussi suppute-t-il les héritages; ceux dont il les attend sont ses débiteurs à terme. Il perd, dans ces calculs, beaucoup de sa témérité native et évite avec soin les aventures, que peut-être sa nature le porterait à courir. Or, le mariage d'amour, le mariage sans dot sont des aventures; l'amour, qui est le plus noble et le plus français des sentiments, n'est pas le frère de la prévision, le Français s'en méfie, et si, jeune, il est tenté de prêter l'oreille à des conseils perfides, le père qui tient l'héritage — cet héritage sans lequel l'avenir est démâté — affirme sa volonté; la loi lui prête un appui vigoureux et force le fils, même majeur, à manifester judiciairement par ministère d'officier ministériel, sa résistance à la volonté paternelle; elle le force à la heurter de front, à mettre en péril les liens d'affection naturelle au profit de sentiments nouvellement nés.

En Amérique, rien de pareil. La témérité est la règle dans l'administration des fortunes: les plus riches spéculent et, pour spéculer, recourent au crédit; la richesse augmente vite et disparaît de même; l'économie et le travail sont de ridicules moyens d'acquérir, réservés aux infiniment petits; aussi les fortunes les mieux assises n'y sont-elles pas moins incertaines que les lendemains de l'amour. A quoi bon se mettre en garde contre celui-ci, quand on poursuit, avec ardeur, celles-là?

Pas de place, donc, pour les agences matrimoniales publiques ou privées. Les vieilles gens n'ont pas ce délicieux délassement de s'entremettre dans les unions, de les préparer de longue main et de les mener à bien, comme un roman dont elles sont l'auteur; si, même, elles s'efforcent de réunir, dans leurs salons, quelques jeunes gens, qu'elles vou-

draient mettre en relations, il est rare qu'elles n'aient pas été prévenues par ceux-ci mêmes.

Dès leur plus tendre jeunesse, les jeunes gens, libres de leurs mouvements, peu gênés par des maîtres peu exigeants et des études peu profondes, promènent dans les rues et dans les salons leur oisiveté et leur indépendance ; ils ne connaissent pas le collège cloîtré. De leur côté, les jeunes filles ne songent guère à acquérir quelques connaissances, en dehors des écoles primaires, elles s'en tiennent aux leçons d'une institutrice de rencontre et d'une maîtresse de piano, se promènent beaucoup, se montrent partout, vont au théâtre, et, dès l'âge où on ne les couche plus à huit heures, ne manquent ni une soirée, ni un bal. C'est là, ou même dans la rue, à la promenade, que l'on se rencontre et l'on se choisit ; un hasard fera le rapprochement, et, souvent, après une simple présentation, la *temporada* commence.

*
* *

On appelle ainsi le temps qu'un jeune couple se consacre, pendant lequel il flirte, et apprend à se connaître et à se juger. Sans être encore fiancés, ces jeunes gens s'appartiennent ; ils se sont donné à eux-mêmes l'autorisation de se courtiser, sans que les familles aient été avisées ni consultées officiellement. Tout le monde respecte cette sorte d'union métaphysique, qui semble devoir, bientôt, prendre une forme réelle et se nouer définitivement. Un jeune homme, qui courtise ainsi une jeune fille, serait fort mal en point, s'il semblait avoir des yeux pour d'autres. Les mères n'ont que des regards indulgents et discrets pour les *temporadas :* elles attendent que leur fille leur présente, si elles ne le connaissent pas, le jeune homme au bras duquel elle passe la nuit d'un bal, alternant les valses et la promenade et la terminant par une longue station à la table du souper, sans que personne ait

songé à troubler ce tête-à-tête, à s'en étonner même. Il est rare que la mère, qui possède, nécessairement, sur le bout du doigt, toutes les généalogies de la ville, ignore le nom du nouveau venu ; sans réserve, s'il est *personne connue*, la maison lui est ouverte par une invitation en règle de s'y présenter quand il lui conviendra.

Les visites alors commencent ; un peu espacées d'abord, puis plus fréquentes, l'*aparte*, permis au bal, est autorisé, aussi, dans l'intimité de la famille. Les jeunes gens causent, à leur gré, devant une fenêtre, au balcon, dans un petit salon voisin, sans que personne semble les surveiller. Cependant, les engagements ne sont pas encore définitivement échangés ; la *temporada* peut s'être prolongée au bal ou dans la famille, n'être un secret pour personne, et prendre fin sans rupture violente comme sans éclat. Il est rare, par contre, qu'une demande en mariage ait été repoussée pour des raisons de fortune. Il est rare aussi qu'une jeune fille soit recherchée exclusivement pour sa fortune. Les laides riches, aussi bien que les laides pauvres, coiffent sainte Catherine, sans miséricorde, puisqu'elles n'ont, pas plus que celles-ci, à offrir la compensation immédiate de la dot. Dans ce pays, où l'on se marie jeune, où l'on assiste, à trente-cinq ou quarante ans, au mariage de sa première fille, les espérances d'héritage sont à trop longue échéance pour entrer en ligne de compte dans les accords matrimoniaux. Les filles riches et laides se marient, cependant, mais tard, lorsque, devenues orphelines, et ayant réalisé elles mêmes leurs espérances, elles peuvent rencontrer un homme, à qui la prévoyance est venue en vieillissant, prêt à pratiquer, pour son compte, le mariage de raison, qu'il repousserait comme institution sociale.

La jeune fille sud-américaine ne compte donc, pour préparer son mariage, que sur ses propres séductions, son esprit ouvert, d'un éclat superficiel, rarement très cultivé, sa connaissance

des langues ; elle aime et recherche la lumière, le salon est son vrai théâtre ; c'est là que, dans une temporada plus ou moins longue, ou même une suite de temporadas, elle prépare librement la cérémonie des fiançailles.

Elles se font avec une certaine solennité, l'église y intervient, et, bien qu'elles n'aient aucune valeur légale ni canonique, les enregistre, les bénit et en fixe le prix.

La loi civile régit le mariage, bien qu'elle ait délégué à l'Église ou du moins aux églises le soin exclusif de le célébrer. La cérémonie du mariage est absolument dépourvue de solennité et d'éclat. On se croirait dans un pays brumeux protestant, non dans un pays de soleil et de printemps perpétuel où les catholiques sont en majorité. Les mariages sont faits par l'Église, mais jamais à l'église. Pas de notaire, pas de maire non plus. Le prêtre seul a la parole. Quel étrange contraste avec nos mœurs de France, où le mariage religieux, superflu au point de vue légal, se célèbre avec pompe, en grande lumière, au son des orgues, où les plus humbles le veulent brillant et bruyant! Ici, au contraire, où le mariage religieux est le seul qui ait une vraie valeur, il n'a aucun éclat.

Il est neuf heures du soir; c'est l'heure ordinaire pour cette cérémonie tout à fait intime, le mariage religieux. Dans le salon, éclairé au gaz, au milieu des accessoires ordinaires de la vie privée, les parents et les intimes sont réunis, en habits de gala. Un prêtre est au milieu d'eux ; il semble un invité, attendant, comme les autres, que les dernières épingles aient pris leur place sur la toilette de la mariée, que l'on habille avec une activité turbulente dans une pièce voisine.

Un frou-frou tout à coup se fait entendre, au milieu du bruit des parents qui se lèvent, se remuent, s'agitent pour mieux voir. L'émotion est vive. C'est le couple des fiancés qui entre. Le prêtre a interrompu sa conversation, il s'est

levé, a tiré d'une poche une étole roulée, déposé son chapeau sur sa chaise, pris son livre d'heures. Il s'avance au-devant des fiancés : ceux-ci, debout, se tenant par la main, entre le parrain et la marraine de leur union, lui font face, attendent et écoutent. Le prêtre lit quelques phrases en latin, pose, dans cette langue, les questions règlementaires, dont les fiancés devinent le sens sans chercher à comprendre; ils répondent à mi-voix des *si señor* convaincus et timides. En cinq minutes, le prêtre en a épuisé la série, il prononce une dernière parole, toujours dans cette langue que personne ne comprend, qui sera, pour tous, l'expression d'un engagement contracté pour la vie : les époux, qui ne l'ont pas entendue, ne devront jamais l'oublier.

C'est le signal des larmes et des sanglots, où se mêlent de petits rires entrecoupés que le poète a si bien rendus :

« Sors avec une larme, entre avec un sourire. »

L'union est consacrée. Les indifférents, dans le salon qui a perdu son caractère d'église improvisée, se livrent à d'innocentes orgies de chocolat, de champagne et de sucreries indigènes; les jeunes dansent et se promènent deux à deux, les vieux se retirent, dans une pièce voisine, pour causer de troupeaux et d'élevage, de croisements, de mises bas et d'engraissement, le *maté* circule à la ronde, chacun suce, à son tour, cette tisane nationale, et les vieux doigts tremblants et noueux roulent les miettes humides de la cigarette noire, qui répand dans l'air sa fumée âcre.

Au milieu de ces réjouissances patriarcales, les époux ont disparu : ils emportent avec eux l'espoir des générations futures !

Le voyage de noce n'est pas de mode, et pour cause : les lieux manquent où les mariés de la veille puissent aller abri-

ter leurs amours; si la saison le permet, on passe sur l'autre rive de l'estuaire, à Montevideo, où, sur une plage garnie de cabines, un flot, à peu près saumâtre, permet de se donner, à cent lieues de la mer, à l'heure du reflux, l'illusion d'un bain de mer. Le seul voyage de noce que la fashion permette est un voyage à Paris. En attendant son heure, que l'on attend le plus souvent toute une existence, on s'installe.

C'est alors que l'usage exige que l'on fasse part, officiellement, de l'événement réalisé. La formule en est curieuse.

Don X. X. y Doña X. tienen el honor de participar à Vd su enlace. Su casa... n°...

M. X... et Mademoiselle X... ont l'honneur de vous faire part de leur enlacement. Votre maison... n°.

Rien de plus. Ce petit carré de carton en dit beaucoup. Cette formule indépendante, qui frise l'indiscrétion et semble révéler les douceurs intimes auxquelles on ne convie pas, chez nous, les curieux, est loin de la formule discrète et solennelle qu'emploient, en France, non pas les conjoints, mais les parents ou les grands parents, pour annoncer qu'une famille s'est créée, à l'ombre de l'ancienne.

En France, les jeunes mariés restent dans l'ombre avant le mariage; rien n'y trouble l'intimité discrète de leurs premières causeries, sous l'œil vigilant de la mère de famille; ils restent, après le mariage, derrière le rideau, — qui a cessé d'être une métaphore, — la tutelle se prolonge jusque dans les lettres de faire-part.

Ici, l'initiative des époux, au lendemain du mariage, demeure ce qu'était celle des fiancés la veille. Ce sont eux qui l'annoncent, comme ils l'ont préparé, comme pour dire, en termes clairs, que la nouvelle famille a son existence propre et n'est rien que par elle-même; l'adresse donnée au bas de la carte annonce, en même temps, à celui qui la reçoit, que

la jeune famille désire le recevoir, qu'il doit considérer leur maison comme la sienne, et qu'il peut risquer sa visite; les jeunes époux ne devant pas la première.

* * *

Les rites, auxquels le mariage est soumis, changent suivant la religion des conjoints; mais il est toujours exclusivement célébré dans la forme prescrite par l'Eglise à laquelle ils appartiennent. La loi civile, en abdiquant en faveur de la loi religieuse, devait respecter le principe constitutionnel, qui met hors de l'atteinte des lois la liberté de conscience. Il faut bien constater que cette abdication de la loi civile ne va pas sans quelques graves inconvénients dans la pratique.

Dans un pays librement ouvert à toutes les immigrations, et, partant, à toutes les religions, il n'est pas rare de rencontrer des étrangers appartenant à des sectes ou à des religions dont le culte est inconnu dans la République. Grecs, Turcs, musulmans, ou même protestants de sectes peu connues, chercheraient vainement devant qui contracter des mariages, qu'aucun fonctionnaire civil n'a le droit de célébrer : il ne leur reste, à proprement parler, que l'expédient bizarre d'une conversion instantanée à une religion possédant église ou prêtre.

Le cas est fréquent. On admettra bien que, dans des bourgades ou des villes de l'intérieur, éloignées quelquefois de trois ou quatre cents lieues du littoral, beaucoup de sectes protestantes et même la religion israélite, pour ne citer que celles qui ont des adhérents un peu dans tous les pays du monde, n'auront ni prêtres, ni rabbins, ni temples, ni consistoires, que si même un prêtre de passage, appartenant à ces sectes ou religions, peut, par occurrence, présider à des unions, il sera fort embarrassé pour en inscrire quelque part l'acte qui en constitue la preuve.

On peut dire que le législateur argentin, en introduisant dans la loi le mariage religieux, en en excluant tout mariage civil, a nui autant à l'intérêt des époux qu'à celui de la religion même.

Si, en effet, dans les villes éloignées, il est souvent impossible aux gens les mieux intentionnés de célébrer un mariage résolu, à Buenos-Aires même, ville de quatre cent mille âmes, reliée à l'Europe par des vapeurs journaliers, qui lui apportent un flot continu d'émigrants puisé à toutes les sources de la race humaine, il arrive fréquemment que la science des avocats est mise à contribution pour indiquer à des Grecs, à des Musulmans, à des Chinois, à des juifs mêmes, quel parti ils doivent prendre pour contracter un mariage valable.

Pour les juifs, les tribunaux consultés ont tranché la difficulté : ils ont admis que le mariage, célébré, par eux, devant dix vieillards de la tribu, étant valable suivant la loi mosaïque, il devait l'être aussi suivant la loi argentine. Il ne s'agit donc, pour les juifs, à défaut de rabbin, que de réunir dix vieillards de leur religion. Cela fait, une difficulté subsiste. Où trouveront-ils un registre où ils pourront inscrire l'acte de mariage, ainsi célébré, pour lui donner l'authenticité d'où découleront les effets civils? Ils en seront réduits à l'inscrire sur le registre d'un notaire : bonne solution, mais qui modifiera le caractère religieux du mariage pour en faire un simple contrat bilatéral.

Il pourra, à plus forte raison, en être tout à fait ainsi, dans le cas où des individus sans religion, pour remplir le vœu de la loi, en créeraient une et manifesteraient leur consentement suivant des rites inventés par eux ; ce mariage singulier produirait sans aucun doute des effets civils.

Telle n'était, sans doute, pas l'intention du législateur, mais toutes ces conséquences sont dans le texte même de la loi, et rien ne saurait les empêcher de se produire. Le principe subsiste cependant, parce qu'il constitue, au profit de l'Eglise,

un privilège, créé à tort, il est vrai, nuisible aux intérêts généraux, cela est certain, mais dont la réforme semblerait dirigée contre la religion de la majorité; c'est ce qui le perpétuera.

Il est facile de s'imaginer les complications de toute nature qu'une loi aussi imparfaite peut introduire dans les relations sociales, si l'on y ajoute surtout ce détail que la déclaration des naissances n'est pas obligatoire, que l'état civil d'un enfant n'existe et ne peut exister qu'autant que sa naissance est accompagnée de la cérémonie du baptême ou de tout autre acte religieux qui en tienne lieu.

On comprendrait cette indifférence dans un pays où la propriété ne serait pas organisée, où sa transmission ne serait soumise à aucune formalité légale, où les habitudes patriarcales tiendraient lieu de lois de successions, où la tribu se régirait par elle-même, sous l'influence d'un cacique, à la fois chef de famille et chef d'État. Il n'en est pas ainsi dans la République Argentine. La terre, même dans les solitudes pampéennes, y est divisée, délimitée et cadastrée, sa transmission par voie de vente, de donation, ou de succession, et les actes publics qui la constatent, est étroitement réglementée par la loi et rigoureusement surveillée par l'autorité judiciaire. Ajoutons, pour rester dans notre sujet de la constitution de la famille, que, dans ce pays, où les naissances sont si imparfaitement inscrites, la recherche de la paternité est admise, qu'il n'est pas rare de voir ce droit, si profondément moral, et dont l'exercice est, en même temps, si dangereux, exercé par des prétendants, qui, le plus souvent, ne peuvent présenter d'autres preuves de leur réclamation et de leur naissance qu'un acte de baptême célébré plusieurs mois ou plusieurs années après cette naissance.

Nous n'avons insisté si longtemps sur ce point que pour

tirer de l'expérience faite par la République Argentine, cet enseignement que, dans une société organisée civilement, régie par une loi civile, c'est à l'autorité civile seule que doit appartenir la célébration, la rédaction et la conservation des actes qui produisent des effets civils.

Le seul avantage que produise le caractère religieux du mariage, qui est de simplifier les formalités et d'autoriser les dispenses, ailleurs plus difficiles à obtenir, est encore un inconvénient, aucun texte de loi, en dehors des canons, que fort peu de gens connaissent, n'ayant indiqué celles qui sont indispensables et celles qui sont seulement de forme. Aussi n'est-il pas rare de rencontrer des gens qui se croient mariés et ne le sont pas ; il est vrai que l'on en voit aussi qui n'ont jamais crû l'être et à qui, un beau jour, on démontre qu'ils le sont.

Deux Français, fort respectables, que nous avons connus, résolus à s'unir, ignorant quelles formalités ils avaient à remplir, s'étaient présentés devant le notaire apostolique, à l'archevèché, avaient déclaré leur intention, avaient signé nombre de pièces, serments en latin, devant des témoins requis par le notaire; ils avaient paraphé tant de feuillets, entendu tant de paroles en espagnol et en latin, qu'ils se retirèrent convaincus qu'ils étaient mariés devant la sainte Église et, dès le soir, mirent leur vie d'accordavec le précepte chrétien.

En fait, ils avaient simplement célébré des fiançailles et préparé la publication de leurs bans, rempli des formalités coûteuses, mais superflues, que l'Église ne perpétue que pour augmenter son casuel.

Ils vécurent dix ans dans cette erreur.

Un jour, cependant, qu'ils avaient à dîner un prêtre de leurs amis, Français justement, — ils sont rares à la Plata, il y en quelques-uns cependant, assez pour faire comparer et consi-

dérer, au dehors, le clergé de France — on causa mariage, on s'entretint des formalités qui l'entourent, si bien que le prêtre crut débrouiller que ses hôtes n'avaient connu du mariage que les formalités préparatoires. Il leur dévoila leur erreur.

— « Qu'à cela ne tienne, dit-il, ce qui ne s'est pas fait alors peut se faire aujourd'hui. »

Et là même, debout, entre la poire et le fromage, il prononça quelques paroles; le mal fut réparé aussi simplement qu'il avait été causé, le mariage célébré et indissoluble.

Le prêtre, peut, partout où il se trouve, prononcer et recevoir, seul et sans témoins, les paroles sacramentelles, si les bans ont été publiés ou rachetés; il n'a d'autre obligation à remplir, à l'égard de la loi, que l'inscription, sur les registres de la paroisse des époux, de l'union qu'il a célébrée.

On peut supposer, et cela s'est malheureusement produit, que des prêtres, sous des influences faciles à deviner, inscrivent sur les registres d'une paroisse des actes qui n'ont existé que dans leur imagination. On en a vu, ainsi, apparaître et prendre rang sur les livres de mariage, même après la mort de l'un des conjoints, et des gens se trouver mariés sans le savoir. Pour obvier à cet inconvénient, qui ne manque pas de gravité, les paroisses reçoivent, actuellement, chaque année, des registres numérotés et paraphés par l'archevêché, où les inscriptions doivent se faire, à leur date, et ne sont plus reçues quand quelques jours se sont écoulés depuis la célébration de la cérémonie qu'ils relatent.

C'est encore un remède insuffisant : aucune loi, en effet, ne punit le prêtre qui a célébré un mariage à domicile et qui oublie de le faire inscrire à la paroisse, lui enlevant ainsi toute existence légale. Ces omissions ne sont malheureusement pas assez rares. Nous avons eu l'occasion d'en constater une, entre autres, dans des circonstances assez singulières.

Il y a quelque quarante ans, le ministre plénipotentiaire de France à Buenos-Aires se maria dans cette ville. La cérémonie eut lieu, selon l'usage, au domicile de la fiancée, avec toute la solennité requise, devant des invités de choix, parmi lesquels on comptait les premiers personnages de la nation, le corps diplomatique et consulaire, et les officiers des navires en station : un chanoine de marque officiait.

Le lendemain, le ministre, qui se disposait à partir pour la France, sollicita du chanoine une copie de son acte de mariage et la reçut de ses mains; l'acte, transcrit dans une mairie de Paris, fut brûlé pendant la Commune. On songea, alors, à en demander une copie à Buenos-Aires; recherches vaines. Rien à la paroisse, ni dans aucune autre, qui eût trait à cet acte; on l'eût pu qualifier d'imaginaire n'eût été le rang des époux. Les recherches qu'on fit révélèrent, dans les paroisses, un désordre inimaginable; des actes de 1846 en précédaient d'autres de 1840. Le chanoine, interrogé, chercha dans ses souvenirs, et se rappela qu'ayant remis aux intéressés l'original qu'il destinait à la paroisse, il avait tout à fait oublié de se mettre en règle avec celle-ci. Il en rît très fort.

On imagine quelles surprises ménagent aux héritiers des omissions de ce genre, quand le sort des parties, de condition modeste, se trouve en jeu et qu'il leur faut suppléer par des témoignages, difficiles à réunir, à des actes aussi importants. A mesure que la propriété augmente de valeur, les tribunaux sont plus souvent appelés à examiner de près des cas de cette nature, et peu à peu le respect des formes entre davantage dans les mœurs, mais les intérêts privés ne seront vraiment garantis que le jour où, à côté du mariage religieux, la loi aura institué le mariage civil. On dit qu'une loi prochaine réalisera ce progrès désiré.

En attendant cette réforme, qui ne peut se faire que par une loi, qui modifiera le titre du mariage dans le Code civil.

chaque État fédéré a le droit d'ordonner, dans les limites de sa juridiction, la création de registres civils ou, pour mieux dire, municipaux, où devront être inscrits, à mesure qu'ils seront reçus par l'Église, — investie de ce droit par le Code civil, et que le Congrès seul peut lui retirer, — tous les actes de baptême, de mariage et de décès.

Cette réforme, pratiquée, il y a dix ans dans la province de Santa-Fé, qui est celle qui contient le plus d'étrangers, depuis dans la ville de Buenos-Aires et les Territoires nationaux, soumis à une juridiction spéciale, obvie à un grand nombre des inconvénients que nous venons de signaler.

CHAPITRE II

LA FEMME ARGENTINE, SON ROLE SOCIAL ET POLITIQUE

Le rôle de la femme dans les démocraties. — La *Porteña*. — Souvenir de Rivadavia. — La Société de bienfaisance. — Fonctions administratives des femmes de Buenos-Aires, depuis 1810. — Sentiments religieux. — Fille à marier, et mère de famille. — L'autorité paternelle de la mère de famille. — Son rôle dans l'adversité. — Son action dans l'éducation de ses enfants. — La femme marchande. — La femme étrangère. — L'ouvrière. — La recherche de la paternité.

Le rôle de la femme et son influence grandissent dans les démocraties. A mesure que les distinctions s'effacent, que les liens sociaux se détendent, que les mots de noblesse, de bourgeoisie et de peuple perdent de leur sens, elle tend davantage à planer au-dessus de cet océan d'égalité, où toutes les ambitions se heurtent et se confondent.

Elle, qui, dans notre société française, alors que la tradition aristocratique faisait encore loi, n'avait pas de rang et pouvait les conquérir tous, elle n'a rien de plus à gagner aux progrès de la démocratie; mais elle a alors un rôle plus important à y remplir. Il lui appartient de protéger la société démocratique contre les excès et les erreurs de ses tendances. C'est elle qui devient l'âme de la famille, et s'empare de l'éducation nationale. Le premier effet des mœurs démocratiques étant de réduire ou d'amoindrir l'autorité du père de famille, il est, par contre, d'augmenter l'influence de la mère.

Suivant la poétique expression de Renan, « le monde serait le résultat d'un dialogue éternel entre le père et le fils ». Dans les pays soumis à la loi démocratique, il est plus vrai

que l'ordre social soit le résultat d'un dialogue éternel entre la mère et le fils.

Les Américains du Nord nous en fournissent un exemple. Ils n'ont jamais songé à donner ni à refuser à la femme cette égalité de droits et de fonctions, que la nature n'a pas établie et que la femme ne saurait réclamer sans s'abaisser ; mais ils ont constitué, dans la famille comme dans l'État, une sorte de division des pouvoirs, conforme aux lois mêmes de la nature. Pareille chose s'est produite dans l'Amérique espagnole, où la démocratie est sortie, de même, d'une société édifiée sous des lois faites pour une monarchie, et a constitué, spontanément, ses mœurs en opposition avec ses lois. Étudions ici le rôle actif de la femme dans cette élaboration, et disons quel rang social elle a conquis dans cette évolution.

I

C'est de Buenos-Aires qu'est parti, en 1810, le grand mouvement qui a détaché de la métropole toute l'Amérique espagnole. C'est à Buenos-Aires que la femme créole a conquis, le plus vite et le mieux, un rang élevé, c'est là qu'elle a tenu la plus grande place dans les événements politiques qui ont bouleversé ce continent ; aussi occupe-t-elle, dans l'opinion même de ses congénères des autres villes hispano-américaines, une sorte de rang de patricienne. — Buenos-Aires a beau ne posséder qu'un port ouvert à tous les vents, qu'une rade inhospitalière, ses habitants ont reçu et gardé le titre de *porteños*, les hommes du port, du port par excellence, de celui qui est le plus ouvert aux idées du vieux monde, qui les accueille le premier et leur donne droit de cité dans le nouveau. — Entre toutes les femmes américaines, la *porteña* veut être la première, elle veut le rang de la Parisienne. Dans les limites de la République Argentine, où elle donne le ton,

personne ne le lui conteste ; elle est le type consacré de la beauté, de l'élégance, de l'éducation raffinée et aussi de la vertu domestique et civique, et si, hors des limites du pays, les Hispano-Américains jalousent quelque peu le rang où elle prétend, ils reconnaissent, du moins, la supériorité qu'elle a tant de fois démontrée, dans l'histoire agitée de ce pays, et qui a si puissamment contribué à la transformation politique du continent tout entier.

Faire l'histoire de la *porteña*, ce serait faire celle même de la nation, ou tout au moins du sentiment national dans la République Argentine, en même temps que celle du triomphe complet de ce sentiment national dans toutes les parties espagnoles du continent américain. Il est né d'elle et en elle, c'est elle qui en a fait la religion de ses enfants, et l'on peut ajouter que c'est la seule religion qu'elle ait pris souci de leur enseigner.

Deux sentiments n'ont jamais eu de prise sur elle : l'amour des distinctions nobiliaires et le fanatisme religieux. Cela tient à bien des causes anciennes ; il les faut chercher dans son origine.

La première femme qui ait constitué la première famille sur le continent sud-américain n'était pas de race européenne. A Buenos-Aires, lorsqu'en 1580, Garay vient fonder cette ville, les soixante soldats espagnols qu'il amène avec lui, du Paraguay, sont accompagnés de quelques femmes guaranies, déjà mères de leurs œuvres. La race guaranie est, en tout point, supérieure par sa grâce, sa beauté, l'esprit industrieux, agricole et demi civilisé de cette nation, à la race pampa ou tehuelche, rameau de la race araucane, qui végétait misérablement au lieu où venaient coloniser Garay et sa milice.

Ces quelques compagnes choisies par des soldats,

parlent déjà espagnol; les filles nées d'elles acquièrent tous les caractères de la race conquérante. Mères et filles formeront le premier noyau social. Recherchées par les nouveaux colons, à cette époque où la femme européenne n'émigre pas, elles ont vite conscience de leur valeur. La soumission rapide des Indiens du lieu, réduits en demi-esclavage, les élève au rang de bourgeoises, au-dessus de ce peuple qui les sert : la révolution, en 1810, en fera des patriciennes.

Il faut deux siècles pour préparer cet événement, il faut que la femme ainsi sortie d'une race nouvelle, enfante pendant plusieurs générations et procrée la femme créole, de sang et de cœur, qui inspire à ses enfants, avec l'amour du foyer, celui de la patrie.

C'est dans l'intimité de la famille, qu'elle est le grand agent social de la constitution politique du pays : aussi son rôle est-il historiquement effacé. Il resterait ignoré, si, après les heures de combat, lorsque le pays s'organise, ceux qui ont fait cette œuvre, sur la place publique et les champs de bataille, n'avaient publiquement reconnu sa valeur et son importance en lui donnant une grande place, une action dirigeante dans la nation nouvelle qui vient de proclamer et de conquérir son indépendance. Ils font mieux que de placer sur sa tête une couronne civique, ils lui délèguent le soin d'élever l'enfance, de créer et d'administrer toutes les institutions qui lui sembleront utiles à la protéger.

Nous ne connaissons pas d'autre exemple d'une révolution semblable dans l'organisation sociale d'un peuple, faite par simple décret, et produisant encore ses effets après plus d'un demi-siècle.

Un homme qui a joué dans l'histoire de la constitution de la Nation Argentine un grand rôle, sinon le premier, qui en a été l'organisateur civil après les grandes secousses de l'épopée militaire de l'indépendance, Bernardino Rivadavia, pensa que

la société nouvelle manquerait d'équilibre si la femme n'y jouait pas officiellement le rôle qu'elle avait dans la famille, si la direction des destinées nationales était réservée absolument aux hommes.

Tout en se mettant en dehors des théories de quelques philosophes, partisans de l'égalité de la femme, dont les idées avaient reçu, à différentes époques, l'approbation platonique des peuples, il posa ce principe que l'éducation de la femme ne peut être dirigée et surveillée que par la femme, qu'elle seule peut veiller sur l'enfant abandonné ou sur l'éducation des filles, qu'à elle seule doit appartenir, dans l'État, la direction et la vigilance des œuvres hospitalières.

Appliquant ces théories, Rivadavia décréta la création d'un Conseil supérieur de dames, sous le nom de Société de bienfaisance, et lui confia la direction exclusive, l'inspection et l'administration des écoles de filles, de l'asile des enfants abandonnés, de la maternité, de l'hôpital des femmes, du collège des orphelines, et de tout établissement public qui pourrait être créé dans l'intérêt des femmes, des filles ou de l'enfance.

C'était remettre aux mains des femmes tout ce qu'embrasse l'assistance publique et l'éducation, leur confier l'administration matérielle, en même temps que la direction morale, d'établissements, dont l'importance est considérable dans une société.

Un demi-siècle s'est écoulé, la Société de bienfaisance est devenue vite et est restée sans défaillance, au milieu des péripéties politiques que ce pays a traversées, une des institutions les plus solides et l'une des mieux administrées. La matrone argentine a apporté dans ces fonctions, si étendues et naturellement gratuites, tout le soin et toute l'attention qu'elle a toujours apportés dans la direction et l'éducation de sa propre famille.

Le Conseil, à l'origine, fut composé de treize dames, sans l'adjonction ni l'intervention d'aucun homme, ni d'aucun fonctionnaire, et abandonné à son initiative et à son indépendance. Son budget a toujours été administré par lui seul, et jamais aucune résolution n'a été prise, aucune réforme introduite, que par lui. Ce budget a toujours été mince pour ses besoins; mais, c'était là, encore, un des nombreux avantages de l'innovation de Rivadavia, de décharger le budget de l'État du fardeau, qu'imposent à toutes les sociétés, les nécessités de l'assistance publique. Il était facile de prévoir que la femme saurait attirer, dans la caisse dont elle aurait l'administration, toutes les contributions volontaires que pourrait fournir la société, où elle jouait un si grand rôle. C'est ce qui suffirait à expliquer comment un budget de 2 ou 3.000 francs, par an, put suffire, au début, à soutenir une institution aussi vaste, aussi multiple en son objet, débutant par l'éducation de cinq cent soixante et onze enfants, qu'elle avait déjà à sa charge, en 1824, et créant dans toute la campagne les écoles de filles qui manquaient partout.

L'institution eut, dès le premier jour, un caractère national assez déterminé, pour pouvoir, après avoir disparu pendant quinze années de l'oppression de Rosas, de 1838 à 1852, renaître aussi puissante qu'au jour de sa première création.

L'école primaire, l'éducation des filles de condition modeste fut la grande préoccupation de ce Conseil des femmes. Une réforme de l'organisation scolaire lui a enlevé cette partie importante de ses attributions, mais l'État a reçu, de ses mains, les écoles de filles dans un état de prospérité, qui eût été une raison suffisante d'ajourner cette dépossession.

Les attributions que le Conseil des femmes a conservées suffisent à occuper toute son attention. Il a, aujourd'hui encore, sous son administration exclusive et sa responsabilité morale et financière : la maison d'éducation des orphelines,

l'asile des enfants abandonnés, celui des femmes aliénées, la maison de correction des femmes, l'hôpital des femmes, celui des enfants, autant d'établissements dont l'importance est en rapport avec celle d'une ville de quatre cent mille âmes, capitale d'un grand État. C'est sous la direction des dames patronnesses que fonctionnent les services médicaux et tous les services administratifs ou techniques qu'exigent des institutions de cet ordre et de cette importance, en y comprenant l'administration des biens sociaux et celle des donations importantes faites au Conseil ou aux institutions qui en dépendent.

Ce conseil féminin, ne ressortant d'aucun ministère ni d'aucun collège communal ou provincial, jouit de cet avantage, précieux dans une république démocratique, d'être au-dessus de toute influence et de tout événement politique. Son autonomie a survécu aux drames, quelquefois sanglants, des luttes politiques, au milieu desquelles s'est formée cette société. Les services qu'il a rendus ne sont plus à compter; le moindre n'est pas l'aide puissant que ce groupe de femmes, unies par une idée commune de bienfaisance et de protection sociale, a apporté à la conciliation nécessaire des partis, au milieu des divisions que les ambitions creusent, périodiquement, entre eux.

II

Cependant ce n'est pas un rôle politique que celui qui a ainsi été attribué aux femmes, ce n'est à proprement parler que l'extension, au bénéfice de la communauté sociale, de leurs fonctions maternelles.

Le sentiment de la maternité domine la femme américaine. Une certaine philosophie prétend que c'est là un sentiment instinctif que l'on ne trouve à l'état passionnel que chez la

femme primitive, et dont la femme d'une civilisation raffinée se dégage, s'élevant, ainsi, au-dessus de la vulgarité de ses congénères, et bornant ses ambitions à la reproduction, à de rares exemplaires, de ses hautes qualités de race.

La *porteña* n'est pas entachée de ces doctrines. Elle met une sorte d'orgueil à être entourée d'une nombreuse descendance ; par une étrange grâce d'état, elle sort, chaque fois, rajeunie par les épreuves de cette haute fonction sociale — la première en importance, dans un pays dont le peuplement seul peut assurer la civilisation.

L'influence du prêtre ne l'a jamais dominée. Il est loin de jouer, dans la famille, par la femme, le rôle qu'il a conquis dans d'autres pays catholiques. Les couvents de femmes sont rares et se recrutent difficilement, à l'encontre de ce qui s'est produit, dès longtemps, au Chili, où les couvents de femmes se sont multipliés dès l'origine de la colonie : ils y servaient d'asile aux femmes, trop nombreuses, pour une population masculine constamment décimée par les guerres avec les Araucans. L'immigration, au contraire, fournissait à Buenos-Aires des hommes adultes, toujours trop considérables en raison du nombre des femmes indigènes. Les quelques femmes, en effet, que l'immigration amenait, étaient généralement des épouses, et jamais, même aujourd'hui, leur nombre n'a dépassé dix pour cent du total de l'immigration.

La rareté des églises, l'intermittence du service religieux, interrompu souvent pendant des années pour les causes les plus futiles, par exemple par suite du manque de vin, dans la colonie, qui pût être employé dans le sacrifice de la messe, l'absence d'enseignement religieux, la difficulté des communications, dans la ville même, ont influé longtemps sur les mœurs. Les effets survivent aux causes. L'indolence créole, les charges que la maternité répétée imposent à la femme suffisent à les perpétuer.

Aussi, les mille pratiques religieuses que l'usage impose.

en France, à la femme chrétienne, sont à peine connues, et, si elles le sont, fort négligées. A certains jours, la *porteña* ne dédaigne pas de prendre son livre de messe et de se rendre à l'église. Elle n'y trouve ni bancs, ni chaises, ni ce luxueux confort qui, dans les pays chrétiens d'Europe, sont une des nécessités du service religieux ; elle prend place, agenouillée ou accroupie, sur le vaste tapis qui garnit le sol des cathédrales, ou sur la carpette, que porte, derrière elle, la servante de couleur, pour l'étaler sur les dalles nues : position incommode pour entendre une longue messe chantée ou un service qui se prolongerait. Les hommes, debout ou agenouillés sur le sol, redoutent ces épreuves ; aussi préfèrent-ils attendre, en plein air, que les portes ouvertes répandent, sous les colonnades du temple, avec l'atmosphère d'encens et de recueillement pieux, les longues files d'élégantes que l'office écourté rend à leur admiration.

Les confessionnaux sont rarement envahis, et le nombre est fort restreint de celles qui se rangent à la sainte table : il n'est même pas d'usage rigoureux, pour les jeunes filles, moins encore pour les jeunes gens, de faire, avec solennité, leur première communion.

Le mariage n'est religieux que dans la forme et parce que c'est un prêtre qui le célèbre, mais il se fait sans pompe extérieure, sans même que le prêtre ni les conjoints semblent se souvenir que ce soit un sacrement, exigeant, pour être reçu, quelques préparations spéciales. Le prêtre, dans cette circonstance, exerçant un sacerdoce qu'il tient de la loi civile en même temps que de la loi religieuse, semble disparaître derrière le fonctionnaire, et officier comme le ferait un vulgaire laïque, débitant, dans une langue morte, et hors de l'église, des formules secrètes qui produisent des effets civils sans aucune impression religieuse.

En carême, pendant le mois de Marie, que l'on célèbre en novembre, les églises sont vides ou à peu près ; la femme ne

paraît pas davantage aux processions, elle assiste en petit nombre aux cérémonies religieuses des funérailles. Elle pense que sa présence, ce jour-là, est plus précieuse auprès de celles qui pleurent, et, comme elle agit comme elle sent, elle leur porte ses consolations chez elles, ou assiste en silence, vêtue d'habits de deuil, à leur douleur, mettant son cœur et sa tenue extérieure à l'unisson de la douleur d'autrui.

*
* *

Elle place le culte des sentiments humains au-dessus des pratiques religieuses; aussi est-elle partout où sa présence est utile à quelque douleur. Elle apporte son dévouement effectif et n'a jamais songé à recommander à Dieu ou à saint Joseph ceux qui ont besoin de son aide, elle le leur apporte et se les recommande à elle-même.

L'âge, loin d'être pour elle une excuse pour diminuer ses devoirs de société, d'humanité ou de famille, ne fait, au contraire, que les augmenter : le développement de la famille, qu'elle a créée, multiplie les occasions de dévouement; son enthousiasme de maternité se reporte sur la seconde génération, quand la première a cessé de recourir à lui.

C'est encore la maternité qui l'éloigne du monde et en fait une sorte de recluse, gardienne du foyer.

Jeune fille elle était de toutes les fêtes, l'oisiveté était son lot.

Fille à marier, elle ne peut compter, pour réussir, que sur elle-même et sur ses propres séductions : sans dot, il lui faut être séduisante; c'est à être séduisante que tend toute son étude; et, dame! comme elle n'ignore pas que les qualités les plus précieuses perdent à être découvertes sous des dehors négligés, elle soigne, outre mesure, ces dehors, tant et si bien qu'on l'accuse de négliger la culture des qualités sérieuses, de n'être pas naturelle, de recourir à des artifices qui lui donnent plus d'éclat de loin que de près. Calomnie!

Voyez-la, en effet, quand ces artifices ont fait leur œuvre, qu'elle a découvert et retenu le fiancé de son choix, que la cérémonie est faite, et qu'elle est devenue, de fille aimable et gaie, la gardienne d'un foyer qu'il lui appartient d'orner et aussi de peupler. Le spectacle change, non pas du jour au lendemain, mais graduellement; transformation qui dure à peine six mois et ne dépasse pas un an.

On la voit, quelque temps encore, choyée, fêtée, presque jeune fille; mais, peu à peu, dans les délais de rigueur, les signes extérieurs de la maternité prochaine décident de sa vie nouvelle de recluse, qui durera plus de dix ans, qui durera toujours. Elle est mère et va continuer à l'être, chaque année; elle n'appartient plus au monde. Aussi, dans les réunions, où les jeunes filles sont très nombreuses, rencontre-t-on peu de femmes et, toutes sérieuses, la maternité les absorbe toutes; elles en gardent pour elles toutes les charges; l'échelle des âges leur fournit des labeurs variés.

Les années passent pour la jeune mère dans cette retraite, peuplée par elle; ses qualités s'y développent. Elle essaie d'apprendre tout ce que, jeune, elle a négligé d'étudier, incitée qu'elle est à pouvoir l'enseigner aux siens. Elle désapprend la science des artifices trompeurs de la toilette. Le riche développement de sa beauté naturelle, ses allures de jeune matrone, de grand-mère de trente-cinq ans, suffisent à la rendre plus séduisante à mesure qu'elle cherche moins à l'être. Toute jeune encore, elle revit déjà dans l'éclat de ses filles et la virilité de ses fils.

Le respect que cette société démocratique mesure avec parcimonie à tout ce qui occupe un rang, elle semble le reporter tout entier sur la femme. Elle en reçoit de ses fils plus de marques que le père. Celui-ci ne représente que le principe d'autorité dans la famille, réduction de la société, d'où ce principe est banni par la constitution politique et les mœurs; elle,

représente la tendresse et elle en pétrit ce peuple sorti d'elle, dont le sentiment dominant est la bienveillance, et qui a, surtout, des passions féminines.

Le Code civil a tenu compte de cette grande place que tient la mère dans la famille. Il a partagé, entre elle et le père, les droits qui émanent de la puissance paternelle. Si le mariage est dissous par la mort du père, l'autorité paternelle reste tout entière entre les mains de la mère. Dans aucun cas, elle n'est assistée d'un conseil de famille, ni d'un tuteur, elle n'a même pas à être investie de la tutelle, elle est plus qu'une tutrice, elle a plus de droits que n'en a, dans la loi française, le père veuf, qui perd, par le veuvage, l'autorité paternelle et devient un simple tuteur, surveillé par un conseil de famille.

III

Mais ce n'est pas dans la vie ordinaire, au milieu de sa banalité, que la femme doit être jugée, c'est dans l'adversité. Dans un milieu américain, où les fortunes sont instables, où les événements semblent avoir une brutalité et un imprévu qu'ils n'ont pas ailleurs, la vie de tous les ménages ne saurait être faite de quiétude constante et de tranquillité assurée.

La placidité avec laquelle la femme sud-américaine accueille les revers et en supporte les conséquences, l'a fait accuser d'indifférence. L'influence du milieu, le croisement des races dont elle est issue, deux éléments qui passent pour avoir affaibli les créoles, lui font, dit-on, supporter, avec le même calme, le sort heureux et les jours néfastes. Sans souci du lendemain, elle serait prodigue, par négligence, dans la prospérité, insouciante dans la gêne.

Cette passivité n'est ni dans ses actes ni dans ses habi-

tudes. Elle ne fait en somme que se conformer à l'imprévu des événements.

Cela provient de ce que les deux assises, sur lesquelles la famille française repose, font ici absolument défaut : le capital fourni par la dot et l'habitude de l'épargne.

La tendance générale est de vivre au jour le jour, suivant que le jour est beau ou brumeux : le revenu certain, défendu par des contrats de mariage savants, par le privilège de la femme mariée, est aussi inconnu que ces contrats et ces privilèges. Les perspectives d'héritage sont lointaines quand la famille se constitue; son présent et son avenir dépendent surtout du labeur et de l'intelligence du mari, du profit qu'il en sait tirer, labeur et profit soumis à des circonstances extérieures. C'est, à proprement parler, les uccès qui est imprévu plus que les revers, et c'est contre le développement rapide des ressources journalières que la femme est le plus mal préparée; il est donc naturel qu'elle sache mal se défendre. dans la prospérité, contre les dépenses intempestives ; par contre, son esprit ingénieux sait merveilleusement suppléer, dans la gène, aux dépenses les plus nécessaires.

Au reste, elle n'a pas, au milieu des malheurs qui la frappent dans sa fortune, à faire de sacrifices de dignité, à peine d'amour-propre; ce sont événements connus qui ont leur lendemain, il suffit de l'attendre et de le préparer. L'opinion publique compte les coups qui frappent chacun; elle n'en tient pas registre, en garde à peine souvenir; elle attend de l'homme, vaincu ou tombé, qu'il se relève, et, sans rien faire pour l'y aider, sans même lui savoir gré de ses efforts et de leurs résultats heureux, ne ferme pas ses rangs devant lui. pour n'avoir pas l'humiliation de les rouvrir. Le rôle de la femme est tout tracé; elle est plus que jamais le point d'appui des efforts du père de famille; elle comprend son rôle et resserre ses désirs et ses dépenses, aussi facilement qu'elle saura les étendre si les circonstances le permettent.

Peut-être est-il utile de rappeler que nous n'avons pas souci de donner ici les traits de caractère des femmes qui ne sont qu'élégantes et mondaines. Celles-là, dont la fortune et l'aisance sont à l'abri des circonstances, n'ont pas de caractère spécial, elles ne connaissent ni les soucis du foyer ni les charges de la famille, leurs élégances leur arrivent tout droit de la rue de la Paix, marquées à leur chiffre, toutes ne leur donnent même pas un cachet personnel. Autant dire qu'elles constituent un monde à part, dont le modèle sans originalité a été importé, elles vivent en dehors de leur pays et n'ont d'autre pensée que d'aller prendre rang dans la société parisienne ou briller à la *season* à Londres, où leur *profesional beauty* leur ouvre beaucoup de portes.

IV

Pas plus ici qu'aux États-Unis on ne rencontre la femme marchande. Si l'on en voit quelqu'une à un comptoir, vendeuse accorte ou comptable à bandeaux, elle est certainement étrangère.

La différence est grande entre la destinée de la femme créole et de la femme en France, où l'on en voit qui sont commerçantes, comptables, employées aux écritures, à la banque, au Crédit foncier, institutrices, ouvrières, typographes, buralistes des postes, télégraphes et téléphones, où des usines n'emploient qu'elles, où elles font de la politique ardente et de la prison, se mettent en grève comme des hommes, ont leur place sur la guillotine, où on les fusille sans pitié et quelquefois sans jugement, où on en a vu plaider devant les tribunaux et gagner leurs procès contre des avocats, où elles sont au théâtre et sur les champs de bataille, décorées quelquefois, aux champs même, sous le soleil, la pioche ou la faux à la main, travaillent dans les mines ou dans les rues.

Ici, rien de tout cela. La vie de la femme est bornée dans ses ambitions et ses occupations. Aucun art ne lui est accessible. En fait de science, elle reçoit un enseignement restreint qui lui permet de surveiller une classe d'enfants, de veiller à ce que leurs tabliers soient propres et leurs cravates convenables et d'y gagner facilement ce qui suffit à sa subsistance et à l'ornement pompeux de ses chapeaux à fleurs.

L'étrangère fait, elle, tous les métiers, lavandière, repasseuse, couturière, modiste ou cuisinière. La créole ne sait recourir qu'à son aiguille, si la nécessité la presse. Elle coud pour le dehors. Il ne lui plaît pas d'accepter de l'ouvrage des particuliers, elle préfère les rudes coutures que lui donnent l'intendance militaire ou les ateliers de confections d'où sortent les épais vêtements de l'homme des champs.

A la nuit tombante, entre chien et loup, on voit descendre des faubourgs, par files interminables, des femmes jeunes, presque toutes, uniformément, vêtues de mérinos noir, dont le châle, disposé comme une mantille, plus ou moins bien posé, suivant l'état de l'esprit, plus ou moins moelleux, suivant l'état de la bourse, enveloppe et souligne les traits fins et le regard brun. Toutes sont accompagnées d'un jeune frère, ou d'une petite Indienne qui porte le gros paquet de l'ouvrage rendu ; elle en portent un aussi, mais sans que ce fardeau les empêche de jouer de l'éventail, quelle que soit la saison.

Rangées sous le gaz, dans les longs magasins où l'ouvrage se distribue, elles attendent leur tour, indolentes et le regard tourné vers la rue, vers cet inconnu qui seul peut apporter un changement à leur destinée monotone. Il n'est pas d'usage, parmi elles, de repousser, *a priori*, les galanteries et il est présumable, que, comme partout, les plus laides sont les plus vertueuses.

Si le monde de la galanterie existait dans cette ville qui a trop d'allures provinciales pour l'admettre, elles y joueraient

celui oublié et quelque peu rococo des grisettes ; mais la société galante n'est pas constituée et, par conséquent, les castes et les classifications y sont inconnues. Elle existe cependant à l'état d'ébauche, recrutée de temps à autre, dans les pays les plus divers, quelquefois par des commerçants dévoués et classés qui font, dans ce but, des voyages, lucratifs, aux pays des Balkans spécialement, où la femme n'ayant pas rang social est une denrée d'échange sur le marché. Elle s'augmente des épaves de compagnies dramatiques ; ne trouve qu'un faible renfort dans les diverses classes de la société locale. Ce n'est pas que la vertu y règne sans partage, mais ses éclipses sont discrètes et la femme reste toujours femme du foyer, même dans ses erreurs qu'elle se garde d'afficher.

Le Code civil, soucieux ici, encore, de la défendre, a inscrit, parmi ses principes moralisateurs, la recherche de la paternité. La femme égarée devient donc, de par la loi, ce qu'elle est d'instinct, avant la faute, une mère de famille presque respectée, en tous cas, légalement protégée même dans le fruit de ses faiblesses.

CHAPITRE III

LA JEUNESSE ET L'ÉDUCATION

Éducation américaine. — Individualisme. — Turbulence juvénile. — Les jeunes et les vieux dans la politique, dans la famille, dans la rue et dans la société. — Enseignement. — Collèges et Universités. — Facultés de Médecine, de Droit et de Sciences mathématiques. — Le rôle du maître. — L'initiative de l'élève. — Souvenirs de maîtres français. — Programmes. — Histoire et mythologie. — Diplômes et carrières. — L'école primaire. — Dans la pampa : l'école improvisée, le maître de rencontre. — Luxe, ressources et organisation de l'enseignement primaire dans les villes et les villages. — Indépendance financière et politique de l'enseignement. — Le Trésor de l'école. — Gratuité. — Mélanges sociaux; contacts démocratiques. — Enseignement libre étranger. — Corporations religieuses. — Le parti clérical. — Divertissements et sports. — Le sport de la politique. — Courses et régates. — L'enfant abandonné. — *Niño con papel.* — Le tour. — L'adoption.

I

L'éducation, en France, tient compte avant tout de la tradition, qui n'a aucune place dans les tendances des éducationnistes américains. Pendant que la France a toujours le regard fixé en arrière et s'étudie à atténuer les différences entre la génération qui se forme et celle qui disparaît, on ne trouve en Amérique que générations successives, pour ainsi dire, superposées, très diverses entre elles, suivant que l'immigration, pendant une période, a été alimentée, plus ou moins activement, par un pays plus que par un autre. La possibilité d'établir, entre elles, une tradition n'apparaît pas.

Aussi est-il difficile de découvrir l'idée générale, la philosophie particulière de l'éducation et de l'enseignement.

Ce que l'on y voit dominer c'est l'individu, et l'isolement de cet individu. L'enseignement du maître, le travail de l'élève sont individuels. Aussi les résultats ordinaires de l'éducation procèdent-ils ici, moins d'elle-même, que du caractère de chacun. Ajoutons que les relations sociales, que l'éducation a partout pour mission de régler, sont dominées en même temps que par l'individualisme, par le sentiment du droit. C'est ce qui contribue le plus vivement à perpétuer, dans la société américaine, la marche vers l'absolu démocratique.

Le sentiment du droit peut rendre les hommes courtois et policés, il est insuffisant à produire cet effet sur les adolescents. Aussi, pendant que l'homme des champs lui-même, soit que la vie pastorale l'ait tenu en dehors des travaux rudes, soit que l'hérédité lui ait profondément imprimé l'usage des anciennes formules de politesse castillane, évite avec soin tout ce qui, dans une attitude négligée, un laisser-aller de langage, pourrait le faire juger avec défaveur par ceux qu'il tient pour ses supérieurs, par contre, le dédain des convenances se remarque-t-il trop souvent chez les tout jeunes gens des villes.

Entrés trop tôt dans le mouvement général de la vie, indépendants et sans retenue, ils exagèrent les habitudes remuantes des peuples démocratiques et la présomption trop fréquente chez les peuples jeunes. Pourquoi ? Pour cette raison qu'aucune discipline n'existe dans la famille, pas davantage au collège, et que l'autorité paternelle n'a préparé, par aucune sévérité, l'enfant à supporter celle moins douce du maître.

Jeunes gens de dix ans, électeurs de dix-huit, tous sont dévorés de cette soif d'être soi, maladie endémique, qui pousse les enfants à repousser fièrement l'aide d'un plus fort, les

adolescents à se dégager de la famille, des leçons qu'on y reçoit, même de l'appui que peut fournir la situation sociale ou la fortune du père. Se laisser guider, instruire, diriger, ce serait sacrifier son indépendance et sa dignité personnelle; il n'y a pas un gamin de dix ans qui le souffre. Ce sentiment très américain est dans l'air. Dans les familles du pays personne ne songe à s'en étonner ni à le combattre; il surprend dans les familles, où le fils, créole, né de père étranger, semble, tout enfant, capable d'apprendre à son père la science de la vie, quelquefois si dure à rapprendre pour celui qui s'est transplanté dans ce pays nouveau.

Il nous souvient qu'un jour, dans une excursion, un accident de voiture survint à un étranger, déjà depuis longtemps dans le pays, où ses fils étaient nés; les chevaux étaient attelés à la mode indigène et l'étranger se débrouillait mal au milieu des harnais, si simples, qu'ils étaient pour lui compliqués à l'excès. Son fils, âgé de dix ans, né dans le pays, descendit de voiture, coupa, rogna, fit des nœuds magiques, remit tout en place. Rentré au logis et s'adressant à sa mère, il lui disait, le plus naturellement du monde, sans orgueil, sans forfanterie :

— Ah ! maman, si je n'avais pas été là, je ne sais pas comment papa s'en serait tiré !

Et c'était vrai. Cette facilité à sortir des embarras, à trouver des ressources, en soi, dans les circonstances difficiles, à se tirer d'affaire, en pleine pampa, seul, à pied, d'instinct chez le jeune Américain, surprendra toujours un vieil Européen, mûri, expérimenté, mais mal préparé pour l'isolement.

Les pères, cependant, ont le tort de se laisser aller à admirer les premières manifestations de l'individualisme précoce des enfants; ceux-ci prennent l'habitude d'occuper une

grande place dans la vie de famille et très vite dans la vie publique.

Les assemblées législatives, les ministères, les tribunaux, sont envahis par des députés, des ministres, des juges ou des avocats imberbes, arrivés là, sans préparation, par leur turbulence, frais émoulus de l'école buissonnière où ils ont trop souvent fait toutes leurs classes.

Ces hommes publics seront usés vite, naturellement, par les erreurs de leur inexpérience; mais le temps leur manquera pour les réparer; leurs années d'essai sont à peine écoulées qu'il leur faut céder la place à l'inexpérience, plus impatiente encore, de successeurs qui ont fait leurs dents.

La politique n'y gagne ni en dignité, ni en science. L'activité juvénile, qui l'anime trop, lui est fatale. Elle lasse vite même ceux qui y sont entrés avec le plus d'ardeur, en même temps qu'elle est désertée par ceux qui ont voulu s'en faire un marchepied et ont vu le plus souvent l'échelon se briser sous eux.

Les hommes mûrs, riches ou sages, s'en éloignent et se retirent dans le silence de la vie privée, dédaignés par les générations de collégiens qui se disputent les postes; ceux-mêmes de Gouverneurs de Provinces et de Président de la République deviendront la proie de la jeunesse : un des derniers présidents avait quarante ans, son successeur trente-cinq, il ne saurait en avoir moins de trente; on modifiera, s'il le faut, la Constitution, comme ailleurs on a baissé le minimum de taille pour les soldats.

Dans la société, il en va tout de même. La rue, les salons sont envahis par cette jeunesse, pour qui l'homme de trente ans est déjà d'une époque préhistorique.

Leur nombre est une des causes de cet encombrement. Il est naturellement beaucoup plus considérable que celui des adultes et des hommes mûrs, il n'y a qu'un père pour six, huit, dix jeunes gens ses fils, et la société, autant que la famille, est

dominée par cette force numérique, que le poids des hommes mûrs ne suffit pas à contre-balancer.

L'âge sans pitié n'accepte pas de n'occuper, dans la rue et dans la vie, que la place qu'il peut remplir, il lui faut ses coudées franches; ambitieux d'égalité jusqu'au despotisme, il ne connaît pas la loi qui fait de la liberté de chacun la gardienne et la sauvegarde de la liberté d'autrui.

Avant d'occuper trop de place dans la vie publique, il en occupe trop déjà dans la rue, école d'autant plus mauvaise que la langue créole se prête sans pudeur à des modulations, qui, ailleurs, seraient grossières et admet trop facilement l'usage de mots qu'une société raffinée bannit.

Ces mots sont recueillis par la jeunesse, dont le critérium n'est pas formé, comme ils l'ont été par l'enfance qui n'en sait pas la valeur, et, malgré elle, la femme entend à chaque coin de rue, dans les wagons, dans les tramways, ces mots malsonnants, dont il lui faut s'habituer à recevoir, à chaque moment, les éclaboussures. Elle seule pourrait corriger ces abus, refréner aussi l'usage du tabac qui, poussé à l'excès, n'est plus même un manque d'égards, mais une gène, que le plus jeune se croit autorisé à lui imposer.

II

Quel enseignement trouve à sa portée cette jeunesse si libre dans ses actes, dans ses paroles? Comment y puise-t-elle?

L'enseignement secondaire et l'enseignement supérieur ne sont pas ceux qui, dans une démocratie, dominent les préoccupations des hommes d'État, c'est le privilège des familles riches de pouvoir profiter, pour leurs enfants, des avantages qu'ils leur offrent, à peu près gratuitement, si, par une loi, inévitable même dans les démocraties, ceux qui font les lois

et président aux destinées de l'État n'étaient pas eux-mêmes, le plus souvent, sortis des écoles supérieures et des collèges nationaux, le sort de ceux-ci serait vite jugé et leur condamnation prompte.

En Amérique, plus qu'ailleurs, c'est de l'école primaire que sortent les hommes qui occupent, dans le commerce, l'industrie, la banque, quelquefois dans la politique, les situations en vue. La vie de plus d'un homme d'épée, de plume ou de gouvernement a commencé, vers douze ou quatorze ans, au sortir de l'école primaire, un balai à la main, sur la porte d'une épicerie ; c'est là qu'est la grande école américaine, et c'est ce qui enrichit plus vite qu'elle ne l'affine la société qui s'y recrute.

Les collèges et les écoles préparent, à peu près exclusivement, aux professions dont elles ouvrent la porte : le barreau, la médecine et la profession d'ingénieur.

Ce sont, à proprement parler, et, dans l'ordre où elles sont ici nommées, les trois qui constituent la véritable aristocratie dans cette société.

Il y a peu d'années que l'Université forme des ingénieurs; il y a dix ans encore, tous étaient étrangers. Cette carrière est trop nouvelle pour que ceux qui l'ont choisie soient encore en grand nombre et aient rendu des services que l'on puisse compter.

La médecine, à l'époque coloniale, était considérée ou plutôt déconsidérée comme métier manuel et abandonnée aux mulâtres, il en était encore ainsi il y a un demi-siècle au Chili et au Pérou; il y a plus longtemps que, dans la République Argentine, les idées, sur ce point, se sont modifiées ; mais l'exercice de la médecine, à la fois très absorbant et très discret, ne mettant pas publiquement en relief ceux qui s'y consacrent, et seulement ceux qui l'abandonnent pour les affaires publiques, on ne peut pas dire que les médecins constituent une classe sociale dominante.

Il n'en va pas de même de ceux qui sortent diplômés de la Faculté de Droit et Sciences sociales; l'enseignement y est vaste, varié; véritable école de la vie publique, ceux qui en sortent s'attribuent volontiers le privilège de la direction des affaires, que la société semble aussi volontiers abdiquer entre leurs mains.

C'est donc surtout en parlant de ceux-ci qu'il serait intéressant de rechercher ce que vaut l'enseignement. Il est commun aux trois professions jusqu'à l'examen final qui ouvre l'accès des Facultés où se donne l'enseignement supérieur.

Disons tout de suite que son caractère général est de découler fort peu du maître, d'être pris, surtout dans ses lectures, par l'élève, à peu près abandonné à lui-même; s'il y acquiert des connaissances étendues et variées, le mérite en revient tout entier à son énergie, à sa volonté, aux qualités natives de son esprit.

Si la part du maître est faible, dans ce grand effort de conséquences si graves, de la culture et de la formation des esprits, cela tient à ce que les hommes, de talent et de savoir, qui enseignent, ne constituent pas un corps enseignant, recruté par des examens, soumis à une hiérarchie, et seulement des unités juxtaposées, sans lien entre elles, se dirigeant elles-mêmes.

Dans une société, où personne ne consent à se spécialiser, il est difficile de trouver des hommes, disposés à consacrer leur vie à l'enseignement d'une matière. Ceux qui occupent les chaires des collèges et des Facultés ne sont pas des professeurs, ce sont des avocats, des médecins, des ingénieurs, des journalistes ou des fonctionnaires, ajoutant à l'exercice de leur profession cet accessoire honorifique et assez lucratif. Ils n'apportent pas, dans l'enseignement, cette placidité et cette constance qui lui sont nécessaires, davantage, l'écho de leurs préoccupations et de leurs succès professionnels, dont l'exem-

ple égare quelquefois la jeunesse mais est impuissant à la diriger.

Ceux qui s'occupent le plus de leur enseignement réunissent dans des volumes, que les étudiants recherchent, et qui sont, pour leurs auteurs, une source de profits, les leçons rarement originales, trop souvent reproduites des auteurs étrangers, qu'ils ont pu donner durant l'année. L'élève doit, pour se préparer à l'exercice de la profession choisie, ajouter à l'étude de ces textes classiques la lecture de livres en langue étrangère. C'est là ce qui donne à ses connaissances acquises par un travail très personnel, une étendue et une variété, à peu près inconnues au quartier latin.

En France, où tout ce qui a trait aux pays étrangers est sujet d'étonnement, où tout ce qui démontre leur état de civilisation surprend autant que les preuves de leur barbarie, il nous a souvent été donné de rencontrer, sur les bancs de l'Ecole de droit ou dans les cliniques des hôpitaux, des jeunes gens, venus du Sud-Amérique pour perfectionner leurs études; nous avons souvent entendu, sur leur compte, des appréciations élogieuses d'hommes compétents, surpris de la variété de leurs connaissances. Ces jeunes gens, peut-être les mieux préparés parmi leurs condisciples, servaient de terme de comparaison, dans notre pays, où l'étude se spécialise de plus en plus, et où il semble que l'enseignement se fasse au milieu d'une forêt épaisse, si peuplée que l'œil y prend l'habitude de se contenter de ce qu'il peut apercevoir.

Tout se tient dans les tendances sociales; c'est notre goût ou notre habitude de la spécialité, qui nous impose le besoin de compter sur les circonstances extérieures, et les relations de famille, de vivre au lieu où ces circonstances et ces relations produisent leur effet immédiat; l'appoint utile qu'elles apportent, n'est pas à dédaigner au début de la vie, mais le désir trop grand de l'utiliser, suffit à rétrécir l'horizon, arrête les

élans, se convertit en routine transmise de générations en générations.

L'étudiant américain a, nécessairement, un autre objectif, parce qu'il est au milieu d'un autre horizon, aux limites duquel il aperçoit tous les peuples de l'univers, prêts à tenter, sur son sol natal, des entreprises ou des aventures, et au centre duquel lui-même, possesseur actuel, est un produit du mélange de toutes les races, de toutes les civilisations. Il ne saurait rester indifférent à rien de ce qui se fait, se dit ou se pense au dehors; comme, chez lui, personne n'est étranger, il ne peut rester étranger à rien de ce qui s'élabore dans le monde. De là, l'étude de toutes les langues et de toutes les littératures, ardente parce qu'elle est nécessaire, désintéressée, parce que son pays n'en a encore produit aucune.

Pour rester vraiment pratique et directement utile à celui qui le reçoit, l'enseignement américain, de sa nature utilitaire, doit donc s'éloigner de ce qu'est l'enseignement français, se généraliser au lieu de se spécialiser, c'est ce qu'il fait avec soin.

Cependant, il est français dans ses origines, en ce sens que c'est un Français, Amédée Jacques, qui, exilé après le 2 décembre, a présidé à la création du Collège national de Buenos-Aires et à la confection de ses programmes. La création de l'Université de cette ville remonte bien à 1771, mais sa réforme ne date que de 1860; c'est, surtout dans ces dernières années, qu'elle a acquis un véritable éclat; l'influence de Jacques et de ceux qu'il a formés n'y est pas étrangère.

Ce qui domine les programmes c'est une tendance à supprimer ou à diminuer tout ce qui n'est pas directement utile dans la vie militante. Le grec est à peine étudié, le latin ne conserve guère plus d'importance, l'enseignement du français et de l'anglais, surtout l'étude des grammaires, comparées

par la philologie, y ont une place beaucoup plus considérable ainsi que les mathématiques, les principes du droit et de l'économie politique, la comptabilité et autres sciences pratiques; l'histoire s'américanise un peu trop, il semble que, seule, l'histoire de la très jeune Amérique ait le don, pour les Américains, de synthétiser les préceptes, qui constituent la science de la vie, et la source expérimentale de la philosophie; les origines préhistoriques, fabuleuses, antiques ou même modernes de la civilisation sont négligées; nous pouvons le démontrer par un souvenir.

Un jour, devant un jeune étudiant en droit, dont les études préparatoires, terminées, avaient été marquées, à chaque étape, de notes excellentes, le nom de Cérès venant à être prononcé, il demanda ce qu'était ce personnage; on le lui expliqua; il observa, sans prendre souci de son ignorance, que l'éducation américaine n'avait rien à chercher dans la mythologie.

Peut-être avait-il raison; mais à quelque temps de là, le nom de Cléopâtre fut prononcé devant lui; la même ignorance ayant arraché une réflexion :

— Vous savez bien, dit-il, que je n'ai pas appris la mythologie !

Jamais nous ne songerons à faire reproche à la société américaine, qui s'est formée elle-même, qui puise les éléments ethniques de sa population dans le sein de nations multiples, de se dégager de traditions, au milieu desquelles elle s'égarerait sans y rien acquérir, mais ses origines variées, son extrême jeunesse lui imposent, il semble, plus qu'à toute autre de connaître l'histoire des peuples qui contribuent à la former, quand ce ne serait, puisque c'est sa tendance, que pour les dédaigner en connaissance de cause. L'exemple que nous citons démontre trop que l'enseignement et le travail de l'élève s'attachent, exclusivement, à ce qui est directement utile aux

examens annuels et ne s'égarent pas assez dans les lectures de pur ornement.

L'exemple d'ignorance que nous avons cité, recueilli de la bouche d'un futur docteur en droit, qui, depuis, a occupé fort jeune, dans l'enseignement, une fonction très importante, suffit à démontrer ce que peut être la conversation, dans les salons, où la moindre allusion historique ou mythologique se heurte à des points d'interrogation aussi inattendus. Forcément elle s'enferme dans les limites étroites de l'événement du jour, ou de la conspiration du lendemain, dans les banalités du temps et de son influence sur les pâturages et leurs utiles habitants.

La première conséquence de ces omissions de l'enseignement est de généraliser et de justifier la frivolité des femmes. Là où les hommes sont peu ou mal instruits et ne sont imbus que des préceptes et des connaissances, utiles à la conquête d'une vie matériellement aisée, les femmes manquent d'émulation pour orner leur esprit, ne s'occupent pas d'acquérir cette teinture de littérature et d'art dont sont si friandes les femmes des sociétés européennes ; elles se confinent dans la recherche des distractions frivoles et bannissent toute étude de leurs habitudes.

Les femmes sont si bien, partout, ce que les hommes les font, que celles qui veulent, ici, prendre intérêt aux choses du dehors ne trouvent que la politique, cette seule passion et cette science unique des hommes ; c'est d'intrigues politiques qu'elles s'occupent.

L'enseignement secondaire forme donc, surtout, des hommes pratiques ; il ne mène à aucun diplôme, aussi le nombre est-il grand de ceux qui restent en route. Un examen termine chaque année d'études, ouvre l'entrée de la classe supérieure. Les échecs ont cet avantage, de lasser les impuissants et de ne pas prolonger leurs études jusqu'à

un examen final de baccalauréat, devant lequel ils échoueraient aussi bien, mais peut-être trop tard.

Il ne reste, pour le passer, que ceux qui recherchent l'entrée, dans les Facultés, chargées de distribuer les diplômes, d'ouvrir les professions libérales ou pour mieux dire aristocratiques, patrimoine d'une oligarchie de familles riches.

Le nombre est, relativement, considérable de ceux qui recherchent ce perfectionnement d'études, mais tous ne pratiquent pas la profession que leur diplôme leur ouvre ; ils entrent avec l'idée vague de sortir avocats, médecins ou ingénieurs ; le plus souvent sans avoir consulté leurs aptitudes. n'ayant aucune idée des qualités spéciales que chaque profession exige ; ils se contentent alors du titre obtenu et le laissent en jachère.

Ils ont raison de ne pas considérer qu'il soit superflu de l'avoir gagné, cependant il nous a été donné d'oberver que ce titre est quelquefois plus gênant qu'utile à ceux qui le portent sans pouvoir attendre qu'il produise.

Dans ce pays démocratique, en effet, aucun diplôme n'est exigé pour aucun emploi, ni aucune fonction, ce serait les rendre inaccessibles à trop de postulants qui n'ont que des titres politiques ; aussi le docteur en droit ou l'ingénieur diplômé, qui, sans renoncer à pratiquer sa profession, cherche un emploi, pour lequel sa spécialité ne le désigne pas, ressemble quelque peu à un colonel aspirant à être sergent. Cette humiliation n'est, il faut bien le dire, imposée qu'à ceux qui ne sont pas affiliés au parti qui gouverne ; pour ceux-là, en effet, le poste n'est pas, généralement, au-dessous des mérites, et tous peuvent, sans exception, aspirer à quelque fonction que ce soit ; on peut voir un médecin devenir capitaine de port, pendant qu'un de ses confrères est ministre de la justice et des cultes, un ancien magistrat cesse d'être ministre de la guerre pour

céder ce poste à un avocat, un professeur de langues gouvernera une banque, un officier de cavalerie commandera un cuirassé.

Ces anomalies étonnent fort peu. Ce que nous avons dit de la manière dont s'acquiert l'enseignement, de l'effort individuel que l'étude demande à l'élève, l'explique de reste. Celui qui est arrivé, presque seul, sous une direction très lâche, jusqu'au dernier diplôme, est mieux préparé à acquérir, seul, les connaissances nouvelles, que lui impose son goût pour une carrière nouvelle; il lui faut pour cela moins d'efforts que pour se spécialiser dans celle qui le rebute.

Peut-être ceux mêmes qui sortent de l'école primaire, et ont passé, depuis, leur adolescence au milieu des luttes de la vie, sont-ils également préparés à reprendre sur le tard des études, à conquérir une place dans des carrières ou des professions auxquelles ils ne semblaient pas destinés : ces cas ne sont pas rares, à ce point de vue comme aux autres, l'école primaire tient une grande place dans l'organisation sociale.

III

Celui qui voudra recueillir dans ce pays des traits de mœurs intéressants et se convaincre que l'individualisme y domine la démocratie, devra s'arrêter devant l'école primaire et y pénétrer.

Elle n'a pas partout le même type; partout elle a existé d'elle-même; elle est pour ainsi dire sortie du sol, avant que l'État ait pu se préoccuper de la créer.

Que l'on réfléchisse, en effet, que nous sommes dans un pays, où, suivant les statistiques, on trouve en moyenne un habitant par kilomètre carré, ce qui veut dire, en langage moins savant, que l'on peut y parcourir des milliers de kilo-

mètres carrés sans y rencontrer un habitant, et que, hors des agglomérations urbaines et de quelques groupes ruraux, l'homme est abandonné dans la plaine à son isolement.

Que de fois il nous a été donné de traverser des endroits, administrativement considérés comme peuplés, où la distance d'une chaumière à une autre était de plus d'une lieue. En avançant hors de cette zone, où la population n'est pas, comme l'on voit, bien dense, on en rencontre une où l'isolement absolu est la loi, où l'homme vit avec ses pensées et le ciel sur la tête, à contempler de loin son troupeau.

De semblables conditions sociales doivent laisser supposer chez l'habitant, né dans le pays ou venu du dehors et acclimaté dans ce milieu, une certaine sauvagerie; erreur, c'est plutôt une excessive sociabilité que nous y avons remarquée, un désir de communiquer avec ses semblables, aiguisé, sans doute, par la privation de ce plaisir, et une envie de savoir ce qui se passe, sur cette terre où ils végètent, fatigués qu'ils sont de contempler la pâle clarté de Mars et de Vénus.

C'est à ce besoin que répond la création d'écoles primaires assez inattendues dans un milieu où l'habitant semble n'avoir jamais paru.

* * *

L'État n'est pour rien dans ces créations. Dans un rancho, aussi triste que les autres, un jour, un inconnu, étranger le plus souvent, oiseau de passage, à plumage nouveau, bachelier quelquefois, à la recherche du bout du monde, est tombé demandant place au foyer. On l'a accueilli. Dans une langue hybride, où le français de Béarn, l'italien de la banlieue de Gênes, prend des modulations espagnoles, inventées plutôt qu'apprises, il a raconté ses longs voyages, ses prouesses, que son piteux équipage ne laisse pas deviner, caché ses misères, que son visage émacié dénonce, malgré le hâle épais et som-

bre qui en empâte les traits. Pour payer son écot, il a pris un enfant sur ses genoux, et lui a enseigné à désigner des lettres tracées par lui sur le sol.

Dans ce désert, les nouvelles courent vite : le lendemain, la présence de ce savant est connue à dix lieues à la ronde, et l'école se crée toute seule. Pas un gamin ne manque au rendez-vous que personne n'a donné. De tous les points de l'horizon, ils accourent, au galop de leurs chevaux étiques, se groupent devant la porte ; aucun d'eux ne perdrait cette bonne occasion de voir visage d'homme, et de se trouver à un point, où quelques chevaux réunis fournissent un prétexte à courses échevelées et à paris aventureux.

L'enseignement est, cela va sans dire, des plus pauvres. Ce malheureux éclopé de la vie qui le donne, et qui certes n'a pas fait le voyage pour ce piteux résultat, n'a fait provision de mots espagnols qu'au contact de paysans, qui le parlent, eux aussi, sans l'avoir appris ; avant d'en savoir correctement un mot, il a oublié sa langue mère, lui substituant un patois sans nom, qu'il parle et écrit de la façon la plus bizarre. C'est là tout ce qu'il peut enseigner. Cet enseignement, s'il le poussait trop loin, serait, pour les enfants groupés autour de lui, un égarement, et l'on pourrait, en le suivant à la piste, recueillir des observations curieuses sur la manière dont se forment les patois et se déforment les langues.

Le matériel de l'école est plus sommaire encore que le bagage de ce Bias improvisé. Le livre manque, le plus souvent, un bout de journal en tient lieu, jusqu'à ce que l'école, devenant une fondation sérieuse, un rendez-vous très couru, l'hôte qui lui donne asile ait pu se rendre au village voisin, éloigné quelquefois de vingt lieues, pour s'y munir de l'alphabet nécessaire.

Jusque-là on recourt à des expédients : un prospectus, à images, du *Bon Marché*, tombé là, on ne sait par quels ricochets, le dessus d'une boîte à cigares, remplacent

l'alphabet introuvable. C'est bien dans la pampa que le proverbe campagnard est vrai : « *Quand on n'a de rien, on s'en passe!* » On s'y passe de tout : l'école se passe de chaises, de bancs et de tables, l'instituteur improvisé se passe de science et les élèves de chaussures, leurs chevaux, attachés en groupe serré devant la porte, se passent de brides, de selles, d'abri et de nourriture; et tout ce monde, cependant, ces jeunes gardeurs de moutons, finissent par apprendre à lire, sinon à cette première épreuve, du moins à une autre ; plus tard, devenus de riches pasteurs, peut-être même de hauts fonctionnaires, ils raconteront, soyez-en sûrs, leurs souvenirs d'école.

*
* *

De longtemps, dans la pampa, avant et après la loi de 1874, qui a, platoniquement, déclaré qu'à l'avenir l'enseignement primaire serait obligatoire, gratuit, gradué et hygiénique, le programme est rempli de cette façon. Il n'en peut être autrement. Si, de loin en loin, il ne passait, par hasard, quelque alcoolisé, ayant encore une lueur de bon sens, avant d'arriver aux limites extrêmes du *delirium tremens*, la loi resterait lettre morte, en dehors des villes et des villages, dont le nombre est fort restreint.

Dans ceux-ci, l'école a, un peu, meilleur aspect. C'est toujours, devant la porte, le même entassement de chevaux faméliques, attendant patiemment la fin de leur station quotidienne et reprenant, pour les remmener au logis, éloigné quelquefois de deux ou trois lieues, les fillettes ou les bambins, que chacun a déposés, par couples, par trios, quelquefois, par quatuor, comme le cheval légendaire de la famille Aymon.

Il y a quelques années, les classes étaient toutes pauvres, elles tendent aujourd'hui à s'installer, toutes à la fois, sur un

pied partout aussi confortable, disons hygiénique, pour respecter le texte de la loi.

Celle-ci, composée de quatre-vingt-dix articles, un peu longue, comme tout ce qui s'écrit en espagnol, a créé de toutes pièces un organe social très complexe, machiné avec luxe, ayant une vie propre dans l'État, son budget indépendant, son patrimoine, constitués l'un et l'autre d'une façon permanente, en dehors des discussions et des marchandages annuels du Pouvoir Législatif, en dehors même de la domination du Pouvoir Exécutif, administré qu'il est par une commission spéciale qui ne dépend d'aucun ministère.

Cette organisation, dont l'ensemble est très solide, est, à beaucoup de points de vue, originale. Elle diffère de celle que nous sommes habitués à rencontrer en France, où l'État et les pouvoirs n'aiment pas abdiquer et prétendent garder, dans leurs mains, la direction de out ce qu'ils peuvent le moins diriger.

* * *

Ici l'État, après avoir édifié l'école par une loi, l'a dotée richement et en a abandonné à des hommes spéciaux l'administration. Il a été, il faut le dire, généreux, en constituant cette dot. Le fonds des écoles puise ses revenus à toutes les sources les plus fécondes. Il reçoit le produit de toutes les amendes imposées par les autorités judiciaires ou municipales, le 40 0/0 de la contribution directe, et 2 francs par enfant, inscrit à l'école. Il recueille, en outre, et ce n'est pas là un mince appoint, les successions vacantes et les droits de mutation des successions collatérales ou entre personnes non parentes. Enfin, en passant, la loi a voulu montrer ses tendances laïques, et faire profiter l'école des libéralités qu'inspire le sentiment religieux en frappant d'un droit de mutation de 50 0/0, au profit exclusif des écoles, tous les legs

et donations faits au profit d'une église, d'une personne d'église ou d'une corporation religieuse. Ce *part à deux* produit, en même temps qu'un bénéfice pour le budget, des résultats moralisateurs, à double effet, qui ne sont pas à dédaigner, en faisant tourner, au profit de l'éducation du pauvre, les fortunes détournées par la captation.

Le résultat est que le Trésor des écoles constitué et toujours augmenté, depuis 1874, s'élève peu à peu à des chiffres énormes, mettant l'institution en mesure de rendre des services en proportion avec son objet. Avant peu, aucun enfant ne sera laissé en dehors de l'école; l'enseignement primaire, déjà, par la création de l'école ambulante, qui enrégimente les pauvres déclassés, dont nous parlions tout à l'heure, atteint les plus isolés.

Aujourd'hui l'école reçoit, à Buenos-Aires et dans les villages, 68 p. 0/0 des enfants en âge d'y assister.

Où les autres, et ceux qui se sont élevés avant la création des écoles ont-ils appris à lire ? Cela est assez difficile à débrouiller, mais il nous a été souvent donné de constater que les indigènes tout à fait illettrés sont en proportion minime. Il n'en est malheureusement pas de même de nos nationaux établis au delà des mers : on reconnaît, par les preuves que les rencontres fortuites en donnent, la vérité des statistiques, qui, à la fin de l'Empire, dénonçaient, dans certains départements, jusqu'à 75 p. 0/0 d'illettrés. Il est assez triste d'avoir à constater que les comparaisons sont, rarement, en faveur de nos compatriotes et surtout des femmes d'origine française : une Anglaise, une Allemande, une Irlandaise, une Danoise, même des villages les plus pauvres, sait toujours lire, ainsi en est-il des négresses ou des métisses servantes, d'une Française rarement.

Cette infériorité commence depuis dix ans à s'atténuer, mais elle existe. Elle est spécialement humiliante, dans un pays où la femme peut assez facilement s'élever au-dessus de sa

condition première, où il n'est pas rare d'en voir accumuler un pécule assez considérable, ou rencontrer un homme, en voie de faire fortune, qui les épouse : l'on observe alors cette anomalie d'une femme vivant bourgeoisement, et, dans ses beaux atours, ignorant l'alphabet.

La supériorité acquise par les États-Unis sur tous les marchés et dans toutes les branches de l'industrie, est due à l'expansion de l'enseignement primaire ; la doctrine américaine l'étend jusqu'aux connaissances du second degré, qui constituent, chez nous, cet enseignement professionnel si peu en progrès, depuis sa création il y a vingt ans.

La République Argentine a imité, depuis douze ans, sa sœur du nord. L'obligation de l'assistance à l'école y est imposée aux enfants de six à dix ans. Le programme comprend : lecture, écriture, système métrique, géographie, histoire de la République et quelques notions de celles des autres pays en relations avec elle, la morale, l'urbanité, des notions d'hygiène, de sciences mathématiques, physiques et naturelles, de dessin, de chant, de grammaire et la Constitution nationale.

Mais où l'enseignement gratuit se distingue de ce qu'il est en France, c'est qu'il comprend l'enseignement du second degré, professionnel, ouvert aux filles, aussi bien qu'aux garçons. On y enseigne les sciences et les langues, et les notions de science industrielle et agricole.

* * *

Ces écoles sont intéressantes à ce point de vue qu'elles préparent la jeunesse aux luttes de la vie pratique, et ouvrent aux filles l'accès aux Écoles normales supérieures, où elles se préparent à la carrière de l'enseignement.

Dans ce pays où l'industrie et le commerce n'offrent à la femme aucun avenir, où elle n'a encore trouvé à s'employer

qu'à la couture, pour le compte de l'État ou de quelques grandes maisons de confection, l'enseignement gratuit dans les écoles élémentaires, supérieures et normales lui offre une carrière pleine de promesses et d'avantages ; aussi le nombre des postulantes est-il considérable, en même temps que le sort de celles qui occupent les positions créées est enviable et encourageant. Ce sont elles qui dirigent, avec les écoles de filles et mixtes, les écoles de garçons ; elles reçoivent, en moyenne, des salaires de 150 à 200 francs par mois avec le logement.

La gratuité de l'école, dans ce pays démocratique, s'est établie d'elle-même sans discussion politique. Les hommes d'État, qui l'ont instituée, ont jugé la question suffisamment éclairée par les publicistes français, il y a vingt ans, et l'exemple des Etats-Unis ; depuis, cette institution n'a eu à souffrir aucun assaut.

Ce qui est plus original, c'est que les familles les plus riches n'hésitent pas à envoyer à l'école gratuite leurs enfants. Elles usent de cet avantage social, qu'elles payent de leurs deniers, par la voie de l'impôt, sans se préoccuper de sa gratuité, pas plus que l'on ne se refuse, ailleurs, d'user de la rue sous prétexte que son usage est gratuit. Dans une visite que nous avons faite à une école de filles, située dans un des quartiers riches de la ville, nous avons trouvé sur les bancs, mêlées à leurs camarades, les filles du Président de la République, alors en fonctions. Ce mélange des classes sociales, dans l'école, offre de nombreux avantages : ce premier, que la tenue des enfants est d'une correction plus grande, quand ils savent qu'ils ont à se rencontrer, chaque jour, avec des enfants qui la pratiquent. L'éducation des moins favorisés gagne à ce contact journalier ; celle des autres y puise d'excellentes leçons : habitués qu'ils sont à être traités sur un pied d'égalité, par des enfants, avec qui ils n'auraient à cet âge, ni plus tard, aucun contact, sans ce rapprochement de l'école.

Malgré eux, quelque démocratiques que soient les usages et l'organisation du pays, chacun d'eux prendra vite la notion des distinctions sociales; mais les souvenirs de l'école surnageront, et quelle que soit, plus tard, la différence des occupations et des fortunes, ils ne seront jamais surpris de se rencontrer; de ce rapprochement, préparé à l'aurore de la vie, naîtront des rapports, qui empêcheront les distinctions sociales, écueil de certaines démocraties, où les classes aspirent à se dominer les unes les autres, sans se connaître entre elles et s'être jamais pratiquées.

C'est le grand défaut de notre éducation française de borner notre horizon de tous les côtés. Comme si ce n'était pas assez de ne connaître rien des pays étrangers et d'ignorer, en France, ce que sont même les Français à l'étranger, les provinces et les différentes régions de France ne se connaissent pas entre elles; pendant qu'on ne sait pas au Nord comme on vit et s'habille au Midi, pendant que les Français des villes et ceux des campagnes n'ont pas une pensée commune, l'abîme est aussi profond entre ceux de carrières, de professions ou de métiers différents, habitant la même région. Tous constituent des groupes, tellement tranchés, qu'ils ne savent rien les uns des autres : médecins, avocats, ingénieurs vivent isolément avec leurs confrères, croient devoir penser comme le groupe auquel ils appartiennent, au milieu duquel ils seraient déclassés, s'ils apportaient des idées nouvelles qu'ils auraient puisées au contact d'autres classes sociales. Toutes les professions font de même. Ce que connaissent les fonctionnaires, ce sont leurs collègues ; les industriels n'ont de relations qu'avec ceux qui vivent de leur industrie ou la font vivre, exemple que suivent les commerçants les uns avec les autres ; jeunes et vieux s'ignorent également, jamais on ne verra un employé de commerce s'entretenir avec un jeune poète, et rarement un sénateur avec un petit rentier. Il en résulte un tel défaut de pensées communes que nous ignorons

tout de nous mêmes et sommes surpris de nous voir mieux connus au dehors que dans notre propre pays.

IV

La gratuité de l'école n'a cependant pas tué l'enseignement libre. Celui-ci est particulièrement étranger. C'est une sorte de besoin, chez les étrangers, de prolonger leur patrie jusque dans les limites de leur patrie d'adoption : Anglais, Français et Italiens y tâchent à l'envi.

Nos compatriotes, établis au dehors, semblent avoir emporté de France cette idée que la gratuité de l'école est une sorte de secours du bureau de bienfaisance ; ils y résistent et envoient leurs enfants aux écoles françaises, très nombreuses, au reste, quelques-unes fort anciennes, jouissant toutes de considération.

Les maîtres, qui y donnent des leçons, sont, souvent, de pauvres bacheliers, égarés par des plans d'émigration mal conçus, des velléités de fortune à l'étranger, que des essais, dans tous les sens, ont été impuissants à réaliser. Ils se sont aperçus, quand ils n'ont plus rien senti dans leur bourse, qu'ils ont vainement fouillé dans le fond de leur malle, et qu'ils ont dû quitter l'hôtel, de force, en piteux équipage, qu'il leur restait, dans leurs souvenirs, des échos vagues de leçons mal recueillies, quelquefois, un diplôme de bachelier. Ils sont, alors, entrés dans l'enseignement. Quelques-uns ont repris la grammaire et l'algèbre par les cornes, et, d'efforts en efforts, silencieusement poussés, sont parvenus à développer en eux des mathématiciens ou des pédagogues ignorés, qui ont rendu à l'enseignement de vrais services, et démontré, une fois de plus, que l'émigration est la carrière des forts et des vaillants.

Cet enseignement spécial, nationalisé, pour ainsi dire, par

chaque groupe étranger, ne donne pas, au point de vue que l'on poursuit, les résultats désirés. Pas plus par l'école que par l'influence de la famille, le père n'arrive à inculquer à ses enfants, moins encore à leur imposer, l'amour, qu'il a au cœur pour sa propre patrie. L'enfant, qu'il soit élevé à l'école gratuite nationale ou dans un collège étranger, a l'esprit, le cerveau, le cœur, aussi bien que les poumons, envahis par l'air ambiant; c'est celui-là qu'il respire, dont il vit; il ne se prend d'affection que pour la patrie où il s'élève, où il se crée les premières camaraderies, dont il parle toujours, quoi qu'on fasse, de préférence, la langue.

Au reste, l'enseignement libre, lui-même, subit la loi de l'Etat qui a le privilège de délivrer les certificats d'étude et les diplômes. Les commissions scolaires de districts accordent les premiers, et les collèges nationaux les seconds. Les Facultés distribuent les diplômes, qui ouvrent les professions libérales auxquelles elles préparent. C'est sous ce niveau national qu'il faut donc se décider à passer et que passent, avec les modestes maisons d'enseignement dont nous parlons, les établissements fondés par les corporations religieuses, dont nous devons dire un mot.

Les jésuites ont été, à proprement parler, les créateurs de l'enseignement à Buenos-Aires. Depuis leur expulsion en 1767, les établissements qu'ils avaient fondés et leurs vastes domaines des Missions ont été confisqués, pour le produit en être destiné à la création d'une Université. On voit que le pays de l'Inquisition savait appliquer, à tour de rôle, ses procédés expéditifs aux gens d'Église aussi bien qu'aux hérétiques. Aujourd'hui les uns et les autres ont repris leur vie d'action, interrompue par ces violences, les hérétiques accaparent l'argent, les autres, avec le domaine de l'enseignement, des biens au soleil beaucoup moins métaphysiques, sans compter les biens à l'ombre! Les jésuites ont rouvert, il y a vingt ans, à Buenos-Aires, un vaste établissement où

ils instruisent huit cents élèves. A côté d'eux, les prêtres bayonnais de la corporation de Saint-Joseph de Calazans possèdent un établissement aussi prospère, où l'enseignement se fait en grande partie en français. De ces deux établissements sont sorties déjà plusieurs générations, et dans la vie publique on voit poindre l'avant-garde assez puissante d'un parti clérical, qui vient augmenter le nombre, assez grand cependant, des compétiteurs, pour les postes élevés de l'État. Introduit dans la politique, l'élément clérical a essayé de remonter le courant d'indifférence religieuse qui est une des caractéristiques de cette société.

Pendant qu'en France la République a dû entreprendre une lutte pour laïciser l'enseignement, ici ce parti nouveau en entreprend une pour le *délaïciser;* il n'y parvient pas.

La société créole, bouture transplantée de la société espagnole du XVI[e] siècle, qui s'est développée et constituée socialement et politiquement en dehors de la main de l'Eglise, ne semble pas devoir changer de direction à l'aurore du XX[e] siècle. Le sol vierge de l'Amérique est celui qui convient à l'arbre de liberté, sous l'ombre duquel dépérit tout ce qui n'est pas de son essence. L'enseignement, nous l'avons montré, est ici sorti des flancs de la société, il répond à ses besoins ; le prêtre y introduirait un élément hétérogène, lui ôterait ce caractère national et profondément américain, qui préside à son développement, et qui, s'il fait des hommes turbulents, fait du moins des hommes libres, indépendants, personnels, d'initiative et de volonté.

V

Le sport auquel la jeunesse prenne une part active est encore à créer : le seul qui l'attire est évidemment la politique. Il a ses mortes saisons, mais, quand son heure est venue, il rem-

plit la vie tout entière. Il est, pour elle, le plus grand et le plus complet des divertissements, la passionne, l'agite, met dans sa vie le mouvement et l'action, qui, d'ordinaire, y manquent.

A dix-huit ans, les jeunes gens sont électeurs. Nous avons dit, déjà, quelle part ils prennent à la politique et, quand ils sont majeurs, la place qu'ils occupent dans les assemblées et dans la vie publique ; mais ils n'attendent pas cette heure-là pour être des électeurs actifs.

Avant même de l'être, ils ne restent jamais étrangers aux créations de partis, aux formations de clubs politiques, à l'acclamation de tel ou tel personnage nouveau. Ils savent quelle importance a, pour les débuts dans la vie, le placement habile de ses sympathies ; ils savent que, dans un pays où les principes ne sont pas en jeu, il faut savoir se rapprocher, à l'heure précise, d'un personnage, s'éloigner d'un autre. Donner de sa personne dans les réunions, c'est ce qui coûte le moins à la présomption juvénile, aucun ne s'en abstient.

Le sport politique est donc des plus entraînants. Tous les trois ans, on nomme, dans chaque Province, un Gouverneur, tous les six ans, un Président de la République ; dans l'intervalle, pour occuper le tapis, des sénateurs et des députés aux assemblées nationales et provinciales, des membres de conseils municipaux. Les deux premières élections ont seules une grande importance.

Elles occupent, agitent et divisent toute la jeunesse. Chacun sait d'avance que la lutte peut toujours prendre un caractère militant, que l'enthousiasme pour un candidat peut amener son parti à descendre sur la place publique, les armes à la main, ou à entrer en campagne pour une véritable guerre. Cela s'est produit autrefois dans quelques élections présidentielles, le partisan a dû s'enrégimenter dans des corps de francs-tireurs, s'exercer au métier des armes : chaque parti

avait son armée, ses heures d'exercice, ses revues, ses tirs à la cible ; l'un d'eux allait jusqu'à exercer ses partisans, enrégimentés, à la petite guerre, dans la ville, à l'assaut des carrefours, à la prise des maisons.

C'était charmant. La petite guerre a eu son lendemain, où l'on a pris de vraies cartouches, où l'on s'est tué réciproquement deux ou trois mille hommes, où les étudiants, les hommes de tous rangs, devenus soldats, ont assisté, pour leur compte, au drame émouvant d'une bataille rangée, aux prouesses du remington, du canon Krupp et de la mitrailleuse, où d'autres, sportsmen nautiques, ont fait manœuvrer des canonnières, embosser des cuirassés et bombarder la ville.

On comprend que dans un pays où l'on a à sa disposition, au sortir du collège, un sport d'un intérêt aussi violent, on ait une mince estime pour le croquet et le lawn-tennis. Ces jeux sont abandonnés aux Anglais ou aux fils d'Anglais ; ce sont eux, aussi, qui importent des yoles et des canots de courses, créent et emplissent le Rowing-Club, font des régates, essaient de faire pénétrer dans les mœurs les courses de chevaux de sang.

L'équitation est le seul plaisir, le seul sport qui ait des amateurs dans toutes les classes de la jeunesse ; mais c'est un amusement vulgaire. Plaisir de paysan qui n'en connaît pas d'autres, il est tellement dédaigné, qu'il sera bientôt difficile de trouver dans les villes un jeune homme sachant monter à cheval. Tous enfourchent facilement une monture quand l'occasion s'en présente, se tiennent, naturellement, avec quelque fermeté, mais l'art de l'équitation est absolument négligé.

Tous les sports qui demandent un déploiement de force physique sont dédaignés par la jeunesse ; elle ignore la gymnastique, la marche à pied, dont il est difficile de prendre l'habitude dans la ville la plus monotone et la plus mal pavée du monde, entourée d'une campagne coupée de routes intransi-

tables. Le goût de la chasse n'est général que chez les étrangers, il exige un vrai labeur qui n'est pas dans les goûts créoles; il faut donner des soins à son fusil et à son chien, se déplacer, marcher : autant de gênes qui gâtent un plaisir.

La jeunesse n'a donc d'autres divertissements que ceux que peuvent lui donner la politique et la société; elle prend sa grande place dans l'une et l'autre, courtise, dans la première, les hommes utiles, dans la seconde, les jeunes filles aimables, au bal, au théâtre, à la promenade; aussi beaucoup au sortir du collège entrent, mineurs encore, dans les assemblées politiques ou dans le mariage; c'est souvent trop tôt : mieux vaudrait le vulgaire canotage!

VI

Dans un pays où les enfants abondent, où toutes les maisons en sont encombrées, où en même temps les facilités sont grandes d'élever, presque sans frais, tout ce petit monde, il est naturel de supposer que l'enfant abandonné est une exception et, que si, par hasard, il s'en trouve, il doit difficilement trouver une place à occuper, dans ces maisons déjà si bien pourvues d'enfants. La réalité donne un démenti aux suppositions les mieux fondées.

Les enfants abandonnés sont très nombreux, le tour ouvert existe, la maison d'enfants trouvés en reçoit beaucoup, mais elle place avec facilité ceux dont elle a la charge. Familles riches, aisées ou pauvres, ménages sans enfants, les demandent, les recueillent, les élèvent, les établissent, les adopteraient, si, par une singulière anomalie, dans ce pays, où cette sorte d'adoption de fait est si fréquente, le législateur n'avait eu l'idée étrange de supprimer du code l'adoption légale.

Dans les maisons riches, où les enfants sont nombreux, il

n'est pas rare de trouver au milieu de ceux de la famille d'autres enfants, généralement de couleur, *chinos*, *pardos* ou *trigueños*, faisant plus ou moins office de serviteur, de mentor des autres enfants, ou simplement de compagnon de leurs jeux : quelquefois cet enfant sera de race indienne de la pampa ou guaranie.

D'autres fois encore, vous trouverez un enfant blond, élevé, choyé dans une maison où il n'est pas né, épave recueillie, devenu objet précieux pour ceux qui l'ont si longtemps soigné.

Tous ces enfants sont des abandonnés; leur origine est identique, leur sort des plus variés; ils sont tous soumis à la même loi, sous la tutelle générale de l'administration des mineurs, qui les enregistre, les surveille, les protège, leur tient lieu de famille, à qui ceux qui les ont reçus doivent compte de leur personne et de leur moralité.

Si vous demandez à ceux qui les élèvent : « Cet enfant est-il à vous ? », ils vous répondront : « Oui, il est à moi, on me l'a donné *con el papel*, avec le papier. »

Ce *papier* n'est pas l'équivalent de ce que nous mettons en français au pluriel et que nous appelons les *papiers*. Un Français a toujours ses papiers; partout où il va, il est fier de les avoir et de les étaler; il est, par contre, humilié si on lui demande de les exhiber. — « Avez-vous vos papiers? » est le dernier affront que l'autorité se permette de faire au citoyen : elle ne les demande généralement qu'à ceux qui ne les ont pas. Aussi, partout où vous rencontrez un Gaulois, il aura ses papiers et les défendra comme sa vie.

Le *papier* d'un enfant abandonné, c'est autre chose; avoir son papier, c'est n'avoir plus rien du tout.

Lorsque l'enfant sort de la *Casa de espositos*, asile des enfants trouvés, son papier est un acte de baptême qui lui constitue un titre légal; la personne à qui il est remis, avec l'enfant,

acquiert sur celui-ci les droits qu'a perdus à tout jamais la mère qui l'a abandonné. Si plus tard, après plus de trois ans écoulés depuis la naissance, sa mère apparaît, réclame l'enfant qui est à elle, qu'elle a mis au monde et qu'elle a, dans un moment de désespoir ou de honte, livré au tour, elle trouve, devant elle, l'application de l'article 307 du Code civil qui enlève l'autorité paternelle aux parents qui exposent ou abandonnent leurs enfants.

Le *papier* est donc bien un acte de cession, que la mère légale peut opposer à la mère naturelle, qui donne à la première tous les droits enlevés à la seconde.

Quelquefois cet acte de cession se traite de gré à gré, entre acheteur naïf et vendeur cruel, qui croient, tous deux, faire un acte valable, acquérir et céder des droits que la loi met hors du commerce, que, les uns, par indifférence ou misère, les autres, par besoin d'affections, y font rentrer. Au bas de ce papier, la mère, ne sachant pas signer, a fait une croix — la première que le petit ait eu à porter — puis elle s'en est allée, avec une larme peut-être, aussi avec cette consolation que l'enfant s'élèvera, vêtu et nourri, battu, pas plus que par elle, ni plus tendrement, et elle a repris l'insouciance de sa vie.

D'autres ont trouvé leur papier au bout d'un rude chemin, comme terme de la guerre sans merci où leurs père et mère, frères, sœurs, emmenés comme eux en captivité, ont été tués ou dispersés, distribués sans pitié, les uns dans le rang, les autres en demi-servitude. C'est là un usage ancien barbare et condamnable.

En 1870, après la guerre du Paraguay, terminée lorsqu'il n'y a plus eu sur le sol fertile de ce riche pays que des femmes et des enfants mourant de faim, débris de la vieille race guaranie, qui, la première, avait sauvé les Espagnols de la famine, et leur avait donné leurs premières épouses; en 1879 aussi, à la fin de la guerre pampéenne, combien en

a-t-on vu arriver à Buenos-Aires et distribuer de ces malheureux enfants!

De ces épaves les gens économes font des serviteurs gratuits. La pampa a été pour ces pauvres primitifs une rude nourrice, la destinée est pire.

Détournons nos regards ; il y a d'autres enfants *au papier* que le sort favorise : ce sont ceux qui sortent de l'asile par la grande porte du bonheur. C'est un usage, répandu dans les familles riches, de chercher, parmi ces infortunés, un compagnon du foyer : les jeunes ménages sans enfants, les vieux sans petits-enfants, vont là, et choisissent. Heureux ceux que la nature a favorisés de traits gracieux, de beaux cheveux blonds ou d'un regard tendre. Ceux-là ont des chances, dans cette loterie, de gagner le gros lot : ils seront choyés par ceux pour qui leur présence sera toujours une consolation.

Que deviennent plus tard les enfants abandonnés? Ils prennent dans la société le rang que leur attribue leur éducation, sans que leur naissance ou leur origine soit comptée pour rien. On en peut citer plusieurs. L'un est banquier dans une ville de province ; on dit qu'une des étoiles des assemblées législatives est entrée dans la vie avec un papier ; rien ne s'oppose à ce que tous acquièrent, comme leurs concitoyens, un rang social élevé ; c'est la loi des démocraties : à chacun suivant ses œuvres.

CHAPITRE IV

FÊTES INTIMES ET FÊTES PUBLIQUES

Les fêtes de famille. — Le jour de l'an. — Le jour de fête. — Les bals. — Le salon, la danse. — Les bals masqués. — Le carnaval. — Fêtes nationales. — Fêtes étrangères.

I

Le goût des fêtes intimes appartient, à peu près exclusivement, aux pays froids. Un ciel toujours clément, un climat tempéré, engagent aux expansions extérieures, où se noie l'intimité, avec elle tous les charmes qu'elle comporte. Cela est si vrai que chez les peuples qui ont, alternativement, un été chaud, un hiver froid, c'est en hiver que l'on a accumulé les fêtes, dont l'intimité est l'élément nécessaire, c'est pour l'été que l'on réserve les fêtes nationales et patriotiques qui ne vivent que de grand air.

En passant l'Atlantique et l'équateur, le calendrier grégorien, l'almanach des jours de fêtes, qui sont de tradition dans les pays d'Europe, s'est trouvé retourné : Noël, le jour de l'an, le carnaval, occasion de fêtes intimes dans les pays de l'hémisphère nord, se sont trouvés placés sous l'influence troublante du solstice d'été.

Par contre, l'été, qui, chez nous, réchauffe les esprits et les pousse à des 14 Juillet, que l'on peut éternellement fêter au grand air, semble les avoir ici, historiquement, endormis dans les douceurs d'une sieste indifférente, et c'est l'hiver

qui ramène les anniversaires patriotiques, le 25 mai et le 9 juillet, et leurs feux d'artifice, grelottants sous la pluie froide.

Parmi les fêtes de famille et d'intimité, celle, qui tient en Europe le premier rang, est, certainement, le premier jour de l'an, qui marque une étape, un renouveau, qui a, pour l'homme de tous les temps et de tous les pays, ce charme que porte, avec elle, l'espérance.

Qui de nous n'attend, de la nouvelle année, la réalisation de tous les espoirs, déçus au cours des précédentes?

Pendant cette journée sans pareille, la pensée n'a d'autre aliment. Tous ceux que vous rencontrez font, tout haut, les souhaits, que vous vous faites à vous-même. C'est la journée par excellence : idée que notre langue a faite sienne et si bien rendue par le nom familier : le jour de l'an.

Aux temps de notre enfance, on nous marquait l'aurore de ce jour d'un caillou blanc, comme le meilleur, le seul immaculé de ceux que contient l'année.

Malheureux deux fois celui, qui, à cette date, a éprouvé une infortune, perdu quelque être aimé, souffert quelque grave contretemps : ce jour qui doit ne se lever sur aucun souvenir triste, pendant lequel même il est permis d'oublier ceux des années évanouies, il faudra que, dans l'avenir, il lui rappelle le malheur souffert, comme pour lui enlever le seul jour heureux qu'apporte l'année qui commence.

Ces idées européennes, ce respect du jour, qui efface tout et promet tout, sont ici d'importation bien récente. Il y a quelque vingt ans, personne ne songeait à fêter le nouvel an. A peine, pour varier les saluts quotidiens, s'adressait-on quelques souhaits pour l'année qui s'ouvrait : cela n'avait ni importance ni grand intérêt. Ce premier jour de l'année a l'inconvénient d'en être aussi le plus chaud; c'est l'époque où toutes les familles ont quitté la ville et sont répandues en villégiature, sur tous les points les plus variés, où les vacances des écoles

et des tribunaux ont emmené au loin une partie importante de la société.

Les étrangers ont conservé, pour cette date, et celle de Christmas, le respect qu'ils ont sucé avec le lait; pour que rien n'y manque, ils essayent d'implanter et d'acclimater leurs usages sans y rien changer.

Les Allemands et les Anglais font leur fête le 25 décembre, les premiers, combattent la chaude température par l'application des *similia similibus*, en accumulant des choucroutes d'importation sur des jambons et autres *delicatesschen* que leur fournissent Mayence et Francfort.

Les Anglais se groupent autour d'arbres de Noël, se livrent à leur prodigalité habituelle de chromolithographies, où des oiseaux de toutes les couleurs laissent sortir de leur bec les souhaits les plus chaleureux et les versets bibliques les plus réconfortants : eux, aussi, reçoivent, du pays natal, pour ce jour-là, les plum-puddings, tous les *jams*, toutes les charcuteries qui sont, il paraît, le souvenir le plus tenace de l'enfance dans les pays du Nord.

Les Français ne diffèrent des autres étrangers que par le choix de leurs souvenirs de bouche. Eux aussi, font tous leurs efforts pour que, pendant ce jour, la maison et la table offrent le spectacle qu'elle avait sous le toit paternel. On commet, sans sourciller, l'anachronisme indigeste, des marrons et des foie gras, par quarante degrés de chaleur. Ce n'est pas le calendrier, c'est le soleil qui doit se tromper. Le boulevard des Capucines fournit ses sucreries les plus fines, qui traversent la ligne et supportent vingt-cinq jours de voyage, dans les régions tropicales, par un prodige d'acclimatation qui paraît invraisemblable. Le classique sac de bonbons sort intact de son duvet protecteur, et fait concurrence de fraîcheur aux produits de la confiserie locale, que les Italiens, les Français et les Espagnols ont cependant développée au delà de toute mesure.

L'usage des visites officielles, pendant ce jour consacré, ne s'est pas implanté : il fait trop chaud.

Les familles indigènes restent très en dehors de ce mouvement, sauf toutefois celles, nombreuses, où des étrangers sont entrés. Ce sont ceux-ci, alors, qui introduisent leurs mœurs dans la famille dont il font partie : on fête à la mode française, allemande ou anglaise, Christmas, ou le jour de l'an, d'une façon au reste toute passive, acceptant l'innovation dans ce qu'elle a d'agréable, sans en prendre d'aucune manière les charges.

Cette date ne fait donc pas époque; elle passe presque sans bruit, le lendemain n'est pas à proprement parler un lendemain de fête.

* * *

Les fêtes intimes ne sont pas pour cela inconnues : les seules qui soient gardées sont les anniversaires de naissance ; on ne fête pas le patron, sous l'invocation duquel les enfants chrétiens sont mis, le jour de leur baptême.

Autrefois, l'usage était de donner, toujours, à chaque enfant le nom du saint ou de la fête, que le calendrier indiquait pour le jour de sa naissance ; de là ces substantifs étranges qui sont devenus, dans la langue espagnole, des prénoms à l'allure de sobriquets, comme Conception, Circoncision, Épiphanie, Remedios ou Dolores, qui n'ont même pas l'avantage d'indiquer le sexe de la personne qu'ils désignent.

Cet usage disparaît : celui de fêter le jour de la naissance lui survit, il s'appelle encore *el Dia del Santo*, ne rappelât-il aucun saint et celui que l'on fête n'eût-il aucune chance d'être canonisé.

Ce jour-là, apparaissent sur la table tous les luxes inusités dans les autres jours de l'année. Les familles créoles ont, dans l'ordinaire, peu de souci de l'art de bien vivre : *el Dia*

del Santo fait exception, surtout s'il s'agit d'un personnage important de la famille ; il est le signal de toutes les exhibitions culinaires, qui font, à peu de frais, l'admiration et l'envie des petits et des grands.

La table est longue. Au milieu des fleurs, abondantes en toutes saisons, apparaissent l'inévitable jambon et le dindon, compagnon aussi inséparable que vulgaire du précédent. On ajoute à ces plats de luxe ceux qui, tous les jours, apparaissent sur la table, l'éternel *puchero*, l'inévitable rôti, indispensables, il paraît, aux estomacs, habitués à leur goût insipide et à leur coriacité nationale. Le dessert est la partie importante du festin. Toutes les amies, parentes et descendantes, y ont contribué de leur talent ; c'est le jour où la tante Pancha envoie son *dulce de leche*, la cousine Rosita une *yema quemada*, d'autres les *quimbos*, les crèmes à la cannelle, *el dulce de huevos*, des meringues ou des gâteaux aux amandes, ornés de cheveux d'or,. aussi doux au palais qu'agréables à l'œil ; quelques vins généreux qui ne sortent pas d'une cave de famille, luxe inconnu, et viennent vulgairement de l'épicerie voisine, mettent en gaieté tous les convives. Pour une fois, les vieux et les hommes mûrs, assis autour de la table, oublient de se réjouir ou de se plaindre de l'état d'engraissement des troupeaux, de la pluie ou de la sécheresse, de la mise bas et des abatages ; ils se laissent vite entraîner dans le mouvement de quelque ronde d'enfants, que les vieux ont apprise aux jeunes, que ceux-ci leur rapprennent, ou bien ils essaient un tour de valse à deux ou à trois temps, gauchement et lourdement, comme pour prouver que la valse n'a qu'un temps.

Les maisons sont grandes, les cours spacieuses, le climat toujours doux, ces fêtes ont le plein air pour théâtre, élément de gaieté et d'entrain que refusent le coin du feu et la chambre fermée. Le charme est différent. L'important est que, dans ces fêtes, les vieux trouvent un regain de gaieté périodique et la famille une occasion de resserrer ses liens.

de se retremper dans une joie commune qui fait oublier les soucis journaliers. C'est, en somme, le but des fêtes intimes, qu'elles se célèbrent à jour fixe pour tout un peuple ou soient spéciales à un groupe restreint; ceux-là ne savent ce qu'ils perdent qui les fuient ou les laissent passer sans leur donner une heure.

Il faut bien confesser que, dans ce pays, où les relations et les fêtes de famille sont, de tradition, à peu près les seules distractions, il est de bon ton, dans le monde qui prétend vivre à l'européenne de rompre avec ces vieux usages. Si *el Dia del Santo* est par lui encore respecté, le dîner de famille s'y transforme en banquet, le menu est rédigé en français d'importation, les plats les plus vulgaires dissimulent leur origine locale et leur goût de terroir sous des noms pompeux et des coulis uniformes.

II

Les bals du grand monde, malgré le soin que l'on apporte à leur donner le ton européen, conservent encore une physionomie spéciale.

Les abords, le défilé des voitures, les toilettes qui se montrent, tout est de grand ton et de grand luxe; les antichambres, les patios, sont encombrés de fleurs, répandues avec profusion, pas un invité n'a négligé d'y faire représenter son parterre et le talent de son jardinier.

Dans le salon, c'est l'ensemble d'une fête parisienne avec ces quelques différences qu'y apporte le souffle des usages locaux, poignées de main à tout bout de champ, petits saluts intimes et familiers, pas de cérémonial ni d'étiquette. Tout le monde se traite avec intimité, on semble toujours être entre cousins et cousines; *adios ché!* est le refrain, le point d'orgue des entrées et des sorties. On pourrait

croire que tous le jettent avec la même banalité; il n'en est rien : les femmes le disent toujours tendrement, les hommes gaiement; ce peuple d'une gaieté aimable et avenante est enchanté de se voir, de se le dire, et semble pétri d'affection. On est, au reste, entre *personas conocidas*, ou du moins on le croit; c'est un cousinage qui devient de la fraternité.

On ne fait pas d'exception pour les étrangers, qui abondent dans les salons, forcément cosmopolites, où sont reçus, sans exception, les diplomates, où les officiers, en station, promènent des uniformes de toutes les nationalités, où tous rencontrent accueil bienveillant, trouvent partout à parler leur langue ou tout au moins l'anglais et le français, — notre langue n'étant guère inconnue de personne dans ce milieu où dominent nos mœurs et nos usages.

Entrons au salon. La foule est compacte, la promenade difficile, et tout le monde se promène, par couples, causant : on ne connaît ici ni le milieu vide réservé aux danseurs, ni les vieilles en *tapisserie*. Au reste, les vieilles femmes vivent ignorées, elles restent confinées dans l'intimité des demeures; dans la rue et au bal elles se montrent rarement, pour ne pas dire jamais. On n'y trouve que de jeunes femmes, de nombreuses jeunes filles venues avec un frère, un père, un beau-frère, pour s'amuser sans le remords de voir leurs mères bâiller à décrocher les lambris.

A onze heures, la foule augmente : la promenade incessante devient un piétinement sur place : c'est à peine si elle s'interrompt un instant pour faire place à un groupe de danseurs, qui tourne un instant et continue à circuler, marchant, causant et dansant alternativement, quelquefois pendant des heures, sans que personne trouve étranges ces tête-à-tête qui se prolongent, ces causeries intimes, cet isolement à deux, qui va se continuer à la table servie pour le souper. C'est un des caractères spéciaux des bals créoles que cette liberté

laissée aux jeunes de se choisir et de se consacrer, ainsi, en public, une nuit de fête. C'est là que se préparent librement les unions, que se font les fiançailles et que les futurs époux apprennent à se connaître.

Les toilettes sont de grand luxe, d'une élégance harmonieuse ; c'est pour le bal que la porteña sait le mieux s'habiller. Les charmes de sa beauté sont faits pour la légèreté des étoffes et des toilettes de luxe ; la couturière n'a pas de fautes à commettre, et n'en commet pas : elle peut puiser dans la fantaisie des modes parisiennes ce qui convient le mieux à la taille souple, onduleuse, aux allures dégagées ; pas n'est besoin de diamants pour donner de l'éclat aux fêtes que les yeux et les physionomies des porteñas illuminent.

Et cependant elles ont la passion des bals masqués. Qu'y cherchent-elles donc que ne leur donne pas le bal à visage découvert? Il semble, pour elles, que ce soit une joie de dissimuler, à la fois, tous leurs charmes, de s'emmitouffler, de s'empaqueter, de se rendre méconnaissables, et pourquoi? Pour donner libre cours à leur esprit d'intrigue et se permettre sous le masque, tout juste, les libertés que personne ne leur conteste dans l'allure ordinaire de la vie.

Aussi le spectacle des bals masqués est-il loin d'être enchanteur. Ce sont les grands cercles, qui, à l'époque chaude du carnaval, ouvrent leurs immenses salons à la société pour ces fêtes demi-intimes : les invitations sont répandues à peu près exclusivement entre les familles des membres du cercle ; ce n'est donc pas une foule d'inconnus qui se pressent dans les salons, tous les invités ou à peu près se connaissent, se rencontrent tous les jours, et le masque seul serait insuffisant à dissimuler l'auteur d'une intrigue quelconque ; il faut donc s'étudier à déguiser l'ensemble de sa physionomie, sa taille, ses proportions. On fait appel à des renforts de châles, de

draperies, de coussins, à des bonnets de hauteur fantastique; on cache, avec soin, la couleur des cheveux et de la carnation, en un mot, on s'enlaidit à plaisir; ce résultat, obtenu par chacune, en particulier, jette sur le bal une ombre de vulgarité, le prive de tous les ornements, qui en feraient, en même temps que la beauté, la gaieté; il reste l'intrigue, cette sotte ramasseuse de petits potins, peut-être de calomnies, et comme il est plus facile d'être belle que spirituelle et fine, les malheureuses victimes en habit noir, qui n'ont pas, sur la conscience, quelque secret mal caché, quelque péché que tout le monde connaisse, sur lequel on puisse aisément aiguiser quelques railleries, en sont réduits aux appels aigus du : « Je te connais, beau masque », qui n'a acquis aucun charme à passer l'Océan, à changer de langue, et à être dit d'une voix de tête, déguisant, sous un son uniforme, les particularités de chaque organe.

Ces bals classiques ont perdu de leur renommée d'antan, la société s'est trop agrandie, toutes les Provinces et les étrangers l'ont envahie, peu à peu, par tous les côtés, et la société locale leur abandonne ce terrain neutre des réunions mixtes, qui n'ont ni l'intimité d'un salon privé, ni la liberté d'un salon public où chacun entre en payant son écot.

III

Le carnaval est, dans tous les pays, l'occasion de fêtes et de réjouissances de caractère privé; mais dans les pays tempérés, à plus forte raison dans ceux où il tombe en plein été, il a gardé les caractères d'une véritable fête publique; il est, pendant les trois jours traditionnels, le maître de la rue et de la ville entière; il n'y a pas de village, de coin habité qui échappe à son influence. Dans le fond de la pampa, partout où il y a une habitation, il y a un esprit hanté par le délire du carna-

val; dès que deux êtres humains se trouvent en présence, du dimanche au mardi-gras, où que ce soit, ils en évoquent le souvenir, et se mettent en mesure de respecter la tradition.

Or, cette tradition consiste à s'inonder d'eau, réciproquement. Là est le grand plaisir, la joie sans égale; se mouiller, s'inonder, se tremper jusqu'aux os, de l'aube au coucher du soleil, est une joie qui a ses ivresses; comme toutes les ivresses, celui qui ne la partage pas ne la comprend pas, celui qui est dominé par elles, la subit sans s'en expliquer le charme.

Ceux qui, dans une proportion quelconque, ont pris part à ces jeux aquatiques, dans le centre le plus civilisé des villes, ou dans le coin le plus retiré des champs, jeunes ou vieux, confesseront sans hésiter qu'ils y ont pris plaisir.

C'est un plaisir qui est fait de plaisanteries et de surprises grotesques, auquel se mêle à forte dose, — quelque soit le rang social de ceux qui y prennent part, — un peu de lascivité, tout au moins de liberté familière entre personnes de sexes différents.

C'est en vain que les ordonnances municipales proscrivent de la rue ces réjouissances humides, d'un autre âge. Dès que l'autorité a le dos tourné, l'eau retombe à plein seau même sur son représentant et détrempe, dans sa poche, les procès-verbaux déjà dressés. Dans les cours, dans les maisons, dans les rues des quartiers éloignés, à la campagne, l'eau coule sur tout ce qu'elle rencontre. En ville, dans les rues, réservées à la promenade des élégants, d'où elle est absolument exclue, elle prend des airs modestes et réservés, prétend parfumer sans inonder, mais ruisselle en parfumant et trempe tout ce qu'elle rencontre.

Il y a quinze ans que l'opinion travaille à transformer ces jeux carnavalesques, sans parvenir elle-même à se convaincre.

A cette époque, déjà éloignée, l'eau régnait seule, sous sa forme la plus crue. Dès le samedi, sur toutes les terrasses, à l'italienne, des maisons de ville, on hissait une provision de baquets, de seaux, on recueillait tous les vieux journaux et grands papiers que l'on pouvait récolter, qui se transformaient en ballons hydrauliques. Pendant trois jours, on y renouvelait, sans cesse, la provision d'eau, qui s'épuisait, sans cesse, retombant, en belles averses, sur les voisins et les passants. C'étaient de vrais combats, dont tout le monde prenait sa part, depuis la servante négresse jusqu'à la fille la plus élégante de la maison la plus riche. Tout le jour, l'eau ruisselait, les vêtements détrempés collaient au corps ; si l'eau s'épuisait, on en venait quelquefois aux mains, le vaincu plongeait dans le baquet vide ou plein.

Des passants, personne n'était épargné, si le Président de la République ou quelque personnage apparaissait, il devenait le but préféré, sur lui pleuvaient tous les ballons de papier, gonflés d'eau, les œufs de cire, pleins d'essences parfumées et autres projectiles, quelquefois dangereux.

Ces beaux temps sont passés, les citadins n'ont plus cette passion pour l'eau toute crue ; son usage tout à fait créole n'est surtout pas toujours du goût des étrangers. On en trouve encore, au caractère mal fait, qui n'aiment pas, au coin d'une rue, recevoir, sans s'y attendre, un plein seau d'eau douteuse, lancé par la main sûre d'une femme de couleur foncée.

Le carnaval n'en est pas pour cela moins humide, d'une humidité tout aussi pénétrante, mais plus parfumée ; le plus rebelle à ce plaisir finit par y prendre goût.

Le malheureux qui pour la première fois sent couler le long de ses vertèbres un filet d'eau froide, plus ou moins odorant, ne manque pas de s'écrier : « Ah ! que c'est bête, finissez donc ! » Il proteste, se fâche quelquefois, murmure toujours, et ne se souvient pas, tout d'abord, que cette plai-

santerie est permise à tout le monde et que les rieurs ne sont jamais du côté de ceux qui la supportent mal. C'est là le cri ou le mouvement de la première heure. Vous retrouverez, quelques heures après, le même personnage, à demi trempé, gai, joyeux, ardent à prendre part à la fête, ne trouvant plus cela bête du tout; soyez sûr que lorsqu'il est trempé des pieds à la tête, il le trouve tout à fait drôle, peut être même spirituel. Celui-là est sage qui ne perd pas son temps à raisonner sur la valeur des plaisirs de carnaval; ce sont sottises humaines qui échappent à la critique et à l'analyse. Il faut que ces sottises soient bien nécessaires à la marche de l'humanité, pour qu'elles aient survécu à la chute des empires et se soient perpétuées, jusqu'à nous, sans rien perdre de leur excentricité. Les esprits chagrins ne gagnent rien à bouder contre la mode et à prendre en carnaval des figures de carême.

C'est, du reste, sous une forme gracieuse, et, n'était l'abus que l'on en fait, à peu près acceptable, que se manifeste le carnaval humide. On y emploie ces tubes d'étain élastiques, inventés par la parfumerie anglaise, il y a quelque vingt ans et, qui, délaissés par elle, sont devenus d'immense consommation dans l'Amérique du Sud. Ils firent leur apparition à Buenos-Aires en 1869, y prospérèrent si bien qu'il a fallu construire des usines, qui emploient toute l'année des ouvrières, en nombre considérable, à la fabrication de cet instrument carnavalesque.

A la tombée du jour, le *corso* commence, comme dans toutes les villes du midi de l'Europe, son défilé, solennel, par les rues spéciales qui lui sont réservées. Dans ces rues étroites, des voitures élégantes, ornées de fleurs, longent le trottoir où la foule est rangée. C'est de cette foule que partent les minces filets d'eau parfumée, qui, après trois ou quatre heures de cette promenade, deviendront ruisseaux. Les

femmes, pour protéger leurs yeux, portent à la main un écran de glace. Beaucoup d'entre elles répondent et mettent à ce jeu une certaine passion. Les enragés escaladent les marche pieds, les sièges des voitures, toutes découvertes, et entreprennent des luttes que l'on n'abandonne que forcé et contraint, aveuglé sous le jet continu du flacon parfumé. Les charrettes suivent la file, pleine de gens de toutes conditions, masqués et bruyants; dans quelques-unes, des groupes de jeunes gens; dans d'autres, des jeunes filles, du meilleur monde, sont entassés, se risquent aux hasards de la rue, protégées par leur masque contre les critiques, et contre les propos libres par le bruit qui se fait autour d'elles. Des compagnies de jeunes gens à pied parcourent les rues du corso et l'emplissent du bruit de leurs instruments, plus ou moins harmonieux; tous sont costumés, la majeure partie se noircit le visage; on pourrait se croire dans un village africain; l'explication de ce goût pour la couleur de la race noire est difficile à donner; peut-être a-t-il l'avantage d'être un masque plus commode que tout autre, peut-être celui de permettre l'emploi d'instruments de musique, faciles à mettre d'accord, pour des musiciens sans expérience.

La plus grande liberté règne dans le corso, il est rare qu'elle dépasse les bornes permises; il est curieux de constater que la foule du trottoir se garde de manquer aux règles de la bienséance, et que, dans ce milieu très démocratique, dans ces jours de licence,il ne vienne pas à l'idée des gens du peuple de se mêler aux jeux de ceux qui ne sont pas de leur classe : ils regardent et jouissent du spectacle sans y prendre de rôle.

La jeunesse se donne libre carrière, et s'en prend, de coutume, pour égayer la fête aux hommes politiques en vue, qu'elle caricature sans aucune retenue : à ce coin de rue un jeune homme s'est fait la tête du Président de la République et amuse le public de ses gestes et de ses discours; un autre

porte le masque de l'archevêque et se fait promener, assis à rebours, sur un âne ; un ministre, connu pour ses galanteries, apparaît dans une voiture, serrant de près le mannequin d'une jeune femme. On dit que les hommes du jour aiment peu voir leurs ridicules sur la place publique et qu'ils demandent des ordonnances qui les protègent. Espérons que c'est un faux bruit. Le carnaval a déjà bien assez à souffrir de la politique, qui arrête souvent les divertissements et divise, à époques périodiques, la société en camps hostiles.

IV

C'est, au reste, la seule fête publique qui ait à souffrir de la politique ; les fêtes nationales ont, par contre, le privilège d'imposer silence à ses colères et à ses rancunes.

Le peuple et la société de Buenos-Aires semblent avoir une préférence marquée pour les fêtes civiques. Peu à peu, les fêtes religieuses, qui étaient les seules connues au temps de la domination espagnole, perdent de leur éclat. L'esprit de scepticisme domine l'Amérique et accueille avec plus d'ironie encore que de froideur ces longs cortèges, qui, à certains jours, sortent des églises pour promener, dans les rues, des saints de bois grimaçants, des représentations en carton-pâte, peint et doré, de quelque scène du martyrologe ou de la passion. Ces grotesques exhibitions, qui se sont perpétuées dans les villages et même dans quelques villes d'Espagne, semblent avoir été importées, ici, pour frapper, aux temps primitifs, l'esprit naïf des Indiens et des nègres ; la société a pris le pli d'en laisser à ceux-ci le spectacle.

Une autre raison enlève aux fêtes religieuses beaucoup de leur éclat, c'est l'inversion des saisons : à Pâques, dans l'hémisphère sud, on est en automne, en hiver, à la Fête-Dieu, la procession des Rogations faite, après la moisson rentrée, est

un anachronisme. Les anciennes coutumes payennes de l'Europe, que l'Église catholique a recueillies et perpétuées, n'ayant pas trouvé le sol préparé, végètent dans l'étiolement.

Les fêtes civiques frappent, d'une manière plus vive, l'imagination d'un peuple, qui est le maître de ses destinées, qui a conquis, lui-même, à une époque récente, son indépendance nationale et sa liberté politique.

Que ces fêtes rappellent la date du 25 mai 1810, où fut proclamée l'indépendance des États de la Plata, dans l'enceinte du Cabildo municipal, ou celle du 9 juillet, où fut solennellement jurée la première Constitution libre de ces États, dans la ville de Tucuman, ou qu'elles rappellent, — comme l'a fait la rentrée des cendres de San-Martin, le fondateur de l'indépendance des États espagnols de l'Amérique, et de Rivadavia, le fondateur des libertés nationales, — le souvenir de grands noms honorés, le concours patriotique de tous les citoyens leur donne un éclat que n'ont jamais eu les fêtes religieuses.

* * *

Des deux fanatismes que les Espagnols ont transmis aux peuples américains, issus de leur sang, le fanatisme patriotique et le fanatisme religieux, le premier seul a survécu à leur domination en la détruisant ; le second a disparu, peu à peu, avec ceux qui avaient intérêt à l'alimenter, à mesure que la population s'est répandue en dehors des villes, loin de l'influence des moines et des prêtres.

Comment l'homme des plaines, qui ne voit jamais le clocher, l'église ni le prêtre, serait-il dominé par les idées qu'ils rappellent? Loin des prédications, n'ayant jamais l'occasion d'assister aux solennités religieuses dont l'éclat, peut-être, frapperait son imagination, il n'a aucune teinture de religion, la confond avec la fable, croit au *gualichu*, le diable des Indiens, sans avoir aucune notion des peines éternelles de l'enfer ni

des récompenses, promises à des vertus que personne ne lui a enseignées, dont il ignore le nom et l'objet. Quand il entre, en passant, dans un village, il n'a aucun souci de l'église ni de ce qui s'y fait; s'il vient y établir sa résidence, il n'est guère attiré vers des fêtes dont il n'a pas pris l'habitude, dont il ne comprend guère le sens.

Il n'en va pas de même des fêtes civiques qui lui rappellent des hommes et des faits, dont le souvenir, tout éloigné qu'il soit, pour lui, est d'autant plus récent que les discussions, les luttes politiques, le rajeunissent chaque jour : il croit toujours fêter un parti politique, dont il est, dont le triomphe sera, pour lui, tout profit.

Les habitudes religieuses ne se sont donc perpétuées que dans la société des villes, mais elles ne sont imposées ni par l'esprit de parti, ni par l'esprit de caste, ni par un usage dominant, ni par la mode, ni par le bon ton; on peut dire que la liberté de conscience est aussi entière dans les mœurs que dans la Constitution.

Si l'esprit religieux n'a pas conquis la nation, le fanatisme patriotique la domine, et les fêtes qu'il se donne unissent le peuple entier dans un sentiment unanime : les bouderies des partis vaincus ne peuvent pas plus se tenir en dehors d'une fête patriotique, qu'un parti triomphant ne peut la faire sienne; c'est toujours la patrie que l'on fête et, jusqu'ici, dans l'histoire de ces peuples jeunes et libres, jamais, dans aucune lutte politique, l'idée de patrie n'a souffert un moment d'éclipse.

Dans le nombre de ces fêtes, on peut faire entrer celles auxquelles servent de prétexte les réalisations successives de progrès local, inaugurations de chemins de fer, de télégraphes, de monuments publics, pose de la première pierre d'une ville, comme l'occasion s'en est présentée, en 1882, pour la capitale nouvelle de la Province de Buenos-Aires, La Plata.

Ces fêtes ont toujours un certain éclat, elles sont l'occasion

de déplacements, de voyages, au loin, de personnages et d'invités en grand nombre : le Président de la République, les Corps constitués, le Corps diplomatique n'y sauraient manquer; des banquets sont organisés et des discours sans fin, prononcés à chaque étape.

* * *

Les colonies étrangères ont importé, avec elles, leurs fêtes. Les seules, qui leur aient donné un véritable éclat, sont les colonies française et italienne, les plus nombreuses du reste et les plus importantes : la première célèbre la sienne le 14 juillet, la seconde le 20 septembre.

Toutes deux se font avec éclat ; elles envahissent la ville des fanfares de leurs nombreuses sociétés ; elles semblent tenir à honneur de saisir ces occasions annuelles, de se compter, de démontrer leur importance numérique et sociale.

On a dit que l'esprit créole voyait ces manifestations avec quelque terreur, qu'il trouvait mauvais cette importation, au milieu d'une société constituée, de fêtes, qui sont étrangères à son histoire, qui, donnant à des groupes une importance individuelle, au milieu de la masse de la nation, nuisent à son homogénéité. Craintes chimériques ! Il n'est pas plus dangereux pour la nation de rencontrer un groupe, même trop nombreux, d'Italiens et de Français, réunis pour une journée autour de leur drapeau, retrempant ensemble leurs cœurs dans le souvenir de la patrie, qu'il n'est dangereux pour la société de permettre à la corporation des charpentiers de fêter saint Joseph, à celle des jardiniers de promener des édifices de fleurs en l'honneur de saint Fiacre.

Ces idées mesquines peuvent germer dans quelques esprits, elles ne sauraient trouver un terrain fertile pour se développer. La société a plutôt une tendance à faire siennes les fêtes d'autrui. Le goût et la rareté des distractions, la sympathie

générale pour les étrangers, le rapprochement cosmopolite, qu'opèrent les unions entre familles d'origines différentes, contribuent à ce résultat final. Aussi, toutes les fêtes, que les étrangers ou les nationaux imaginent, dans un but charitable, réunissent-elles dans un sentiment unanime toutes les classes sociales, quelle que soit la colonie ou le groupe qui les donne.

A l'ombre de la philantrophie, les Français ont créé une fête foraine qui se répète, à époque fixe, tous les ans, avec un nouvel éclat ; les Espagnols ont leurs *romerias*, les Basques leur lieu de réunion : chaque société, a, pour le moins, un anniversaire à fêter, le nombre en est assez grand pour que chaque jour de l'année puisse avoir le sien.

En somme, ce que les fêtes privées ou publiques, leur répétition et leur variété, démontrent, c'est le goût, général dans toutes les classes de la société, pour les réunions et les assemblées en plein air, pour l'éclat des fêtes. Le peuple argentin est, surtout, gai et bien portant, l'atmosphère légère qui l'enveloppe, la fertilité spontanée de son sol, la fécondité lucrative de ses troupeaux, le prédisposent à la joie, l'habituent à faire peu de cas des soucis passagers de la vie, et, s'ils se présentent, à en chercher l'oubli.

C'est, en somme, un peuple qui a le temps de s'amuser, beaucoup de motifs de se réjouir, il s'amuse quand il peut et fait bien.

LIVRE QUATRIÈME

LES AFFAIRES ET LES FINANCES

CHAPITRE PREMIER

COMMERCE ET COMMERÇANTS

Buenos-Aires centre commercial et financier du bassin de la Plata. — Son action sur l'activité générale. — Attraction et rayonnement. — Trafic et transit. — La Bourse de commerce. — Importation et exportation. — Situation relative et absolue du trafic de chaque pays d'Europe. — Études à faire avant d'entreprendre le commerce à Buenos-Aires. — Caractères de ce commerce. — Commerce anglais, français, allemand, italien, espagnol. — Chambres de commerce. — Consuls. — Banques étrangères. — Les créoles. — Les ventes à l'encan.

Il n'y avait, il y a quelques années encore, qu'une ville de commerce dans la République Argentine, cette ville était Buenos-Aires. Aujourd'hui, il y en a deux, Rosario ayant pris, depuis dix ans, une importance considérable, et tendant à accaparer tout le transit du nord de la République.

Buenos-Aires n'a pas, pour cela, perdu son rang; elle est restée le véritable centre d'attraction, en même temps que de rayonnement.

C'est là que la nation vit, pense, s'instruit, et aussi commerce, dans le sens le plus étendu du mot; c'est de là que part, là qu'aboutit la circulation, comme au cœur de la nation. C'est, surtout et avant tout, l'unique centre financier de tout le bassin de la Plata; là, par conséquent, que se règlent toutes

les négociations nationales ou internationales : là que sont installés les marchés de produits, qui viennent, naturellement, au littoral pour être exportés ; là que sont débarqués ceux qui viennent de l'extérieur pour alimenter la consommation générale ; là que se traitent les emprunts d'État avec les capitalistes étrangers, que sont déposés, dans les caisses des Banques, les capitaux de commerce et ceux très considérables de l'épargne ; là, que se condense le crédit, cette force motrice du travail national, qui portera la vie jusqu'aux confins du pays.

Hors de la ville de Buenos-Aires, on ne trouverait donc qu'un commerce purement local. On n'y trouverait que peu ou point d'industrie, seulement quelques industries agricoles : les minoteries, dans les centres producteurs de blé de Santa-Fé ; les usines à sucre, dans les pays producteurs de canne, Tucuman, Santiago del Estero, le Chaco et le Territoire des Missions.

Les agglomérations de population, dans la pampa et même sur le littoral, si elles répondent à quelque besoin de sociabilité, ne sont, commercialement, que des points de transit, où viennent se grouper les produits de l'industrie pastorale ou agricole de la région, pour y être échangés contre ceux de l'industrie européenne envoyés de Buenos-Aires.

I

Dans cette ville, où résident tous les intermédiaires, où tous les chargements aboutissent, où toutes les opérations, auxquelles donnent lieu les transactions commerciales, se résument, les mœurs, la société, la conversation sont naturellement dominées par les habitudes et les préoccupations commerciales, autant que peut l'être la rue par le bruit de cet immense trafic.

La vie est active pour tout le monde et l'agitation grande pendant tout le jour. Personne, même le plus riche, n'échappe à l'influence du milieu, aux préoccupations de l'agio, des lettres de change à payer ou à recevoir. Les grands propriétaires terriens, ne sont pas des éleveurs indifférents, qui se contentent de recevoir, à la fin de l'année, les revenus de leurs terres, des mains d'un majordome; s'ils ne voient pas souvent leurs troupeaux, ils savent, jour par jour, ce qu'il advient de ceux-ci ou de ceux-là, vendent quelques milliers de bœufs, rachètent quelques milliers de vaches, concentrent, en somme, dans leurs mains et dans leur bureau de ville, où ils se rendent tous les jours, tous les fils de l'administration de leur fortune, y vendent cuirs, laine et bétail, négocient les valeurs de banque auxquelles donnent lieu ces opérations, font, enfin, de l'administration d'une grande fortune, une affaire commerciale, contribuant, ainsi, de toute la puissance de leur capital acquis, au mouvement d'affaires qui augmente la fortune du pays. Ce ne sont pas des revenus et l'inaction que les plus riches demandent aux capitaux, c'est un moyen d'action et des bénéfices. Une expression locale le prouve bien. On ne dit pas d'une maison de rapport : « elle produit tant de revenus, » mais : « elle gagne telle somme. »

La vie oisive serait certainement lourde, au milieu du bourdonnement continu d'une ville d'affaires, aussi tout le monde se laisse-t-il envahir par elles. Il n'est pas de profession libérale qui en éloigne : médecins ou ingénieurs doivent s'occuper du prix de la laine et du cours du change, tous sont plus ou moins éleveurs; quant aux avocats, ils sont tous imbus des questions que soulèvent le change et l'échange, le trafic, le transit et l'agio, le droit commercial et le droit maritime; leur esprit est ouvert à ces questions comme ailleurs à l'art et à la littérature.

Il n'y a guère que dans le commerce des femmes que l'on ne trouve pas de femmes de commerce. Elles sont mêmes

étrangères à toute occupation qui y confine, et, dans toute la ville de Buenos-Aires, hormis quelques Françaises, on ne trouvera pas une femme commerçante.

La ville est réveillée, de bonne heure, par le démon du transit et du courtage qui l'agite. Sur la rive, les entrepôts de douane reçoivent tous les produits du dehors ; aux trois autres extrémités, les gares terminus des chemins de l'Ouest, du Sud et du Nord déversent tous ceux qui viennent des champs et de l'intérieur ; naturellement, les premiers doivent se répandre dans la ville, pour s'y entreposer, et la traverser, pour aboutir, par ces lignes de chemins de fer, à la consommation, pendant que les seconds ont à faire en sens inverse, le même chemin pour être expédiés au dehors. Mouvement de va-et-vient, travail continu de fourmis, fait par de lourdes charrettes qui se répandent dans les rues, les parcourent, tout le jour, dans tous les sens, ébranlent les maisons, traînent avec elles une agitation violente, que l'on ne retrouve dans aucune ville ; l'étroitesse des rues dont la plus large n'a pas dix mètres, rend ce mouvement, particulièrement bruyant et encombrant. Le trottoir n'est pas moins envahi que la chaussée, ce ne sont partout dans le centre commercial et jusqu'aux confins de la ville, que dépôts, entrepôts, magasins, où les caisses de petit et de grand volume, celles dont une unité encombre et celles qui arrivent par milliers, les sacs et les barriques roulent du haut de charrettes élevées, entrent pour ressortir bientôt, et refaire, à travers les rues, un nouveau voyage. Ces charrettes amphibies, dont l'usage s'impose par la singulière disposition du port, sont huchées sur de grandes roues de deux mètres, leur permettant d'entrer dans l'eau et de prendre leur chargement le long des chalans ; roulées sur le pavé raboteux, elles se balancent au-dessus des têtes que menace leur lourd chargement.

Les statistiques chiffrent ce mouvement. Le port de Buenos-

Aires et par conséquent la ville voit passer, bon an mal an, deux millions de tonnes d'importation et un million et demi d'exportation : chaque charrette, attelée de trois chevaux, porte une tonne, cela donne, par jour, en chiffres ronds, dix mille voyages de charrettes, traversant la ville dans tous les sens. Si l'on tient compte de ce fait, ordinaire dans une ville de transit, que chaque marchandise est entreposée, deux ou trois fois, chez l'importateur d'abord, de là chez le négociant en gros, puis chez le commerçant de détail, on se donnera, de loin, une idée de l'agitation des rues d'une ville, où tout ce trafic opère tous ces ricochets, avant de prendre sa destination définitive. On s'imagine aussi le nombre de courtiers, d'intermédiaires, de commerçants de tous genres, de banquiers, d'entrepreneurs de transports, qu'il entretient.

C'est à la Bourse que tout ce personnel se concentre. Elle est ouverte tout le jour, et toutes les affaires s'y traitent. C'est là que se vendent et s'achètent les valeurs mobilières, titres de rente ou d'épargne, les traites sur l'Europe, sur l'intérieur ou le dehors; c'est aussi là que se négocie la vente des terres, des maisons de ville, du vin, du sucre, du blé, du lin, de la laine, aussi du bétail sur pied, et de ses dépouilles. De toutes ces transactions, on ne sait quelle est celle qui a le plus d'importance et qui emploie le plus de monde et le plus de capitaux. Donnons-en une idée, en rappelant que pendant l'année 1886, il s'est vendu, à la seule Bourse de Buenos-Aires, six millions cinq cent mille hectares de terres, c'est-à-dire une superficie égale au huitième de celle de la France.

En 1885, l'importation se chiffrait par 92 millions de piastres ou 460 millions de francs ; l'exportation par 84 millions de piastres ou 420 millions de francs. Dans ces chiffres, le sucre entrait encore, en 1884, pour 7 millions de piastres, et en 1885 seulement pour 3 millions et demi ; c'est à peine si en 1886, cette importation aura atteint 2 millions, les plan-

tations de canne ont fourni l'appoint. Le vin entre pour 6 millions, il a diminué, de 1884 à 1885, de 1 million et demi de piastres; c'est aussi le vignoble indigène qui a comblé la différence; de même l'alcool, les bougies, les allumettes, le riz, la bière, tendent à disparaître de l'importation; déjà, la farine et les pâtes cherchent un débouché au dehors, l'huile se fabrique en grandes quantités, ainsi que les liqueurs et les conserves. Mais d'autres articles, pendant ce temps, sont importés en plus grand nombre, et chaque année, pendant que le commerce intérieur s'accroît de toute cette production, les chiffres de l'importation augmentent. Heureusement, ceux de l'exportation font de même; notons en passant que, de 52 millions en 1883, elle s'est élevée à 84 millions en 1885, ce qui dénote dans le pays une activité productrice en pleine action.

Ce commerce, qu'il ait pour cause des articles fournis par le dehors, ou produits pour l'étranger, ou créés par le travail local pour la consommation intérieure n'aboutit pas moins au seuil de la Bourse, où tout se traite; les payements même s'y font par chèques et virements de banque; la monnaie de papier, la seule en usage, se prêtant mal à des payements de grosses sommes.

Cette Bourse est un lieu de réunion, créé par une société particulière, où est admis quiconque est commerçant ou s'occupe de commerce et paye un abonnement. C'était, à l'origine, un simple cercle, créé en 1835, sous le nom de Salle des résidents étrangers. Rosas, qui n'aimait pas les réunions, les groupements ni les associations, en avait à cette époque interdit l'entrée aux nationaux. Les mœurs publiques et les usages se sont modifiés depuis; la Bourse est devenue, dès 1854, le vrai centre des affaires, du commerce et de la spéculation. Celle sur les valeurs mobilières y est active et permanente, elle est surtout entretenue par les fluctuations du papier-monnaie, qui a perdu toute fixité, sous l'influence du cours forcé. Dans une ville qui vit d'importa-

tion et d'exportation, le cours de l'or atteint et occupe tout le monde, puisque tout le monde est débiteur ou créancier de l'Europe, et doit, à un moment donné, résumer en monnaie d'or toutes les opérations qu'il traite nécessairement en monnaie de papier. La nécessité de *faire son change*, en vue d'une opération en cours, ou réalisée, amène à la Bourse tous ceux qui, à l'ombre de cette nécessité, se laissent entraîner dans quelque spéculation.

*
* *

Toutes les nations sont ici représentées : chacune y joue son rôle, proportionné à l'importance de son commerce. Celui d'importation est divisé de la manière suivante : l'Allemagne y contribue pour 8 0/0; la Belgique pour 9 0/0, l'Espagne pour 4 0/0, les États-Unis pour 8 0/0, l'Italie pour 5 0/0, La France pour 16 0/0, l'Angleterre pour 38 0/0, les autres pays pour des quantités insignifiantes.

Celui d'exportation, de son côté, se décompose ainsi : l'Allemagne en absorbe 10 0/0, la Belgique 18 0/0, l'Espagne 3 0/0, l'Italie 8 0/0, l'Angleterre 15 0/0 et la France 30 0/0.

Au point de vue absolu, ce double commerce se chiffre de la manière suivante, quant aux pays qui y participent d'une façon notable : la France, qui importait 42 millions de francs en 1876, 76 millions en 1883, 85 millions en 1884, n'a importé que 74 millions en 1885.

L'Angleterre, de son côté, importait : 49 millions en 1876, 100 millions en 1882, 154 millions en 1884, 176 millions en 1885. L'Italie s'est élevée de 15 millions, en 1876, à 21, en 1885, l'Allemagne, de 9 millions en 1876 à 36 millions en 1885. Les États-Unis ont subi exactement la même progression.

Par contre, la France, qui achetait et exportait pour 49 millions de produits argentins en 1876, en achète pour 130 mil-

lions en 1885, l'Angleterre, qui en prenait pour 39 millions, en demande 64 ; l'Italie, de 9 millions est passée à 12 ; la Belgique est, depuis dix ans, restée stationnaire à 74 millions ; l'Allemagne, au lieu de 8 millions, en consomme 43 ; les États-Unis se sont élevés de 12 millions à 28.

C'est là ce que l'on voit et ce que contrôlent les statistiques ; mais ce que l'on ne voit pas, a bien, aussi, son importance dans le mouvement des transactions financières, auxquelles donnent lieu ces échanges commerciaux. Ainsi, il est bien évident qu'un commerce qui se chiffre par 177 millions de piastres ou 870 millions de francs et constitue les pays étrangers en crédit de 465 millions de francs et en débit de 400 millions ne donnera pas lieu à de simples échanges, réglés par des comptabilités individuelles. Ce ne sont pas les mêmes maisons qui font, à la fois, l'importation et l'exportation, il faudra donc que ceux qui exportent se procurent au moyen de traites, tirées sur l'extérieur, les fonds nécessaires à leurs achats, que ceux, qui importent, payent, au dehors aussi, au moyen de traites qu'ils achèteront, les sommes qu'ils doivent. Au milieu de ces transactions interviendront les banques qui créeront ce papier de commerce, suivant que les besoins de la place les pousseront à en augmenter ou à en restreindre la spéculation. L'activité de celles-ci est telle, les fluctuations si fréquentes, que l'on peut estimer que, pour répondre à un besoin commercial d'un milliard, il se créera une circulation de traites d'au moins cinq milliards. Tout ce mouvement financier vient se résumer, à un moment donné, dans les portefeuilles de la Banque de France et de celle d'Angleterre ; il agite d'abord le marché qui les crée et la Bourse où elles se négocient, en lui donnant une vie et une activité peu communes.

Mais les échanges commerciaux ne sont pas seuls à alimenter le marché financier, et les relations financières internationales. La République Argentine est, comme tous les pays neufs, un

terrain d'exploitation, ouvert aux capitaux étrangers : ils y recherchent, depuis longtemps, les affaires, et les entreprises les recherchent eux-mêmes. C'est ainsi qu'ils ont été amenés à créer des usines à gaz, des lignes de chemins de fer, de tramways, de steamers fluviaux, à entreprendre des travaux publics, dans les villes ou dans les ports, à créer des usines à sucre, des raffineries, des distilleries, des moulins, des usines frigorifiques pour l'exportation des viandes, enfin, à constituer des Banques puissantes. Donner le total des capitaux ainsi employés, depuis vingt ans, est au-dessus de la statistique ; mais on peut l'estimer environ à 500 millions de francs. Les emprunts d'État souscrits, à l'extérieur, s'élèvent de leur côté à 700 millions ; c'est encore un milliard deux cents millions qu'il faut restituer peu à peu à l'Europe par voie d'amortissement, dont il faut, chaque année, payer les intérêts ou les dividendes, ce qui absorbe environ 150 millions annuels, et augmente d'autant l'activité du mouvement financier.

II

Celui qui arrive d'Europe pour entreprendre, sur un marché ainsi machiné, quelques opérations de commerce, éprouve, au début, quelque surprise. Il s'aperçoit vite que la moindre affaire, même de commerce de détail, si elle doit chercher son aliment au dehors, donne lieu à des calculs difficiles, auxquels l'esprit doit se briser, d'abord, en attendant qu'il puisse entrer dans l'étude d'une foule de questions, pour lesquelles il n'est pas préparé.

Il ne lui faut pas seulement deviner et comprendre les besoins d'un marché, par lui-même très compliqué, puisque le siège en est fait à la fois par tous les grands pays producteurs d'Europe, comprendre, de prime abord, les questions de change international, être renseigné sur la valeur des signatures qu'on

lui offre, quand il doit couvrir, en traites, les débits d'Europe; il lui faut, encore, étudier et tourner tous les obstacles que lui oppose une douane très vigilante, qui, sans se préoccuper d'idées de libre échange ou de protection, frappe tous les produits extérieurs de droits, variant entre 50 et 75 0/0; quand il offre sa marchandise, il lui faut encore deviner la valeur des acheteurs qui se présentent et n'achètent qu'à long terme.

Le propre du marché de Buenos-Aires a toujours été d'être encombré de marchandises et d'en recevoir toujours plus qu'il n'en peut absorber, malgré l'élasticité de sa consommation qui, dans les moments de prospérité, devient gaspillage. On raconte, qu'en 1806, lorsque les Anglais s'emparèrent de Buenos-Aires, qu'ils conservèrent à peine deux mois, avant d'être expulsés par le comte de Liniers, leur premier soin fut d'introduire des marchandises, en telle quantité, que la place en fut, dès l'instant, fournie pour cinq ans, ce qui du reste, n'arrêta pas leurs envois; bien au contraire, leur défaite une fois définitive, ils cherchèrent, dans le commerce avec ce pays, des compensations à leurs déceptions militaires. Depuis, l'encombrement est toujours resté le même, si bien que de 1840 à 1849, malgré le blocus, les entrepôts restèrent pleins. Dès que, par hasard, un article de grande consommation manque ou menace de manquer, tous les négociants télégraphient, à la fois, et, de tous les points du globe, il en arrive, à la même heure, des chargements; les prix de l'article le plus demandé sont alors justement ceux qui baissent le plus vite ; tous les pays prennent rang dans ce steeple-chase, pour se faire tous battre à la fois.

Cependant chaque pays étranger conserve ici son individualité commerciale et son aire d'action.

L'Angleterre se distingue surtout par l'ampleur inimitable de ses entreprises. Les capitaux anglais dominent le marché,

servi seulement par quelques rares individualités qui ne font pas nombre, mais qui font pression. Ils impriment, partout où ils sont, l'allure anglaise ; dans un chemin de fer, créé par une société anglaise, on pourra toujours s'imaginer qu'on voyage en Angleterre, et les Anglais qui vous transportent le croient ; le wagon et le personnel sont importés d'Angleterre, les stations, en forme de cottages, sont habitées par des familles anglaises, les ordres de marche et d'arrêt se donnent en anglais, et le voyageur peut se croire en pays annexé. Deux banques, à capitaux anglais alimentent les besoins d'un commerce considérable, dont le fer, le coton et le charbon, constituent les grands éléments. Les chiffres, que nous avons donnés, démontrent que l'achat des produits locaux est à peu près délaissé par l'Angleterre, qui préfère importer, d'Australie, les laines, que son industrie emploie ; elle ne prend ici que quelques chargements de peaux de mouton, de cuirs salés, de viande fraîche et de blé.

Il n'y a pas de petites maisons anglaises, peu de détaillants anglais : seulement des maisons à gros capitaux, de fondation ancienne, dont les employés sont anglais et vivent sans mesquinerie, en gens riches et en sportsmen.

Tout autre est le commerce français. En pénétrant dans les rues de la ville, on croirait que la France a pris possession de ce pays : les hôtels, les cafés, les restaurants, et il y en a plusieurs tenus comme les premiers de Paris, sont français ; toutes les maisons de détail, de quelque importance, sont françaises ; tout ce qui constitue la toilette des hommes et des femmes, la vie matérielle d'une grande ville, est fourni par la France, vendu, en français, par des Français ; les grandes librairies sont françaises. A elle seule la France absorbe 30 0/0 de tous les produits exportés du pays ; les grandes compagnies de navigation transatlantique sont françaises, et, cependant, la France tient ici une bien petite place commer-

ciale; rarement un Français ou une entreprise française y a conquis une situation financière en vue.

Une banque française s'y est récemment constituée, c'est la première; il lui a fallu, renonçant à trouver à l'extérieur des capitaux, les puiser dans la caisse de la colonie. Elle s'installe, mais elle trouve devant elle l'obstacle des habitudes prises, des situations conquises : les banques anglaises ont des succursales à Paris; une banque particulière, créée il y a vingt ans, par un Espagnol, M. de Carabassa, a, depuis longtemps, absorbé toutes les affaires financières de la colonie et du commerce français, s'appuyant sur un capital personnel considérable et sur des relations de banque de premier ordre. Tout cela voilera longtemps l'horizon de la Banque française.

Cependant, le commerce français est partout ; c'est une force numérique et d'influence, avec laquelle on a toujours compté, bien que son commerce d'échange soit moindre qu'il n'était, il y a quelques années, et qu'il faiblisse justement à l'heure où celui des autres nations augmente.

Cela tient à plusieurs causes : la première, c'est que les grands articles d'importation française, le vin, depuis le phylloxera, les allumettes, depuis une loi fatale, le sucre depuis que la production du pays augmente, ont diminué, d'une somme considérable, le chiffre total des importations. Une autre grande cause, c'est que les capitaux français n'émigrent pas et n'aident d'aucune manière le Français qui s'expatrie, et, qui, livré à lui-même, doit chercher dans son travail personnel les éléments de son succès; amené ainsi à créer de petites industries locales ou à contribuer au succès de celles qui existent. Certes il honore ainsi et enrichit la colonie dont il fait partie, mais la métropole, faute de l'avoir soutenu, ne tire de ses efforts que cet honneur platonique.

La seule institution commerciale que les Français de Buenos-Aires ont eu le mérite de créer, les premiers, est celle d'une

Chambre de commerce. C'est encore là une preuve de désintéressement patriotique.

Les Chambres de commerce, à l'étranger, que peuvent-elles, en effet, produire? Elles n'ont rien à apprendre à ceux qui, fixés sur les lieux, les composent et les renseignent. Elles ne sont, en réalité, destinées qu'à jouer le rôle de centres de renseignements impersonnels et gratuits, au profit des industriels de la métropole, désireux de monter une concurrence à ceux qui les leur fournissent. L'industriel, même, qui, une fois renseigné, cherchera un représentant ne le demandera pas à la Chambre, être impersonnel et multiple. Il ne sera même pas rare de le voir en choisir un anglais ou allemand : car il faut bien confesser que les Français de l'étranger manquent de prestige près de leurs compatriotes de l'intérieur, et qu'ils manquent aussi souvent de l'outillage financier, nécessaire au développement de leur commerce. Cet outillage financier, qui devrait venir de France, pour les Français, est le grand ressort qui manque à notre expansion nationale. La vieille théorie française, qui imposait au commerçant de n'entreprendre d'affaires qu'avec ses capitaux et dans les limites d'action, souvent fort étroites, de ceux-ci, a cédé le pas, partout, excepté en France, à la théorie anglaise, qui ne voit, dans le capital individuel du commerçant, qu'un capital de garantie, non un capital d'action, et lui impose de demander au crédit ce capital d'action.

Les Allemands ont, plus que tout autre peuple, mis en pratique cette théorie, ils sont, au dehors, les plus audacieux des commerçants. On sait en Allemagne, par une déduction logique des faits et une connaissance psychologique des caractères, que l'expatrié est, avant tout, un audacieux. Cet homme, qui s'est décidé à chercher, au dehors, des aventures, n'y est pas traité en aventurier par ses compatriotes, qui consentent à courir, avec lui, quelques hasards, à le soutenir dans ses essais

même dans ses écoles, pour y puiser l'expérience nécessaire, et, le temps aidant, des profits. Tout le secret du succès rapide des Allemands à l'étranger est là, et non pas dans la connaissance des pays étrangers, dont ils n'ont pas plus l'intuition que les autres peuples.

Il n'est pas davantage dans leur organisation consulaire qui vaut ce que vaut la nôtre. C'est un fait avéré que l'organisation française des consulats est, non seulement la première en date, mais la première en importance. On ne saurait omettre que la France a la gloire, depuis l'ordonnance de Colbert en 1664, d'avoir créé les consulats et de leur avoir donné le caractère commercial; mais l'ordonnance de 1831 a commis une grosse erreur, en les rattachant au département des affaires étrangères, ce qui a puissamment contribué à fausser l'institution. Il y avait mieux à faire, si l'on voulait éclairer et diriger le commerce français par les consuls. C'était de les maintenir dans leur rôle historique, de les prendre parmi des hommes ayant fait des études commerciales et acquis la connaissance spéciale du pays où ils allaient exercer.

Jamais un consul fonctionnaire, pour bien inspiré qu'il soit, n'inspirera à personne l'esprit d'initiative, incompatible avec toute fonction administrative, et qui est, justement, la qualité maîtresse déterminante du succès à l'étranger.

Cette qualité, les Allemands la possèdent et le prouvent

Les Italiens, de leur côté, nous démontrent, chaque jour, qu'ils n'en sont pas dépourvus. Les progrès que leur commerce a faits, depuis vingt ans, à la Plata ont été pris à peu près tout entiers sur le domaine de la France, qu'ils ont envahi et contribué à diminuer. Ce qu'ils ont créé surtout, en grand nombre, ce sont des maisons de détail, qui ont pris possession de tous les quartiers de la ville et de toutes les régions de la campagne. On peut dire qu'ils colonisent, dans le sens le plus

vaste du mot, en remplissant le pays de leurs créations : ici, colons laborieux et sobres, là, commerçants avisés, comme l'étaient leurs ancêtres lombards.

La genèse de leurs progrès est facile à reconstituer. Ils abordent le pays sans prétention, en travailleurs, demandent à la terre d'abord ou à un travail très humble leurs premières ressources, à l'épargne leur premier capital. L'aide de celui-ci les fait commerçants. Ils ne choisissent pas alors un point à exploiter qui soit bien brillant ni bien en lumière; ils s'essayent dans l'ombre, y restent le moins possible, se rapprochent, quand ils le peuvent, des villes, bientôt de la capitale; se transforment alors en négociants, achetant et vendant en gros, utilisant les relations que, chemin faisant, ils ont laissées derrière eux, dans toutes les régions. C'est ce que faisaient, aussi, autrefois, les Français, en particulier les Béarnais ; mais il semble qu'en nombre, petit aujourd'hui si on le compare à celui des Italiens, ils disparaissent devant cette invasion, dont la première conquête a pour effet de substituer, dans la consommation, les produits italiens aux produits français : les vins, les huiles, les allumettes, les tissus même.

Le commerce italien a trouvé, depuis quinze ans, un puissant appui dans la Banque italienne, qui a déterminé le développement du commerce et de l'industrie de la métropole; tous les travailleurs italiens y ont déposé leurs épargnes, qu'une habile administration a employées et fait fructifier.

Les Espagnols avaient perdu, depuis 1810, l'importance commerciale que le monopole leur avait jusque-là assurée dans la colonie, ils étaient exclus des avantages concédés aux étrangers par la loi de 1812, et ce n'est guère qu'après 1852 qu'ils ont repris le chemin de l'Amérique, qui avait, si longtemps, végété sous la direction de l'Espagne et qui prospérait,

depuis l'indépendance, sous les lois espagnoles qu'elle avait conservées, en même temps que les mœurs et les usages puisés dans cette origine.

Les Espagnols recueillent aujourd'hui les fruits de leur puissance de conception colonisatrice, qu'aucun peuple n'a dépassée. Ils ont conquis l'Amérique sur des peuples, qui, sans jouir d'une civilisation comparable à la civilisation européenne du xve siècle, n'en constituaient pas moins des races puissantes, et, parmi elles, les Toltèques, les Quichuas, les Guaranis, les Araucans; ils les ont réduits et soumis à leurs lois, en même temps qu'ils répandaient, sur une immense surface dont ils occupaient en peu d'années tous les points importants, leur langue, leurs mœurs et leur esprit national. En même temps les juristes espagnols composaient, pour ce pays nouveau, un corps de lois, les lois des Indes, faites spécialement pour lui, où tous les problèmes que soulève la colonisation étaient magistralement résolus par des textes. Ils obtenaient, ainsi, une homogénéité de création, qu'aucun peuple n'a réalisée, n'a même essayée, et dans quelle région? La plus vaste et la plus fertile du monde.

L'œuvre a été si merveilleusement conçue, son exécution a été menée, à travers les générations, avec une telle persistance, que les Hispano-Américains ont conservé tous les traits, tous les caractères de la race d'où ils descendent, que la langue espagnole a conquis les surfaces les plus vastes du monde, en attendant qu'elle serve de moyen de communication aux peuples les plus nombreux. Depuis quelques années déjà, la littérature de tous les pays passe par la péninsule ibérique, et y fait, chez les traducteurs, une première étape, avant de se répandre dans l'immense continent américain, qu'elle instruit et éclaire. A Barcelone, il s'est ainsi créé des librairies considérables; elles ouvrent les voies à la littérature espagnole, qui ne peut manquer de se laisser tenter par cette

riche conquête à faire, et, qui, avant un siècle, se sera élevée à la hauteur de ses destinées.

Quant aux créoles, ils occupent, à proprement parler, une place très inférieure dans le commerce local; cela s'explique par cette raison que le commerce, chez eux, vit d'importation et de relations au dehors, qui sont ce qui leur manque le plus. Ils n'en ont pas moins de nombreux moyens d'utiliser leurs facultés très aiguisées et leur esprit mercantile. Ce sont eux qui résument dans leurs mains, à titre d'intermédiaires, le trafic auquel donne lieu la vente des bestiaux et celle des produits du troupeau.

Ils ont aussi accaparé les ventes publiques. La profession d'encanteur est libre, elle est parfois le refuge des fruits secs de toutes les professions, sans en excepter la politique, la diplomatie et même la poésie : elle vit beaucoup de charlatanisme. Elle n'en constitue pas moins une carrière commerciale très sérieuse, en raison de l'étendue de son aire d'action. Tout passe, ici, à l'encan, le vieux et le neuf, tout ce qui s'importe ou s'exporte, les immeubles et les meubles, le bétail, les reproducteurs des grandes bergeries et des fermes modèles; des chargements entiers arrivent d'Europe et passent, aussitôt reçus, sous le marteau de l'encanteur qui a fait des avances considérables sur les marchandises qu'on lui livre, et qu'il vend au comptant, ou même à terme, en garantissant à son client la solvabilité de l'acheteur. C'est là un vaste commerce. A d'autres jours, ce sont d'immenses propriétés que le marteau débite; deux ou trois cents lieues de terrains sont en vente, un plan est suspendu devant les yeux de l'acheteur; auprès, un tableau sur lequel figurent de petits paquets de plantes fourragères, minuscules bottes de foin, ce sont les échantillons des graminées que l'on rencontre sur ce domaine. La vente commence, et le public s'arrache les lots de terre qu'il ne connaît que par le boniment

de l'encanteur et ces échantillons plus ou moins authentiques.

Tels sont les traits principaux du commerce dans la ville de Buenos-Aires, et le personnel cosmopolite qui l'exploite.

Quel commerce rencontrera-t-on hors de cette ville ? Ce que nous avons dit de la géographie générale des provinces éloignées suffit à le faire entrevoir. Le commerce de la ville de Buenos-Aires, procédant par rayonnement, en même temps que par attraction, on trouvera dans les centres de population de cette province ou des autres villes capitales ou villages en formation, un commerce local, circonscrit aux besoins de consommation d'un rayon de quelques lieues. Aucune n'a une vie propre, parce qu'aucun centre de population ne produit rien. Il n'y a pas, hors de Buenos-Aires, d'industrie, il n'y a dans les villages et les villes que des artisans recevant leurs matières premières, leurs outils, tous les objets manufacturés de l'intérieur, et réduisant leur industrie aux besoins privés du lieu où ils résident. Il n'y a pas, dans la République Argentine, d'autres industries que les industries agricoles ; les centres commerciaux, situés à proximité des contrées de production, n'ont donc d'autre mission que de recueillir et de grouper les produits, pour les transmettre à l'exportateur.

Cet exportateur réside, comme l'importateur, toujours à Buenos-Aires, quelquefois, par exception, à Rosario ou à La Plata.

Cette ville nouvelle, puisque nous rencontrons son nom pour la première fois, vaut que l'on s'y arrête. Par son origine très récente, puisque la première pierre en a été posée le 19 novembre 1882, c'est une ville politique. Les événements qui précédèrent et accompagnèrent l'élection présidentielle de 1880, ayant imposé au parti national l'obligation d'établir, dans la ville de Buenos-Aires, devenant ainsi capitale de la nation, le Pouvoir central, la Province de Buenos-

Aires se trouvait ainsi séparée de la ville qui avait toujours été sa capitale. Les autorités provinciales, qui pouvaient transférer dans une autre des villes, assez nombreuses de leur Province, le siège des autorités administratives et politiques, préférèrent construire de toutes pièces une ville nouvelle, sur un modèle nouveau, conçue d'après des plans assez vastes pour éclipser sûrement la ville rivale, Buenos-Aires. La situation en fut choisie à sept lieues au sud de celle-ci, sur la rive de l'estuaire, dans le fond d'une anse vaste, où la construction d'un port était facile.

Après cinq années d'existence, la ville nouvelle dénommée La Plata, où aboutissent, par des embranchements de raccord, nouvellement créés, toutes les lignes de chemins de fer de la République, où des capitaux énormes ont été enfouis en constructions de monuments publics et aussi en édifices privés, qui a déjà son palais législatif, son palais du gouvernement, son théâtre et son musée, son observatoire astronomique, le tout conçu sur des plans gigantesques, dignes d'une ville de deux millions d'âmes, qui a élevé des palais à la justice et à la finance, est déjà une ville de cinquante mille âmes, capitale d'un État fédéral qui n'en compte guère qu'un million, répandus sur trente millions d'hectares.

Au point de vue administratif, c'est une grande création, mais, comme on ne crée pas de toutes pièces un centre d'action financier ou commercial, La Plata n'est encore qu'une dépendance, une succursale de Buenos-Aires. Son commerce n'y vit que de la consommation, disons le mot, de la construction locale, et elle n'a rien enlevé à Buenos-Aires de son importance.

Les autres villes du littoral, San-Nicolas, Rosario, Santa-Fé, sont les seules qui entretiennent avec l'Europe des relations directes. Par Rosario transite tout le matériel envoyé par l'Europe pour la construction des chemins de fer de l'in-

térieur, pour les usines à sucre de Tucuman ou de Santiago del Estero, les scieries mécaniques, les minoteries installées dans les provinces andines, enfin tous les objets de consommation qui y viennent d'Europe et les produits agricoles réduits encore au blé, à la farine, aux cuirs de chevreaux, aux peaux de moutons, aux laines et à quelques barres d'argent et de plomb. Rosario n'est, comme La Plata, qu'une ville succursale; Santa-Fé, comme toutes les autres, limite ses opérations mercantiles à la satisfaction des besoins de ses habitants.

Il serait monotone de pousser plus loin cette nomenclature : bornons-nous à indiquer la loi de toute cette évolution commerciale.

Buenos-Aires reçoit ses objets de consommation, ses capitaux, son personnel commercial, l'impulsion de sa vie financière et commerciale de l'Europe, dans la mesure que nous avons indiquée; elle dirige, en retour, sur l'Europe tout ce que le pays produit, ne gardant, hors du blé et de quelques milliers de peaux, rien de sa production pour sa consommation. Les deux cent millions de kilos de laine que produit la République passent tous, par ses ports, à l'état brut; le pays n'en garde pas un kilo, et expédie tout, même les 70 0/0 d'impuretés, qui les surchargent d'autant en poids et en diminuent d'autant la valeur.

L'évolution commerciale de Buenos-Aires, elle-même, est donc celle d'une satellite, vivant dans la sphère d'attraction de l'Europe; toutes les autres villes et villages de la République sont des satellites de ce satellite. Le commerçant d'Europe, commissionnaire, industriel, marchand, même celui qui ne fait que recevoir les produits du pays et ne lui en envoie aucun, est, plus souvent qu'il ne le voudrait, le commanditaire forcé de ses correspondants de Buenos-Aires. Ceux-ci sont aussi forcément les commanditaires de tous les sous-traitants qu'ils approvisionnent dans la campagne; ils vendent

en gros à ceux qui résident dans les villes et villages, lesquels revendent en demi-gros aux *pulperos* de la campagne.

Ceux-là sont une des curiosités du commerce local. Ils habitent dans le désert, quelques-uns sur la limite extrême du pays peuplé, dans des cahutes mal protégées par un toit de chaume et un mur de pisé, contre les intempéries, et seulement garanti contre les indiscrétions du chaland, par une grille de fer, derrière laquelle on offre de tout, sans le laisser toucher, et à travers laquelle le marchand méfiant soumet, de loin, aux convoitises de son acheteur, les objets qu'il désire, sans avoir, le plus souvent, consulté l'état de sa bourse.

Un passant, étranger aux usages locaux, aura bientôt fait de jauger ce pauvre commerce, si exposé, dans un milieu aussi rude, et qu'il supposera réduit à quelques transactions sans importance, entre un vendeur très pauvre et un acheteur très misérable. Il se trompera. — Cet acheteur, qui, toujours, ne paye pas de mine, et achète à crédit, paye toujours à la fin de l'année, quand, à l'heure de la tonte, il détache son coupon. Quant au vendeur, aidé du crédit d'un commerçant de la ville, il fait souvent des opérations d'une très grande importance. Il fournit à tout le voisinage, tout ce que le voisinage consomme ; pas un travail ne se fait dans cette plaine déserte, où il s'en fait beaucoup, travail de clôture, de construction, de plantation, de transport, sans qu'il prélève sa dîme ; c'est dans sa caisse que l'entrepreneur verse généralement le prix de la main-d'œuvre, destiné à payer tout ce qu'il a fourni au travailleur, le nécessaire et le superflu ; il fait crédit à tout le monde ; le propriétaire, qui a des payements à faire dans la région, s'adresse à lui et le rembourse en traites sur Buenos-Aires ; le *pulpero* fait ainsi de la banque. C'est lui, encore, qui accapare tous les produits pastoraux ou agricoles, achète, toute l'année, les cuirs des animaux abattus, à leur heure, la laine ou les grains, et les expédie à Buenos-Aires :

Tout ce commerce se chiffre, pour chacun, par plusieurs centaines de mille francs, et la statistique compte dans la seule province de Buenos-Aires dix-sept mille de ces commerçants. Leur nombre, dans chaque région, donne la mesure de sa richesse de production et de la densité de sa population. On en compte dans les meilleures régions un par deux kilomètres carrés et dans les pires un par vingt-cinq kilomètres carrés, jusqu'au point où la population cesse, et où cependant l'on en rencontre encore. Qu'y font-ils? Ils trouvent à trafiquer avec les nomades, qui ne manquent nulle part.

Il nous reste à faire connaître, à étudier la marche des affaires publiques, les sources de la fortune privée qui alimentent et vivifient à la fois le commerce et le crédit public.

CHAPITRE II

LE CRÉDIT PUBLIC ET LA FORTUNE PRIVÉE

Utilité des emprunts pour les pays neufs. — Le crédit de la République Argentine de 1810 à 1887. — Premier emprunt en 1826. — Ère nouvelle, 1854. — Papier-monnaie. — Second emprunt, 1868. — Constitution définitive du crédit de l'État. — Voies de communication; conquête de la pampa. — Chemin parcouru en trois siècles. — Prise de possession du sol. — Coût total de la constitution d'un grand pays : montant de la dette intérieure et extérieure. — Taux des valeurs argentines à Londres. — Accroissement absolu et diminution relative de la dette. — Fortune privée. — Valeur des terres. — Valeur de l'immigration. — Valeurs créées. — Terre, cultures, outillage.

Ce qui distingue les pays d'Amérique, de ceux d'Europe, au point de vue des finances publiques, c'est, qu'en usant du crédit, les premiers s'enrichissent et préparent la prospérité de l'avenir, pendant que les seconds l'obèrent sans améliorer le présent.

Pour les peuples qui gardent, sous leur loi, les immenses régions de l'Amérique, emprunter au dehors les hommes et l'argent, double capital destiné à peupler et à féconder les grandes surfaces dont ils disposent, qui constituent leur domaine public, est une nécessité sociale et économique. Sans emprunts et sans crédit à l'extérieur, ces pays végètent, restent fermés et inutiles; le crédit est, pour eux, le grand agent de tous les progrès; ces progrès réagissent sur le monde entier, dont ils améliorent le sort, en ouvrant de nouvelles régions, où la solution du problème de la vie est, pour longtemps encore, aisée et accessible aux plus humbles.

La prospérité réelle de la République Argentine ne date que du jour où elle a pu contracter au dehors des emprunts ; elle ne put réaliser le premier qu'en 1868.

Quel long stage ne fit-elle pas jusque-là et combien de preuves de sagesse n'exigèrent pas, d'elle, les prêteurs anglais?

Cela tenait à de vieilles erreurs, dont le souvenir était tenace, dans l'esprit des créanciers, auxquels on demandait de nouvelles avances. En 1826, la République Argentine, naissante alors, avait trouvé, en Angleterre, des offres de crédit et contracté un emprunt d'un million de livres sterling, dont elle oublia de payer les arrérages, dès l'année suivante. Trente ans de guerre s'écoulèrent sans qu'elle eût le temps de s'en souvenir.

En 1854, les hommes d'État, éprouvés par l'exil, à qui la chute de Rosas avait rouvert les portes de la patrie, prirent à cœur de renouveler l'administration du pays, en relevant à la fois son renom et son crédit. Ils traitèrent avec les créanciers et entreprirent, dès 1857, le remboursement du capital et des intérêts, en souffrance depuis 1827.

Les prêteurs de Londres ne consentirent, cependant, pas à rouvrir leur caisse, avant que cette probité publique se fût manifestée, pendant plus de dix ans, à chaque semestre. Depuis, ils n'ont pas marchandé leur aide, et ont entraîné, enfin, en 1883, par leur exemple, les capitalistes français et en 1886, pour la première fois, ceux de Berlin.

Pendant cette longue période, c'est à peine si, durant quelques heures de crise, la confiance a été marchandée à ce grand pays. Cela tient à ce que son crédit repose sur des bases assez sûres pour qu'il soit à l'abri de bourrasques passagères.

Les faits qui l'ont consolidé, pendant ces trente années écoulées, sont d'ordres divers. Le premier et le plus important a été l'organisation, par des procédés empiriques, mais avec un plein succès, de la Banque de la Province de Buenos-Aires, en 1854, et la mise en valeur de son papier jusque-là déprécié; le second, la persévérance constante à entreprendre

les travaux publics utiles et à doter le pays de voies de communication, qui l'ont transformé et mis en valeur. Enfin, le dernier, dont l'importance ne saurait être trop remarquée, est l'occupation définitive de tout le territoire, resté jusqu'en 1879 au pouvoir de quelques tribus d'Indiens, qui en défendaient l'accès à la civilisation.

C'est en poursuivant la politique habile, qui se résume dans ces trois faits, que la République Argentine a fait de bonnes finances. Ajoutons que cette politique est l'œuvre successive et lente de tous les partis, de la nation entière. Que signifient, en présence du résultat, les dissensions qui ont pu, à certaines époques, la troubler passagèrement? L'œuvre a pu être ralentie, elle n'a jamais été interrompue.

I

En 1854, après la chute de Rosas, la situation, sous quelque point de vue qu'on l'envisageât, paraissait désespérée. Il n'y avait dans le pays ni capitaux mobiliers, ni monnaie, ni crédit. Les terres seules avaient une valeur latente, mais l'outillage manquait pour les mettre en valeur. Un seul moyen d'échange surnageait, c'était le papier-monnaie, émis en 1826, par la Banque nationale, et qui, de cinq francs tombé à vingt centimes, se survivait à lui-même, avec cette valeur de convention. Ce papier, accepté par la Banque de la Province de Buenos-Aires, à ce taux, qu'il conservait, depuis longtemps, allait devenir le levier de la fortune publique. Il retrouvait un point d'appui dans la banque, héritière de celle qui l'avait émis; elle-même, instrument brisé et hors de service, elle allait faire, de cette monnaie de papier inconvertible et non garantie, un capital d'action; par lui, régénérer le crédit.

Le moyen, fort simple, consista à reconstituer la banque

d'émission en banque d'escompte, à recevoir en dépôt, des mains de ceux qui la détenaient, cette monnaie, négligée, pour la prêter à d'autres, moyennant intérêt. Le succès fut assez complet pour que les opérations d'escompte se soient élevées à 5 millions de francs en 1854, à 40 en 1860, à 140 en 1870, à 225 en 1875, à 450 en 1885, et qu'elle ait converti, en 1883, en papier garanti, tout ce qui restait en circulation de ce papier-monnaie inconvertible.

La construction des voies de communication a produit des résultats aussi merveilleux : les Provinces éloignées du littoral, qui vivaient d'une vie végétative, en retard de trois siècles sur celles plus favorisées du littoral, sont entrées, peu à peu, dans le mouvement, rendant au centuple l'aide qu'on leur avait prêtée, pendant que, sur le parcours de toutes les voies ferrées, se fondaient des établissements pastoraux ou agricoles, que la terre y prenait chaque jour une valeur plus élevée [1].

Elles font plus que mener le voyageur aux confins de la République, ce sont elles qui ont préparé et rendu possible la conquête du désert sur l'Indien, qui a mis, du jour au lendemain, dans le commerce et dans la circulation, plus de

1. Les voies de fer se décomposent aujourd'hui de la manière suivante :

Chemin de fer	de l'Ouest de Buenos-Aires :	1.094	kilomètres
—	du Sud —	1.328	—
—	du Nord —	32	—
—	de La Plata à —	57	—
—	de Rosario à —	470	—
—	Central Argentin...	396	—
—	du Pacifique..............	567	—
—	Central Nord..............	1.246	—
—	Andin.....................	767	—
—	Entreriano................	10	—
—	Est-Argentin..............	169	—
—	Ouest de Santa-Fé.........	64	—
—	Colonies de Santa-Fé.......	107	—
—	Rosario à Sunchales........	150	—

30,000 lieues de terre, la veille sans valeur, aujourd'hui, après sept ans de possession paisible, représentant une valeur de plus de 2 milliards de francs.

Ce fût une poussée générale, inattendue. Avant que cette conquête fut réalisée, le pays était en pleine crise, c'était en 1880; depuis six ans, la valeur de tous les biens rétrogradait. Le lendemain des capitaux étaient créés, et en telle abondance, que les dépôts dans les banques augmentaient avec rapidité et cherchaient emploi, pendant que les capitaux étrangers recherchaient les terres nouvelles. C'était pour tous les habitants du pays un accroissement de richesse imprévu, qui s'imposait, dont tout le monde profitait, même ceux qui, dédaignant ces terres sans valeur, avaient employé ailleurs leurs ressources. Six années se sont écoulées depuis que tous ces résultats ont été conquis. En même temps, la ville de Buenos-Aires est devenue capitale de la nation; les capitaux et les habitants y ont afflué chaque jour davantage; le prix de la terre s'y est élevé de telle manière, le nombre des édifices s'y est tellement augmenté que l'on peut calculer que la fortune privée y a décuplé; là où une ville était en formation, il y a dix ans, une grande ville a surgi. Les habitants de Buenos-Aires, qui se croyaient diminués, dépossédés, qui assistaient à l'envahissement des fonctions publiques, des rues, des bureaux, par les provinciaux, ont renoncé à bouder, en présence des résultats matériels, dont ils avaient tous les profits. La paix sociale s'est faite, le rapprochement s'est opéré, les deux tronçons de la nation, provinciaux et porteños se sont réunis.

Tous ces résultats ont été obtenus le jour même où l'on pouvait célébrer le troisième centenaire de la fondation de Buenos-Aires. Il avait fallu trois siècles pour que les conquérants, débarqués en 1580, prissent possession de la totalité du territoire, formassent, dans ce pays, une nation unie, jouissant de la paix publique, sous la direction d'un pouvoir accepté,

dans une capitale qui résumait tous les progrès, accomplis pendant cette longue période.

Tel était le but où l'on avait tendu toujours, tels les résultats réalisés. Il est intéressant de rechercher ce que peut avoir coûté la mise en train de cette œuvre considérable, qui, sans être terminée, est assez avancée pour que son achèvement puisse se faire avec calme, et que tous les peuples, en y contribuant, puissent venir en prendre leur part de profit.

II

La nation jeune qui entreprenait ce grand labeur, au sortir des luttes politiques qui avaient troublé sa première heure historique, ne pouvait recourir qu'à la voie de l'emprunt. C'est donc le tableau de sa dette extérieure et celui de sa dette intérieure qui nous éclaireront :

DETTE EXTÉRIEURE DE LA NATION ARGENTINE

AU 1er JANVIER 1887

EMPRUNTS	OBJET	INTÉRÊTS	AMORTISSEMt	ÉMISSION EN PIASTRES NAT.	ÉTAT ACTUEL
Loi du 28 nov. 1822 / — 24 déc. 1823	Travaux publics	6 0/0	1 0/0	5.040.000	2.668.680
— 28 oct. 1857	Intérêts en retard	1.2.3.	1/2	8.270.000	1.704.024
— 27 mai 1865	Guerre du Paraguay	6	2 1/2	12.600.000	1.197.312
— 19 fév. 1869 / — 28 janv. 1870	Port de Buenos-Aires	6	1	5.214.888	4.119.696
— 5 août 1870	Travaux publics	6	1	30.856.896	15.155.280
— 30 oct. 1872 / — 27 juil. 1873	Travaux de salubrité	6	1	10.285.632	8.810.928
— 2 oct. 1880	Chemins de fer	6	1	12.548.000	11.892.384
— 3 nov. 1881 / — 5 sept. 1882	Payement de dettes	6	1	4.117.680	3.944.304
— 28 oct. 1881 / — 14 janv 1882	Travaux du port	5	1	4.133.341 / 8.000.000	4.011.840
— 12 oct. 1882	Banque nationale	5	1	8.571.000	8.434.944
— 28 juin 1883 / — 25 oct. 1883	Travaux publics	5	1	30.000.000	30.000.000
— 31 oct. 1884	id.	5	1	20.000.000	20.000 000
				159.438.077	114.888.992

Tel est donc, réduit en piastres nationales de cinq francs, le chiffre de la dette extérieure de la République Argentine en tant que nation. A ces chiffres, pour avoir sous les yeux un ensemble qui résume la totalité des charges pesant sur le contribuable, il nous faut ajouter : 1° la dette intérieure contractée par la nation ; 2° la dette intérieure et extérieure contractée, respectivement, par chacune des Provinces confédérées.

DETTE INTÉRIEURE DE LA NATION ARGENTINE

AU 1er JANVIER 1887

EMPRUNTS		INTÉRÊTS	AMORTISSEMt[1]	MOTIFS	ÉTAT ACTUEL EN PIASTRES NATION.
21 août	1858	6	1	Indemnité étrangère........	585.671
1er octobre	1860	6	2 1/2	Dettes......	éteinte
8 juin	1861	6	3	Frais de guerre...............	292.370
16 novembre	1863	6	1	Dettes..........	14.289.904
17 oct. 1863 et	1869	8	3	Ponts et chemins..............	967.202
5 novembre	1872	5	2	Banque nationale........	retirés
19 octobre	1876	9	4	Dettes........................	3.913.828
21 —	1876	6	1	»	466.654
24 —	1876	9	4	Actions Banque nationale.... ..	1.033.335
2 septembre	1881	5	1	Guerre de l'Indépendance.......	1.097.812
25 —	1881	5	1	Banque de la Province........	16.135.532
28 octobre	1881	5	1	Port..........................	2.400.438
5 septembre	1882	6	2	Indemnité Banque nationale....	411.000
7 —	1882	6	1	Dépôts de douane.	789.500
5 octobre	1882	6	1	Tramway de Famatina.........	non émis
27 —	1882	6	1	Port de Buenos Aires........ ...	—
27 septembre	1883	5	1	Banque de la Province..........	1.059.161
4 octobre	1883	...	...	Emission de petite monnaie.....	3.329.416
25 —	1883	5	1	Payement au Gouvernement de Buenos-Aires................	4.987.500
30 juin	1884	5	1	Dette de l'Indépendance...... .	213.500
				TOTAL.....	52.966.825

DETTE EXTÉRIEURE DE CHACUNE DES PROVINCES

AU 1er JANVIER 1885.

			TAUX	AMORTt[1]	ÉTAT ACTUEL
Buenos-Aires.	6 juil. 1881	Conversion......................	6	1	19.885.875
—	6 août 1883	Port de l'Ensenada.................		1	11.253.022
—	11 juil. 1882	Obligat. du chemin de fer de l'Ouest	6	1	10.125.687
—	11 nov. 1884	— — —	5	1	10.000.000
Santa-Fé.....	14 mars 1883	Payement de dettes..............	6	1	7.135.076
Entrerios.....	14 juil. 1870	— —	7	2 1/2	591.112 411.230
Cordoba......	29 sept. 1883	Travaux publics...........	6	1	3.000.000
					62.433.902

DETTE INTÉRIEURE DE CHACUNE DES PROVINCES

ÉTAT AU 1er JANVIER 1887.

La Municipalité de Buenos-Aires	4.666.388
La Province de Buenos-Aires	14.544.501
— Santa-Fé	1.383.396
La Municipalité de Santa-Fé	389.480
La Province de Entrerios.	1.467.486
— de Cordoba	803.688
La Municipalité de Cordoba.	516.210
La Province du Corrientes	244.490
— de San-Juan.	199.486
— de Mendoza	207.748
— de Santiago del Estero	278.808
— de Salta.	47.322
— de Jujuy.	58.197
— de Catamarca	27.000
— de Rioja	9.403
— de San-Luis.	805
— de Tucuman.	94.633
La Municipalité de Tucuman	163.574
Total . . .	25.003.915

Le temps n'est plus où l'on discutait le crédit de la République Argentine autant que celui de ses congénères. L'emprunt de 1824, dont les arrérages ne furent pas payés de 1827 à 1857, était tombé en 1840 à 15 0/0, il est aujourd'hui au pair. L'emprunt de 1868 fut émis à Londres, par MM. Baring brothers, à 72 1/2 0/0, 6 0/0 d'intérêt; il est aujourd'hui à 104; la République, il est vrai, emprunte actuellement à 5 0/0, et l'émission, à ce type, de 210 millions de francs, faite moitié en janvier 1886, moitié en janvier 1887, l'a été à 86 0/0 et se cote à 94.

Au moment du cours forcé, en 1876, les emprunts de 1868 et 1870 tombèrent jusqu'à 35 0/0; le même événement se produisant, en 1884, ne put les faire fléchir de quelques unités. C'est que les valeurs argentines ont conquis, depuis 1876, en Europe, un marché qui se défend; les porteurs nombreux du

milliard de valeurs extérieures, qui, toutes, se négocient à Londres, s'éclairent sur les responsabilités et les agissements de leur débiteur, et sont à l'abri des paniques. En un mot, ces titres sont classés.

Les tableaux suivants diront mieux que toutes les démonstrations avec quelle fermeté ces titres marchent vers des cours élevés, qui se rapprochent, de plus en plus, de la parité des titres des meilleurs pays d'Europe.

VALEURS ARGENTINES NÉGOCIABLES A LA BOURSE DE LONDRES

COUPONS PAYABLES A LONDRES

	Échéance des Coupons	30 août 1887
Argentin 6 0/0 1868	1er janvier, 1er juillet	105
— — 1871 travaux publics.	1er mars, 1er septemb.	105
— — 1881 chemin de fer.	1er juin, 1er décembre	104 1/2
— — 1882	1er fév.mai,août,nov.	102 3/4
— 5 0/0 1884	1er janv.,av.,juil.,oct.	95 1/2
— — 1886 travaux publics (tout versé). .	1er janvier, 1er juillet	93 1/2
Bs-Aires 6 0/0 1824	12 janvier, 12 juillet	. . .
— 3 0/0 1857	1er avril, 1er octobre	. . .
— 6 0/0 1870	1er avril, 1er octobre	103 1/2
— — 1873	1er janvier, 1er avril	104
— — 1882	juillet, octobre	100 3/8
— — 1883	1er avril, 1er octobre	100 1/4
— — 1886	1er janvier, 1er avril	100 3/8
Entrerios. Oblig. hypoth. Chemin de fer central 6 0/0	1er janvier, 1er juillet	99 5/8
Entrerios. Oblig. hypoth. Chemin de fer central 6 0/0 1886.	1er janvier, 1er juillet	99
Santa-Fé 6 0/0 1883	1er mai, 1er novembre	98 3/8
— 5 0/0 chemin de fer du Nord Col., oblig.. . . .	1er janvier, 1er juillet	99 101
— — Extens.	1er janvier, 1er juillet	95 3/4
— — (Ch. de fer Ouest cent. Col.) Oblig. hypot. tout payé.	1er-10 avril.	89 1/4

COURS COMPARÉS DES FONDS ARGENTINS A LONDRES

	2 mai 1885.	1 oct. 1887.	Hausse °/o.
Emprunt argentin 6 0/0 de 1868. .	98 »	105 0/0	7 »
— travaux publics de 1871 .	96 »	105 »	10 1/4
— 1881.	91 1/2	104 1/2	13 »
— 1882.	90 »	102 »	12 »
— 1884 Baring	76 1/2	95 1/4	18 3/4
— Harddollars.	58 3/4	73 1/4	14 1/2
— Bons du Trésor.	68 1/2	88 »	19 1/2

Nous prenons toutes ces cotes à la date du premier octobre 1887, ajoutons ici, pour donner l'ensemble des capitaux employés par l'Angleterre, en grandes entreprises, dans la République Argentine, les valeurs suivantes :

	Versé	Dividende	30 Août
Bs-Aires, Great Southern line (Gd-Sud).	100	8 0/0	179 3/4
— Extension 1890. . .	10	6 sh.	15 13/16
— — 1892. . .	7	... ...	11 13/16
— 5 0/0 Obligations. .	100	5 0/0	120 122
— Ensenada Port Act.	10	7 sh.	8 1/2 9 1/2
— — 8 0/0 1re pr.	10	8 sh.	14 1/2 15 1/2
— 5 0/0 Obligations.	100	5 0/0	110 112
— — hypoth. . .	100	5 0/0	106 108
— (Nord de) Actions.	100	... ...	82 87
— 8 0/0 priorité . . .	100	8 0/0	143 146
— 6 0/0 Obligations. .	100	6 0/0	102 105
— 5 0/0 hypoth . . .	100	5 0/0	110 112
— Pacific 7 0/0 prior.	100	7 0/0	124 126
— 7 0/0 Obligations .	100	7 0/0	136 1/2
— 5 0/0 Merc. Ex. Scr.	100	... ...	99 100
— Rosario Actions. .	100	L. 6	15 1/4
— 7 0/0 Actions de pr.	10	7 sh.	15 1/2 16
— Extens. Sunchales.	10	7 sh. 9	15 1/4
— 5 0/0 Obligations.	100	5 0/0	118 120
— val. trans. 7 0/0 act. Pref.	5	2 sh. 2 1/2	4 3/4 5 1/4
Central Argentin Actions. .	100	14 0/0	177 1/2
— 6 0/0 Obligat..	100	6 0/0	138 141

	Versé	Dividende	30 Août
Est Arg. garantie 7 0/0 act.	100	5 0/0	101 103
— 6 0/0 Obligations.	100	6 0/0	114 1/2
Bs-Aires (Ouest de) 6 0/0 obl.	»	6 0/0	103 1/4
— Certificats inscrits.		6 0/0	110 113
5 0/0 Obl. hyp. 1915, tout versé intr. du 15 mars. .	»	5 0/0	102 104
English Bank of River Plate (banque Anglaise du Rio La Plata).	10	5 sh.	13 5/8
London River Plate (Londres et Rio La Plata)	10	8 sh.	19 20
Argentine Sugar Estate, Factories Ld	10	1 sh. 8	... ...
Liebig's Extrait de viande.	20	40 sh.	51 53
River Plate fresh Meat (viande fraîche du Rio La Plata .	8	... ...	... ...
Central Argentine Land (terrains Centre-Argentin). .	1	3 sh.	2 13/16
River Plate Trust, Loan, agency, A. Shs.	2	4 sh. 2 1/2	3 5/8 3 7/8
Id. B. Shs.	5	3 0/0	2 3/4 3 1/4
Cie de gaz Bs-Aires (nouvelle)	10	10 sh.	13 1/2 14 1/2
— — —	10	5 sh. 4	13 14
— 6 0/0 Obligat. 1898	100	6 0/0	108 110
Tramway Anglo-Argentin. .	5	5/6	9
— 6 0/0 obligations.	100	6 0/0	122 127
— Buenos-Aires. . .	5	5 sh.	9 3/4
— 6 0/0 oblig. perpét.	100	6 0/0	123 128
Bs-Aires et Belgrano, actions de priorité. . .	5	3 sh.	5 1/8 5 3/8
— 6 0/0 Obligations.	100	6 0/0	119 123

Enfin on aura une idée complète de chacun des États, qui se partagent le territoire argentin, et de la marche qu'ils ont suivie, quand on aura examiné le budget de chacun d'eux et en même temps les ressources dont ils disposent.

Nous donnons les totaux de chacun de ces budgets en 1875, et en 1885. Depuis, chacun d'eux a subi encore une augmentation proportionnelle, mais les chiffres officiels ne sont pas encore réunis.

	1875	1885
	—	—
La Nation	18.087.287	32.182.317
Province de Buenos-Aires. .	6.568.317	4.906.806
— Cordoba	218.317	627.486
— Corrientes . . .	460.964	677.421
— Entrerios . . .	1.056.034	1.446.388
— Santa-Fé. . . .	317.858	650.188
— Tucuman . . .	198.004	446.720
— Salta	inconnu	
— Santiago . . .	66.682	156.589
— Catamarca. . .	91.907	165.317
— Mendoza. . . .	inconnu	
— San-Juan . . .	180.923	139.018
— Rioja	63.537	62.854
— San-Luis . . .	149.018	397.750
— Jujuy	53.170	82.508

L'impôt, dans un pays neuf, n'est pas la seule source de revenus pour les États; tous possèdent un domaine privé, et c'est ce domaine qui fournit non seulement la garantie principale des engagements pris, mais des ressources annuelles, qui permettent, à heure dite, de faire face à l'imprévu.

Décomposons donc la situation dont nous pouvons examiner l'ensemble :

Depuis 1865, la dette nationale intérieure et extérieure et la dette provinciale ont augmenté de la manière suivante :

	Dette étrangère.	Intérieure.	Flottante.	Total.
	—	—	—	—
1861	$ 10.930.000	$ 6.180.000	$ 1.360.000	$ 18.470.000
1865	— 10.080.000	— 12.460.000	— 2.880.000	— 25.420.000
1870	— 22.250.000	— 23.710.000	— 4.510.000	— 50.470.000
1875	— 43.440.000	— 22.580.000	— 10.840.000	— 76.860.000
1885	— 157.322.892	— 74.970.741	— 25.000.000	— 257.293.000

Mais, pendant ce temps, la population s'élevait de 1.160.000 en 1857 à 2.942.000 en 1882, soit de 154 0/0. Pendant les quatre années qui nous séparent de cette dernière date, on peut calculer que par les naissances et l'émigration, qui à elles

seules fournissent 120.000 individus par an, la population atteint le chiffre de 4 millions. Les diverses sources de revenus de l'État s'élevaient pendant ce temps de 15 millions de piastres, en 1870, à 38 en 1885, et à 47 millions en 1886.

Pendant ce même temps, l'extension du territoire conquis, dans la limite des frontières mêmes de la République, faisait plus que quintupler la quantité de terres fertiles à occuper, et la pacification par la destruction de l'Indien, décuplait la valeur de toute la partie du territoire de la République, jusque-là, souvent exposée à des invasions ruineuses.

Jamais, dans aucun pays, un pareil événement ne s'est produit et n'a pu se produire, même aux États-Unis, où les avancées de la population n'ont fait reculer que peu à peu l'Indien jusqu'à le cantonner dans le territoire de cinq cents kilomètres carrés qu'il occupe aujourd'hui tout en menaçant les voisins.

Comment cette œuvre s'est-elle opérée dans la République Argentine? La possession des Espagnols, au xve siècle, a commencé par le littoral dont elle a occupé deux points : le lieu où est aujourd'hui la ville de Santa-Fé (1535) et celui où est Buenos-Aires (1580). A la fin du xviiie siècle, à l'époque des guerres qui avaient commencé en 1740, les Espagnols ne possédaient encore qu'une superficie d'environ 1.200 lieues carrées, ayant pour base le Parana, et le territoire des villes de l'intérieur; en 1820, cette occupation s'étendait sur 1.454 lieues carrées; en 1826, sur 3.800 lieues, et, au milieu d'une succession de guerres heureuses ou malheureuses, cette possession précaire restait stationnaire autour de Buenos-Aires, jusqu'en 1860.

C'est seulement à cette époque que commence le mouvement de conquête vers la pampa; l'Indien recule, mais sans renoncer à envahir. En 1869, le pays conquis et possédé par la civilisation n'est encore que de 6.000 lieues carrées; à la fin de l'année 1877, il embrasse, enfin, la totalité actuelle de la Province de Buenos-Aires, soit 11.493 lieues carrées, aux-

quelles s'ajoutent, successivement, 10.000[1] lieues qui complètent la possession paisible des Provinces de Santa-Fé, Cordoba, San-Luis, riveraines de la pampa indienne, qui ont contribué aussi de leurs deniers à la campagne ; enfin, en 1880, l'œuvre est achevée; tout ce qui restait à conquérir vient constituer le domaine privé de l'État national : 25.000 lieues carrées de pampa, dont il a vendu déjà 5.000 pour couvrir les frais de la guerre, et l'immense territoire Patagonien qui n'a pas moins de 20.000 lieues carrées ; plus 10.000 lieues non encore touchées dans le Gran Chaco, au nord de la République.

Ce domaine privé de l'État est, aujourd'hui, divisé en Territoires, administrés par des autorités, qui dépendent du Pouvoir Exécutif national. Ce sont, d'après la loi du 28 octobre 1884, qui les a organisés : les Territoires de la Pampa, du Neuquen, du Rio Negro, du Chubut, du Santa-Cruz, de la Terre de Feu, des Missions, de Formosa, du Gran Chaco.

Leur population s'élève à 150.000 habitants nouveaux ; mais à mesure que le fisc consent à vendre quelques lots, la population se présente pour les acheter et les occuper. C'est, pour le moment, le bétail qui est chargé de préparer la colonisation ; déjà le prix du sol s'y est élevé dans des proportions qui démontrent que toute cette terre trouvera emploi dans un délai rapproché. En 1877, le gouvernement a vendu, à 2,000 francs la lieue, 5.500 lieues carrées, soit moins de un franc l'hectare, chaque lieue étant de 2.500 hectares ; ces terres valent aujourd'hui, suivant leur éloignement, de 20.000 à 100.000 francs la lieue. Cette hausse rapide a eu pour premier résultat d'augmenter rapidement la fortune privée des habitants et de grossir considérablement le revenu de l'État ; l'impôt de la contribution directe frappe, en effet, ces terres de

1. La lieue unité métrique généralement employée dans la République comprend une superficie de 2.500 hectares.

1/2 % par an, calculé sur la moyenne des prix de vente de l'année précédente dans chaque section : certains lots arrivent donc à payer, par cette voie, une somme égale au quart du prix d'achat.

La fortune privée subit un autre accroissement, en même temps que les revenus de l'Etat, du fait de l'immigration, qui se chiffre, ainsi, depuis vingt-cinq ans :

1860	5.656	1873	76.332
1861	6.301	1874	68.277
1862	6.716	1875	42.066
1863	10.408	1876	30.965
1864	11.682	1877	29.010
1865	11.767	1878	35.820
1866	13.696	1879	50.205
1867	17.046	1880	41.615
1868	29.234	1881	47.489
1869	37.934	1882	59.843
1870	39.667	1883	63.200
1871	20.928	1884	95.000
1872	37.037	1885	112.000
		1886	97.000

L'Italie a fourni	336.000	immigrants.
L'Espagne	48.000	—
La France	47.000	—
La Suisse	19.000	—
L'Angleterre	10.000	—

L'immigration, étant composée d'adultes, contribue aux naissances, dans une proportion, relativement beaucoup plus considérable que les natifs, et donne à son accroissement une impulsion vigoureuse.

Aussi, en tenant compte de ces naissances, trouvons-nous, dans le pays, la population étrangère, représentée par les chiffres suivants, qui comprennent, avec les immigrants originaires d'Europe, leurs enfants nés dans le pays :

Contre.	2.500.000	Nationaux.
On compte. . . .	473.000	Italiens [1],
—	161.000	Espagnols,
—	183.000	Français,
—	31.000	Anglais,
—	54.000	Suisses et Allemands.

Cherchons maintenant le chiffre de la fortune privée et comment elle se divise entre tous les habitants.

Le principal élément de la fortune privée est le troupeau. La République Argentine possède :

17.000.000	têtes de	gros bétail.
95.000.000	—	brebis,
5.000.000	—	chevaux,
10.000	—	mules,
500.000	—	porcs,
20.000	—	chèvres.

Chiffre considérable si l'on met en regard la population de quatre millions d'habitants, qui donne une proportion qu'aucun pays ne présente.

La valeur individuelle de chacun de ces animaux est minime, cela est évident; on verra, dans la partie spéciale de cet ouvrage que nous consacrons à l'industrie pastorale, qu'en ce moment il ne faut pas assigner à chaque tète de mouton une valeur supérieure à 5 francs, et à chaque tète de gros bétail une valeur supérieure à 20 francs ; mais cela ne constitue pas moins un énorme capital qui peut se chiffrer par un milliard de francs pour l'ensemble des troupeaux. Réparti entre quatre millions d'habitants, cela donnerait, déjà, par chaque habitant, une proportion de 250 francs, ce qui est su-

1. Les immigrants italiens sont ceux qui retournent le plus vite et le plus volontiers dans leur pays et font, à l'étranger, le moins d'établissements stables; le Français, malgré sa réputation de mauvais colonisateur, est, de tous les peuples, celui qui fournit le plus d'immigrants perdant l'esprit de retour.

périeur à ce que l'on peut relever dans aucun autre. Mais ce n'est pas tout : dans le calcul de la fortune privée, il faudrait faire entrer, avec la valeur de la terre et la valeur du bétail, l'énorme chiffre des frais faits pour mettre la première en valeur et augmenter celle du second, en accroissant le produit de l'un et l'autre. Ces chiffres, difficiles à établir, doubleraient facilement ceux que nous avons donnés.

L'agriculture, de son côté, a créé, elle aussi, des capitaux considérables et des revenus proportionnels. Tenons-nous en au simple tableau suivant, et mettons en regard ce que la République Argentine importait de céréales, pour sa consommation, jusqu'en 1875 et ce qu'elle exporte, auquel il faudra ajouter ce qu'elle consomme.

	Importation.	Exportation.
	—	—
1870. . .	9.986 tonnes de blé.	»
1871. . .	7.706 —	»
1872. . .	3.448 —	»
1873. . .	555 —	»
1874. . .	6.460 —	»
1875. . .	21.620 —	»
1876. . .	» —	4.980
1877. . .	» —	9.520
1878. . .	» —	22.690
1879. . .	» —	71.020
1880. . .	1.330 —	»
1881. . .	» —	14.070
1882. . .	» —	108.560
1883. . .	» —	120.000
1884. . .	» —	140.000
1885. . .	» —	170.000
1886. . .	» —	210.000

Il faut estimer à deux millions d'hectares les surfaces consacrées au blé, au maïs, au lin, à la luzerne. La vigne occupe déjà, dans certaines régions, quelques milliers d'hectares. Quant à la culture de la canne à sucre, encore en préparation, qui, en 1876, existait à peine, elle alimente trente-sept usines

de premier ordre, autour de la ville de Tucuman, trois autour de celle de Salta, sept autour de celle de Santiago del Estero, trois dans le Chaco, deux dans la Province de Corrientes et quatre dans le Territoire des Missions et fournit à la consommation cent mille tonnes de sucre, soit la moitié de la consommation locale. Il faudrait estimer le capital employé dans ces plantations et ces usines à plus de 100 millions de francs; celui de l'agriculture est considérable, on doit l'estimer à plus de 300 millions de piastres, soit un milliard et demi de francs, en y comprenant les frais de mise en culture et la plus-value des terres. Quant au nombre des habitants vivant ou s'occupant d'agriculture, il ne dépasse pas cinq cent mille.

Ce serait prolonger, outre mesure, l'examen des forces productives du pays et l'énumération des capitaux créés et accumulés, que de donner l'estimation des capitaux immobiliers, de ceux employés dans l'industrie locale. Il nous reste à passer en revue l'organisation du crédit appliqué à l'exploitation de ces sources de fortune, son action, et le régime des établissements financiers qui le répandent.

CHAPITRE III

LES ÉTABLISSEMENTS FINANCIERS ET DE CRÉDIT

L'outillage financier. — La Banque de la Province de Buenos-Aires. — Montant des dépôts. — Importance de ces dépôts par nationalités. — Banque nationale et Banque hypothécaire nationale. — Existence parallèle des deux Banques d'État. — Monnaie de papier; change international. — Le cours forcé, son influence bienfaisante, ses victimes. — Banques particulières: anglaise, italienne, espagnole, française. — Banque J. de Carabassa et Cie. — Influence du crédit public sur la marche des affaires par le papier-monnaie. — Solidité du crédit public. — Le troupeau.

Il n'existait à Buenos-Aires, avant 1854, comme nous l'avons vu, ni crédit, ni outillage financier, ni monnaie, sur laquelle on pût le constituer. Ce fut alors que la Banque de la Province, en prenant, en dépôt, la monnaie de papier, inconvertible et non garantie, reconstitua, d'un coup, la circulation, l'outillage financier et le crédit.

Elle parvint à l'accomplissement de cette œuvre par deux procédés nouveaux. Elle fit aux propriétaires et aux éleveurs des prêts à longue échéance, employant à ces prêts la monnaie de papier, qu'elle recevait, en dépôt, de ceux qui la détenaient. Les entreprises rurales, demandant, pour préparer leurs résultats, plus de temps que les entreprises commerciales, elle accorda aux éleveurs et aux agriculteurs des prêts sur lettres de change, à quatre-vingt-dix jours, en s'imposant la condition de n'exiger, à chaque trimestre, qu'un renouvellement, avec amortissement de 5 à 10 %. Elle concédait, ainsi, à ses débiteurs, cinq ans pour se libérer. Il y a trente ans que la Banque fonctionne ainsi, son capital, constitué uniquement des bénéfices qu'elle a acquis, chemin faisant, et qu'elle n'a

à distribuer à aucun actionnaire, puisqu'elle appartient à l'État. dépasse aujourd'hui 170 millions, représentés par des fonds d'État provinciaux pour 63 millions, nationaux pour 82. Ses dépôts s'élevent à 500 millions de francs et ses escomptes annuels à pareille somme; ses opérations de change sur l'Europe à 12 millions de francs par an sur Paris et à 35 millions sur Londres.

La confiance qu'elle inspire, est suffisamment démontrée par l'origine des déposants qui se décomposent ainsi par nationalités au 30 juin 1885, derniers chiffres publiés :

Italiens...........	13.277	déposant	48.000.000 fr.
Argentins........	5.330	—	68.000.000 —
Espagnols........	3.796	—	25.000.000 —
Français..........	1.979	—	14.000.000 —
Anglais...........	706	—	11.000.050 —
Allemands........	450	—	8.000.000 —

Les dépôts de commerce se décomposent ainsi :

Argentins.........	1.430	déposant	22.000.000 fr.
Italiens...........	343	—	6.000.000 —
Français..........	235	—	4.000.000 —
Espagnols.........	209	—	8.500.000 —
Anglais...........	85	—	13.750.000 —

Ce vaste établissement, qui résume toutes les opérations financières du pays, qui garantit 150 millions de monnaie d'État, est administré par un directoire, nommé tous les ans par le gouverneur, où figurent des négociants et des propriétaires de toutes nationalités.

Cette institution eût été incomplète sans la création, qui, déjà, remonte à quinze ans, d'un établissement de crédit hypothécaire, qui a donné, depuis sa création, une impulsion rapide aux transactions immobilières. Fondée en 1872, cette banque hypothécaire remet aux emprunteurs des titres appelés cédules hypothécaires : les premiers émis recevaient un intérêt de 8 0/0; depuis, la Banque en a émis, alternativement, de 6, de 7 et de 8 0/0.

Depuis son origine, elle a prêté 170 millions de piastres, sur lesquels 100 millions sont encore en circulation. Ces opérations ont été faites, à peu près, sans le secours des capitaux européens; l'épargne locale a pu absorber, successivement, les titres offerts.

La Banque n'a pas d'actionnaires, pas plus que la Banque de la Province dont elle est une bouture : ses bénéfices proviennent de la commission de 1 0/0, qu'elle prélève annuellement sur ses prêts, ce qui surcharge lourdement l'emprunteur, sans constituer, pour elle, de gros profits.

Ces deux Banques ont conservé, jusqu'ici, leur principal établissement à Buenos-Aires, où elles ont été créées, alors que cette ville était encore capitale de la Province ; depuis que cette ville est fédéralisée et devenue capitale nationale, elles doivent songer à déplacer leur centre d'action et à se transporter dans la nouvelle capitale provinciale : la ville de La Plata.

Des établissements, de création plus récente et de caractère national : la Banque nationale et la Banque hypothécaire national, émanations du Pouvoir National, ont déjà, en partie, pris dans la ville de Buenos-Aires la place qu'y occupaient les établissements provinciaux du même ordre.

Ces deux Banques sont de fondation récente, la première date de 1873[1], la seconde de 1886.

Les événements de 1880, l'extension du Pouvoir national, que nous avons eu déjà l'occasion de résumer, devaient avoir et ont eu, sur la Banque d'État national, une influence directe. Ils ont été l'origine de son relèvement et de l'accroissement considérable qu'elle a subi.

Depuis 1876, époque où, après un an de fonctionnement, elle avait dû interrompre ses opérations en cessant de rembourser ses billets émis, elle avait traîné une existence difficile

1. Les péripéties par lesquelles a passé cet établissement, de 1873 à 1879, ont été contées par nous dans notre ouvrage publié alors : *Buenos-Aires, la pampa et la Patagonie.* — Hachette, in-18.

qui n'était ni la liquidation ni la continuation des affaires. Ses billets acceptés dans les Provinces, avec la dépréciation que leur donnait le cours forcé, n'étaient, à Buenos-Aires, qu'une marchandise, recherchée par ses débiteurs à 40 °/₀ de leur valeur.

Après 1880, la situation changea ; la Banque avait pu, dans l'intervalle, régulariser sa situation, reprendre la conversion de ses billets ; elle obtint du gouvernement l'augmentation de son capital, qui fut porté à 100 millions de francs.

Le dernier bilan, publié à la fin de 1885, prouve que sa situation est des plus prospères. Elle a donné 12 °/₀ de dividende à ses actionnaires, porté à la réserve 2 millions et demi, ce qui élève ce fonds à 5.110.000 francs. Les dépôts atteignent 126 millions de francs, la circulation de ses billets 200 millions, son encaisse métallique seulement 12 millions, ce qui a décidé le Gouvernement à rendre, en janvier 1887, un décret prorogeant, pour deux ans, la loi de cours forcé.

L'importance, prise par la Banque, la faculté, qu'elle a, d'opérer par ses succursales dans toutes les Provinces et les Territoires nationaux, sont une des causes qui ont le plus contribué à généraliser le mouvement des affaires et les grandes industries agricoles dans toutes les régions.

Le seul point noir de cette situation, est que la Banque nationale, bien que son capital soit formé, pour près des deux tiers, par des actionnaires, n'en est pas moins la vassale du Gouvernement national, qui a 40 °/₀ de ses actions, nomme son gouverneur et la majorité de son conseil. On peut donc supposer que ses fonds disponibles, provenant de son capital, de sa réserve, ou, ce qui est plus grave, de ses dépôts, soient, le cas échéant, employés à couvrir des besoins extra-budgétaires, que l'Etat ne se fera pas faute de rembourser périodiquement, en fonds d'État, créés spécialement [1].

---

1. Cela s'est produit en 1886, pour 60 millions de francs.

Nous ne parlerons pas de la rivalité que peut avoir créé l'événement de 1880 entre la Banque de la Province de Buenos-Aires et la Banque nationale. On en a fait, jusqu'ici, beaucoup de bruit. Les deux banques existent l'une à côté de l'autre, cela est vrai. De toutes les institutions provinciales de l'Etat de Buenos-Aires, la Banque seule a conservé son siège dans la capitale devenue nationale ; elle y a conservé aussi le droit de circulation de sa monnaie de papier jusqu'à concurrence de 120 millions ; enfin, elle est, elle aussi, depuis 1884, sous le régime du cours forcé. La seule conséquence financière, politique si l'on veut, de cette existence parallèle de deux banques rivales est que l'une ne peut pas renoncer au cours forcé et reprendre la conversion de ses billets, si l'autre ne suit immédiatement son exemple : ce serait s'exposer à voir vider sa caisse non seulement par ses propres déposants, mais même par les porteurs de billets de l'autre banque, qui les échangeraient et les convertiraient au profit de celle-ci. C'est dire que l'une et l'autre sont condamnés au cours forcé pour le même temps.

Elles n'ont, au reste, aucun avantage à le voir cesser brusquement ; le commerce d'importation lui-même, et surtout le commerce d'exportation n'ont aucun avantage à retirer de la conversion des billets. Si les fluctuations trop fortes du papier ont leurs inconvénients, — on a vu, en 1886, la piastre métallique valoir, à peu de jours d'intervalle, 1.63 et 1.10 papier, — c'est là un petit inconvénient si on le compare à la perturbation que la reprise de la conversion des billets causerait.

En premier lieu, la Banque de la Province a dans ses caisses 97 millions de piastres appartenant à des déposants, qui sont, pour une grosse part, des étrangers, toujours soucieux de transformer leur papier en or le jour où ils n'ont rien à y perdre, peu disposés de souffrir une perte, même nominale, pour le mince plaisir d'opérer cette conversion : la situation de la Banque nationale est la même, quoique ses dépôts ne

s'élèvent qu'au quart de cette somme. L'encaisse de l'une et de l'autre serait absorbé en quelques heures, sans profit pour personne, pour elles moins que pour personne.

Ni l'une ni l'autre n'a même intérêt à constituer une forte réserve métallique. L'or, en effet, ne circule pas dans la République Argentine et n'y a jamais circulé : il est considéré comme gênant. L'habitude de la circulation de papier est tellement prise, depuis soixante ans qu'il n'y en a pas eu d'autre, que le négociant des villes quelquefois, celui de la campagne, toujours, à plus forte raison, le gaucho refusent la monnaie d'or. Elle n'est donc dans les caisses qu'un corps mort ne produisant aucun profit, puisque le papier seul qui le représenterait serait admis dans la circulation.

Néanmoins, ces deux banques ayant le devoir de reconstituer leur encaisse métallique, n'ont qu'une manière de le transformer en élément d'action, c'est d'ouvrir leur caisse, à la fois, aux déposants et aux emprunteurs; elles aideront ainsi les quelques affaires qui se traitent ou se résument sous cette forme, empêcheront les détenteurs de produire des hausses et des baisses factices. Les crédits sur l'Europe dont elles disposent leur permettent de réaliser cette amélioration. Elles serviront ainsi de tampon, empêcheront le commerce d'importation d'avoir trop à souffrir des hausses subites de l'or, garantiront la production contre des baisses trop rapides.

C'est, en effet, entre ces deux adversaires que le combat est ouvert par le cours forcé. L'habitant, qu'il soit consommateur ou producteur, n'envisage toujours la piastre nationale que comme l'unité monétaire de circulation, sans se préoccuper de sa représentation en or ou en papier; peu lui importe que la piastre papier, la seule qu'il connaisse, vaille chez les changeurs 5 fr. ou 3 fr. 50 : ce qu'il possède, c'est une piastre; il prétend toujours obtenir, avec cette piastre, la même quantité d'objets : le prix des loyers, celui des terres, des journées de travail, des salaires d'employés de tous ordres reste le même

au milieu des fluctuations du papier. Il en résulte que le négociant a beaucoup de peine à élever les prix d'une marchandise, venue du dehors, que, cependant, il paye, lui, en une monnaie d'or qui représente à quantité égale un plus grand nombre de piastres papier ; par contre, le producteur trouve un marché facile, puisque le blé, la laine, le cuir, le lin et aujourd'hui même la viande, ayant, devant eux, le marché d'exportation, sont payés par l'acheteur du dehors, qui ne considère que l'or, à un prix qui représente un plus grand nombre de piastres papier. Ce producteur, ayant à solder ses loyers, sa terre, ses emprunts, son personnel en piastres papier se trouve bénéficier précisément de tout ce qui pèse sur l'importateur et le consommateur d'objets venus de l'extérieur. Le cours forcé a donc, dans ce pays, de grands avantages, celui surtout de mettre l'importation dans une situation d'infériorité, de favoriser ainsi, mieux que tous les droits protecteurs, l'industrie et la production locales, ce qui est, en somme, le principal des *desiderata* économiques.

A la faveur du développement de ces deux éléments de progrès et d'une circulation très active de monnaie, qui a été la conséquence du cours forcé, les transactions intérieures ont pris un développement sans précédent, la demande de terrains de ville et de terres de culture est devenue très active, les grands domaines se sont divisés, le prix de toutes ces propriétés, entrées dans le commerce s'est rapidement élevé, en même temps que la zone de culture s'étendait par l'établissement de chemins de fer.

Il ne manque pas, dans le pays, d'empiriques qui attribuent au cours forcé le mérite de ce développement rapide d'un pays qui sortait d'une crise économique, où, depuis six ans, il avait eu le temps de se retremper. Les causes vraies sont ailleurs, et nous les avons déjà énumérées. Elles sont dans la stabilité politique, assurée par la solution de la question de la capitale, par celle de l'unité nationale, dans le déve-

loppement rationnel des travaux publics, dans l'accroissement de l'immigration qui en découle; il faut les chercher, aussi, dans l'achèvement de la conquête de la pampa sur l'Indien, qui a tiré du néant, mis dans le commerce, dans le patrimoine de l'Etat et des particuliers, le milliard que représentent les terres conquises.

Ce mouvement d'affaires est, au reste, servi par des établissements financiers de premier ordre, constitués depuis vingt ans par des Sociétés locales ou étrangères, à l'ombre des progrès, réalisés par la Banque de la Province, toutes les nations ont le leur, la France aura été la dernière à posséder le sien. Elle, seule, n'aura jamais essayé de canaliser les capitaux créés dans ce pays par des Français, ni d'aider leurs entreprises commerciales ou industrielles, ni d'accaparer les négociations, auxquelles donnent lieu les 300 millions d'échanges constatés entre la République Argentine et la France.

Le plus ancien de ces établissements financiers est la Banque de Londres et du Rio de La Plata, créée, en 1864, par une société, formée à Londres entre des capitalistes anglais : son capital primitif de 7.500.000 francs a été élevé, dès 1867, à 15 millions, qui, en raison des crédits dont elle dispose et du nombre de ses déposants, lui suffit encore.

Ses opérations d'escompte se sont élevées de 35 millions de francs en 1864 à 85 millions en 1883, à 105 millions en 1885. Les dépôts équivalent à peu près, aux mêmes époques, aux mêmes sommes. Le dividende de 1885 a été de 11 0/0.

A côté de cet établissement, s'est élevée une concurrence directe, constituée de la même manière, sous la dénomination de Banque anglaise et du Rio de la Plata; sa fondation ne remonte qu'à 1882, son capital a été porté, le 1er avril 1885, à 12 millions et demi de francs. Elle dispose de 26 millions de dépôts et a fait en 1885 50 millions d'escomptes; elle a distribué 5 0/0 à ses actionnaires.

Un des établissements financiers étrangers, qui ont progressé le plus rapidement, dans ces dernières années, est la Banque d'Italie et du Rio de la Plata. Fondée le 15 juillet 1872, en pleine prospérité générale, elle a eu, aussitôt, à traverser les épreuves d'une longue crise qui jetaient bas, dès 1874, la Banque argentine, la Banque belgo-allemande, et de nombreux établissements particuliers, d'existence plus ou moins ancienne. Elle est sortie grandie de ces épreuves. Son capital était, à l'origine, de 7 millions, ses actions se sont élevées à 150 0/0, ses dépôts, en 1885, à 50 millions; elle a distribué, en moyenne, chaque année, depuis sa fondation, des dividendes annuels de 15 0/0.

Enfin, à côté de ces sociétés anonymes, s'élève une banque particulière; régie par une société en nom collectif, elle ne publie pas ses bilans comme le font les sociétés anonymes. Fondée, en 1853, par M. José de Carabassa, d'origine espagnole, elle a, chaque année, grossi d'importance, jusqu'à absorber progressivement la majeure partie des affaires du commerce, français local et international, en même temps que du commerce espagnol.

La seule donnée que l'on possède sur son administration est celle fournie par l'administration du timbre, chargée de la perception de l'impôt sur les dépôts en comptes courants. D'après ces données, ses dépôts se seraient élevés, en 1884, à 46 millions de francs.

Ajoutons que, d'après un renseignement très exact[1], le mouvement de caisse de cette banque est de 3 millions de piastres par jour, soit 15 millions de francs, 900,000 piastres par an, soit 4 milliards et demi; ses affaires internationales par traites s'élèvent à 250 millions par an. Elle possède en

1. Fourni par le remarquable travail que publie chaque année le Président du Crédit public national, M. Pedro Agote.

caisse, en or, 35 millions de francs, c'est-à-dire plus qu'aucune banque d'État.

La situation commerciale, tout à fait culminante, où s'est élevé M. de Carabassa, en trente ans, par les procédés les plus réguliers, sans s'écarter, un instant, de la voie qu'il s'était tracée dès le début, restant étranger, à toutes les époques, aux égarements momentanés de la spéculation, suffisent à démontrer quelle aire d'action offre ce pays au travail et à l'intelligence, quel terrain d'exploitation s'ouvrait devant les capitalistes français s'ils avaient su l'exploiter.

Ajoutons que les opérations de banque sont ici une opération journalière du commerce; les maisons qui se consacrent à celui d'exportation, ayant à faire leurs achats au comptant, disposent, naturellement, de crédits de banque et émettent, journellement, sur l'Europe, des traites que recherche le commerce d'importation, pour couvrir ses échéances au dehors. Ce marché de papier de banque, à côté des banques, a une importance considérable, et n'émet pas moins de 500 millions de francs de traites pour ses besoins particuliers.

Cette année 1887 a vu s'ouvrir deux établissements financiers nouveaux : la Banque espagnole et la Banque française. Deux sociétés se sont formées, le capital est souscrit; les affaires et les dépôts en compte courant ne leur manqueront pas, mais il leur faudra prendre leur place dans le mouvement général : ce n'est pas là un résultat qui s'obtient en quelques mois.

III

Si nous avions à résumer notre analyse des établissements financiers et du mouvement commercial, nous noterions, d'abord, que la marche progressive du pays dépend, avant tout, de celle du crédit public et des finances publiques. Certes,

le gouvernement, dans un pays américain où l'initiative individuelle est la qualité dominante et générale, n'est pas le promoteur des entreprises; mais de la tenue des finances publiques, de l'ordre qui préside ou manque à leur administration dépend la valeur des monnaies émises par les Banques d'État, autant que de la valeur de ces monnaies dépendent la fortune privée et la fortune publique.

On en a eu une preuve récente en 1885. Le cours forcé a été, de nouveau, décrété par le gouvernement, après avoir été supprimé en 1882. Il y avait, alors, en circulation, 250 millions de francs de papier-monnaie, émis par les deux Banques d'État; une baisse immédiate de 30 0/0 a atteint ce papier, soit une perte de 75 millions de francs infligée aux porteurs, à laquelle il faut ajouter celle, incalculable, subie par tous ceux qui étaient créanciers du commerce ou des particuliers, dont les comptes, naturellement dressés en piastres nationales, allaient se solder en papier déprécié.

L'État, frappé, lui aussi, par cette dépréciation dans ses revenus, qui doivent payer en or des dettes extérieures, a élevé de 15 0/0 les droits de douane; nouvelle charge pour le commerce et la consommation.

A ces points de vue, la marche de l'État intéresse le commerce et les affaires privées, plus peut-être que partout ailleurs,

Ce que nous avons dit des ressources de l'État et des sources de la fortune privée suffit à démontrer que la République Argentine, comme tous les pays dont la croissance est rapide, doit éprouver, de temps à autre, des malaises passagers, compagnons ordinaires du développement des sociétés comme de celui des individus; mais l'expérience et l'examen de ses forces productives suffisent à démontrer, que, pendant de longues séries d'années, elle peut grandir encore sans arriver à capter toutes les sources de la fortune publique et de la fortune privée que contient son immense territoire, et dont la majeure partie est encore ignorée.

Elle a, pour l'aider à marcher dans cette voie de conquêtes fécondes, en même temps que l'esprit remuant et l'activité mercantile de ses habitants, le flot continu des immigrants qui lui apportent le capital de leurs forces, de leur intelligence, de leur ambition et y créent, par leur travail, pour en faire un nouvel agent de progrès, le capital d'épargne dont nous avons trouvé la trace dans la caisse de toutes les Banques, sous la forme de dépôts. Enfin, elle a encore, pour l'aider à réparer toutes ses erreurs, si elle en commet, ce qui est à croire, ou ses revers, si elle en éprouve, ce qui est à prévoir, ce silencieux et laborieux producteur qui donne la fortune, fertilise le sol, le prépare à l'agriculteur, sous son pied colonisateur, n'exige, sous ce ciel clément, que peu de soins et d'attention, seulement l'espace devant lui, qui s'est donné, depuis trois siècles, et a rempli, toujours, la grande mission d'enrichir tous les habitants de ce pays : le troupeau.

Rien ne saurait atteindre une prospérité qui repose sur cette base sûre. C'est là, en somme, toute la République Argentine, c'est là ce qui la résume ; ce sont là ses pépites et ses champs d'or, pépites qui se reproduisent et se multiplient, champs d'or qui donnent d'autant plus qu'on y puise davantage.

LIVRE CINQUIÈME

LA VIE PUBLIQUE

CHAPITRE PREMIER

LA CONSTITUTION ET LA POLITIQUE

La jeunesse dans la politique. — Origines de la Constitution politique. — Influence de l'exemple des États-Unis. — Caractères de la Fédération dans la République Argentine. — Tendances vers l'Unité. — Unitaires et Fédéraux. — Le Pouvoir central et les Provinces; cinquante ans de lutte, de 1830 à 1880. — Triomphe de l'Unité. — Utilité de la Fédération dans l'équilibre national et constitutionnel. — Rôle du Président. — Élections présidentielles; leur importance et leurs dangers. — Les institutions politiques et l'idée de patrie. — Lois des luttes politiques et des intérêts personnels. — Questions de personnes et questions de principes dans la politique. — Influence de l'étranger sur la politique. — Sources de la fortune privée et de la fortune publique hors de l'atteinte des erreurs de la politique.

Tous les enfants qui naissent, dans la République Argentine, de père étranger aussi bien que de père indigène, qu'ils soient blancs, noirs, mulâtres ou cuivrés, naissent avec le droit d'aspirer au premier poste politique, grandissent avec l'espoir d'être, un jour, président de la République.

Devenus hommes, ces jeunes citoyens laissent aux ronces du chemin, avec leurs rêves de jeunesse, cette grande espérance; mais ils ne se détachent de cette ambition pour eux-mêmes que pour la retrouver dans la paternité : le rêve dont

ils ont renoncé à poursuivre la réalisation pour leur compte, ils le reprennent pour celui de leurs fils, oubliant ce que la politique leur a coûté, à eux-mêmes, de déceptions et de colères.

Aussi, l'enfant, qui débite sa première fable avec quelque aplomb, et semble comprendre, tout jeune, les passions et le langage des bêtes, est-il voué d'avance aux plus hautes destinées. Ses premiers actes d'indépendance sont autant de promesses, ses impertinences autant de titres. Dans ses jeux, l'enfance fait de la politique, elle joue à la guerre civile et échange, dans des combats simulés, des horions véritables.

A dix-huit ans, ces citoyens, en sevrage, sont électeurs, ils ne peuvent encore aspirer à aucune fonction de la vie publique, mais ils ont déjà le droit de la troubler.

Ce droit, tous les ans, un flot nouveau de recrues, bataillon scolaire du scrutin, viendra l'exercer et apporter sa turbulence toute fraîche dans les querelles des partis. Cette poussée perpétuelle de nouveau-nés, à peine libérés de l'école buissonnière où ils ont fait toutes leurs classes, met, à la surface de la vie publique, une agitation, fatigante pour ceux qui ont passé l'âge de ces turbulences, et décide à s'éloigner des fonctions publiques ceux que leur expérience désignerait pour les remplir.

La place est donc tout entière aux jeunes; les assemblées politiques prennent l'aspect de classes mal tenues, les hommes de quarante ans sont trop vieux déjà pour s'y asseoir, les services rendus par eux sont oubliés et eux-mêmes dédaignés. L'activité envahissante des jeunes a tôt fait de railler, de décourager, de déposséder les quelques hommes, d'un âge plus mûr, des quelques positions qu'ils gardent encore; ces derniers disparaîtront vite; avec eux la politique perdra son balancier, l'installation de l'âge sans pitié sera définitive, et définitive aussi celle des doctrines *a priori*, des pratiques empiriques, des appétits démesurés.

Rechercher le concours de toutes les classes sociales et

supprimer, entre elles, toutes les démarcations, c'est là le rôle de la démocratie; elle dévie, elle quitte le chemin de ses destinées, travaille à sa propre dégénérescence, le jour où elle se laisse envahir par les plus turbulents et non par les plus dignes, où, par haine de la hiérarchie, elle repousse jusqu'à celle du talent, par crainte des supériorités, celle qu'assure l'expérience d'une longue pratique des affaires.

Ce n'est que depuis peu d'années que la politique est ainsi envahie. Il y a trente ans, à cette époque si proche et déjà si lointaine, en 1852, la République Argentine, pour la première fois en possession paisible de ses destinées, en confiait la direction aux hommes éprouvés au milieu des agitations du demi-siècle qui venait de s'écouler : leur sagesse suffit à fermer la longue période des révolutions, qui duraient depuis 1810.

I

Le sentiment des démocraties, qui les sépare de toute tradition, était alors si peu né chez elle, qu'elle se créait de toutes pièces une famille, une filiation, une tradition politique et sociale, en rattachant son histoire future au glorieux passé de la République des États-Unis, en lui empruntant le texte de sa Constitution, ses doctrines fédératives, ses précédents théoriques et pratiques, en faisant des Washington, des Jefferson, des Franklin et des Hamilton les pères de leur république, d'origine et de langue différentes.

Le respect de cette tradition est demeuré. On trouvera difficilement, dans l'histoire, un autre exemple d'une marche parallèle de deux peuples, partis de deux points aussi différents, allant vers le même but par des chemins aussi semblables.

C'est que les républiques, nées du grand mouvement

insurrectionnel de 1810, étaient, de longue main, préparées par l'Espagne à l'imitation.

Au contraire des colonies américaines, d'origine anglaise, jamais elles n'ont connu ni pratiqué le *self government;* elles n'ont jamais eu la peine de se donner des lois; l'Espagne les a faites pour elles, différentes, en beaucoup de points, de celles qui régissaient la péninsule, nombreuses, complexes, imposées, appliquées par des fonctionnaires qui se succédaient, et jamais n'appartenaient, par leur naissance et leurs relations de famille, à la colonie qu'ils administraient.

Cette éducation, si différente dans les deux régions du continent américain, a produit ses fruits. Des uns, elle a fait des hommes de doctrine et d'action, préparés, dès le premier jour, pour l'étude aussi bien que pour la mise en pratique des doctrines de gouvernement; elle a condamné les autres aux longs tâtonnements, aux colères, aux essais stériles, finalement, à l'imitation des premiers, dernier refuge où ils ont trouvé la sécurité intérieure, le règne du droit et la prospérité matérielle.

Cependant, la Constitution nationale qui préside, depuis 1860, aux destinées politiques de la République Argentine, ne s'est pas établie, du jour au lendemain, par le fait d'une simple transcription littérale et d'une traduction, plus ou moins bien faite, de tous ses articles.

Il y avait cinquante ans déjà, qu'au milieu des agitations continues de la vie publique, plusieurs projets avaient été débattus, quelques-uns votés et même proclamés par des assemblées successives; mais toutes avaient eu, à leur heure, le même sort; toutes avaient rencontré les mêmes oppositions, repoussées successivement, les unes par les Fédéraux, les autres par les Unitaires.

Ce sont ces deux partis, plutôt que les idées qu'ils semblent, respectivement, représenter, qui ont agité l'histoire de la République Argentine.

A l'origine, les Unitaires se sont personnifiés dans l'homme qui a été le plus grand de leurs chefs, Rivadavia, le meilleur administrateur qu'ait eu la République, quelque peu imbu d'idées monarchiques, esprit libéral comme on l'était en France vers 1830. Il ne garda le pouvoir que peu d'années, de 1827 à 1830.

Les Fédéraux étaient, eux, en réalité, les champions de l'idée et des traditions féodales.

Dans ce pays, où la féodalité et les lois féodales n'avaient pas été importées, quelques familles avaient cependant créé. autour d'elles, une sorte de protectorat local, ayant plus d'analogie avec le régime social de la tribu dont ils eussent été les caciques, qu'avec celui du comté où ils eussent reçu les hommages de leurs vassaux.

Les chefs de ces familles, désignés sous le nom de *caudillos*, se faisaient, dans quelques provinces, les champions des revendications de clocher et résistaient à la constitution d'une unité nationale. Rosas, qui prit le pouvoir en 1830 et ne fut renversé qu'en 1852, se fit le chef de ces caudillos, non pour les suivre — comme c'est le sort des chefs de parti — ni pour les diriger, mais pour les supprimer. Tout en condamnant publiquement les unitaires et leurs doctrines, il ne cessa jamais de travailler à l'unité nationale, qui, pour lui, représentait l'unité de son autorité. Il le faisait à la manière de Louis XI et de Richelieu.

Rosas disparu en 1852, on aurait pu croire que l'unité était faite et vaincue la fédération dont il avait arboré le drapeau. Ce fut le contraire qui se produisit : la défaite des fédéraux assura l'avenir et le triomphe de la fédération.

La logique des événements perdait ses droits devant le spectacle et l'exemple que donnait au monde, depuis plus d'un demi-siècle, l'application des théories de Washington. Les hommes, qui prirent alors, en mains, la direction des affaires donnèrent à la République, pacifiée en 1862, la Constitution

des États-Unis, garantissant, aux Provinces de la Confédération, leur autonomie, sous la forme républicaine, en mettant à côté, non au-dessus d'elles, le Pouvoir national, sorte d'arbitre de leurs destinées.

Nous ne prétendons pas faire ici l'histoire des nombreuses évolutions politiques du pays. Ce que nous avons dit des unitaires et des fédéraux suffit à donner la synthèse de la politique et de ses divisions.

Jamais, depuis 1810, aucun parti ne s'est formé pour défendre l'idée monarchique, exilée avec le dernier vice-roi espagnol, ni pour combattre l'idée républicaine et démocratique. Sur ce point, l'unanimité est complète, elle est même inconsciente.

Sur cette terre, où la monarchie, une monarchie étrangère, a été respectée pendant plus de deux siècles, le principe monarchique n'a laissé dans l'esprit général de la nation aucune trace. Tout le cortège de doctrines que la monarchie traîne avec elle, a été débandé sous le souffle puissant d'idées patriotiques. Avec les fonctionnaires espagnols, qui se renouvelaient constamment et n'avaient aucun lien commun avec leurs administrés, ont disparu toutes les idées de hiérarchie, de suprématie ; les colons en ont fait table rase ; ils ont à la fois tout supprimé, et se sont trouvés, le lendemain, tous égaux devant les places à conquérir, comme ils l'étaient, la veille, devant les positions occupées par les étrangers.

Entre eux, il n'y avait jamais eu de hiérarchie sociale ; l'égalité des conditions s'était perpétuée, dans ce pays où le commerce et l'industrie étaient interdits aux colons, où la terre n'avait qu'une valeur infime et les troupeaux aucune valeur marchande. Cette égalité a, peu à peu, perdu son caractère devant l'expansion inégale de l'instruction et le développement des fortunes privées ; l'égalité politique et sociale n'est pas, pour cela, en péril, et la féodalité territoriale qui semblerait facile à constituer n'est pas à redouter.

II

En même temps que vers la démocratie, la marche de l'esprit public a été continue vers l'unité nationale. Ce peuple, qui a tant d'analogies avec le peuple français, lui ressemble encore par ce point.

Les Provinces confédérées tiennent à leur autonomie politique et administrative, conservent l'esprit de localisme que représente la commune en France ; mais, toutes, par le pacte constitutionnel, que toutes ont accepté, se sont soumises à la même loi civile, commerciale, pénale et politique, toutes ont consenti à vivre sous la même législation, dans le sens le plus général du mot, et leur autonomie se réduit en somme à quelques fonctions intimes de leur vie végétative.

L'unité nationale est donc la destinée nécessaire et inévitable de l'ancienne Confédération des États de la Plata, qui a renoncé, déjà, à ce titre, pour devenir la République Argentine, et annoncer dans les mots l'unification qu'elle réalise dans les faits.

Rien ne s'oppose à cette unification. D'abord, la République Argentine, différente en cela de celle des États-Unis, a un nom ; ce nom est, il est vrai, un adjectif, il suffit cependant à donner l'idée d'un ensemble et à désigner ses habitants sans recourir à une périphrase. États-Unis, au contraire, cela ne donne pas l'idée de nation, sinon celle de juxtaposition ; si d'autres motifs, qui, au reste, n'existent pas, militaient en faveur de l'unité des États-Unis, cette absence de nom national serait déjà un obstacle à sa réalisation.

De nombreuses raisons empêchaient, au début, l'unité des Etats-Unis : dissemblance d'origine, de religion et de constitution des différents Etats. Ces raisons, puissantes alors, ont beaucoup perdu de leur importance. Chez les fils de co-

lons, il n'y a plus de différences d'origine, celles de religion n'ont plus de valeur, dans un pays où la liberté de conscience est absolue, où il n'y a pas de religion d'Etat, enfin, celles entre les constitutions locales se sont atténuées sous le régime créé par la Constitution nationale. Cependant, la République des Etats-Unis n'a pas fait un pas vers l'unité, et jamais un parti politique n'a fait de cette idée un programme.

Chez les Argentins, au contraire, l'idée de constituer une nation compacte devait nécessairement faire son chemin. Ni le sol, ni la race n'étaient préparés pour la fédération. Les différences climatériques, d'une extrémité à l'autre de la République, n'étaient pas assez marquées pour que la colonie, sous le régime espagnol, n'eût adopté et conservé partout les mêmes, sous la loi unique imposée par la métropole ; aucune religion n'avait été autorisée dans la colonie que la religion catholique, aucun immigrant admis qui ne fût de race espagnole.

L'unité était donc préparée. Il a fallu les divisions de clocher, l'influence des *caudillos*, surtout l'exemple des Etats-Unis, pour donner aux législateurs argentins l'idée d'une Fédération, la pensée de créer des Etats autonomes, des divisions politiques, des entités sociales là où la tradition, la coutume, la loi ancienne et la race ne les avaient pas préparés.

Ces précédents suffisent à expliquer pourquoi, malgré le texte de la constitution fédérative et l'état social créé par elle, la marche vers l'unité a été continue dans la République Argentine, pendant que l'esprit public aux Etats-Unis a poursuivi avec constance l'idéal opposé.

Conçues dans la même forme et le même esprit, les deux constitutions ne sont pas identiques. L'indépendance des Etats est, en effet, beaucoup moins grande dans la République Argentine qu'aux Etats-Unis, on peut même dire qu'elle peut devenir absolument illusoire.

C'est l'Etat national qui a la mission de faire et de modi-

fier les codes; les Etats ne se sont réservé que leur application par des tribunaux dépendant de leur autorité.

La religion, elle aussi, ou tout au moins celle de la majorité des citoyens est dans la main du Pouvoir exécutif national. Le Président doit appartenir à la religion catholique, apostolique et romaine, c'est lui qui exerce sur les représentants de cette religion toute l'autorité, en vertu de la disposition constitutionnelle qui lui assure le droit de les nommer, celui de permettre ou de prohiber la publication ou l'application des bulles, brefs et rescrits du Saint-Siège, ou décisions des conciles.

Quant à l'autonomie politique des Etats, elle n'est absolue qu'en théorie; dans la réalité des faits, ils sont soumis au caprice du pouvoir central.

Pour substituer cette mise en tutelle des Etats à l'indépendance, qui était dans l'esprit de la Constitution, il a suffi d'un article de celle-ci, interprété à son gré par le plus fort. Cet article est celui qui autorise le pouvoir central à décréter l'état de siège dans la Province dont il juge l'ordre troublé, sans même qu'aucune autorité de cette Province ait demandé protection.

Ce droit, connu sous le nom, déjà fameux, de droit d'intervention, est devenu, dans la main du pouvoir central qui dispose de la force armée, un agent électoral justement redouté.

C'est surtout en temps d'élections, non pas seulement d'élections pour la présidence, mais même en temps d'élections purement locales, que le Pouvoir central, souvent pour des motifs personnels, décrète l'état de siège dans une Province, dépose son gouverneur et le remplace par un fonctionnaire de son choix, tout à sa dévotion. Il suffit d'un bataillon de ligne pour substituer, par ce procédé, la volonté du Président de la République à celle des électeurs, et quelquefois déterminer l'explosion d'une guerre civile latente, si la Pro-

vince que le Pouvoir central prétend dominer est mieux préparée que les autres à la résistance.

III

Toutes les Provinces ne sont pas en situation de résister aux volontés du Pouvoir central. Celles du littoral : Buenos-Aires, Santa-Fé, Entrerios et Corrientes, très jalouses de leur autonomie, plus peuplées, plus riches, plus accessibles à l'immigration, possèdent, seules, des éléments individuels d'existence et de résistance ; les autres, que nous citerons par rang d'importance, Cordoba, San-Luis, San-Juan, Mendoza, Tucuman, Santiago del Estero, La Rioja, Catamarca, Jujuy et Salta constituent, en opposition au groupe des Provinces du littoral, le groupe des Provinces du pays haut, d'où leurs habitants tiennent leur nom de *arribeños*. Dans les quatre premières, l'intervention du Pouvoir central a toujours rencontré une résistance armée, et la guerre civile prête : l'Entrerios et Corrientes en ont soutenu plusieurs, en particulier en 1869 et en 1873, Buenos-Aires en 1874 et en 1880.

Cette Province, la première entre toutes, a toujours été opposée à l'unité ; c'est elle cependant qui l'a le mieux préparée, on peut même dire qui l'a faite en la combattant ; parce qu'elle a jeté dans la partie, comme enjeu, sa ville capitale, cette ville qui lui a donné son nom, qui est la première de la République, la première même de l'Amérique du Sud, et que cette partie elle l'a perdue en 1880 contre le Pouvoir central.

Cette fin d'une longue lutte vaut que nous en contions ici les antécédents. Remontons à 1852.

La chute de Rosas, qui, pendant vingt-deux ans, avait arboré cette formule de gouvernement : « *Mueran los salvajes unitarios* » (Mort aux sauvages unitaires), aurait dû

déterminer le triomphe de ceux-ci. Nous l'avons dit, il n'en fut rien. Le chef de l'armée des fédéraux, le général vainqueur, Urquiza, qui prit le pouvoir après la bataille décisive de Caseros et la fuite de Rosas, le 2 février 1852, ne voulait la fédération que pour enlever à Buenos-Aires l'importance que l'unité lui aurait donnée, en ajoutant à tous ses titres celui de capitale politique. Il n'aboutit qu'à la sécession de Buenos-Aires, qui se constitua en Etat indépendant, pendant que lui, Urquiza, transportait à Parana, ville d'Entrerios, la capitale de la Confédération. La lutte tourna contre son programme : l'union se refit de nouveau, en 1862, sous la sage direction du général Mitre, le véritable apôtre de l'union et de l'unité argentine; de cette union sortit, non pas l'unité, mais une fédération constitutionnelle.

Cette fédération a subsisté jusqu'à aujourd'hui. La question du choix d'une capitale, étant celle qui était de nature à diviser le plus les partis, fut toujours réservée par les présidents qui se succédèrent : le général Mitre, nommé en 1862, le Dr Sarmiento en 1868, le Dr Avellaneda, en 1874.

La politique des Buenos-Airiens, pendant cette longue période, fut de conserver le siège effectif des autorités nationales dans leur ville, mais sans en aliéner l'autonomie, en la maintenant sous leur autorité provinciale, s'opposant également à ce qu'elle devînt capitale, et à ce que ce titre, avec ses prérogatives, passât à une autre ville de la République.

Aucune autre, au reste, ne pouvait prétendre à ce choix. C'est à Buenos-Aires que s'est toujours concentrée la vie de la nation, c'est de là que part et là qu'aboutit la circulation, c'est la seule ville connue en Europe et en communication constante avec elle. Aussi, pendant que cette ville ne voulait pas de l'honneur qu'elle était prédestinée à recueillir, les treize autres Provinces, loin de se liguer pour le lui imposer, étaient prêtes à se liguer pour lui défendre de le conquérir.

Le général Mitre, élevé à la Présidence en 1862, représen-

tait la politique de Buenos-Aires : il était difficile de prévoir quel serait, après lui, le résultat d'une lutte, qui se préparait, entre deux partis, qui savaient bien ce qu'ils ne voulaient pas, qui étaient même d'accord sur ce qu'ils ne voulaient pas, sans laisser deviner ce qu'ils désiraient.

Les deux partis furent mis en présence, une première fois, à cette époque, en 1868. On était alors fatigué de la guerre du Paraguay. Ce que le pays semblait surtout vouloir, c'était porter son choix sur un homme qui ne fût pas un homme de guerre. L'élu fut M. Sarmiento, un grand éducationniste, un des hommes de l'Amérique du Sud les mieux préparés pour le pouvoir et pour diriger l'éducation politique d'un peuple jeune. Il appartenait, par sa naissance, au groupe des provinces du pays haut à celle de San-Juan, c'était un arribeño, désignation politique que l'on oppose à porteño, habitant du port de Buenos-Aires; mais il avait passé à Buenos-Aires les années que l'exil n'avait pas occupées. Si donc les provinciaux considéraient que cette élection, étant l'élévation d'un des leurs, importait le triomphe de leur politique, les Buenos-Airiens n'y voyaient pas un échec imposé à la leur.

C'en était un, cependant, et un grave. Depuis, en 1874, en 1880, les Buenos-Airiens ont essuyé de nouvelles défaites. Le Dr Avellaneda, élu président en 1874, était aussi un provincial; c'était, en même temps, un grand tacticien politique, habile à manœuvrer les hommes, capable plus que personne de hâter la solution des grandes questions surtout de celle qui le préoccupait le plus : l'unification de la Nation argentine. La tendance de ces deux gouvernements successifs fut toujours de combattre l'influence des Buenos-Airiens, dans leur propre ville, d'éloigner des affaires ceux qui résistaient à l'unité, tout en laissant subsister l'état de choses acquis, en conservant à Buenos-Aires le siège des pouvoirs publics, sans encore en faire la capitale, jusqu'au jour où ils s'y seraient emparés de toutes les positions.

La grande habileté de ces deux Présidents et de leur parti fut, en gardant le pouvoir pendant douze ans, d'arriver naturellement à ce moment psychologique où ils ont pu, eux-mêmes, s'emparer du programme de leurs adversaires et l'exécuter tout entier, avec tous ses conséquences, en gardant pour eux le profit politique.

Les péripéties qui précédèrent et accompagnèrent, en 1880, cette évolution considérable, qui eût pour résultat d'exiler de leur propre ville les autorités de la Province de Buenos-Aires, de laisser seulement à cette Province son nom, auquel elle n'a plus aucun droit, et une existence purement rurale, furent intimement liées au drame périodique de l'élection présidentielle, qui se réalisait à cette époque, et qui éleva au pouvoir le jeune général Don Julio A. Roca. Ces deux faits connexes ont marqué une date aussi importante dans l'histoire Argentine que celle de 1810 ; ils ont laissé de profonds souvenirs, et, ce qui est étrange, aucun regret, parce qu'en résolvant les questions locales irritantes, ils ont été féconds en résultats matériels.

IV

La personnalité du général Roca, bien qu'il ait terminé, le 12 octobre 1886, son heureuse et brillante période présidentielle, commencée six ans auparavant, est, aujourd'hui encore, trop en vue, pour que son rôle politique appartienne déjà à l'historien. Nous ne pouvons, cependant, ignorer que son nom résume l'œuvre d'unification sociale et de pacification politique de la République Argentine.

Le général Roca a eu tous les bonheurs : la destinée lui a confié le rôle le plus enviable, en faisant de lui l'agent prépondérant de l'évolution la plus marquante de son pays vers la possession de lui-même et la constitution de son unité.

Il y était préparé par ses succès militaires. Général à trente-deux ans, sans rien devoir à la politique, il prenait rang dans celle-ci en recevant, en 1877, le portefeuille de ministre de la guerre, à l'heure où la campagne commencée contre les Indiens demandait une direction énergique, et réclamait du ministre de la guerre des qualités de tacticien et d'homme d'action. Appelé à prendre la responsabilité définitive d'une expédition, qu'il avait préparée militairement comme chef d'état-major, l'heureux ministre de la guerre devait avoir cette double bonne fortune de rentrer victorieux à Buenos-Aires et d'y paraître sans autre passé politique que ses succès de chef d'armée, à l'heure où il s'agissait de désigner un candidat pour la Présidence.

Au moment où la période électorale s'ouvrait, la conquête de la pampa était un fait; le seul obstacle à la colonisation des meilleures plaines de la République Argentine était supprimé; ce grand événement désignait naturellement le général Roca à la plus haute fonction, à la direction politique d'un pays dont il venait d'un coup de dégager les destinées et de déterminer l'évolution, en absorbant les races autochtones, qui se défendaient depuis trois siècles.

L'opposition n'en fut pas moins vive. L'épopée électorale de 1874 avait troublé profondément la République et laissé dans le cœur des vaincus de puissants levains de discorde. Celle de 1880 fut une bourrasque plus violente ; heureusement passagère, elle nettoya l'atmosphère de tous les orages qui entravaient depuis trop longtemps la marche du pays vers le progrès.

Le pouvoir central, qui résume la Nation et la représente, cherchait son assiette ; le faisceau des Provinces fédérées manquait de lien, les Provinces entre elles manquaient d'équilibre, aucune n'étant en mesure de contre-balancer l'importance sociale, économique et politique de celle de Buenos-Aires : la République avait toujours, devant elle, le fantôme

de la sécession et le souvenir des mauvais jours de 1852 à 1862.

Personne cependant n'entrevoyait une solution, personne n'osait l'envisager : l'erreur des Buenos-Airiens suffit à l'indiquer. En faisant de leur ville un camp retranché, où ils prétendaient défendre leur suprématie électorale, ils amenèrent l'armée nationale à monter à l'assaut de leurs bastions. On vit clairement que ce que ces bastions couvraient, c'était un plan de sécession ; l'armée de la sécession étant vaincue, l'unité de la République triomphait fatalement.

Jamais l'esprit militaire de la nation n'avait été si vivement surexcité. Ce fut un armement général : armées provinciales contre armée nationale, milice civique contre troupe de ligne, recrues bourgeoises contre vétérans exercés par la guerre de frontières ; on vit même, pour la dernière fois, la vieille lance pampéenne — cette lance faite d'une lame de couteau ou de ciseaux de tonte, que le gaucho attache à l'extrémité d'un bambou — se ranger en bataille, face à face, avec des batteries de canons Krupp et des troupes armées de remingtons.

Il y eut siège de ville, tranchée, bataille rangée, jugement de Dieu où l'on croyait vider un point de droit électoral et où l'on joua les destinées mêmes de la nation. Chacun y fit vaillamment, trop vaillamment même, son devoir.

Les milices urbaines et rurales qui s'étaient levées, quelque vaillantes qu'elles fussent, pouvaient-elles résister longtemps à cette poussée d'une troupe de vétérans qui venait de camper en pleine pampa, de vaincre l'ennemi national et d'agrandir la patrie ?

Le souvenir de l'intrépidité des deux adversaires est lié à celui de la bataille des Corrales, du 20 juin 1880, dans l'histoire de la République Argentine, mais elle y a laissé aussi ce grand fait, plein de résultats économiques et sociaux, de la transformation de la capitale de la Province de Buenos-Aires

en Capitale de la nation : fait nécessaire, prévu, prédit pendant longtemps, réalisé inopinément, évolution forcée de la constitution de la République Argentine.

Qui donc le regrette ? Qui donc aujourd'hui voudrait voir poser à nouveau les questions qui furent résolues dans un jour de colère, qui l'eussent été aussi bien dans un jour de calme, si la colère n'en eût pas hâté la solution.

Ce jour-là, on peut dire, que s'il y eut des deuils et des victimes, il n'y eut ni vaincus ni vainqueurs, puisque la patrie est sortie, plus grande, du péril, qu'elle a couru pour la dernière fois.

V

La question de la capitale nationale est donc résolue ; l'unité nationale peut être considérée comme faite, et faite par les Provinces qui y résistaient le plus ; le titre de capitale nationale a été imposé par la force à la ville de Buenos-Aires, qui était seule à le désirer. Les deux partis, en présence le 20 juin 1880, se trouvent avoir tiré le canon, pour le triomphe d'une idée qui les satisfait tous deux.

L'unité absolue est-elle cependant l'idéal que doit poursuivre ce pays ? Nous ne le croyons pas.

Certes, il lui fallait, pour devenir autre chose qu'une expression géographique, pour conquérir son individualité politique, sa personnalité comme peuple et comme nation, effectuer l'évolution, que son histoire préparait depuis 1810, planter son drapeau national au milieu de la plus grande ville de la Confédération ; mais si elle tient à sa paix intérieure, si elle veut sauvegarder ses libertés dans l'avenir, il lui faut défendre le principe de la Fédération, qui ne disparaîtrait pas de la Constitution, sans entraîner, avec lui, toutes les garanties de liberté individuelle et de liberté politique.

La Constitution contient deux parties : dans une première, la déclaration générale des droits de l'individu, empruntée à celle des Droits de l'homme, résumant toutes les conquêtes sociales de l'humanité, cataloguées par les philosophes du XVIIIe siècle ; dans une seconde, l'ensemble des garanties publiques de ces droits.

L'objet de cette Constitution est de défendre l'individu — dans une démocratie, l'individu c'est tout le monde — contre toutes les usurpations et toutes les oppressions.

Cette protection est assurée par un ensemble de créations, qui constitue ce que l'on peut appeler une anarchie gouvernementale, mais une anarchie scientifiquement et sagement combinée.

Cette anarchie est la résultante de deux principes connexes : division des pouvoirs et fédération.

L'une protège l'individu, l'autre l'indépendance des Etats, en assurant leur autonomie.

L'individu et l'autonomie sont, ainsi, complètement protégés contre l'Etat, ce qui revient à mettre, au-dessus de toute atteinte, le principe supérieur et primordial de la souveraineté du peuple.

Les trois Pouvoirs, Exécutif, Législatif, Judiciaire, étant, respectivement, limités dans leurs attributions par le Pouvoir voisin, surveillés, pour ainsi dire, par lui, leur union, qui serait nécessaire pour mettre en péril la souveraineté du peuple, est impossible, en théorie, parce qu'ils diffèrent absolument dans leur origine, leur durée, leur mode d'action.

Ce qui contribue à les maintenir dans les limites de leurs attributions, c'est la fédération qui place, en face du pouvoir central, autant de pouvoirs opposants, autant de surveillants qu'il y a d'Etats, surveillants, qui ont d'autant plus de droits à être écoutés que c'est leur consentement qui, par une sorte d'abdication volontaire, a remis aux mains du Pouvoir central les attributions qui lui appartiennent.

Sans la fédération et l'autonomie des Etats, le Pouvoir central serait trop fort et trop armé, les droits de l'individu pourraient être mis aussi vite en péril que leur autonomie.

C'est donc avec raison que les Constituants se sont préoccupés de la conservation du principe fédératif.

Ils y ont si bien réussi, et l'on a si bien compris aux Etats-Unis que la fédération est la sauvegarde de la liberté et des droits individuels, que jamais, nulle part, la tendance vers l'unité nationale ne s'y est manifestée.

Dans la République Argentine, une tendance trop marquée vers l'unité, que peut laisser pressentir une certaine faiblesse de la part des Etats, supprimerait une des plus sérieuses garanties des droits de l'individu.

VI

Mais, du moins, les précautions prises par la Constitution pour que l'élection du Président ne soit pas un danger pour la République, peuvent-elles assurer l'avenir de la liberté contre ce Pouvoir central, grandi tout à coup par la conquête de la pampa et l'annexion au domaine de l'Etat national d'immenses territoires, par la possession d'une capitale de quatre cent mille âmes, qui contient le dixième de la population, et la plus riche et la plus active de la République?

Après la Constitution américaine, celle de la République Argentine a pris soin de diminuer, autant que possible, la prépondérance, que le titre de chef de la Nation peut attribuer au Président de la République.

Elle a pensé que l'existence de ce fonctionnaire était nécessaire, mais elle n'a pas voulu en faire autre chose qu'un chef de cabinet, inamovible pendant un nombre d'années fixé d'avance, présidant à l'exécution des lois et des traités, que le peuple élabore et vote par ses représentants, que le Pou-

voir judiciaire contrôle, en les appliquant aux cas spéciaux qui lui sont soumis, ou refuse d'appliquer s'il les juge inconstitutionnels.

Cependant la théorie républicaine, qui déclare dangereuse la présence d'un président à la tête d'une république, trouverait un fort appoint d'arguments, dans le spectacle que donne l'élection de ce magistrat, faite dans les formes compliquées, imaginées par les rédacteurs de la Constitution américaine. Elle en trouverait de plus nombreux et de plus sérieux, encore, dans l'importance que confère cette longue incubation au personnage qu'elle fait éclore ; enfin, elle en trouverait de concluants dans la perturbation, que cette incubation et cette éclosion causent nécessairement à toute la nation, à son commerce, à son industrie, à sa paix sociale, à l'union des citoyens qu'elle rompt, à celle des familles qu'elle compromet le plus souvent.

Comment l'idéal que la Constitution des États-Unis a eu en vue, que celle de la République Argentine s'est, aussi, efforcée de réaliser, a-t-il donc été ainsi faussé?

Les textes sont précis. L'une et l'autre en font un chef de cabinet responsable, assisté de cinq ministres, secrétaires responsables, qui peuvent, ayant entrée au Congrès, être interpellés sur les actes de leur politique, sans que le vote des Chambres ait sur le sort des portefeuilles aucune influence.

Ces six personnages, constituant l'ensemble du Pouvoir exécutif, ont des attributions nombreuses, mais dont aucune n'est indépendante. C'est ainsi que ce pouvoir préside à l'exécution des lois, mais il ne peut en changer l'esprit par des règlements d'administration. Il nomme les magistrats, les évêques et les chefs militaires, mais après avis conforme du Sénat. Il exerce le droit de grâce, mais après avis du Tribunal qui a prononcé la peine. Il surveille, retient ou permet la publication des bulles, brefs ou rescrits, mais d'accord avec la

la Cour suprême, dépositaire du Pouvoir judiciaire. Il n'a pas l'initiative des lois et peut seulement recommander à l'attention du Congrès celles qui lui paraissent utiles. Il est le chef des armées de terre et de mer, mais ne peut en disposer sans l'autorisation du Congrès ; il ne peut, sans cette autorisation, déclarer l'état de siège.

Toutes ces restrictions constitutionnelles feraient du Président une sorte de roi fainéant, régnant et ne gouvernant pas, et, du Pouvoir exécutif, le plus subordonné et le plus effacé des trois Pouvoirs, imaginés par la Constitution, si l'on s'en tenait à la lettre de celle-ci et si les faits n'étaient pas, avec elle, en contradiction absolue.

Les auteurs de la Constitution semblent avoir prévu cette interprétation des textes. Ils ont veillé à ce que l'élection du Président fût, de toutes, la plus compliquée, parce qu'ils l'ont considérée comme la plus dangereuse ; mais ils n'ont pu empêcher que cette haute fonction fût la plus convoitée, celle dont le renouvellement troublât perpétuellement la nation, occupant, sans cesse, les esprits pour agiter, à des époques périodiques, toutes les couches sociales.

Dans toutes les élections locales, celles des gouverneurs de Provinces, qui sont renouvelés tous les trois ans, celles des chambres provinciales, celle des députés et sénateurs au Congrès national, l'objectif dominant est l'élection future du président de la République, quelque éloignée qu'elle soit, quelque rapprochée que soit la dernière. Cela tient à ce que les électeurs, pas plus que les candidats, pas plus que les hommes de parti, n'ont les yeux fixés sur le texte de la Constitution et qu'ils sont éclairés par les faits sur ce que vaut ce platonique équilibre des Pouvoirs, digue imposée à tous les empiétements, à tous les accaparements, qui ne saurait en arrêter aucun. Cela tient aussi à une autre raison, c'est que, dans cette élection, ce n'est pas le suffrage universel qui a la parole, mais tous les corps constitués de la Nation et des Etats.

Expliquons ce mécanisme compliqué.

Le Président est élu pour six ans; il est installé le 12 octobre, jour anniversaire de la découverte de l'Amérique. L'année, où ses pouvoirs doivent prendre fin, est une année d'élections. Le 12 février a lieu le renouvellement d'un tiers des députés et des sénateurs au Congrès, tiers qui viendra modifier cette assemblée, à qui le dernier mot appartient dans l'élection présidentielle. Le 12 avril, a lieu, dans chaque Province, l'élection des électeurs du second degré, qui, pris en dehors des membres du Congrès, et en nombre double de ceux-ci pour chaque Province, doivent se réunir, le 12 juin, pour désigner, entre les candidats, le Président de leur choix.

Ces délégués procèdent à cette opération, dans la capitale de leurs Provinces respectives. Ils désignent le Président et le Vice-Président, au moyen de bulletins personnels et signés, qu'ils remettent à la Législature de la Province. Celle-ci les transmet scellés et cachetés au président du Congrès, qui procède au dépouillement, en présence des deux tiers au moins des membres de cette assemblée. Si un candidat, pour chaque fonction, a réuni la majorité absolue, il est désigné, séance tenante, par le Congrès; si aucun n'a obtenu la majorité absolue, le Congrès choisit, parmi ceux qui ont obtenu le plus grand nombre de votes, et, dans une seule séance, désigne le Président et le Vice-Président.

On voit, donc, que la Constitution a cherché par tous les moyens à dérouter les convoitises, à égarer les influences, à laisser chaque groupe d'électeurs opérer isolément en toute liberté, créant cette suprême garantie de laisser le dernier mot à l'un des trois Pouvoirs constitués, au Pouvoir Législatif, à celui qui émane directement de l'électeur.

Y a-t-elle réussi? L'idéal qu'elle a poursuivi est-il réalisé? L'histoire des élections se charge, à chaque période, de ré-

pondre ; elle n'a pas terminé encore la série de ses réponses et de ses audacieuses interprétations des textes.

La Constitution a fait œuvre sage, en isolant l'électeur dans sa Province, en ne groupant pas, en un seul faisceau, cette légion qui eût pu former une armée et se laisser mener par un mot d'ordre ; mais le gouverneur de la Province conserve sur eux son influence ; toujours affilié à un parti, il est, le plus souvent, sous la direction du Président de la République. La Constitution n'a pas prévu que, dans la pratique, les rouages compliqués, qu'elle a imaginés, pour défendre l'autonomie de chaque Province, seraient facilement faussés par l'influence prépondérante, que concourent à donner au Président de la République le commandement de l'armée nationale, le droit de convoquer les milices, celui d'intervenir dans l'administration locale de chaque Province par la substitution d'un gouverneur de fait, nommé, par lui, au gouverneur de droit nommé par les électeurs, qui mettent en ses mains la faculté d'imposer sa volonté et de supprimer ce qui la contrarie.

Mais, dira-t-on, quel mobile peut pousser le Président sortant à mettre en jeu ces moyens d'action, dont l'emploi donnera à son successeur l'apparence d'un coup d'État, puisque lui-même ne peut prétendre à être réélu? Ce mobile, les âmes patriotiques le trouveront dans le désir, qu'a tout chef d'État, de voir continuer, par un successeur digne de lui, la tâche, entreprise pendant les six années de sa présidence : d'autres, dans le désir bien légitime de dérober, à la critique, d'un successeur malveillant, les actes du gouvernement évanoui. Enfin, d'autres, encore, le trouveront dans la nécessité de sauver de la destitution en masse tout le personnel administratif, qui a commencé sa fortune pendant les six années écoulées, la doit aux services électoraux rendus et désire par de nouveaux services, appuyés sur une position conquise, consolider celle-ci. Ces petits intérêts veillent et

imposent au Président sortant le devoir de prendre position.

Une élection est une entreprise fort longue et fort chère, l'occasion d'énormes dépenses pour le candidat, et les comités qui la patronnent. Celui qui accepte une candidature, celui qui s'engage à la soutenir doivent être prêts à y risquer leur fortune entière, quelque riches qu'ils soient, et quelque chose de plus, leur crédit. Il est toujours plus facile d'engager celui-ci; ailleurs, peut-être, serait-il diminué par une ardeur politique trop grande, que les banquiers voient, partout, d'un œil méfiant; il s'accroît ici du prestige que promet, à celui qui le joue, un rôle politique actif. Cela tient à ce que les banques, qui soutiennent ces entreprises, ne sont pas de l'espèce ordinaire : ce sont des banques d'État, les unes provinciales et l'autre nationale. Ces banques, dès que la période électorale s'annonce, ne connaissent plus d'autre entreprise commerciale et industrielle qui mérite leur attention et leur protection : elles sont implicitement à la disposition d'un parti et ouvrent des crédits, en disproportion avec les garanties qu'ils offrent, aux hommes de parti, qui leur apportent en gage l'influence future qu'ils recherchent. Ce gage, chaque banque l'apprécie suivant ses opinions et ses préférences, — car ces banques ont des opinions et des préférences, qui en ont mené quelques-unes au cours forcé, et d'autres, entreprises particulières qui n'avaient pas cette ressource, à la faillite!

Les sommes se distribuent largement, les comités organisent leur action, créent des journaux, où les abonnés, inscrits d'office, payent quelquefois. C'est une débauche de papier à imprimer, de créations d'imprimeries, un embrigadement général d'agents électoraux, dont l'éloquence convaincante se réduit souvent à remplir la république des cris : Vive X... Mort à Z... Au reste, tout est là, il n'y a en jeu que des personnalités; quant aux idées et aux principes, tout le

monde est d'accord sur la forme du gouvernement et sur le respect de la Constitution. Il s'agit, avant tout, pour le personnel de la politique, de ne pas se tromper sur le choix du patron : il faut supputer d'avance toutes les chances, ne pas faire fausse route, ne pas s'épuiser à soutenir un candidat qui ne réussira pas.

Pour se diriger dans ce choix difficile, les bons guides et les points de repère ne manquent pas, c'est même assez simple. Il faut consulter les engagements pris par chacun des quatorze gouverneurs de Provinces, peser la valeur de chacun d'eux, valeur qui dépend du nombre d'électeurs que la Province a à désigner, suivant sa population, et aussi du nombre de soldats qu'elle pourra armer sous prétexte de police locale : cela fait, il faut ajouter, dans un des plateaux de la balance, l'épée du Président sortant. Celle-ci est devenue d'un tel poids que les habiles ont pris le parti de ne plus tâtonner, et quel que soit celui qu'il plaira à celui-ci de désigner pour *son* candidat, il pourra toujours compter sur le concours des hésitants. L'axiome qui domine aujourd'hui la politique considérée comme carrière, est : le président fait le président et le gouverneur fait le gouverneur.

L'électeur est donc en réalité un élément négligeable ; ce qui rend son rôle plus effacé encore, c'est la façon dont sont dressées les listes électorales et comptés les votes reçus. Il serait plus simple de faire voter chaque gouverneur, puisque c'est le gouverneur qui dresse, qui organise les listes ; cela n'est un secret pour personne, il y a toujours un parti vaincu pour le révéler.

Ces procédés, on le devine, aboutissent nécessairement à ce résultat, que la Constitution n'a pas prévu, que, souvent, la force résout finalement le problème posé, tous les six ans. Ainsi en a-t-il été, en 1874, en 1880. Heureusement cette tradition coûteuse a été rompue en 1886 ; une élection,

pacifique, a élevé le Président actuel, le Dr Miguel Juarez Celman, rappelant celle de 1862, qui éleva le général Mitre, et celle de 1868 qui désigna M. Sarmiento. C'est là l'avenir, et pour bien des causes diverses.

C'est que, depuis 1880, depuis l'installation du Président et des pouvoirs nationaux dans la ville de Buenos-Aires, devenue capitale nationale, la prépondérance de ces pouvoirs a pris des proportions telles que l'on peut dire, qu'au point de vue théorique, l'esprit de la Constitution est mis en échec, que la forme fédérative a cessé de la défendre et de se défendre.

Avant 1880, le Pouvoir national avait un contrepoids dans l'influence politique de la Province de Buenos-Aires, dont les autorités avaient, dans la ville de Buenos-Aires, la charge de veiller sur sa sécurité, et, par conséquent, la possibilité de la compromettre.

La transformation de cette grande ville en capitale nationale, féconde en résultats économiques, a déterminé son agrandissement, coïncidant avec le peuplement rapide des Territoires nationaux, conquis sur les Indiens ; elle a attribué au Pouvoir national et au Président de la République une autorité territoriale, que la Constitution n'a pas prévue, et semble même avoir voulu empêcher, c'est ce qui a contribué à lui assurer une prépondérance marquée sur les Provinces confédérées, qui lui permet d'écraser, tout au moins de suspendre par sa toute-puissance, leur autonomie. Ce qu'il a fait en 1880, contre la première entre toutes, et avant de disposer de ces forces nouvelles, donne la mesure de ce qu'il peut tenter contre les autres. Gouverneur d'une ville de quatre cent mille âmes, qui contient la dixième partie de la population du pays tout entier, donne à celui-ci la vie financière, commerciale, industrielle, en même temps que politique ; chef d'une armée et d'une marine, chaque jour plus fortes ; gouvernant militairement et seul les immenses Territoires nationaux, dont la population, est, il est vrai, peu importante mais dont

l'étendue est aussi considérable que celle des quatorze Provinces réunies, dont la valeur fiscale permet, à celui qui en dispose, de récompenser bien des services publics ou privés ; il n'est plus ce président constitutionnel, étroitement surveillé, que les Jefferson et les Hamilton ont rêvé et créé.

Tous ces signes évidents d'un accroissement, trop rapide, d'importance du premier Pouvoir de la Nation, donnent une certaine consistance aux craintes du parti libéral, qui voit, dans l'avenir de la République, se préparer l'unité sur les ruines de la liberté électorale et de l'autonomie des États, et redoute qu'après vingt ans, à peine, de mise en pratique, la Constitution des États-Unis, appliquée à ce pays, ait encore des défenseurs, mais ne se défende plus elle-même.

VII

Si l'on peut redouter que trop d'attributions aient été absorbées par le Pouvoir central, il est du moins une chose que l'on peut affirmer, c'est que, depuis longues années et pour longtemps, la République Argentine est sortie de l'ère agitée que traversent encore beaucoup de ses congénères Hispano-américains.

Depuis qu'elle s'est constituée, en 1862, elle n'a jamais eu, à proprement parler, à traverser de révolution, si l'on prend ce mot dans son acception vraie, comportant un bouleversement, qui atteigne les citoyens dans la jouissance de leurs biens ou de leurs droits, modifie les statuts sociaux, en troublant l'ordre politique. Elle a traversé seulement des crises diverses ; poussée activement à certaines époques, retenue à certaines autres sur le chemin, qui la mène à l'unité par la fédération, elle n'a jamais vu mise en péril la forme républicaine de son gouvernement ni les tendances démocratiques qui sont l'essence même de sa société. Elle n'a jamais cessé d'être dominée par

l'amour de l'égalité, en même temps qu'elle faisait son apprentissage dans l'art difficile de pratiquer la liberté, dont les Argentins ont appris les secrets, inconsciemment, dans le milieu où ils vivent, où, à l'homme presque toujours isolé, s'impose l'habitude de ne dépendre que de lui-même, dans les espaces immenses où sa vie s'écoule, où son individualité se développe.

Au reste, les institutions politiques sont au-dessus des déchirements des partis dans les pays d'Amérique, pour cette grande raison, qu'il est important de retenir et de bien comprendre, que ces institutions sont liées intimement à l'idée de patrie. La patrie s'est, en effet, constituée à cette époque récente, qui comprend, de la déclaration d'indépendance jusqu'à ce jour, l'espace d'un demi-siècle. En fondant la République sur les ruines de la monarchie, les créoles ont fondé la patrie Argentine sur les ruines de la domination étrangère ; les deux faits sont simultanés et connexes : la première lutte a été pour la patrie, en même temps que pour la liberté, si bien que les deux idées se sont confondues dans les esprits ; comme, de chaque lutte, la patrie est définitivement sortie plus grande et la liberté intacte, c'est toujours pour l'une et pour l'autre que l'on a combattu. Tous les citoyens ont collaboré à cette grande œuvre, sans qu'aucune distinction se soit établie entre eux, qui ait modifié l'égalité des droits et l'égalité sociale. L'ordre social conquis n'est l'œuvre ni d'un homme, ni d'un groupe ; aucune force ne l'a imposé que la volonté du peuple, se dégageant, elle-même, après de longues années de lutte. Aussi, tous les citoyens sont intéressés à le défendre, comme un bien propre, chèrement acquis ; le critiquer, c'est les critiquer eux-mêmes ; l'attaquer, c'est toucher à leur bien, à leur propriété ; l'amour des institutions politiques n'est donc pas fait de théories, ni de traditions, il est fait de patriotisme. C'est pour cela surtout, que les critiques, même les plus courtoises, venant d'un étranger, sont intolérables au citoyen des républiques américaines.

C'est pour cela aussi que, dans les querelles politiques, jamais les droits acquis ne sont mis en question ; au-dessus de ces querelles de famille, qui vont jusqu'au sang versé, l'intégrité des droits comme celle de la patrie reste absolue.

L'exercice de ces droits peut être, passagèrement, diminué ; l'électeur le plus atteint, en prend à peine souci. Il est soldat d'un parti et fait abstraction de son individualité. Que le nombre manifeste sa force par le dépôt pacifique de bulletins dans une urne, ou par la manifestation violente de son nombre et de sa supériorité, peu lui importe. De l'ensemble de coups de force successifs, qui vont jusqu'à la fabrication de listes d'électeurs peu exactes, à l'accaparement de l'urne, sortent des élus qui représentent le parti le plus entreprenant et le plus nombreux. A quoi peut prétendre de plus la démocratie servie par le suffrage universel?

Dans un pays, où les dynasties sont inconnues, où l'on ne soumet au scrutin que des questions de personne, le seul danger est de voir se constituer un parti trop fort, et ce parti trop fort se maintenir d'une façon permanente au pouvoir, en confisquant, à son profit, toutes les forces de la nation, les droits et la liberté des citoyens.

Le danger, même dans ce cas, n'est pas aussi grand qu'il le paraît. Un parti, qui se constituerait ainsi, n'aurait bientôt plus d'intérêt à se recruter, ce qui reviendrait à partager, avec un plus grand nombre, les profits de la conquête : il aurait intérêt à rester un parti fermé. Le jour où il se fermerait, il se condamnerait à disparaître, parce qu'il aurait, par égoïsme, écarté de lui le grand nombre, qui est le seul élément de domination dans les démocraties. Ce grand nombre, les chefs de file ne peuvent le grouper, autour d'eux, qu'à la condition de le retenir par l'intérêt, puisque la passion politique n'a pas ici d'action et n'est pas alimentée par des opinions radicalement tranchées. Tout intérêt de le soutenir

disparaîtrait le jour où un parti, se jugeant assez fort, voudrait se passer du concours de la masse ; ce jour-là la masse se retournerait contre lui et le parti perdrait les positions conquises.

Ce jeu continuel des intérêts, qui agitent seuls la politique, est, dans la République Argentine, la sauvegarde de ses institutions politiques : il expose l'ordre public à quelques troubles périodiques, mais cette périodicité, prévue à l'avance, fait qu'ils sont moins dangereux qu'ailleurs, puisqu'ils obéissent, pour ainsi dire, à une loi toujours la même.

Le jour où le Président est intallé, qui est toujours le 12 octobre, il y a deux ans au moins que son nom a été prononcé, discuté, et il y a trois mois que les suffrages l'ont désigné.

Candidat, soutenu par une partie de la nation, combattu par d'autres, il a été, pendant cette longue période, le premier personnage de la République ; son nom a été dans toutes les bouches, dans tous les journaux, les caricatures ne se sont occupées que de lui, on l'a vu et quelquefois entendu à tous les banquets, il a payé largement de sa personne et de sa bourse, tous ses partisans ont fait comme lui.

Pendant ces deux années, le Président qu'il s'agit de remplacer a passé, déjà, au second plan, il a perdu son autorité dans la direction des affaires publiques, il a commencé à ne plus compter, qu'en raison de l'appoint, que son influence peut apporter à son candidat. S'il a soin d'être réservé, de dissimuler ses préférences, il conservera encore quelque valeur ; le jour où il se prononce ouvertement, — et la tradition lui impose de le faire — pour un candidat, il ne s'appartient plus, il est dans la poche du parti qui porte celui-ci, il lui faut aller jusqu'au bout, jusqu'à tirer l'épée, et, avocat ou éducationniste, prendre son poste de généralissime des armées nationales, dans le champ clos de la guerre civile.

Le candidat, pendant ce temps, grandit chaque jour en importance, il prend le premier rang. De lui, de son activité, de ses résolutions, de son découragement, dépend le sort de tout le parti ; les dépenses marchent ; tout le monde est compromis ; il n'y a pas à s'arrêter en route, la machine montée doit être chauffée à blanc jusqu'au 12 juin et se maintenir sous pression jusqu'au 12 octobre, jour de l'installation.

Ce jour-là, à midi, à l'heure où le candidat prend ses ailes de président, on peut dire qu'il perd, déjà, la moitié de son prestige : on parle de son successeur et l'on suppute les chances des candidats futurs.

C'est même ce qui détermine le désarmement du parti vaincu, qui gronde encore, panse ses plaies, essaie de payer les dettes énormes que cette défaite lui impose.

Le Président s'installe, avec lui ses ministres. Les Chambres sont tout à sa dévotion. Si, en effet, les élections des membres du Congrès avaient pu être faites contre lui, il ne serait pas là ; sa quiétude est complète, il peut donc s'occuper en paix de satisfaire les désirs de ses partisans. C'est là sa grande préoccupation, pendant les deux premières années de son règne éphémère : pour y parvenir, il lui faut essayer de donner une activité plus ou moins factice aux affaires ; pour cela, recourir au crédit à l'extérieur, ce grand moyen d'action des peuples d'Amérique, entreprendre des travaux publics, fomenter les entreprises privées, l'immigration, soutenir les banques d'État.

Ces deux années sont donc des années d'activité et de profit un peu pour tout le monde. Les affaires marchent, chacun entrevoit la fortune facile, personne ne s'occupe de politique : les politiciens, même les plus ardents des deux partis, font tacitement la paix.

Un jour, la conciliation devient un mot d'ordre ; on se rapproche, on se pardonne, la politique perd son intérêt, mais le travail et les affaires y gagnent ; deux années se passent

encore, au milieu de cette paix, naturellement féconde, dans un pays dont la spontanéité de la production est la caractéristique.

On arrive ainsi aux deux dernières années de la période présidentielle ; les partis se reforment, les idées de conciliation pèsent à tout le monde, on n'est plus d'accord que sur un point : c'est que les partis sont nécessaires au progrès de la République, que la conciliation est le tombeau de la discussion, un boisseau où toute lumière s'éteint. La lutte recommence, sous prétexte de tirer des étincelles du choc des idées, en réalité pour aboutir à opposer des personnalités à d'autres et des intérêts les uns aux autres.

On peut donc conclure que l'élection du Président, plus encore que son choix, sa valeur personnelle, les idées qu'il apporte avec lui, influe sur la vie générale de la nation, sur la prospérité de ses habitants.

Plusieurs circonstances empêchent les agitations, dont l'élection est l'occasion, de bouleverser, profondément, l'ordre social.

Il n'y a pas pour les États américains de réel péril extérieur, bien que les rivalités entre voisins ne soient pas inconnues dans l'Amérique du Sud, où l'écrasement du Paraguay en 1869, celui du Pérou par le Chili en 1882, peuvent servir d'enseignement pour l'avenir.

Il n'y a, pas non plus, de péril social à craindre du côté du peuple, dans le sens que l'on donne en Europe à ce mot.

Le peuple est, à vrai dire, composé d'étrangers, le plus souvent de nouveaux venus, qui constituent une masse imposante par leur nombre, mais sans homogénéité, sans moyens d'action. A côté des étrangers et dans un rang inférieur figurent les métis, race sacrifiée, rurale, disséminée sur de grands espaces, qui a perdu ses chefs depuis trente

ans, les *caudillos*, et n'en refait pas. Cette plèbe a tout à perdre à un bouleversement; quel que soit celui qui le provoque, il lui demande ses soldats.

Quant à ceux qui possèdent, ou luttent pour acquérir, ils composent, non pas la majorité, mais la généralité dans les pays américains, et sont plus encore intéressés à la stabilité et à l'ordre. C'est ce qui fait la grande force d'un État démocratique. L'échelle des influences, telle que l'ont dressée les États européens, à traditions monarchiques, est retournée par la démocratie. L'élévation, étant permise au plus grand nombre, ce ne sont pas les gens riches, ou en possession d'une profession qui puisse les enrichir, qui la demandent à la politique, ou la poursuivent par les fonctions publiques; la politique est à vrai dire, la carrière des esprits remuants, turbulents, ambitieux. Les classes en possession de la terre ou de la fortune, à qui manque l'ambition, qui ne peut se satisfaire, qu'à force de compromis de dignité et de sacrifices personnels, peuvent être mécontentes, leur mécontentement n'est pas dangereux, pas même gênant; leurs plaintes discrètes remplissent les salons, ne troublent pas la rue; elles se plaignent de ne pas collaborer à la confection des lois, mais sont incapables de les violer.

C'est ce qui se passe, en France, aujourd'hui; c'est ce qui est de règle dans la République Argentine. Les mêmes principes démocratiques régissent, dans l'un et l'autre pays, le recrutement du personnel politique et des pouvoirs publics. Les mœurs, en France, ont quelque peine à se défaire des traditions qu'elles ne respectent plus, les lois auront sur ce point à compléter l'évolution : mais, jusqu'à ce que cette évolution soit assez complète pour que toutes les classes aient consenti à prendre leur part des charges publiques, le pouvoir restera aux mains d'une oligarchie. La France a tout intérêt à ce que cet état transitoire cesse. Dans la République Argentine, le temps seul peut modifier cet état de choses, parce que

c'est à une cause spéciale et locale que tient la conservation du pouvoir par une oligarchie.

Cette cause est l'affluence continue de l'étranger, dont l'importance est grande dans la société, qui n'en a aucune dans la vie publique.

L'étranger qui aborde dans la République Argentine n'est jamais un touriste, ni un passant, c'est toujours un colon nouveau, qui vient y planter sa tente pour plus ou moins longtemps, et qui, souvent, venu pour quelques mois ou quelques années, y passera sa vie et y fera souche de nouveaux citoyens. En attendant, il n'est pas électeur; il peut être propriétaire, sans être citoyen. Déjà cette légion de barbares armés de bèches, de truelles, de marteaux, de rabots et de faux, a accaparé un bon tiers de la terre; rien ne s'oppose à ce que, l'invasion grossissant en proportion de leur succès, ils n'en conquièrent un second tiers; rien, dans la loi, n'empêchera que des sociétés civiles ou commerciales à capital étranger, administrées par des étrangers, des congrégations religieuses uniquement composées d'étrangers, viennent acquérir, de même, des étendues de territoire, aussi considérables que le leur permettront leurs ressources.

Tout est permis aux étrangers, en vertu de cet axiome : « En Amérique, personne n'est étranger », tout, excepté de voter. Ils n'en ont pas moins, malgré cela, peut-être à cause de cela, une influence considérable sur la marche des affaires.

Ils ont la parole, par les journaux qu'ils publient librement, comme le pourrait faire tout citoyen électeur; on en compte deux français, deux anglais, trois italiens, deux espagnols, deux allemands. Ils ont une action directe sur les actes des pouvoirs publics, influence que justifie l'importance des capitaux étrangers, importés, dans le pays, pour aider ses finances publiques, créer ses voies de communication, ses ports, ses tramways, ses grandes usines qui fournissent aux grandes villes l'eau et la lumière.

C'est là, un contre-poids, un frein capable de modérer l'allure des politiciens et des hommes de parti, qui peuvent ne pas reculer devant les moyens pour conquérir le pouvoir, mais seront, toujours, dominés par la pensée de se faire prendre au sérieux par l'étranger résidant et par celui du dehors.

VII

La politique et les politiciens peuvent donc dominer le pays, le conduire au gré de leurs caprices, l'égarer au gré de leurs passions, sans, pour cela, mettre en péril la fortune privée ; cela tient à la nature des sources qui alimentent cette fortune privée, et par elle, la fortune publique.

Malgré le développement qu'ont pris, dans tout le territoire argentin, l'agriculture et les industries qui en découlent, on ne peut dire que le travail, tel qu'il s'impose aux habitants des villes et des campagnes de France, soit une obligation sociale absolue, une condition de vie *sine qua non* pour les habitants de cette région. Ce qui la distingue, en effet, c'est la spontanéité de sa production, elle est telle, que l'on serait, de loin, disposé à croire à l'existence dans les plaines pampéennes du mouton pépite et du troupeau natif et spontané.

De lui-même, presque sans soins, en tous cas, sans abri, sans clôtures, sans gardiens qui le surveillent, le gros bétail se multiplie et donne chaque année à son heureux propriétaire un croît de 25 0|0 ; rarement diminué par les accidents climatériques d'une sécheresse qui se prolonge, contre laquelle, au reste, le pasteur ne peut rien. Le troupeau, ainsi augmenté, demande chaque jour de nouveaux espaces et les conquiert lui-même, les prépare sous son pied colonisateur, laissant, derrière lui, trace féconde de son passage et de

son séjour, le sol amélioré et des graminées, jusque-là inconnues, venues on ne sait d'où, qui en doublent la valeur.

Derrière ce conquérant, le mouton, tout aussi rustique et aussi peu exigeant, couvre ce sol, préparé pour lui; agent aussi dévoué de la prospérité publique, il croît et multiplie, sans abri, lui aussi, sans parc le plus souvent et donne, chaque année, double produit: la laine, qui renforce les capitaux mobiliers en formation, et son croît qui constitue le capital d'épargne.

Derrière ces deux troupeaux, dont les produits, recueillis sans travail, enrichissent le pasteur et le propriétaire du sol, lui assurent les loisirs, que l'esclave antique garantissait au citoyen romain, apparaît un troisième élément de fortune spontanée, troupe humaine celle-là, composée à la fois des courageux et des déshérités du vieux monde, qui apporte ses ambitions de fortune, ses habitudes de travail, ses petites ou grosses épargnes, et dont la présence suffirait à augmenter, chaque jour, la valeur du sol déjà possédé et occupé, que son labeur est prêt à décupler.

Il suffit donc de posséder de la terre, pour s'enrichir sans travail, et à tous il est facile de posséder. Ceux qui n'ont pas acquis des milliers d'hectares, même des milliers de kilomètres carrés, quand ils valaient peu de chose, peuvent encore en acquérir, par centaines, sans grand effort ni grand débours. Ceux qui possèdent, même ceux qui ne possèdent pas, n'ont guère à faire œuvre active, à peine ont-ils à descendre de cheval, rarement à courber les reins, pour arracher du sol leur subsistance; s'ils travaillent, c'est pour occuper leurs loisirs trop vides, que ne remplit pas la surveillance somnolente d'un troupeau, très indépendant, préférant, pour croître et s'engraisser à l'aise, ne pas sentir sur son échine le poids de l'œil du maître.

Il est donc facile de comprendre comment la politique peut agiter perpétuellement les esprits sans troubler le pays, com-

ment on peut, d'une extrémité à l'autre de cette immense région, préparer, pendant deux ans, l'éclosion d'un candidat, sans compromettre la fortune privée, la confiance, la paix des esprits, recommencer, six ans après, sans que les scrutins tumultueux, même les batailles rangées électorales parviennent à tarir les sources de la fortune publique ni même à en diminuer le débit.

Quel désastre peut bien causer une armée qui traverse la pampa, même en poussant devant elle trente mille chevaux qu'elle a ramassés en route, sans se donner la peine d'avertir leurs propriétaires? C'est un nuage de poussière qui tourbillonne, cache un moment la lumière du jour et disparaît sans laisser de traces; les chevaux volés mêmes, ne le sont pas définitivement, ils reviendront d'eux-mêmes à leurs pâturages, le propriétaire les verra rentrer, pauvre bétail dédaigné, sans leur faire grand'fête! Pendant que les troupes d'hommes armés troubleront les villes, l'herbe continuera de croître, et le mouton n'en perdra pas un coup de dent.

Aussi, ce que l'on appelle les révolutions sud-américaines ne produisent-elles quelque effet que de loin : les émeutes ou les troubles locaux, qui ont préparé ou agité les périodes électorales, ne laissent pas de souvenir; le siége de Buenos-Aires, lui-même, en 1880, n'a causé aucun désastre sérieux aux hommes ni aux choses, le pays se sentait tout aussi riche le lendemain que la veille.

La politique cause donc des agitations fréquentes, mais seulement à la surface. Elles ont pour résultat, trop souvent, d'élever quelques citoyens au-dessus du rang qu'ils méritent, de mettre, quelquefois, en lumière d'autres qui seraient mieux dans l'ombre, il est rare qu'elles abaissent ceux mêmes, qui sortent de la lutte, vaincus ou trompés dans leurs espérances; ceux-là conservent quelque prestige, ne fût-ce que celui qui entoure les hommes d'opposition. Ils se font, dès lors, les

défenseurs théoriques de la Constitution, parlent au nom des intérêts de l'État, qu'ils se donnent la mission de défendre. Ces critiques se font rarement entendre dans les assemblées politiques, où l'opposition n'a pas ses grandes entrées, elle y a seulement la parole le jour, où quelques-uns de ceux qui y siégent, et doivent d'y siéger à l'appui de forces gouvernementales qui ont cessé de leur plaire, se groupent en parti d'opposition combattant les amis de la veille.

C'est dans la presse que l'opposition se réfugie : l'action de ses journaux est considérable. Dans ce pays américain, où la société a l'allure très française, on sait profiter du pouvoir, mais on aime l'opposition. Les journaux qui vivent de subvention gouvernementale sont pauvres et négligés, ils meurent des subventions qui devraient les faire vivre, le campo-santo où ils gisent oubliées est vaste; beaucoup naissent dans l'année qui précède celle des élections et ne servent qu'à faire baisser prodigieusement le prix du papier à envelopper. Les journaux d'opposition sont, au contraire, prospères, l'esprit public n'est pas de sa nature approbateur, avide, au contraire, de bons tours joués aux hommes de gouvernement et aux hommes du jour autant que peut l'être un bourgeois de Paris.

Quant au résultat, les candidats arrivent souvent au but, malgré leurs idées, et les idées utiles triomphent souvent malgré les candidats.

L'histoire de ce siècle est là pour le démontrer à chaque période.

C'est ainsi que la nation argentine s'est constituée en République confédérée, alors que Rivadavia, qui était monarchiste et unitaire, présidait à ses destinées, que l'unité de la République a été préparée par Rosas qui, de 1830 à 1852, a feint de la combattre, en mettant réellement à mort les unitaires.

Ainsi, que Buenos-Aires a été décrétée capitale de la Répu-

blique par ceux-là même qui avaient combattu, les armes à la main, contre la suprématie de cette ville, et dont le programme était d'empêcher cet événement que leur triomphe a précipité.

Ce qui tendrait à démontrer que les partis peuvent conquérir les places, occuper les fonctions, mais qu'ils trouvent, au-dessus d'eux, les idées qui président à la marche, pour ainsi dire fatale du pays, et qui s'imposent à leur volonté, l'enchaînent et la dirigent.

Si l'on voulait déterminer la cause de cette influence des idées nécessaires, sur la marche de la politique, malgré les erreurs des politiciens, il faudrait la chercher dans l'absence de classes dirigeantes. L'égalité la plus absolue règne dans les relations sociales, et malgré l'accroissement rapide de certaines fortunes, l'égalité des conditions se perpétue ou se renouvelle à chaque génération.

Plusieurs causes contribuent à la maintenir : le mariage sans dot, qui impose au chef d'une jeune famille l'obligation de conquérir sa place et lui fait estimer sa propre valeur plus que l'aide du patrimoine ; aussi le nombre considérable des enfants qui font l'orgueil de la famille.

La loi des successions appelle ceux-ci au partage et, avec eux, l'époux survivant émiette les patrimoines à chaque génération et empêche la constitution d'une féodalité territoriale.

Les fortunes des célibataires n'échappent pas à cet émiettement : la loi y a pourvu, en appelant à leurs successions les enfants naturels et en autorisant la recherche de la paternité, même après la mort du père.

Enfin, le mode d'exploitation des grandes surfaces territoriales, réunies dans la même main, empêche celui qui les possède de s'y tailler un fief. Il y a bien des domaines qui ont cent lieues carrées, deux cent cinquante mille hectares, dont

les frontières ont dix lieues de côté, c'est-à-dire la surface d'un de ces départements français, où tient à l'aise, vit et travaille une population de trois à quatre cent mille habitants; ces domaines, quelques troupeaux les occupent, et le système électoral, tout perfectionné qu'il soit, n'en sait pas tirer de vote. Une lieue carrée, bien occupée, peut recevoir deux mille cinq cent têtes de gros bétail par lieue, une par hectare; trente hommes suffiront à garder cent mille têtes, ce n'est pas là encore une armée de vassaux bien redoutable.

Le jour où le mouton pourra remplacer le gros bétail ou s'adjoindre à lui, chaque lieue pourra porter de dix à vingt habitations, autant de troupeaux et de familles, par lieue; ces familles n'accepteront d'y faire ce métier de pasteurs, qu'à la condition d'être associées dans les produits et de posséder elles-mêmes une partie du troupeau; ces colons-là ne sont pas des vassaux, ce sont des travailleurs indépendants et souvent des maîtres, tenant en échec le propriétaire chez lui.

Enfin, dernier obstacle, le propriétaire de ces grandes étendues n'y habite jamais, les honore rarement d'une courte visite. Il est représenté par des majordomes, ne s'attache pas au sol, n'y bâtit ni palais, ni château-fort, pas même une cahute pour lui. Il ne s'identifie pas avec sa terre, elle est indépendante de son nom et de sa personne; il ne crée pas et ne transmet pas à ses héritiers d'esprit de famille attaché à la conservation de cette terre, il n'est même pas dominé par la pensée de la conserver et de la transmettre et ne semble y tenir, que pour mieux s'en défaire, au meilleur prix.

La politique, les fonctions publiques peuvent donc mener à la possession de la terre, mais sûrement la possession de la terre seule ne mènera pas de longtemps à de grandes fonctions publiques. Il semble même que cette preuve de fortune solide soit ce qui détache le mieux les esprits de toute ambition, et qu'il n'y ait intérêt à s'élever dans la hiérarchie politique que pour ceux qui ne l'ont pas fait encore dans la hié-

rarchie sociale : de là, à voir la politique devenir exclusivement le refuge de ceux qui n'ont pas trouvé ailleurs le succès pour prix de leurs efforts, il n'y a qu'un pas.

La République Argentine ne diffère pas des autres démocraties; les fonctions publiques, auxquelles tout le monde peut s'élever et ne veut pas s'élever, ne sont recherchées des uns que pour être plus dédaignées des autres. En cela, encore, elle se rapproche beaucoup de celle qui nous est le plus chère, mais elle s'est constituée, comme nous l'avons vu, dans des conditions meilleures, parce que les circonstances et les mœurs y ont fondé un état social, détaché de toute tradition historique, où l'égalité est la loi, où l'individu est son maître, et où surtout l'idée de patrie est liée d'une façon indissoluble au principe démocratique de la souveraineté du peuple.

CHAPITRE II

LES LOIS ET LE MONDE JUDICIAIRE

Les origines du barreau. — Le Pouvoir judiciaire et la constitution des tribunaux anciens et modernes. — L'enseignement du droit. — La magistrature moderne. — Ensemble des lois qui régissent les relations sociales. — Aperçu de la procédure. — L'enseignement et la pratique du droit. — Droit criminel. — Le jury populaire dans les affaires de presse. — Les délits et les peines. — Les plaideurs. — L'aspect des tribunaux. — Le rôle de l'avocat.

Une des surprises de tout nouveau venu, qui débarque dans une ville hispano-américaine, est le nombre d'avocats, dont il lit le nom, sur les plaques de cuivre fixées à chaque porte.

C'est un usage général ; tout homme occupé, exerçant un art ou une profession, l'indique avec son nom sur la porte de la rue : médecins, architectes procèdent ainsi ; ainsi font peintres et sculpteurs, les artistes comme les artisans, et si le pays avait donné le jour à un Meissonnier, on verrait sur sa porte : « Meissonnier, peintre. »

Les avocats font comme tout le monde ; mais pendant que les autres professions se répandent dans tous les quartiers de la ville, eux se groupent dans un rayon étroit, autour du Cabildo, où siègent les Tribunaux ; aussi toutes les maisons sont-elles envahies, quelques-unes entièrement accaparées par eux. Sortez de ce rayon, de ce quartier de basoche, vous ne trouverez plus leur nom nulle part.

Sans être aussi nombreux qu'ils en ont l'air, ils tiennent une grande place dans la société ; ce sont eux qui la dirigent, qui occupent les grandes positions politiques, administratives, financières. Comment en pourrait-il être autrement? Dans un pays où la science sociale par excellence, la science

de la vie, domine toutes les autres, comment le premier rang entre les citoyens serait-il refusé ou contesté à ceux qui sortent diplômés de la Faculté de Droit et de Sciences sociales?

I

A voir le chemin qu'ils ont parcouru, depuis leur première apparition dans la Plata, on serait vraiment tenté d'oublier l'accueil que reçurent les premiers avocats qui eurent l'idée d'y venir pratiquer leur profession.

C'était en 1613. Buenos-Aires avait trente-trois ans; fondée en 1580, elle n'était encore qu'un village, sous la dépendance administrative du vice-roi du Pérou, résidant à Lima, à mille lieues de là, de l'autre côté de la Cordillère. Elle ne contenait qu'un millier d'habitants, essayant de vivre sur quelques kilomètres carrés de terres, qu'ils disputaient aux Indiens.

Au milieu de ce village, tomba la nouvelle que trois avocats s'étaient embarqués à Séville, et que le navire qui les portait, pouvait, d'un moment à l'autre, jeter l'ancre à proximité de la côte.

Le Cabildo, ce refuge des libertés publiques, ce grand conseil communal des colonies, se réunit, en toute hâte, dans la masure qui servait de palais municipal, prit, séance tenante, des précautions contre cette première épidémie exotique qu'ait eu à redouter la ville naissante.

« Considérant que leur venue est inutile et ne pourrait être que nuisible, en raison des difficultés qu'ils font naître entre les citoyens, nous déclarons et ordonnons que l'on intimera à ces trois personnages, en quelque lieu que cet arrêt leur parvienne, qu'ils aient à retourner en arrière, qu'il leur est fait prohibition de s'arrêter dans cette ville, jusqu'à ce qu'un ordre spécial de S. M. le roi d'Espagne en dispose autrement. »

Nous avons vainement cherché dans la chronique ce qu'il

advint de cette ordonnance, et de ces trois malheureux licenciés; le navire fut-il maintenu au large en quarantaine? Se résigna-il à déposer à l'entrée de la Plata sa cargaison de juristes, sur l'île des Phoques? On l'ignore. Toujours est-il qu'en 1620, la matière à procès était devenue si abondante, sous l'influence de ces avocats, ou à cause de leur absence, que le Cabildo eut la douleur d'avoir à rapporter son ordonnance, et supplia les magistrats de l'Audience de Charcas, située à cinq cents lieues de là, d'envoyer des juges en commission pour vider tous les procès pendants.

La pétition eut un plein succès. Les juges, commissionnés, entreprirent, à travers les plaines désertes, les forêts de palmiers, un voyage épique, en grand équipage, qui ne dura pas moins de quatre mois : ils étaient suivis d'un long cortège d'avocats, de greffiers et d'huissiers. Ce qu'ils firent à Buenos-Aires, on pourrait en prendre le récit dans la fable du *Jardinier et son Seigneur* et dans celle de l'*Huître et les Plaideurs ;* j'aime mieux le demander à un contemporain, il est plus précis :

« Ils emportèrent 120.000 piastres argent, de salaires et de frais de justice; il fallut, pour arracher cette somme aux pauvres colons, vendre fermes, estancias, maisons et esclaves. Le passage de ces gens de justice resta, dans le souvenir des habitants, comme celui d'une peste noire, il fut suivi d'un dépeuplement considérable et d'une misère complète. Le gouverneur demanda la suppression de ces juges ambulants; le public réclama un Tribunal et des avocats à demeure. »

Cette fois encore il fut écouté. L'Audience royale fut créée à Buenos-Aires en 1661. Les avocats demandés vinrent en nombre. Ils prospérèrent si bien, les procès se multiplièrent si joyeusement, que le ciel cette fois s'en mêla, si j'en crois un document daté de 1752, signé du gouverneur Andonalgui et adressé au vice-roi de Lima.

« La juste indignation de la majesté divine contre cette

ville, dit-il, s'est encore manifestée, avec une demi-indulgence, par l'effondrement de la cathédrale, survenu entre six et sept heures du matin le 24 mars 1752 : nous n'avons eu aucune mort à déplorer. Cet événement qui a complètement détruit la nef, je l'attribue aux continuels procès, aux haines et aux rancunes que les avocats alimentent entre les habitants et les commerçants de cette ville. »

L'idée de ce pieux gouverneur était, peut-être, juste, nous ne le saurons que dans l'autre monde; mais le vice-roi de Lima ne la partagea pas, les avocats n'eurent ni le sort des Juifs, ni celui des Jésuites. Le vice-roi comprit, sans doute, qu'il y avait, de la part des autorités ecclésiastiques et administratives, un peu de jalousie, dans le fait de dénoncer les hommes de robe comme les auteurs de tous les maux. C'était là une tradition. L'Audience royale, partout où elle avait été créée dans les colonies espagnoles, à Panama, à Mexico, à Lima, à Santiago du Chili, à Charcas, enfin à Buenos-Aires, était non seulement devenue le centre de l'aristocratie coloniale, avait développé autour d'elle le luxe, et importé les habitudes des cours d'Europe, mais elle allait jusqu'à se faire rendre les mêmes honneurs qu'à la majesté divine, prétendant personnifier sur le continent américain l'autorité et la majesté royale.

La réception de l'Audience royale, quand elle fut créée en 1661, son installation quand elle fut élevée, en 1783, au rang d'Audience prétoriale et royale, sous la présidence du vice-roi, dont le premier avait été envoyé à Buenos-Aires en 1776, furent l'occasion pour les citoyens, pour les autorités municipales, d'hommages coûteux aux hauts et puissants fonctionnaires qui la composaient.

Son président était le garde des sceaux royaux : dans la réception qui lui était faite, il portait au cou cet insigne, enfermé dans une boîte d'or; marchant, sous le dais, avec

majesté, il allait la déposer, dans une chapelle ardente, dans l'église de San-Francisco. Avec le plus grand respect il la plaçait sur un coussin de velours, la laissant à la garde d'une compagnie d'infanterie jusqu'au jour suivant : il fallait que le peuple se pénétrât bien de l'importance quasi divine de ce signe.

Le lendemain, en grande pompe, on reprenait la boîte d'or et son contenu; sur son coussin de velours, placé sur le dos d'un cheval, on la transportait, à travers la ville, au lieu où siégeait l'Audience royale; le gouverneur et le régent de l'Audience marchaient de chaque côté du cheval, le peuple faisait la haie et s'inclinait[1].

On s'imagine facilement l'importance que conféraient ces hommages et ces cérémonies aux magistrats de l'Audience, établie dans de petites villes coloniales, généralement fort pauvres; un abîme se creusait ainsi entre les habitants et les magistrats coloniaux : les salaires élevés qui étaient attribués à ceux-ci étaient un motif de plus d'abaissement pour les colons. Le Président recevait, en effet, six mille piastres, les auditeurs, le fiscal, quatre mille; plusieurs substituts, relateurs, greffiers, un chancelier, deux receveurs, quatre procureurs, un commissaire-priseur, un avocat et procureur des pauvres, complétaient le personnel; aux uns le décret royal constituait des offices vendables, aux autres des salaires, dont les chiffres élevés étaient en disproportion avec la pauvreté des habitants.

Les conseillers que l'on appelait aussi ministres de l'Audience royale, et les auditeurs portaient ombrage à tout ce qui avait, avant leur arrivée, tenu le premier rang, gouverneur et haut clergé, officiers, négociants espagnols. Les premiers, ils eurent des carrosses; à leur passage tout le monde devait

1. Vicuña Mackenna, *Historia de Santiago, passim.*

se découvrir. Ils furent les premiers à porter la perruque poudrée; le nom est resté de *pelucones* (tête à perruques) à tous les magistrats, appellation qui, au rebours de ce qui se passe chez nous, impliquait le respect et non le ridicule : pour les audiences et les solennités, ils étaient, de plus, assujettis, par ordonnance royale, à l'usage d'une forme spéciale de coiffure, qui s'élevait sur le front et s'appelait *copete* (toupet) : le nom s'en est généralisé : on appelle les gens riches ou de grande position, *gente de copete*.

La création de l'Audience aurait pu avoir une double utilité : diminuer les frais de justice, et rabattre l'insolence de la soldatesque, qui dominait dans la colonie; les soldats étaient les seuls à échapper à cette juridiction; quant aux frais de justice, ils ne firent qu'augmenter.

Jusque-là on s'était contenté de soumettre les procès à de modestes alcades,[1] ou aux gouverneurs; l'éloignement de l'Audience de Charcas empêchait, le plus souvent, les appels et recours; on ne se décidait pas facilement à entreprendre, pour aller le soutenir, un voyage de plusieurs centaines de lieues où il fallait emporter des vivres, pour une étape de 70 lieues, une autre de 80, une autre de 120 lieues, à travers le désert. Au reste, quels grands intérêts pouvaient emmener si loin de pauvres colons qui avaient à disputer le sol, qu'ils voulaient cultiver, à l'indigène, leurs troupeaux aux rapines de cet ennemi, et les produits sauvés de ces troupeaux à l'avidité des marchands, venus d'Espagne pour leur vendre, à haut prix, les objets de première nécessité.

On eût pu en rester à cette justice modeste et de pauvres gens. Le grand appareil dont on entoura l'Audience royale est une des erreurs coloniales de l'Espagne. Avec elle, est entrée dans la colonie l'inégalité des conditions, dont se sont gardées avec tant de soin les colonies, qui servirent de noyau à la grande République des États-Unis. C'est à l'organisation de la justice, aux salaires élevés des gens de justice, qui

avaient nécessairement pour corollaires les honoraires élevés des avocats et de tout le personnel infime des tribunaux, que les colonies hispano-américaines doivent d'avoir conservé, jusqu'à ce jour, une organisation judiciaire ruineuse, dont les ressorts nombreux et compliqués, pour être mis en mouvement, exigent, du particulier, de grosses dépenses; dont le personnel est tellement considérable, que l'on calcule, à Buenos-Aires, que, sur une population de 430,000 habitants, le service de la justice, le règlement légal des affaires civiles ou commerciales absorbent une population de 15,000 citoyens. Les successions, les liquidations judiciaires, les faillites, les arpentages judiciaires, sont les grandes affaires, plus encore que les simples procès entre parties, qui exigent l'intervention continue d'un monde de légistes, de procureurs, d'experts, de commissaires priseurs, de comptables jurés, notaires, greffiers, tous gens qui ont hérité des privilèges, que l'Espagne avait importés, au XVIIe siècle, au profit des gens de justice, et que la colonie leur avait dès lors reconnus. Le premier de ces privilèges, celui qui s'est le mieux conservé, est celui des hauts salaires, des honoraires en disproportion avec les services rendus, et qui absorbent trop souvent l'actif tout entier des biens en litige, même lorsqu'il n'y a ni procès ni querelle, et simplement l'intervention forcée de formes juridiques.

A première vue, dans la rue même, on reconnaîtra toujours ceux qui occupent un rang dans cette classe privilégiée de la société, ils sont restés ce qu'ils étaient au temps jadis, gens à panache, *gente de copete*.

Au milieu de la foule, aux allures très démocratiques, qui envahit la rue, sans grand souci du voisin, ils se distinguent par une certaine morgue, un air précieux et étudié, des attitudes préparées, la recherche dans la correction, surtout en public. Dans la rue ou dans les salons, ils pontifient; dans leur cabinet ils ordonnent, sans admettre de discussion, de contrôle

ou d'objection, comme il convient à des hommes qui ont le monopole de la science qui enrichit ou appauvrit. Leurs arrêts sont, en effet, plus terribles encore et tout aussi obscurs que ceux du médecin, qui, lui, juge et condamne, mais n'exécute pas, dont les ordonnances pèsent fort peu devant la destinée; grande différence avec celles que préparent des juristes, que rendent et exécutent les juges, qui font plus que prévoir la destinée, qui en disposent.

Ce qui donne à l'avocat et aux juges une importance plus grande qu'ailleurs, c'est, en dehors de ce respect ancien, et de cette classification hiérarchique dont ils jouissent, par tradition, cette circonstance que le premier est, avec le second, dans le monde judiciaire, le seul de qui la loi exige un diplôme de doctorat, pour entrer dans la profession ou occuper un siège dans la carrière : ils reçoivent donc, naturellement, des notaires, des procureurs, de tous les auxiliaires de la justice, qui ne sont pas nécessairement passés par l'École, autant qu'ils le reçoivent du public, l'hommage que leur valent leur compétence scientifique, l'étendue présumée de leurs connaissances et la supériorité de leurs études.

Cette situation spéciale fait de l'avocat le directeur exclusif de toute affaire, où la loi doit être consultée, où la Justice doit être mise en mouvement; il conduit, dirige et résume tout. De son côté, le juge doit, aussi, une situation spéciale à l'amplitude de ses fonctions : il siège seul, décide seul, non pas en tribunal ; les sentences, en première instance, sont signées de son seul nom, dictées par son seul criterium, ce qui donne au juge du premier degré plus de réelle importance qu'à ceux du second, membres d'un tribunal nombreux et impersonel. Ceux-ci, cependant, rendent des sentences d'une plus grande importance, siègent avec une plus grande pompe et exercent des fonctions politiques de l'ordre le plus élevé.

C'est, en effet, une des particularités de la Constitution

américaine, dont les principes ont été adoptés par la République Argentine, que le Pouvoir judiciaire y ait le rôle et la place d'un corps politique constitué.

Ce rôle, que le droit public américain réserve à la Justice, je veux dire au Pouvoir judiciaire, nous le comprenons mal en France, où nous avons, sur l'ensemble même du régime républicain, des idées *a priori*, dont l'histoire du présent se charge, à chaque heure du jour, de faire la critique : il est en somme le rouage le plus utile de l'organisation républicaine, la meilleure garantie des droits proclamés par la Constitution.

Pour bien le comprendre, il faut se rendre un compte exact de ce qu'est la Constitution dans le droit public américain.

Cela est assez difficile pour un Anglais, qui ne connaît pas la Constitution écrite, pour qui toutes les lois votées par le Parlement sont, par conséquent, constitutionnelles, puisqu'elles émanent du pouvoir chargé de les faire.

Pour un Français, il est plus difficile encore de bien comprendre ce que c'est qu'une Constitution écrite, parce que notre pays en a tant essayées, en a proclamé tellement, au lendemain des révolutions et des coups d'État, pour les violer ou tronquer, qu'il a perdu pour cette loi fondamentale tout son respect, qu'il en est arrivé, en voyant si souvent les lois violées ou les Constitutions modifiées, à ne pas comprendre comment celles-ci pourraient être au-dessus de celles-là.

Dans le droit public américain, la Constitution écrite constitue un ensemble de dispositions, comprend l'énumération de certains droits, de certaines garanties individuelles ou publiques que la loi ne peut modifier ni diminuer, que le Pouvoir judiciaire doit respecter; chacun des trois Pouvoirs, outre les attributions spéciales inhérentes à son caractère, a la mission politique de protéger la Constitution, contre les envahissements que pourrait tenter ou commettre l'un des deux autres.

Le Pouvoir Législatif peut mettre en accusation le Pouvoir Exécutif; en ce cas, il doit déférer le Président de la République à la Cour suprême nationale : cette attribution seule suffirait à placer cette Cour au rang le plus élevé de la hiérarchie politique, et son président au premier rang parmi les fonctionnaires de tous ordres; l'importance de cette fonction s'accroît de cette circonstance caractéristique, que les magistrats, qui la remplissent, sont inamovibles.

Vis-à-vis du Pouvoir Législatif, le Pouvoir Judiciaire n'a pas des attributions moins élevées. Gardien de la Constitution et des principes qu'elle proclame, il a le droit de déclarer, par sentence, qu'une loi est inconstitutionnelle et d'en refuser l'application. Ce droit, s'il était illimité, mettrait en péril le Pouvoir Législatif. Il est limité par ce principe fondamental que le Pouvoir Judiciaire ne peut jamais juger sous forme de disposition générale, qu'il ne peut, même en présence d'une loi inconstitutionnelle, faire autre chose qu'en refuser l'application au cas spécial qui lui est soumis. En fait, les arrêts rendus, dans cette forme, par la Cour suprême, n'en ont pas moins une importance considérable, parce qu'ils font jurisprudence fixe et définitive, dont les tribunaux ont l'obligation de tenir compte, sans que la Cour ait le droit de se déjuger.

Enfin, pour que les deux autres Pouvoirs constitués aient, vis-à-vis du Pouvoir Judiciaire, quelques garanties, ce sont eux qui président à son recrutement. Le Président de la République nomme les magistrats, mais avec accord préalable du Sénat, que celui-ci concède ou refuse en séance secrète. On peut donc dire que, lui aussi, le Pouvoir Judiciaire émane du suffrage universel, puisqu'il est élu par les élus de celui-ci.

On se rend compte, maintenant, de l'importance sociale que doit avoir un corps, dont les attributions sont aussi nombreuses, dont le rôle politique est aussi élevé, qui, non seulement, dispose, par ses arrêts, de la fortune, de la vie, de

la condition, de l'honneur des citoyens, mais qui, encore, a, sur la marche de la société, l'influence que lui confère ce droit de vigilance et de défense des principes constitutionnels, à l'encontre des opinions manifestées ou imposées par les deux autres Pouvoirs constitués.

Les sièges de magistrats sont recherchés, en raison de la considération qui les entoure, aussi, et, en cela, ils diffèrent de ce qu'ils sont en France, en raison des traitements élevés qui leur sont attribués. Un magistrat de la Cour suprême a rang et titre de ministre, il reçoit 43,500 francs par an; un conseiller de Cour d'appel, 36,000 francs, un juge de première instance, 32,000 francs. Les représentants du ministère public recoivent les mêmes traitements que les magistrats des cours ou tribunaux auprès desquels ils sont nommés.

Il ne faudrait pas croire cependant que ces fonctions élevées et largement rétribuées aient été, de tous temps, recherchées. La magistrature ne peut, en effet, se recruter que parmi les avocats; il faut, pour y être admis, posséder le titre de docteur, avoir exercé, près d'une cour, la profession d'avocat, pendant un nombre d'années qui varie avec la fonction. Or, les avocats jouissent, pour le moins, de la même considération que les magistrats; leur profession offre sur la magistrature cet avantage, très apprécié sur le continent américain, d'être beaucoup plus lucrative, d'ouvrir des horizons beaucoup plus vastes, de laisser à celui qui l'exerce une liberté d'action, dans ses évolutions politiques, que n'a pas le magistrat, enfin de ne pas rester étranger aux événements économiques, financiers ou simplement industriels et commerciaux, qui peuvent présenter des chances nombreuses de fortune à celui qui est très savant dans la connaissance des lois et docteur ès sciences sociales.

II

Il n'est pas sans intérêt de rechercher comment et où s'acquiert cette science et se conquièrent ces diplômes.

Le goût de l'étude du droit semble inné chez les peuples d'origine espagnole. Il s'est manifesté, depuis le moyen âge par des monuments législatifs, qui ont surpassé, pendant longtemps, ceux que la France possédait. L'Espagne a toujours été un pays de droit écrit, elle a traversé toutes les périodes de son histoire, sans modifier profondément ses lois, sa langue, ni sa civilisation.

Province romaine jusqu'au ve siècle, elle a conservé la loi romaine, et la langue romaine, jusque sous l'influence de la barbarie germanique, qu'importèrent les Goths, à cette époque. Cette première invasion, assez puissante pour s'emparer de toute la péninsule, dut respecter la loi et la langue; le *Fuero Juzgo*, premier corps de lois, que les Goths rédigèrent, pour faire cesser les antagonismes des deux races, dut être écrit en latin, et respecter les traditions romaines.

Promulgué au viie siècle, il est, suivant Gibbon et M. Guizot, un monument historique, supérieur à son époque, dénotant une civilisation plus avancée que celle des Bourguignons et des Lombards.

On peut en dire autant du monument, gigantesque pour l'époque, connu sous le nom de *Siete Partidas* du roi Alphonse IX le Sage; rédigé et publié dans la seconde moitié du xiiie siècle (1265), il a régi l'Espagne, jusqu'à la promulgation des premiers Codes modernes, en 1831, autant des lois des Indes, spécialement destinées au continent américain, commencées sous Philippe II, promulguées le 18 mai 1680.

Ces lois spéciales des Indes contiennent tous les principes

et toutes les théories, que la colonisation scientifique, de notre temps, pourrait encore utiliser sans crainte. Elles avaient, pour l'époque, le grand avantage de fournir aux colonies un corps de lois uniformes et spéciales ; mais elles eurent le grand inconvénient de les déshabituer, dès la première heure, de s'administrer elles-mêmes, de rechercher, au milieu de tâtonnements, qui eussent formé leur esprit public, les perfectionnements successifs, que doit poursuivre toute société humaine. Les précautions, prises par les rois d'Espagne, pour placer, auprès du berceau de leurs colonies naissantes, des lois protectrices, ont eu cette grave conséquence, qu'ils ne pouvaient prévoir, de rendre plus pénible et plus difficile leur évolution vers l'indépendance, mais il a inspiré, dès l'origine, aux colonies le goût de l'étude du droit qui les domine encore.

L'enseignement du droit ne fut cependant pas permis, à Buenos-Aires, par l'Espagne, tant qu'elle y domina, il n'y fut installé que onze ans après la déclaration d'indépendance, en 1821.

Les étudiants qui, à cette époque éloignée, voulaient acquérir leurs grades, devaient aller faire leurs études à Santiago du Chili ou à l'Université de Charcas, établie à Chuquisaca. Ils y acquéraient, par de sérieux exercices et de fréquentes dissertations sur le droit, terminées par une thèse soutenue solennellement, le titre de bachelier, suffisant pour exercer la profession d'avocat ; celui de docteur était superflu et honorifique. Après les études académiques ainsi terminées, le jeune avocat avait à passer deux années de pratique, près d'un avocat du barreau auquel il voulait appartenir ; avant d'être immatriculé, il avait encore à subir un examen devant les juges de l'Audience.

Il lui fallait ensuite prouver que ses aïeux étaient Espagnols[1],

---

1. Papiers privés du Dr Félicien Chiclana (1783).

purs de tout mélange de race inférieure, et de bonne vie et mœurs.

Enfin, il était admis, s'il n'était relevé, contre lui, aucune des incompatibilités, que, dans leur naïveté, énuméraient avec soin les *Leyes de Partidas*.

« Pourra être avocat, disaient-elles, celui qui connaît le droit, les us et coutumes du pays, pour l'avoir longtemps pratiqué : celui qui n'est pas habile en droit ne saurait être avocat, le médecin trop nouveau est le meurtrier de ses proches et l'avocat trop jeune les ruine. Ne choisissez pas un avocat mineur, vous n'auriez aucun recours contre lui pour le préjudice qu'il pourrait vous causer.

« Ne pourra être avocat, la femme, cela n'est pas honnête : l'aveugle, cela n'est pas prudent; ni le Juif, ni le Maure, ils ne sauraient défendre un chrétien, ni se défendre eux-mêmes, ni défendre leurs coreligionnaires ; ne pourra l'être celui qui, pour de l'argent, lutte avec les bêtes féroces, mais bien celui qui a tué une bête féroce pour rendre un service public. » Cette loi est sage autant que naïve; on ne s'expliquerait pas bien l'incompatibilité entre la médaille de sauvetage et la robe d'avocat, cet emblème de tous les dévouements !

C'était là le droit ancien. La profession d'avocat est, aujourd'hui, d'un accès plus facile, mais l'obtention des grades beaucoup plus compliquée. Aucune race, même inférieure, n'est exclue du barreau, on y compte actuellement quelques mulâtres : les étrangers, qui ne peuvent occuper de fonctions dans la magistrature, sont admis au barreau, sous la seule condition de prendre leurs grades, ou de présenter leurs diplômes acquis à l'étranger, en ce cas, de passer un examen général sur toutes les matières enseignées à la Faculté : le droit civil, pénal, international public et privé, constitutionnel, le droit romain, le droit canon, la procédure civile, commerciale et criminelle, l'économie politique.

On voit, par cette énumération, que l'enseignement de la Faculté de droit est aussi étendu qu'il peut l'être. Son installation remonte à 1821, époque de la création de l'Université de Buenos-Aires.

Jusque-là l'enseignement du droit, comme nous l'avons dit, n'existait pas dans cette ville : la jeunesse de la colonie recevait cependant quelque teinture de lettres dans les monastères, assez nombreux, en particulier, chez les Jésuites, si puissants dans cette partie du continent, qui avaient installé, dès 1621, l'enseignement de la théologie, du latin et de la littérature latine.

En 1783, le vice-roi Vertiz avait fondé, avec les capitaux confisqués aux Jésuites en 1767, le collège San Carlos, qui devait être le berceau de l'Université moderne, dont l'existence a été des plus brillantes, d'où sont sortis tous les hommes qui, dans les lettres, les sciences, la médecine, le barreau, la magistrature et la politique, ont honoré la jeune République Argentine et élevé, peu à peu, son esprit national au-dessus des préoccupations purement mercantiles, qui dominent, si impérieusement, les autres sociétés américaines.

Ces préoccupations, d'un ordre inférieur, ne perdent, cependant, leur droit de cité nulle part, le maître ne saurait les bannir de son enseignement, ni l'avocat de son cabinet. Ce sont elles qui impriment, moins, peut-être, aux programmes universitaires qu'à la pratique même de ces programmes, une marche très détachée de certaines sciences, qui n'ont pas dans la vie une application pratique.

Dans la pratique ordinaire du barreau américain, ce n'est, il faut bien le confesser, ni l'art, ni la littérature qui font prime, si l'on entend par ces mots autre chose que l'art des exceptions ingénieuses, de la procédure savamment dilatoire, et la littérature un peu sèche des requêtes et conclusions. L'avocat disert cède le pas à l'homme de cabinet, qui sait découvrir tous les moyens d'une affaire, les mettre habile-

ment en jeu; l'éloquence est bannie du barreau, comme elle l'est des assemblées politiques.

L'orateur, dans celles-ci, parle assis, de sa place, adressant son discours au Président, comme cela se fait en Angleterre, dont le vieux Parlement a servi, en cela, de modèle aux Assemblées américaines. Le public n'encourage ces débats par sa présence que lorsque la politique les agite, cependant, il y trouverait quelquefois un charme spéculatif : la langue espagnole est tellement harmonieuse, d'une harmonie si pleine, que le discours le plus vide s'écoute comme une belle musique, sans que l'on exige de l'orateur d'y mettre quelque pensée de choix; la banalité des lieux communs pompeux prend des modalités musicales qui jouent l'éloquence.

Au barreau, la procédure et les plaidoiries sont écrites en première instance, ce n'est qu'en appel et devant la Cour suprême que l'avocat a l'occasion de payer de sa personne. L'audience n'est, le plus souvent, composée que de lui, de son adversaire et de cinq magistrats. Ils siègent, en redingote, derrière une table recouverte d'un somptueux tapis de soie bleu de ciel et argent, couleurs de la République. Le chatoiement de l'étoffe produit, dans ce lieu sombre, des contrastes singuliers avec les oraisons monotones, débitées par des plaidants, assis, eux aussi, sur un fauteuil qui leur défend tous les gestes, les mouvements oratoires les plus simples, et semble le plus souvent tenir leur pensée immobile comme leur corps. C'est, sans doute, pour les réveiller, — étrange transposition des rôles, — que le Juge leur adresse, quelquefois, des questions, appelle leur attention sur quelque point qui demande un éclaircissement.

Seuls les Jurys populaires, juridiction spéciale aux délits de presse, fournissent aux avocats, dont l'éloquence a survécu à cette vie un peu terre à terre, l'occasion d'en donner des preuves. Le publi y accourt en foule, la presse donne à

ces affaires un certain retentissement, les passions y sont en jeu; ce sont de grands tournois, où la Justice, avec sa solennité ordinaire, prend le pas derrière le caprice du peuple.

Nous avons eu l'occasion d'assister au plus étrange, sinon au plus brillant, de ces Jurys populaires.

C'était dans la seconde ville de la République Argentine, la ville de Rosario, point d'attache sur le littoral des grands fleuves où se fait tout le transit des provinces de l'intérieur. L'inauguration d'un chemin de fer de grande importance y avait attiré une foule de touristes, amenés de Buenos-Aires par des steamers et des trains spéciaux et gratuits. On avait vingt-quatre heures à perdre, avant de reprendre le long voyage de fête, qui devait aboutir à Cordoba et à Tucuman, situé à 900 kilomètres de Rosario. C'était une bonne fortune inespérée que l'annonce d'un grand Jury populaire; des prospectus distribués à profusion, des affiches sur tous les murs, des appels dans tous les journaux, la répandaient partout.

De quoi s'agissait-il? Peu importait; d'un fait local, d'un grief de clocher, entre un journal et une autorité quelconque: mais un grand orateur devait prendre la parole: tribun populaire, encouragé à toutes les audaces par les sympathies fidèles de la foule, M. Hector Varela n'était pas avocat, il n'en avait pas moins été appelé par l'accusé.

Le Jury était convoqué pour midi au Palais de Justice, grand édifice d'élégante apparence, dont les salles d'audience, assez petites, se dégageaient sur une grande cour, entourée de galeries de promenade, sorte de cloître de style sévillan.

Le tribun traversa la ville, suivi de la foule, qui lui faisait cortège, l'applaudissait déjà: les salles d'audience étaient trop étroites pour elle; plus petites, encore, pour lui; il demanda au Président du Jury, qui était, conformément à la loi, le Juge criminel, de tenir l'audience sur un des côtés de la galerie, pour permettre au public, rangé dans la cour, de

suivre toutes les péripéties des débats. On fit donc le déménagement du dedans au dehors, d'une table, d'un encrier et de douze chaises, modestes accessoires d'un si grand acte, et le public debout écouta. La pluie, une belle pluie de printemps, tombant dru au travers d'un rayon de soleil, lui fit trouver un peu longs les préparatifs de pure forme, installation du Jury, lecture de la plainte du fonctionnaire, court réquisitoire du ministère public, sur cette première question préalable : Y a-t-il lieu à accusation, y a-t-il lieu à la formation du Jury populaire ?

Sur ce point, tout le monde était d'accord, il fallait bien passer la journée, fût-ce même à la pluie. Si le ministère public se fût permis d'émettre des doutes, il eût été hué de la belle façon ; ce n'était pas son rôle ; la défense était de son avis, le public criait : oui, oui ; le Jury n'avait qu'à s'incliner et s'inclinera devant cette manifestation de l'opinion publique qui usurpait ses fonctions.

Le second acte allait commencer, il devait comprendre le développement de l'accusation contre l'article incriminé, la défense et le verdict.

Le public trouva que le cadre, suffisant pour les préliminaires, était trop petit pour un aussi grand acte ; il exigea que le jury et tout son appareil fussent transportés sur la place publique ; le jury devant siéger sous la colonnade de l'église, le public se tenir sur la place.

Ainsi fut-il fait : le déménagement recommença. On essaya une installation. Par une malechance persistante, le jury se trouvait avoir à supporter, en plein visage, les rayons ardents d'un soleil de printemps, pendant que le public recevait la pluie sans abri. On protesta des deux côtés. Une discussion s'engagea, vite close par une résolution prompte, qui emporta, au grand théâtre, public et jury, le premier à pied, le second dans des fiacres, pêle-mêle avec l'accusateur et le défenseur, le tout précédé

par des musiciens de foire, qui devant embellir, de leurs chemises de garibaldiens et de leurs trombones, l'inauguration du chemin de fer, s'exerçaient, ainsi, gratuitement, à ce travail lucratif.

Le théâtre une fois rempli, la scène occupée par le jury, le défenseur, sérieusement assis sur un trône royal, l'accusateur sur un banc de gazon, accessoires d'opérettes, avec un décor à l'avenant, le combat commença. Il fut dramatique et violent, aucune forme ne fut gardée d'aucun côté; l'accusation fut sifflée; les tirades de la défense très applaudies; le verdict prononcé par le parterre avant que le jury eût pu délibérer; le tribun, qui, une fois de plus, avait combattu pour la liberté de la presse, reconduit à son hôtel par les Garibaldiens et leurs trombones.

Les journaux du lendemain, que nous avons gardés, affirmaient que jamais on n'avait assisté à un acte aussi imposant. C'était, disaient-ils, « splendide, indescriptible, émouvant, délirant, de voir ce peuple, pendant trois heures, fanatisé par le grand tribun. »

Nous qui n'étions ce jour-là qu'un touriste, nous avouons que, sans avoir partagé ce délire, nous l'avons trop bien constaté pour l'oublier jamais. Sans prétendre que tous les jurys populaires ressemblent à celui-là, nous ne voyons, dans la loi, rien qui s'oppose à ce qu'ils lui ressemblent tous : cependant c'est le seul que nous ayons vu s'abandonner si complètement à l'impulsion du public.

Ce sont, au reste, les seules audiences auxquelles celui-ci assiste, les autres sont abandonnées, mieux que cela, fermées. Il y a bien, quelque part, un article de la Constitution qui dit que la justice sera rendue publiquement; nous n'en avons jamais vu réclamer l'application. Par contre, nous avons lu, souvent, sur les portes des salles d'audience, où le juge examine et ordonnance les pièces qui lui sont présentées, dicte et signe ses jugements, un petit écriteau annonçant aux

curieux que, pour passer cette porte, il fallait en solliciter l'autorisation, si l'on n'était appelé par le juge.

Il en va de même au criminel; ici, le cas est plus grave, la contradiction complète entre la Constitution et la pratique.

Nous avons dit, déjà, que l'Espagne avait, en créant ses colonies au XVI[e] siècle, élaboré, pour elles, des lois spéciales, les lois des Indes. La société hispano-américaine n'eût donc pas son point de départ en elle-même ; sa vie sociale fut le produit de lois, de coutumes, d'idées préexistantes à sa formation.

Il est logique de penser que rien ne devait être plus pénible, pour l'esprit remuant du colon, que cette atteinte préalable, portée à son autonomie future; on doit supposer que le jour où il aura rejeté loin de lui le joug imposé par la métropole, il fera bon marché des lois anciennes. On doit penser, tout au moins, que le jour où, ayant proclamé son indépendance, s'étant donné à lui-même une Constitution libérale, fille de la Déclaration des Droits de l'homme et de la philosophie du XVIII[e] siècle, aura inauguré un état social nouveau, il se sera donné, en même temps, des lois civiles et pénales, en rapport avec ces théories et ces idées modernes.

Autant d'espérances trompées. La révolution de 1810 a traité avec quelque cruauté les Espagnols, expulsé les autorités, confisqué les biens des commerçants trop riches, mais a gardé et continué à appliquer, en matière criminelle, jusqu'à ce jour, en matière civile jusqu'en 1870, les lois de l'Espagne du moyen âge.

La réforme du Code civil s'est fait attendre de 1810 à 1871, elle est aujourd'hui accomplie ; et bien que l'on puisse trouver. dans ce monument considérable de 4,051 articles[1], une pa-

1. *Codigos y leyes usuales*. F. Lajouane, éditeur, à Buenos-Aires. Garnier frères, à Paris.

renté avec certaines dispositions des *Leyes de Partidas*, on doit reconnaître que l'influence des législations modernes et des progrès conquis par tous les peuples d'Europe y est prépondérante.

La procédure civile et commerciale, les lois de commerce et de navigation sont aussi codifiées ; nous devons reconnaître que l'ensemble de ces lois donne une satisfaction complète aux intérêts. Ajoutons même que, sur beaucoup de points, le Code de procédure, réalisant des progrès que la France attend encore, a fait, à peu près, disparaître les lenteurs, les recours éternels que les lois espagnoles favorisaient.

La procédure, réglée par des Codes récents, est assez simplifiée pour qu'un procès puisse être jugé, en première instance, en moins de trois mois.

Les délais sont rigoureusement fixés. La demande ou requête présentée, ordonnancée le même jour, est signifiée, dans les vingt-quatre heures, au domicile indiqué du défendeur.

Celui-ci doit présenter ses défenses, par écrit, dans les neuf jours, délai de rigueur, sinon il est présumé confesser toutes les allégations du demandeur.

Dans le même délai de rigueur, il doit, s'il a des exceptions dilatoires, les présenter sous peine de déchéance : s'il en présente, elles sont jugées avant qu'il soit obligé de défendre au fond.

Ces exceptions, l'avocat, qui les déduit, doit les avoir étudiées avec le plus grand soin, et ne pas se laisser aller à en imaginer d'aventureuses pour gagner du temps ; la peine coûteuse d'une condamnation aux frais de l'incident mettrait, à la charge de son client, les honoraires de l'avocat adverse, et retomberait sur lui en déconsidération.

Après la défense, s'il n'y a eu, au débat, qu'une question de droit pur, le dossier est remis à chacun des avocats, successivement, pour six jours, pour présenter la plaidoierie, par

écrit, à moins qu'ils ne demandent à être entendus. Après les six jours, délai de rigueur, le greffier remet le dossier au juge, qui doit, sous peine d'amende de mille francs, au bénéfice des parties, prononcer sa sentence dans les trente jours.

S'il y a, au débat, un point de fait, il est concédé trente jours de rigueur aux parties pour présenter leurs preuves, faire entendre des témoins ou interroger leur adversaire sur faits et articles; après les trente jours, on procède pour les plaidoieries comme dans le cas précédent.

Si l'on a pu arriver à cette simplification, c'est en opérant des suppressions, qu'en France nous attendons encore, suppression des avoués et des huissiers. Ce n'est pas un mince progrès.

Chaque juge est assisté de six greffiers qui ont des fonctions étendues. C'est à leur greffe que la requête est déposée; elle constitue la première pièce du dossier, à laquelle toutes les autres seront annexées et cousues, jusqu'à former un volume in-4° plus ou moins gros. C'est le greffier qui assiste le juge, inscrit à la suite des pièces, toutes les ordonnances, décrets, sentences interlocutoires et définitives, que le juge contresigne; c'est lui qui fait les notifications aux parties, leur laisse copie de toutes les pièces et sentences, portant à leur domicile propre seulement le premier acte de la procédure et les sentences : tous les autres actes sont présumés être connus de lui, deux jours après qu'ils ont été signés du juge et du greffier.

Il en résulte que, si la loi exige de ceux-ci une grande activité et une grande vigilance, elle n'exige pas moins des parties une surveillance quotidienne de leurs intérêts de plaideurs. C'est à exercer cette surveillance que servent les procureurs. Ils représentent les parties qui ne pourraient être tous les jours au greffe, y prennent en leur nom connaissance des actes de la procédure, qu'ils communiquent à l'avocat, seul directeur du procès, *dominus litis*, et dont le

cabinet tout le jour est assiégé par eux et par les clients. Ils n'ont rien de commun avec l'avoué, dont le rôle, en France, s'est étendu à la direction des procès, pendant que le champ d'action de l'avocat s'y réduit tous les jours. Ici au contraire l'avocat dirige tout, depuis la première heure jusqu'à la dernière ; il a, seul, dans la marche du procès, une intervention scientifique ; le procureur n'a d'autres devoirs à remplir qu'une exactitude attentive, et ceux que sa conscience et la loi imposent à tout mandataire.

L'huissier, et ce n'est pas là un des côtés les moins intéressants de ce régime, n'y a aucune place ; je n'ai jamais entendu personne le regretter. Les actes d'exécution sont confiés à un simple *alguazil*, attaché au Tribunal, y recevant un salaire modeste, n'ayant aucun intérêt à compliquer les actes où il intervient, recevant du Juge, par écrit, l'ordre explicite, d'opérer, dans telle ou telle condition et telles ou telles limites, et l'exécutant avec l'assistance d'un greffier du Tribunal. C'est ainsi que se font les saisies, les inventaires de successions ou de faillites, les expulsions de lieux loués. La verge de *l'alguazil*, qui avait, aux temps anciens, une signification symbolique, n'est plus qu'une métaphore ; en revanche il a le droit, ce qui est plus concluant, de requérir la force armée.

On voit, par cet exposé rapide, que le système adopté a diminué considérablement la paperasserie et le nombre des personnes qui interviennent au procès. En France, nous ne comprenons plus, tant l'habitude nous a fait une seconde nature, que la procédure puisse se passer d'huissiers et d'avoués ; par contre, en Amérique, on regarde, comme des curiosités d'un autre âge, leur conservation, la complication et les frais dont ils sont l'unique cause, impôt dont ils partagent avec l'État les profits. Quant aux requêtes et conclusions grossoyées, je ne sais pas ce que l'Amérique en peut penser ; j'espère qu'elle ignore ce rouage burlesque de notre

machine judiciaire, mon patriotisme m'a toujours défendu de le lui révéler. C'est une chose d'être chinois, c'en est une autre de se l'entendre dire.

Ce que j'ai dit de la procédure, en première instance, laisse supposer qu'elle est plus simple encore en appel. L'appel doit être interjeté, dans les trois jours, pour les interlocutoires, dans les cinq jours, pour les sentences définitives. S'il n'est pas suivi, dans les neuf jours, de l'exposé des griefs faits par l'appelant, il est caduc. L'Américain n'a pas de temps à perdre à maudire son juge; ces procédés expéditifs, bien faits pour son tempérament, ont l'avantage de le dispenser de maudire en même temps la justice, ce que le plaideur heureux a deux mois pour faire en France.

Enfin, il existe un troisième recours devant la Cour suprême, sorte de Cour de cassation qui ne juge point en fait, décide seulement s'il a été fait une saine application de la loi, si l'arrêt déféré ou la loi appliquée ne sont pas inconstitutionnels.

Au criminel, tout ou à peu près tout est à faire. Depuis quelque cinq ans, le Code pénal est promulgué, mais le Code d'instruction criminelle est encore attendu.

Le Code pénal a mis fin à cette anomalie, qui s'est prolongée pendant soixante-dix ans, d'une loi pénale, appliquée tous les jours qui viole tous les principes constitutionnels. Le juge se trouvait en présence d'une Constitution, proclamant l'égalité des citoyens, et une loi vieille de trois siècles, que rien n'avait abrogée, punissant, d'une manière différente, les mêmes crimes, suivant qu'ils étaient commis par des personnes d'une classe ou d'une autre, des hommes d'une race ou d'une autre, loi indulgente pour les délits contre la propriété et la vie des citoyens, sévère pour les délits contre le roi et la religion, loi d'une morale facile, mais faisant un crime de la lèse-majesté, de l'hérésie, du schisme, de l'apostasie, du sacrilège.

Que l'on ne dise pas que le Juge pouvait choisir, toujours, entre la doctrine moderne et le texte de la loi, il lui fallait tenir compte de ce texte, qui, en la matière, est bien ce qui domine l'application des peines, puisqu'il n'y a de délits que ceux que la loi qualifie tels. A une époque, relativement récente, en 1847, sur la place du Gouvernement, la ville de Buenos-Aires, terrorisée, assista à l'exécution d'une femme jeune et de grande famille, expiant, par la mort, avec son complice, le sacrilège qu'elle avait commis, en aimant un prêtre!

Le Code pénal moderne a supprimé ce crime, en même temps que beaucoup d'autres, s'il a maintenu, dans un cas, une inégalité, elle est au moins conforme aux idées modernes, — le fait que nous venons de relater suffirait à la justifier, — il dispose que jamais une femme ne pourra être condamnée à mort.

Par contre, s'il a adouci les peines, il les a mises en rapport avec le nouvel état social et a classé les délits suivant les théories de la philosophie moderne, il n'a en rien amélioré la condition de l'accusé. L'instruction criminelle, ce drame où se jouent l'honneur et la vie d'un citoyen, est régie, encore, par les lois criminelles d'un autre temps, qui permettaient la torture et servaient de règlement au Tribunal de l'Inquisition. La torture physique est abolie par la Constitution, sur ce point la loi, écrite reste lettre morte, il n'en est pas de même de la torture morale.

L'accusé se présente sans défenseur; pendant que, par l'instruction tenue secrète, les preuves sont réunies contre lui, il n'a connaissance, ni des dépositions des témoins, ni des déclarations vraies ou fausses; privé de défenseur, il ne peut poser aux témoins aucune question, réclamer l'accomplissement d'aucune formalité, et cette instruction ne dure jamais moins de six mois. Quand il est, enfin, interrogé, en présence de son défenseur, que les charges, qui pèsent contre

lui, lui sont révélées, tous les moyens de défense ont disparu; six mois ou un an ou deux de détention préventive l'ont supprimé du monde ; il est abandonné, condamné; peut-être eût-il préféré la torture! L'instruction se termine par une ordonnance du Juge d'instruction qui, par une singulière anomalie, renvoie l'accusé devant lui-même, pour y être jugé. L'instance criminelle commence alors, *devant le même juge*, qui a fait l'instruction et s'est ainsi prononcé; elle se poursuit, sur pièces écrites, le défenseur la conduit, mais les preuves sont présentées et les témoins entendus, *en dehors de sa présence*, il n'en a connaissance que, lorsque le délai fixé par la loi, pour les présenter, est expiré; il est alors admis à les discuter, sans pouvoir les combattre ni les détruire ; ce juge unique, qui a fait l'instruction, est aussi celui qui rend le jugement en silence, seul, devant sa table et sa conscience.

Que ceux qui n'ont plus la foi dans le Jury étudient ce système d'un autre âge, leurs critiques perdront le courage de se manifester. Ils comprendront que l'opinion publique, seule, peut accepter la tâche de mesurer les peines et de qualifier la criminalité des faits : le Jury représente cette opinion publique, l'autorité dont il jouit est au-dessus des critiques, il peut peser le même fait de manières différentes, suivant les époques ou les circonstances, il peut se mettre au-dessus du texte de la loi, juger, en un mot, humainement, devant son honneur et sa conscience : le juge unique ne le peut pas, il ne peut pas subordonner le texte de la loi à l'appréciation de sa conscience, il est, avant tout, l'esclave de la loi, il n'a pas le droit d'assumer la responsabilité d'interpréter, dans sa sentence, l'opinion publique et d'écrire ses arrêts sous sa dictée.

Aussi la Constitution impose-t-elle au Congrès d'établir le jugement par jurés; peut-être un jour fera-t-elle cette réforme, attendue depuis 80 ans.

Jusque-là, le Pénitencier continuera à se remplir d'indi-

vidus, séparés de la société, pour des crimes qu'un jury peut-être eût absous.

C'est aujourd'hui au Pénitencier que tous les crimes s'expient; prison, réclusion, travaux forcés, toutes ces peines, édictées par la loi pénale, pour des crimes différents, se transforment toutes, pour raisons administratives, en réclusion cellulaire, avec travail en commun. Autrefois, les criminels étaient envoyés aux bataillons de ligne, chargés du service de frontière; c'était une peine recherchée; la désertion était facile, le condamné pouvait passer cette frontière, qu'il avait à défendre contre l'Indien, sortir des rangs de la civilisation pour revenir, avec les sauvages, combattre ses compagnons de la veille et se venger de son abaissement en crimes nouveaux contre la civilisation. Ces déserteurs, très nombreux, incessamment recrutés parmi ceux qui, d'après leur expression discrète, avaient eu un malheur, — le malheur de tuer un compagnon, un ami, un frère quelquefois, dans un mouvement de colère ou un moment d'ivresse — composaient le bataillon volant des *gauchos malos* que l'on trouvait partout sur les flancs de l'armée, auprès des *estancias* isolées, vivant de rapines, ou réunis en groupes, dirigeant les grandes invasions indiennes.

Le Pénitencier, inauguré en 1875, a permis de fermer aux criminels cette issue vers le désert et le brigandage à main armée; on ne sort pas de cette forteresse bâtie, sur le modèle de Mazas, d'où la fuite est impossible.

Au début de ce régime nouveau, lorsque le Pénitencier a été inauguré et a reçu, à l'occasion de cette solennité, tous les criminels, dont les peines n'étaient pas accomplies, qui jusque-là s'étaient habitués à les souffrir en plein air ou dans des prisons de famille, où l'on vivait en commun, doucement, sans règlement, il nous souvient que dans la ville passa un mouvement d'émotion : il circulait des récits de

colères sauvages, dont les quatre murs de quelques cellules avaient été les témoins, colères se terminant par la folie, des fièvres chaudes, quelquefois la mort; on disait que quelques *gauchos*, en présence de cet abîme de silence, de réclusion, d'isolement, étaient morts de rage.

On le croyait sans peine. Ce n'est pas chose rare que le bandit pampéen soit mort de rage, et les légendes sont nombreuses qui le racontent.

Le crime que, le plus souvent, le juge trouve, devant lui, est l'homicide rarement commis par de vulgaires assassins; on cite bien quelques grands crimes préparés, l'attaque d'habitations isolées, ayant pour objet le vol, se terminant par le meurtre; le plus fréquemment la mort est donnée dans des rixes sanglantes, par des fanfarons, devenus criminels de profession, à la suite d'un meurtre involontaire, en commettant d'autres par gloriole, pour établir leur réputation d'hommes terribles, occuper l'esprit public, devenir des héros légendaires. Le type en est assez fréquent pour qu'il ait servi de thème à de nombreux romans locaux[1].

Il a conservé, des guerres de l'indépendance, le goût des aventures, jamais l'armée ne lui a donné des habitudes de discipline, il redoute celle d'aujourd'hui; entre, le plus souvent, en lutte avec l'autorité, à propos du service militaire, que le commandant de district veut lui imposer. De là à se défendre, s'il est poursuivi, il n'y a qu'un pas. Quelquefois, le hasard d'une querelle ou d'une ivresse lui a mis le couteau à la main; au milieu de la stupeur, que cause à tous une mort d'homme, il fuit, disparaît pour reparaître, bête fauve traquée par la police, protégée par tous, avertie du danger qui

---

1. *Juan Moreira*, — *El Tigre de Quequen*, — *Juan Cuello*, par Juan Gutierrez, sont ceux qui ont eu le succès le plus retentissant. Dans le même ordre, nous citerons un roman écrit en français : *Pablo ou l'Enfant des Pampas*, par Mme Eduarda Garcia.

se rapproche, prêt, partout, à défendre sa vie et sa liberté. Le désert est grand, la poursuite dure souvent de longues années; elle devient un sport, les patrouilles courent à sa recherche, tout le monde les égare à plaisir; le criminel est gardé par la foi jurée de l'hospitalité qui le couvre et le respect qu'il inspire ; la loi moderne a beau édicter des peines contre celui qui cache un criminel, elle est impuissante devant cette tradition léguée par le droit d'asile. La politique, quelquefois, s'en mêle, le criminel reconnu, classé, légendaire, reparaît, un jour, jouant le rôle de grand électeur dans le district ; le juge de paix a besoin de tous ceux qui peuvent travailler au succès de son candidat, il n'y a pas de meilleur agent électoral que cet homme qui a à gagner l'oubli de ses fautes, dont la popularité, pour n'être pas faite de services rendus, n'en est pas moins indiscutable.

Hors des temps d'élections, quelquefois, l'autorité prend souci de ses devoirs, le bandit est poursuivi, traqué, jusqu'au jour où, las de cette lutte où il a quelquefois encore donné la mort pour se défendre, il se laisse acculer, comme le vieux sanglier, dans une impasse où il se donnera, du moins, le plaisir suprême de vendre chèrement sa vie.

La dernière bataille commence alors. Ils sont, autour de lui, comme une meute, armés de revolvers, de remingtons, lui n'a que sa dague, longue, aiguë, dont il sait si bien jouer : le remington en aurait vite raison ; non, le sergent, lui aussi, a du sang pampéen, son amour-propre est engagé dans la partie. Il faut que le bandit soit ramené vivant, pour l'honneur de la patrouille qu'il commande. Le tuer d'un coup de feu, la belle affaire ! Il ne faut que le blesser pour pouvoir le prendre ; c'est une tactique spéciale, le bandit ne se rendra pas avant d'avoir mis plusieurs de ses adversaires hors de combat.

Si, par ruse, quelqu'un des assaillants arrive à lui jeter le lasso et permet, ainsi, aux autres de le ficeler comme un poulet,

sans lui faire ni lui permettre de faire la moindre blessure, alors le besoin de lutte, de résistance, la soif du sang de ses ennemis, se tournent en rage folle et impuissante, rage du fauve vaincu, enchaîné, mis en cage : il se produit un fait, souvent constaté, le prisonnier écume dans son impuissance, une fièvre cérébrale se déclare ; il meurt en injuriant ses vainqueurs. Le peuple, qui ne voit que l'effet, sans découvrir la cause de ce phénomène physiologique, crée une légende et raconte que le prisonnier est mort de rage : aussi redoute-t-il ses morsures et, par terreur de cet inconnu, se garde-t-il bien de lui porter secours.

C'est ce bandit pampéen, déjà près de disparaître, qui peuple le Pénitencier, qui remplit les cellules, qui, lorsqu'il n'y meurt pas de rage, en y entrant, y meurt sans espoir, oublié. Le temps aidant, ces peines sévères inspireront, peut-être, le respect de la vie humaine, dans ce milieu, où l'usage exclusif de la viande, l'habitude de tuer, qu'il impose à tous, perpétue une demi-barbarie, où le spectacle du sang chaud est de tous les instants, où l'homme n'a d'autre outil, d'autre compagnon de travail que le couteau, le porte nécessairement sur lui, toujours prêt à le tirer pour les besoins de sa vie, pour sa défense et trop souvent pour l'attaque.

On m'excusera de n'avoir pas su passer à côté de ce justiciable d'une espèce spéciale, sans en tracer le croquis.

Il serait, par contre, superflu de faire celui des plaideurs au civil ou au commercial. Ils sont ici ce qu'ils sont partout, subissent les mêmes entraînements, au début du procès, les mêmes défaillances au milieu de ses lenteurs, le même découragement devant les déceptions du jugement. Je n'en aurais donc rien à dire si la clientèle des tribunaux ne se distinguait par ce caractère spécial qu'elle ne se compose pas exclusivement de plaideurs.

En effet, les notaires n'ayant d'autre rôle que celui de conserver les actes, de leur donner l'authencité en les ins-

crivant sur les registres dont ils ont la garde, aucun acte de la vie civile ne s'accomplit sans une intervention quelconque des tribunaux, qui exige la présence assidue des parties ou de leurs procureurs, dans les galeries du Palais de Justice et dans les greffes.

Le Juge préside à la liquidation de toutes les successions, à la transmission des biens, aux liquidations judiciaires, aux arbitrages même amiables, aux arpentages et délimitations de propriétés ; aucune inscription de vente, d'hypothèque, d'acte de partage ou de contrat de société ne se fait, sans sa signature au bas d'une ordonnance ; la création ou la constatation d'un droit côtoie toujours le contentieux, se confond avec lui, oblige tous les citoyens à connaître le chemin des tribunaux sans, pour cela, être des plaideurs.

La direction de toutes ces affaires et de tout ce monde est dans les mains de l'avocat ; mais c'est lui que l'on voit le moins au Palais, où sa présence est rarement nécessaire, où le procureur le supplée : ses travaux s'élaborent dans son cabinet, tout le jour, encombré de ses clients, d'où il sort peu ; la loi lui permet même de s'y faire apporter, des greffes, les dossiers, pièces et documents qui requièrent son examen.

Il résume, en somme, le monde judiciaire ; il intervient dans chacun des incidents de la procédure, la dirige, et prépare seul la tâche du magistrat. Qu'il me soit permis d'ajouter que, malgré les malédictions des plaideurs, heureux ou malheureux, qui se donnent, ici, libre carrière, comme dans tous les pays du monde, il représente, à l'égal de la magistrature, la science juridique, il représente, aussi, comme elle, l'honneur, professionnel et la dignité de la vie, conquise par l'étude et le travail.

CHAPITRE III

LES VILLES POLITIQUES

Rareté et inutilité des villes et villages. — Époque de la conquête : fondations de villes. — Capitales de Provinces désertes. — Vie végétative pendant trois siècles. — La Fédération conserve les capitales d'États. — Villes politiques, villes mortes. — Les chemins de fer les ruinent. — Buenos-Aires, en devenant capitale, les achève. — Les stations de voies ferrées les remplacent. La nouvelle ville de la Plata. — Sa création en 1882. — Son objet. — Son rôle. — Ville en construction, ville de constructeurs. — Statistiques successives. — Cinq années d'existence. — Grandeurs inutiles et dépenses ruineuses. — Ville de fonctionnaires.

Une des particularités que présente le territoire, très vaste, de la République Argentine, c'est la rareté des agglomérations urbaines. Les villes sont rares, les villages, mêmes, peu nombreux, parce que les unes et les autres sont inutiles ou peu s'en faut ; n'était la politique qui les agite, y concentre son mécanisme compliqué, leur donne ainsi une vie factice, elles n'auraient conservé aucune importance dans l'organisation économique moderne du pays.

Aucune d'elles n'a, en effet, d'industrie qui exige un nombreux personnel et active le peuplement d'un point plutôt que d'un autre. De presque toutes, on peut dire que le jour le plus grand de leur histoire, depuis trois siècles, a été celui de leur création. Ce jour-là, quelque aventurier ou chef de milice, que cet acte a rendu célèbre dans l'histoire coloniale, en traçant, sur le sol, de grandes lignes prolongées vers les quatre points cardinaux, a fixé le lieu où l'histoire future du pays trouvera un cadre.

Ces conquérants, venus d'Espagne, voyaient grand, comme la loi des Indes, elle-même, à laquelle ils obéissaient, qui leur traçait, dans son langage précis, ce qu'ils avaient à

faire. Ce n'était pas un lieu de station qu'ils créaient pour les voyageurs futurs, explorateurs ou colons, qui suivraient le littoral ou le quitteraient; ce n'était pas aux proportions modestes des exigences du temps qu'ils traçaient leur domaine. Ce qu'ils créaient, tous, c'étaient des villes, des villes futures s'entend, capitales, conçues d'avance, de régions, qui n'avaient pas même encore de nom géographique, que quelques tribus indigènes habitaient, seules, dans leur misère préhistorique. Il semble que le mot de ville ne puisse s'appliquer qu'à un point, dont l'histoire aura consacré l'importance, auquel la présence de l'homme, en nombre, perpétuée et augmentée à travers les générations, aura assuré sa place, entre ses sœurs. Les premiers pêcheurs de poisson de Seine, établis, à l'époque romaine, dans l'île, qui est devenue celle de la Cité, ne pouvaient prendre le titre de fondateurs de la ville de Paris, ni même de celle de Lutèce; s'ils ont joué un rôle, c'est celui, très humble, de matériaux de remblai, de l'ordre de ceux que l'on jette sur un sol mouvant, pour y tracer une chaussée; la chaussée ne garde que l'usage, mais non le souvenir de ces pilotis, et le pilotis n'est pas la chaussée.

En Amérique, il en a toujours été autrement; le verbe fonder une ville s'y conjugue aussi complètement que les autres; il y a eu, à toutes les époques, il y a encore des hommes à imagination qui fondent des villes. Ce qui n'est pas moins étrange, et mérite d'être signalé, c'est que fort peu de ces villes ont failli à la destinée que leur ont, d'avance, tracée leurs fondateurs. Celles, créées au XVe et aux XVIe siècles, ont rarement avorté en agglomération délaissée, elles se sont développées, comme il avait été prescrit, et non seulement sont restées villes, mais les seules villes que l'on connaisse encore.

Ce qui leur a conservé, pendant la première période, une importance relative, c'était leur rareté même, qui en faisait

des points de relai, nécessaires au milieu du désert, où la sociabilité trouvait un refuge. La première route avait été tracée par le premier groupe, quelques jalons suffisaient à en indiquer le passage, elle aboutissait, nécessairement, à ce point, qui servait, aussi, de base d'opérations pour des recherches et des conquêtes nouvelles. C'est ainsi que chaque fondation de l'époque de la conquête a pris immédiatement le rang de ville, et, en même temps, celui de capitale de Province, sorte de château fort, sous la forme d'un bastion de terre, qui constituait le seul centre de peuplement; elle devenait un chef-lieu administratif, dépendant, directement ou indirectement, des autorités de la métropole, et commandant aux tribus soumises, plus ou moins nombreuses dans les environs, dont le travail devait constituer la première source de revenus des nouveaux habitants, presque tous fonctionnaires.

Le premier siècle de la découverte est le seul actif. Nous avons vu que la première ville fondée, d'après ce procédé, fut celle de l'Assomption du Paraguay, établie au lieu appelé Lambaré, au nord du confluent du rio Paraguay, dans le Parana. Cette fondation est du 15 août 1536. Elle est due à Jean de Ayolas, un des officiers de Pedro de Mendoza, chef de la première expédition, qui échoua, en 1535, au lieu où est, aujourd'hui, Buenos-Aires; dont la seconde fondation, celle qui réussit, sous le commandement de Juan de Garay, n'est que du 11 juin 1580.

Entre ces deux époques prennent place toutes les fondations de villes, qui sont, aujourd'hui encore, les quatorze Provinces de la Confédération. Sauf la ville de Parana, capitale d'Entrerios, qui fut fondée seulement en 1730, toutes le furent au XVIe siècle: sur le littoral, Santa-Fé, en 1573, Corrientes, en 1588; à la même époque, d'autres expéditions, détachées de celles qui avaient conquis le Pérou et le Chili, prenaient possession du territoire intérieur à travers les Andes. Nuñez

del Prado fondait, en 1549, la première ville de Santiago del Estero, transférée en 1553, par François de Aguirre, envoyé par Valdivia, conquérant du Chili ; en 1561, Pedro del Castillo fonda la ville de Mendoza, en 1562, celle de San-Juan ; en 1565, le capitaine Diego de Villaroel fonda Tucuman ; en 1573, Cabrera fonda Cordoba ; en 1582, Lerma fonda Salta ; en 1591, Ramirez de Velasco fonda la Rioja, et Jujuy en 1592 ; Catamarca fut fondée en 1570, et San-Luis en 1597.

Chacune de ces villes a donné son nom à la Province dont elle est la capitale. Jusqu'au XIVe siècle, aucune de ces Provinces n'a possédé d'autre ville, ni d'autre agglomération ; la capitale est restée le seul centre social, ce qui suffisait à lui donner une importance ; là, seulement, on rencontrait des édifices, des temples, des lieux de réunion ; c'était, à la fois, le centre administratif, politique et judiciaire, le seul berceau des franchises municipales, qui devaient engendrer l'autonomie. Dans ces groupes, éloignés les uns des autres, des passions purement locales naissaient, se développaient, se combattaient. Les familles s'y formaient, avec des caractères ethniques particuliers, empruntés, en partie, aux races indigènes, dus à des circonstances de milieu différentes dans chaque région. La hiérarchie sociale se constituait dans l'isolement, elle était toute locale ; les lois sociales suivant lesquelles la société s'organisait ne différaient guère de celles que la féodalité avait imposées en Europe. Dans chaque ville, une famille dominait, ou plusieurs étaient en compétition : familles de *caudillos*, qui, personnifiant toutes les ambitions de clocher, ont tenu en échec pendant longtemps, après la déclaration de l'indépendance, la constitution de la République, et mis en péril son unité.

La difficulté des communications, l'éloignement des autres villes, obligeaient chacune d'elles à ne compter que sur elle-même, au milieu des difficultés de leur vie naissante, comme c'est encore aujourd'hui le cas du colon dans les grandes

solitudes. Aussi, chacune d'elle s'organisait-elle en vue de cet isolement.

Au centre, une place bastionnée, refuge en cas d'attaque de peuplades inconnues, ou de retour offensif des tribus soumises ; autour, les carrés traditionnels destinés aux habitations des premiers colons ; plus loin, d'autres carrés, d'une surface quadruple, réservés aux jardins, aux cultures maraîchères, aux plantations d'arbres fruitiers ; autour, enfin, enveloppant le reste, d'autres carrés, quadruples des précédents, destinés aux fermes, terrains de *pan llevar*, — fournir le pain — comme on les appelle encore. Tout était prévu pour que l'on pût se suffire à soi-même.

L'histoire des deux premiers siècles de la vie de chacune de ces villes est vite écrite : leur vie est purement végétative, au milieu d'une médiocrité paisible, peut-être enviable. Alors, plus encore qu'aujourd'hui, la vie se concentre sur le littoral. Les premiers coups de clairon, partis de Buenos-Ayres, qui annoncent les longues guerres de l'indépendance, les secouent toutes de leur torpeur; toutes veulent prendre part à ce grand acte; au milieu de l'ardeur générale à conquérir l'autonomie, toutes recherchent une autonomie locale, veulent créer une petite patrie dans la grande. La combinaison heureuse d'une fédération, dont le plan a été fourni par les constituants des Etats-Unis, a canalisé et endigué toutes ces passions de clocher. Chaque Province est restée un Etat dans l'Etat, chacune a conservé sa capitale, et, dans sa capitale, des corps politiques avec des titres sonores, qui font concurrence à ceux que la Constitution nationale donne aux chefs de la nation. Chaque capitale a son gouverneur, le gouverneur a ses ministres, le peuple a, outre ses représentants au Congrès national, d'autres représentants, députés et sénateurs, eux aussi, qui légifèrent. A côté de ces deux Pouvoirs, Exécutif et Législatif, le Pouvoir Judiciaire prend son rang, les tribunaux provinciaux ont

leurs juges, leurs cours d'appel et leurs cours suprêmes. Les quatorze constitutions sont taillées sur le même patron, proclament les mêmes droits, assurent aux citoyens les mêmes garanties, ouvrent aux politiciens les mêmes compétitions.

Seul, l'Etat de Buenos-Aires a été, à une époque, assez puissant pour tenir en échec l'autorité du Pouvoir central; mais, à toutes les époques, le groupement de deux ou trois de ces Etats a pu présenter des dangers, aujourd'hui disparus.

Comme nous avons eu, déjà, l'occasion de l'observer, le Pouvoir central s'est vigoureusement constitué en 1880, s'appuie sur une capitale puissante, la ville de Buenos-Aires détachée, pour cet objet, de sa Province, et sur la possession des Territoires nationaux, qui, eux, ne sont pas encore et ne seront pas de longtemps organisés en Provinces. L'importance relative et absolue de tous les Etats confédérés a reçu là un coup qui les atteint aussi profondément que la Province de Buenos-Aires, contre laquelle seule il semblait dirigé. Aucune d'elles n'est plus en situation de tenir en échec le Pouvoir central, s'alliât-elle avec les plus puissantes, elle serait encore, facilement, abattue par celui-ci. En faisant abstraction des idées que peuvent éveiller des titres sonores, il faut, aujourd'hui plus que jamais, voir, dans les gouverneurs, de simples maires, dont les ministres sont les adjoints; les Chambres jouent le rôle de conseils généraux et municipaux; les uns et les autres sont dans la main du Pouvoir national, qui met, de temps à autre, un frein à leurs prétentions, en usant du droit d'intervention, pour déposer les autorités locales qui ont cessé de lui plaire.

Les querelles politiques, qui agitent ces villes, n'affectent, en rien, la marche de la nation : elles ne sont que l'écho des événements qui se déroulent dans la capitale. Aussi, les hommes qui ont joué un rôle dans les Provinces, occupé le poste de gouverneur, ne poursuivent-ils d'autre

ambition que celle d'obtenir, de l'électeur, ou de l'influence de leur successeur, un siège de député ou de sénateur au Congrès national. La société fait comme les politiciens; les familles, depuis que Buenos-Aires n'est plus capitale d'une Province, et, en devenant Territoire national, est devenue un terrain neutre, quittent le coin de la petite patrie, où elles ont végété, depuis trois siècles, au milieu d'unions successives entre elles, où le sang indigène a introduit, à l'origine, des variations et créé des groupes ethniques distincts, pour prendre un rang dans la capitale de la grande patrie, et y fondre toutes leurs différences.

Les télégraphes et les chemins de fer activent, de plus en plus, cette transformation sociale. En rapprochant chacune de ces villes de la capitale, en rendant les communications faciles, en éclairant leur obscurité, au lieu de leur donner la vie, ils semblent la leur ôter. Peu à peu, elles ont moins de raisons de subsister, et l'on pourra bientôt dire, de toutes et de chacune, que, si elle n'était pas créée, depuis trois siècles, il n'y aurait aucune raison de songer à le faire.

C'est que, hors celles du littoral, aucune ne répond à un besoin moderne : le chemin de fer va les chercher, parce qu'elles sont, pour lui, un but, mais il n'y développe pas l'industrie, y éteint la vie politique locale, et leur enlève, le plus souvent, le commerce qui les faisait vivre. Le temps des fondations de villes, tracées sur la carte, est bien, décidément, passé; les chemins de fer portent un coup mortel à la centralisation d'autrefois, pour en créer une nouvelle autour des stations, que les besoins de son trafic l'obligent à semer, un peu au hasard, dans la grande plaine, au milieu des enclos qu'il traverse, où le bétail paît, hors la présence de l'homme.

Autour de chaque station, qui joue le rôle réservé, il y a un demi-siècle encore, aux relais de poste, se constituent des groupes, que personne n'a décrétés, auxquels personne n'a

assigné de destinées élevées ni obligatoires. Ils commencent tous de la même manière, réduits à une *pulperia* pendant les travaux de la voie, qui devient café de la station et auberge, quand ils sont terminés.

Le voyageur venu de dix, vingt ou même cent lieues, y trouve un abri pour lui et ses chevaux ; une diligence y établit son point d'attache, les charrettes y apportent leur chargement, un charron s'y établit pour leurs besoins, un maçon et ses manœuvres, un charpentier y arrivent vite, le four à briques et le four à pain les suivent de près ; les besoins se créent, avec eux les petites industries et les petits commerces ; l'heureux propriétaire du sol le divise, éloigne son bétail, vend des ilôts à construire, des jardins, bientôt, des fermes ; le village a emprunté son nom à la station ; l'État, qui n'est pour rien dans cette création, le laisse vivre de longues années, sans s'occuper de lui donner la vie municipale.

Chaque année voit surgir de nouveaux villages de ce genre, qui ne se multiplient pas ainsi, sans enlever, au centre urbain, anciennement créé, son importance et sa vie.

II

Le temps semblait donc bien passé des fondations de villes politiques, quand les autorités de la Province de Buenos-Aires, privée de sa capitale, ont eu l'idée étrange, en 1882, de renouer la tradition, de s'évertuer, peut-être de s'épuiser, à créer, de toutes pièces, un nouveau centre politique.

On aurait pu croire, à cette date récente, que l'expérience était faite de la superfluité des villes, dans un pays d'industrie exclusivement agricole et pastorale. La nouvelle création, après cinq ans de succès, plus apparents que réels, plus coûteux et plus brillants que productifs, n'a pas dû modifier beaucoup l'opinion. Si elle n'était un fait accompli, la nou-

velle capitale de la Province de Buenos-Aires ne serait certes pas entreprise aujourd'hui.

En 1882, on a cédé à des raisons passagères. La Province de Buenos-Aires, qui, au milieu des événements qui avaient préparé l'élection présidentielle de 1880, avait perdu la partie, perdait, en même temps, son enjeu, son enjeu était sa capitale. La ville reine de l'Amérique du Sud jouait à qui perd gagne, elle ne fit qu'accomplir sa destinée, en devenant la capitale politique de la plus grande république sud-américaine. Mais, la Province, ainsi décapitée, en tant qu'État confédéré, perdait son importance et jusqu'à son rang dans la Confédération. Elle n'accepta pas cette déchéance, ne voulut pas continuer à mériter le surnom, que lui donnaient ses adversaires, de Province rurale. Elle semblait estimer, à un moindre prix, ses terres riches et vastes, ses trente millions d'hectares, ses cinquante millions de brebis, ses six millions de bêtes à cornes, ses capitaux considérables, répartis entre un million d'habitants, que la possession d'une ville qui personnifiât son importance, en offrant, à ses autorités politiques, un centre de réunion digne d'elle.

Cette situation préoccupa les gouvernants ; les ressources de la Province leur permettaient de faire grand ; ils ont fait trop grand, et ont plus nui aux intérêts matériels actuels de la Province qu'ils n'ont servi ses intérêts politiques.

Cependant, dégagé de tout ce que cet acte peut avoir de téméraire et de coûteux pour l'État qui a accepté cette idée fantaisiste de ses gouvernants, cette fondation n'en reste pas moins un des événements les plus curieux de la dernière période de l'évolution politique du pays.

Pour ma part, j'ai visité deux fois cette ville qui porte le nom de La Plata : une première fois, le 19 novembre 1882, jour même où fut posée la première pierre, et une seconde fois, en septembre 1886. Entre ces deux dates, prennent place toutes les phases du développement extraordinaire-

ment rapide, peut-être, sans précédent, en même temps qu'absolument factice, d'une grande ville américaine.

Au début de 1882, M. Dardo Rocha, alors gouverneur de Buenos-Aires, avait porté, devant les Chambres, le projet de loi l'autorisant à choisir l'emplacement de la future capitale. Il fallut vaincre la résistance de ceux qui pensaient, non sans quelque sagesse, que l'on pouvait choisir une ville déjà existante, la Province en possédant quelques-unes, sur le littoral et dans l'intérieur. On préféra créer, de toutes pièces, une ville nouvelle, à dix lieues au sud de la ville de Buenos-Aires, sur un point de la côte de l'estuaire, où l'on rencontrait une baie assez vaste, ayant servi, au siècle dernier, de port militaire aux flottes que l'Espagne envoyait, de temps à autre, surveiller ou défendre ses colonies, le port de l'Ensenada ; dominant cette baie, sur un plateau assez élevé, très étendu, une ville immense pouvait trouver place.

Il va sans dire que ce plateau et la rive appartenaient à un riche éleveur, que les seuls habitants du lieu avaient toujours été les grands troupeaux, qu'il y entretenait. Il y avait, pour son agrément, planté un vaste parc, de quelques centaines d'hectares, y avait semé à profusion des eucalyptus, qui, en quelques années, avaient formé une haute et épaisse futaie.

Le 19 novembre, tout était prêt ; l'expropriation était faite et réglée, le bétail avait été éloigné, les fonds nécessaires votés par les Chambres, pour la création d'un port et d'une ville, on procéda à l'inauguration de ces projets.

Ceux-là qui ne sont pas Américains ne savent pas quel enthousiasme peut exciter une ville que l'on baptise et dont on pose la première pierre, quel public nombreux peut attirer l'annonce de ce spectacle, qui se réduit à la constatation d'un vide immense, d'une esplanade où les générations futures auront à écrire leur histoire, difficile à prévoir. Tous

ceux qui se rendirent, le 19 novembre 1882, par une très chaude journée d'été, sur le plateau où l'on devait leur présenter le mirage d'une ville, étaient tous Américains ou américanisés, et tous, dans l'atmosphère transparente, virent et fêtèrent, d'avance, l'avenir que leur imagination leur montrait.

Si, ce jour-là, ils étaient le jouet d'un mirage, au bout de quelques mois, les rêves, entrevus, étaient réalisés. Alors, — il y a de cela à peu près cinq ans, — ce que l'on contemplait, c'était l'emplacement d'une ville. Pour guider les yeux et les esprits, on avait planté, de loin en loin, dans la plaine, dont rien d'autre n'ornait ni ne dissimulait la nudité, des piquets, agrémentés de banderoles, indiquant la trace des rues futures, des places, des monuments, de ce qui devait être la gare terminus de toutes les lignes de la République, ou les palais destinés aux Corps constitués.

Après cinq ans, le spectacle a bien changé : je ne puis, pour ma part, oublier la surprise dont je fus saisi, en 1886, en mettant le pied sur le quai de cette gare, dont, quelques années, auparavant, un piquet marquait l'emplacement futur. C'est, aujourd'hui, un monument imposant : les grandes voies urbaines y aboutissent : grandes rues, grands boulevards bien pavés, agités du mouvement des tramways et des voitures, tout contribue à donner l'impression d'une grande ville. Personne ne songe à chercher la place des piquets d'antan, des herbages disparus.

Si, cependant, cette ville, décrétée, tracée, créée, construite par ordre, parce que telle a été la volonté de ceux qui ont voulu qu'il y eût, là, une grande ville, a ce caractère de création spontanée, commun à toutes les villes de la République, elle diffère de toutes les autres par la rapidité de son accroissement. Elle n'a pas eu la longue enfance, très obscure, des autres villes américaines.

Tous les battements de son cœur ont été comptés, depuis

l'heure où elle a vu le jour. On a procédé, avec elle, comme le fait une nouvelle école, avec les enfants, surveillés, minute par minute, dont le berceau posé sur une balance, donne quotidiennement le poids.

La ville de La Plata est née avec un statisticien assis de chaque côté de son chevet ; elle en a un à sa table, semble, presque, en avoir un posté à chaque coin de rue. Aussi saiton, jour par jour, ce qui s'y emploie de milliers de briques, de pieds cubes de bois, de tonnes de fer dans les constructions, ce que donne de coups de rabot chaque menuisier et combien elle en possède. Tous ces chiffres s'alignent dans de magnifiques volumes ; des photographies de la ville, prises, pour ainsi dire, à chaque aurore, permettent d'avoir, sous les yeux, la succession rapide de tous ses progrès.

Ils sont réels, s'ils ne sont pas tous nécessaires. Ses rues larges, si elles ne conduisent qu'à la plaine déserte, si elles n'ouvrent d'horizon que sur les solitudes pampéennes, n'en paraissent que plus surprenantes, par le mouvement dont elles sont le centre, et la rapidité avec laquelle les maisons et les palais s'échelonnent le long de leurs chaussées à peine tracées.

D'abord, la ville politique, où l'on rencontre, couvrant, chacun, un hectare, de leurs constructions imposantes, le palais du gouverneur et de ses ministres, celui de la Chambre des députés et du Sénat, le Palais de Justice, la Banque de la Province, la Banque hypothécaire, le Collège national, plus loin l'Observatoire, et, au milieu du parc, le Musée.

Tous ces édifices ont pour mission de rappeler, par leurs grandes proportions, celles du territoire même de la Province à laquelle ils appartiennent, qui les a luxueusement construits, au risque de voir sombrer son crédit.

Le port, pendant ce temps, prépare ses bassins et ses docks pour un immense trafic futur. Un double canal, amorcé sur l'estuaire, amène ses eaux jusqu'au pied du plateau et

permet aux navires d'y apporter leur chargement. Les millions s'y dépensent; ils ont déjà produit ce résultat de donner, aux marais qui enveloppent les quais futurs, une valeur qui dépasse celle des terrains placés, de même, dans de grands ports de l'Europe.

La population, naturellement, est ce que ces grands travaux indiquent. A une ville en construction, il faut un peuple de constructeurs. Les statisticiens ont noté son développement progressif, par professions et par nationalités. Ils nous donnent, vraiment, des indications curieuses.

En 1884, deux ans après l'inauguration, il n'y avait pas encore beaucoup de constructions terminées, mais, déjà, beaucoup d'entreprises et quelques habitants. Le recensement de la population, par profession, donne un seul avocat, — celui-là a certainement voulu être le premier quelque part, et a fait fi de ce préjugé, qui veut que, pour qu'un avocat prospère il ait, au moins, un confrère, avec qui discuter, contre qui lutter; pour une fois, il y aura donc eu une ville où il n'y aura eu, pendant quelque temps, qu'un avocat, juste assez pour que tout procès fût impossible. — A la même heure, il y avait déjà 3 médecins, 1,802 maçons, 337 charpentiers, 128 paveurs, 2,451 aides-journaliers, 57 blanchisseuses ou se disant telles, 87 boulangers, 53 peintres, 112 sergents de ville, pour ne tenir compte que des professions caractérisées; en tout, après deux ans, 10,407 habitants.

Le recensement du 19 novembre 1885, trois ans après la pose de la première brique, le dernier que nous ayons, a modifié tous ces chiffres.

L'avocat n'est plus seul, il a eu 26 imitateurs; les maçons diminuent déjà et ne sont plus que 992; les charpentiers doublent et sont 661; il y a 179 cuisiniers et 88 cuisinières, 44 pâtissiers, 23 notaires, 61 pharmaciens, 6,076 journaliers, 213 blanchisseuses, 308 marins pour témoigner des progrès

du port, et avec eux 13 pêcheurs; la population atteint le chiffre de 26,637.

Ce que nous savons du recensement de 1886 et de celui de 1887, qui se prépare, nous permet d'affirmer que la population dépasse aujourd'hui 30,000 habitants.

Naturellement toutes les races du globe contribuent à ce peuplement de la ville nouvelle; la statistique vigilante surveille et note la loi de cette collaboration de tous les peuples à la constitution de la population et nous en donne le détail curieux. On comptait dans la ville, le 19 novembre 1885 :

Argentins.	10,480	Allemands.	77
Italiens.	10,809	Brésiliens.	29
Espagnols.	2,246	Anglo-Américains. .	13
Français.	1,035	Hispano- —	17
Montévidéens	719	Danois.	9
Austro-Hongrois. . .	308	Belges.	10
Suisses.	207	Suédois.	5
Paraguayens.	58	Turc.	1
Portugais.	66	Russes.	4
Hollandais.	117	Grecs.	2
Anglais.	106	Africain.	1

Si l'on recherchait, dans les villes de la République, à l'heure actuelle, l'origine de leurs habitants, et qu'on les classât par nationalités, on dresserait, à peu près partout, un tableau où les proportions de celui que nous donnons seraient gardées; à ce titre, il méritait d'être publié ici; il aura, de plus, l'avantage de fournir, en passant, aux ethnographes un document précieux.

Cette population, attirée par les travaux en cours, est, surtout, une population flottante; ceux qui s'en détachent ne font que se déplacer, sans pour cela quitter la République, ils vont ailleurs, continuer leur œuvre de peuplement.

Il est à craindre que la ville de la Plata, pour avoir voulu être une grande ville, ne reste qu'une ville très vaste; un champ clos où les spéculateurs se passent, de main en

main, les lots à bâtir, sans songer à en prendre possession, ou bâtissent, pour revendre à d'autres spéculateurs qui cherchent un profit facile dans la revente, des maisons que personne ne songe à habiter, même par ordre officiel. Les employés eux-mêmes, obligés à la résidence, l'évitent avec soin, et s'imposent la fatigue d'aller, par le train, de Buenos-Aires à leur bureau, plutôt que de passer la soirée dans cette ville déserte, trop grande pour ses destinées. Son fondateur a voulu en faire un centre politique, peut-être même un centre d'agitations politiques, et seul le vent du sud-est y soulève des tempêtes. La vie politique, même la vie administrative, n'y a pas pris racine. Son port lui ouvre des horizons commerciaux, que le voisinage de Buenos-Aires suffit à obscurcir. Aucune industrie, n'ayant le prétexte d'y chercher ses éléments d'action, n'y établira son siège ; elle glisse, insensiblement, vers la vie calme, monotone, provinciale de toutes les capitales des autres États confédérés, que la fièvre des constructions dissimule encore. Abaissant peu à peu ses ambitions, elle souhaiterait d'être une ville de fonctionnaires ; aucun ne se résigne à accepter cette résidence ; quant aux administrés, ils s'y rendent pour leurs affaires, puisqu'il le faut, et attendent, à l'auberge, en maugréant, leur solution.

Tout cela ne constitue, ni une population, ni une ville, surtout une ville utile ; pour être la dernière venue, la plus peuplée, et la plus rapidement peuplée, elle ne sera toujours que la première des quatorze villes de la République, qui, tout en étant des capitales, ne perdent pas pour cela leur caractère de provinciales.

CHAPITRE IV

LA PRESSE ET LA LITTÉRATURE

Le monde littéraire. — Le journal. — La critique littéraire. — La bibliographie. — Auteurs, livres et éditeurs. — Lettrés et littérateurs. — Le monde de la littérature. — Journalisme américain et journalisme français. — Tendance de la presse hispano-américaine. — Les journaux de Buenos-Aires : *Nacion*; *Prensa*; *Diario*; *Sud-America*; *Tribuna nacional*; *Cénsor*; *Standard*. — Journaux étrangers. — Les livres. — Histoire; poésie; roman; chronique historique locale. — Livres de science; droit; médecine; agriculture.

I

La politique, nous l'avons vu, absorbe à certaines heures toutes les forces de la nation. On peut dire qu'aucune intelligence n'échappe à son influence. Le monde judiciaire occupe, à côté du monde politique, une grande place dans la société, et joue un rôle social des plus importants. Il a, pendant longtemps, compris tous les hommes sortant des Universités ; qui disait docteur disait docteur en droit. C'était le seul titre universitaire qui couronnât une éducation complète ; l'Université n'était, à proprement parler, qu'une Faculté de droit, de sciences sociales, politiques et théologiques. C'était par l'étude du droit et par son couronnement, le titre de docteur, que l'on arrivait aux plus hautes fonctions de la République.

Depuis vingt ans, les choses se sont un peu modifiées, la Faculté de médecine, celle des sciences, les Écoles militaires et de marine, l'école des grandes affaires qui est partout, forment, à l'envi, des hommes, pour les grandes situations sociales, administratives, politiques et financières ; le docteur en droit ne perd pas ses prérogatives et son rang privi-

légié, mais doit faire place à des rivaux d'origine différente.

Au milieu de cette transformation, quelle place est faite à la littérature, aux écrivains de tous les genres, qui peuvent composer le monde littéraire?

La première question qui se pose est celle-ci : Y-a-t-il ici un monde littéraire?

Ce mot embrasse, nécessairement, un ensemble où figurent, — dans une société lettrée, dont les femmes s'occupent de lettres et des littérateurs, — des réunions littéraires, des lieux d'enseignement, où, au-dessus des lycées du second degré et des écoles élémentaires, s'ouvrent des Facultés pour les hautes études littéraires, où des librairies réunissent chaque ordre de productions, leur ouvrent l'accès du public, où des académies les couronnent.

Si je cherche ces institutions ou ces usages à Buenos-Aires, je suis obligé de confesser que je ne les aperçois encore ni réunies, ni isolées, essayant à peine de se créer.

D'abord, si l'enseignement à tous les degrés existe, comme nous l'avons vu déjà, nous avons noté, aussi, qu'il était, avant tout, utilitaire, qu'il visait à être, dans l'école primaire, secondaire ou supérieure, surtout et avant tout professionnel. Quel qu'il soit, il aboutit à une profession. Les lettres, que l'on enseigne dans les collèges, préparent à l'étude du droit, ouvrent la Faculté de droit, mais ne préparent pas à l'étude des lettres pour les lettres ; il n'y a pas, au-dessus de l'enseignement secondaire, de Facultés des lettres. Il n'y a pas, non plus, d'École normale supérieure, de concours pour l'entrée dans l'enseignement. Les Facultés et les collèges nationaux, qui ont à se recruter, choisissent les maîtres dont elles ont besoin, parmi les hommes qui, sortis des Facultés, exercent leur profession. Pour enseigner à l'Université, dans les lycées, le grec, l'histoire, la philosophie ou la philologie, ou toute autre matière de l'ordre littéraire, aussi bien que, pour l'une des branches du droit, on s'adressera à des doc-

teurs en droit, avocats, ou, quelquefois, à des étrangers, pourvus de diplômes spéciaux dans leurs pays; pour enseigner les sciences, à des docteurs en médecine, exerçant leur art, ou à des ingénieurs.

Si donc on avait à tracer les limites du monde littéraire, il faudrait y faire entrer tous ceux qui ont suivi les cours d'une Faculté et y ont pris leurs grades. C'est là plutôt ce que nous appelons, en France, le monde scientifique, en faisant entrer, dans ce mot, toutes les connaissances humaines : mais cela ne constitue pas le monde de la littérature.

Il faut chercher ailleurs.

Un guide qui pourrait nous diriger, à peu près sûrement, c'est le journal : son but étant de faire connaître au public tout ce qui se fait, se dit et s'écrit, nous devons trouver là, sûrement, des renseignements précis sur les œuvres qui composent le trésor littéraire de la nation.

Où sont les articles de critique littéraire et scientifique sur des œuvres locales? J'ai beau ouvrir, tous les jours, depuis vingt ans, les grandes feuilles quotidiennes qui se publient à Buenos-Aires, je dois confesser que ce que j'y relève sur ce point est bien peu de chose.

Il y a quelques années encore, il semble que la rubrique « Bibliographie » fût superflue; elle n'existait dans aucun journal. De temps à autre, le rédacteur de faits locaux trouvait, sur sa table, un livre, souvent un tas de brochures ; il les mentionnait pieusement, entre les chiens écrasés et les ivrognes bruyants, et passait. Derrière lui, il ne se trouvait ni critique, pour leur consacrer une colonne, ni libraire, pour les patronner comme éditeur; ajoutons qu'il n'y avait pas même de public, pour leur faire un sort : *non habebant sua fata libelli*; s'ils avaient un sort, il était bien modeste.

Les œuvres de cette époque, qui n'est pas bien éloignée, étaient le résultat de longs travaux de quelques laborieux, écrivant pour leur plaisir, rêvant, sans doute, d'y trouver une

gloire passagère et locale, mais ne recherchant jamais l'éditeur ni le public payant. On écrivait un livre, pas toujours très original, réminiscence des publications étrangères, sur les finances, l'agriculture, un voyage fait, une recherche d'histoire américaine, et on l'imprimait à ses frais. Naturellement, pour qu'il remplît son objet, qui était de rapporter quelque gloire locale à son auteur, celui-ci le répandait parmi ses amis, en comblait le premier ban, en gratifiait encore le second, pénétrait même plus loin, laissait quelques relations éloignées en dehors de ses largesses : cet arrière-ban, il comptait que c'était le public, où il y aurait bien quelque curieux, qui lui ferait l'insigne honneur de payer, de ses deniers, le plaisir de le lire.

Celui-là, ce demi-inconnu, dont il ne savait pas le nom, mais qui savait le sien, il le rencontrait un jour, et s'entendait interpeller d'un salut satisfait. C'était la gloire qui venait, il se préparait déjà à en goûter les saveurs ; hélas ! il lui fallait se contenter de cette apostrophe, après les saluts d'usage :

— J'ai su que vous aviez publié un livre.

— Oui, une œuvre modeste.

— Mais, vous m'avez oublié ; pourquoi ne me l'avez-vous pas envoyé ?

— Je pensais.....

— Envoyez-le-moi donc ; je le lirai.

C'était là tout ce que recueillait l'auteur, quel qu'il fût ; il lui fallait rentrer chez lui, écrire une nouvelle dédicace, se contenter de cette gloire insuffisante.

La critique n'existait pas, moins encore la réclame, que ne payait pas, encore, un libraire, désintéressé dans cette affaire, et que n'osaient pas s'offrir, à leurs frais, des auteurs trop consciencieux.

Ces mœurs se sont quelque peu modifiées. L'éditeur existe, qui prend aujourd'hui à son compte la publication

d'un ouvrage, et le lance, à côté des publications de statistique, de finances, d'agriculture, d'immigration et de colonisation, des récits d'expéditions militaires, des explorations, que le Gouvernement publie en très grand nombre.

Les journaux ont ouvert leurs colonnes, sinon encore à la critique, déjà du moins à l'éloge des publications entreprises; le public qui achète les livres est plus nombreux, nombreuses les librairies qui le sollicitent. Enfin, il paraît tous les ans, un annuaire bibliographique, de quatre cents pages, employées à énumérer tout ce qui se publie et s'imprime dans la République Argentine.

Voilà le cadre. Les productions de l'esprit sont, aujourd'hui, cataloguées, quelque chose reste d'elles; il y a quelqu'un qui note, au passage, les brochures très nombreuses et les quelques livres, qui sortent, chaque jour, des imprimeries locales, ou sont imprimés à l'extérieur pour le compte d'éditeurs du cru. C'est quelque chose, c'est un commencement de considération, pour celui qui consacre ses forces à produire des œuvres, dont quelques-unes sont certainement utiles, dont l'ensemble constituera la littérature locale.

Si je parle, au passage, de ce commencement de considération, qu'apporte à l'écrivain le catalogue où il est nommé et classé parmi les littérateurs, c'est que j'ai eu l'occasion de noter, il n'y a pas bien longtemps encore, qu'elle ne s'est pas toujours manifestée.

Je me souviens, il y a quelques années, des relations, précieuses, que j'entretenais avec un des hommes qui ont le plus honoré la littérature hispano-américaine; je peux bien le nommer : c'était le regretté Juan M. Gutierrez. Lui aussi était sorti d'une école de droit, il avait, seul, poussé, au delà de l'enseignement secondaire, les études littéraires; il était devenu enfin l'homme éminent qui aurait si bien mérité de mourir à son poste de Recteur de l'Université. Il ne goûtait que les joies littéraires, avait la curiosité de toutes les tradi-

tions américaines, en recherchait les traces dans la chronique, la faisait revivre, retrouvait toutes les pensées des premiers occupants de cette terre, les éclairait des puissants rayons de sa vaste intelligence. Mais, comme il n'était, avec tout cela, ni homme politique disposant d'influence, ni avocat groupant autour de lui une nombreuse clientèle, ni rien qu'un grand esprit, il occupait dans la société un rang modeste. J'en causais avec des hommes qui l'appréciaient, et je n'en tirais qu'un geste et ce mot de compassion :

— Que voulez-vous? c'est un lettré!

On ne disait même pas, un littérateur ; la profession n'existait pas, n'était pas classée ; ce n'était qu'un lettré, pas même, comme on dit en France, un homme de lettres.

Juan-Maria Gutierrez est mort ; il y a encore des lettrés, mais ce sont, aujourd'hui, des littérateurs, en possession d'une profession. Ils ont, pour se faire connaître, le livre ; ils ont surtout, et, au-dessus de tout, le journal.

C'est là le grand véhicule de la littérature hispano-américaine, son centre de réunion, son académie ; c'est par lui et en lui qu'elle vit, qu'elle se produit, à lui qu'elle donne ses œuvres, par lui qu'elle acquiert la notoriété qui lui permet de solliciter le public, sous la forme du livre. C'est aussi le journal qui sert de piédestal à l'écrivain, parce qu'en même temps qu'il y écoule ses œuvres et y fait connaître ses pensées, il se rattache, par lui, à la politique, fait partie d'un groupe politique, en reçoit l'aide dont il dispose, en retour de l'éclat qu'il lui apporte quelquefois.

Il nous faut donc examiner le journal sous deux points de vue, celui de son existence propre, et celui de théâtre ouvert à la littérature.

II

Il n'est permis à un Français de parler du journalisme américain que pour l'admirer, pour le traiter d'incomparable, pour s'étonner de son expansion. Cette admiration est d'autant plus impartiale qu'il y a peu de Français qui aient jamais tenu, dans la main, un journal américain, et qui soient en mesure de dire, en en voyant un, à quoi tient son succès, quelle peut être son aire d'action, quelle région géographique il exploite.

Tout cela est trop loin de nous. Le journalisme français est, par contre, trop près de nous pour que nous puissions en découvrir et en marquer la vraie valeur. On lit, en France, son journal ; on se garde d'ouvrir un journal qui ne vante pas ses idées, et, l'on ignore ainsi, faute de pouvoir le comparer, ce que vaut celui qu'on lit, comme on ignore ceux que l'on ne lit pas. Les termes de comparaisons manquent, plus encore, s'il s'agit de juger la différence entre un journal de l'étranger et un journal français.

Pour rester sur notre terrain, nous estimons, pour notre part, qu'il n'y a dans le monde que deux genres de presse — de presse quotidienne s'entend : — le journal américain, qui est une agence de renseignements universels, qui sait tout, dit tout, ne raisonne, ni discute, qui se tient en dehors des idées théoriques ou de leur influence sur la marche des faits. C'est là un journal, d'ordre vulgaire, par cela même, destiné à une grande expansion, parce qu'il s'adresse aux intérêts plus qu'aux intelligences, qu'il s'attache aux faits, non aux idées. Les Anglais ont eu la prescience de ce journalisme-là : les Américains en ont, les premiers, exploité le genre, sans réserve, sur un terrain où le public, auquel il s'adressait, était innombrable, s'augmentait, chaque

jour, de nombre d'immigrants, qui se civilisaient, à la mode américaine comme il le fallait, pour goûter la saveur du mets qu'on leur préparait.

A coté de ce journalisme-là, il y en a un autre, qui n'est pas né du mouvement des affaires, ni de la passion de la démocratie pour la discussion des moindres incidents de la vie publique, qui a l'ambition de se hausser à l'examen philosophique des affaires publiques, des besoins sociaux, de précéder et d'éclairer la marche des idées, plutôt que de faire connaître la brutalité des faits. Ce journalisme-là, c'est le journalisme français.

Nous autres Français, critiques nés de tout ce que nous avons chez nous, nous ne faisons pas la différence, que nous pourrions faire, avec quelque orgueil, entre ce journalisme américain, où il se dépense beaucoup de dollars pour tenir l'actualité par tous les fils spéciaux, et le journalisme français, où il se dépense un énorme talent, à mettre, dans le monde, quelque idée utile, en circulation, ou à éclairer celles qui courent le monde. Nous ne parlons pas, bien entendu, de la masse énorme des publications périodiques spéciales, il y en a de tous les genres ; les noms, qui les signent, généralement, suffisent à démontrer qu'il n'y a pas, en France, un homme de science, un homme sachant quelque chose, qui se tienne ou puisse se tenir en dehors de ce moyen puissant de propagande. Nous parlons seulement de la presse quotidienne.

Le type du journal français est à peu près fixé, aujourd'hui. Il recueille les nouvelles, des agences spéciales les lui donnent, quelques-uns les ornent et les présentent dans une forme un peu littéraire, les autres dans leur simplicité originelle ; là n'est pas la partie importante du journal ; l'on aura beau faire, on n'imposera pas, de longtemps, au public français un journal à bas prix ni à prix élevé, qui ne lui donne que des nouvelles, quelque intéressantes qu'elles soient.

Il lui faut autre chose, ce quelque chose, c'est ce qui fait la supériorité et le succès du journal français. C'est la chronique et la critique politique, présentées, toutes deux, dans une forme littéraire; le fait du jour, de la vie sociale publique, ou économique, jugé, avec esprit, des études d'actualité sur les arts, la littérature, le théâtre. C'est précisément à ce soin que prennent les journaux de ne pas négliger cette partie importante du goût public et de l'éducation du public, que le journal doit sa supériorité et les lettres de conserver leur éclat, apprécié par des lecteurs tenus en haleine.

Nous n'avons fait ce parallèle entre la presse américaine des États-Unis et la presse française que parce que nous avons à noter la tendance de la presse hispano-américaine à se modeler sur celle-ci.

Bien que nous soyons, ici, en Amérique, nous sommes dans un pays qui a, depuis trop longtemps, reçu de France son inspiration, pour ne pas trouver l'écho de cette sympathie dans son mode de manifestation le plus important, la presse quotidienne.

Le journal de Buenos-Aires ne se tient pas, pour cela, en dehors du courant moderne; il est plus américain que nos journaux français. Il a le plus grand souci des incidents qui se produisent au dehors; les journaux syndiqués reçoivent, chaque jour, par le câble, des nouvelles extérieures très complètes; ceux dont la fortune est faite, mais dont le domaine peut s'accroître encore, ont en outre des services spéciaux, et l'on sait, par eux, ce qui se passe dans le monde entier.

C'est là une nécessité continentale. Le nouveau monde reçoit, encore, sa vie de l'ancien; les pays jeunes, comme le sont tous les pays hispano-américains, qui demandent à l'Europe leurs objets de consommation et leurs capitaux, lui envoient toutes leurs matières premières, ne peuvent se

désintéresser de ce qui se passe dans les contrées, où gisent les sources de leur vitalité.

A côté de cette partie vivante et matérielle, il n'est pas un journal hispano-américain qui ne donne, à tout ce qui fait le succès d'un journal français la première place; tous émanent de la même conception, tous tendent au même but: parler à l'esprit du lecteur, tout en lui parlant de ses affaires. L'inspiration, qui vient de notre pays, est tellement puissante, qu'il serait difficile d'ouvrir un journal hispano-américain sans y trouver quelque colonne de traduction, empruntée à un journal français récent. Ils ne trouvent, par contre, que fort peu à glaner dans les journaux anglo-américains, parce que la seule partie, vraiment intéressante, de ceux-ci, la nouvelle, leur a été déjà, depuis un mois, transmise par le câble, quand la feuille imprimée leur arrive par la poste. Dans les journaux français, ils trouvent, au contraire, des pages entières, demeurées intéressantes, parce qu'elles sont originales et souvent signées des plus grands noms de la littérature.

A côté des reproductions, dont nos littérateurs n'ont, jamais, eu la pensée de se plaindre, qui ont l'avantage, en remplissant les journaux étrangers, de répandre l'écho de la pensée française, les journaux locaux contiennent de nombreuses colonnes, où trouvent place, dans l'originalité de l'inédit, les travaux de tous ceux qui, dans le pays, écrivent.

C'est là qu'il faut suivre le mouvement littéraire et scientifique du pays, autant que sa vie commerciale et industrielle. C'est une forme toute prête, d'une destinée sûre; l'écrivain arrive ainsi, facilement, au public, et le journal puise, dans les communications qui lui sont faites, un aliment intéressant.

Les grands journaux politiques de Buenos-Aires, dont le format dépasse ce que nous connaissons en France et atteint le quadruple de celui de nos journaux ordinaires, consacrent

la première page, seulement, à la rédaction, une partie de la seconde aux nouvelles commerciales, le reste aux annonces, toujours de grande taille, imprimées en caractères d'affiches, ce qui n'offre, du reste, aucun avantage, l'expérience anglaise ayant prouvé que l'annonce utile est l'annonce uniforme, dont l'ensemble ne trouble pas la vue.

Dans cette première page de rédaction, prennent place: l'article de discussion quotidienne, qui, censé émaner de l'éditeur du journal, se nomme éditorial ; des correspondances; des articles de science, de littérature, ou d'histoire; depuis quelque temps, des articles critiques ; enfin, après les télégrammes, la chronique locale, qui a une importance relativement considérable et embrasse tous les faits d'un ordre quelconque qui peuvent intéresser le public.

La signature n'est pas d'usage. Le journal est impersonnel. Il appartient, de règle, à un personnage politique, individualisant un parti, représentant ce parti. Il n'y a pas de personnage politique qui puisse exister sans l'appui d'un journal, il n'y a pas de journal qui puisse vivre sans l'appui d'un personnage politique. C'est même ce qui, jusqu'ici, a fait aux journaux la vie courte; si leurs propriétaires n'ont soin de l'affermer à temps ou de le transmettre, un journal, qui perd son inspirateur, ou dont l'inspirateur s'écroule, dans une ruine politique, disparaît avec lui.

Deux feuilles se disputent le premier rang : l'une, la *Nation*, repose sur le nom et la renommée d'un personnage hors de pair, le lieutenant général Mitre; l'autre, la *Prensa*, sur sa réputation acquise sous la direction unique, depuis le premier jour, de son propriétaire, le docteur José C. Paz, aujourd'hui ministre de la République Argentine à Paris. D'autres prennent place auprès de ceux-là et occupent un rang enviable, le *Diario*, par exemple, de fondation assez récente, puisqu'il ne date que de sept à huit ans, est unique dans son genre et doit son succès

à son originalité, soutenue par l'incontestable talent de son directeur, M. Lainez : c'est le journal parisien dans son expression la plus étendue, affilié à un parti, — ce dont il pourrait, au besoin, se dispenser, — surtout préféré de la société urbaine, et, en raison de sa forme élégante et variée, de l'esprit gouailleur, avec lequel il traite les questions et les hommes, recherché partout et de tous, même de ses adversaires politiques. Plus ancien, le *Nacional*, journal du soir, comme le précédent, a toujours conservé une clientèle étendue. Son titre a appartenu à des sociétés successives, par conséquent sa direction politique à des personnages d'idées différentes ; il changeait ainsi de clientèle, sans changer d'aspect général, sans que sa rédaction se modifiât autrement que par les idées ; à toute époque, on a trouvé à la tête de sa rédaction des hommes, tenant, dans la littérature, un des meilleurs rangs, des écrivains de race ; c'est ce qui lui a conservé, parmi les étrangers, de nombreux lecteurs.

La *Tribuna nacional* appartient à un type nouveau. Grand journal officiel, à l'origine, il représente encore le parti qui a constitué récemment l'unité de la Nation argentine, et qui a, à son actif, bientôt dix ans de grande prospérité financière, la conquête de la pampa, la création de la capitale nationale, l'agrandissement du nom de République Argentine à l'étranger.

Les autres journaux n'ont pas encore une existence assez ancienne, ou ne sont pas assez répandus pour que nous puissions leur consacrer une monographie; cependant, parmi eux, la *Pampa*, qui se souvient d'une époque où elle brillait au premier rang, alors que la *Republica* et la *Tribuna*, les deux anciens journaux de Buenos-Aires, les plus importants, vivaient encore ; le *Sud America*, qui représente avec un grand talent le parti clérical ; le *Censor*, qui personnifie les intérêts de la Province de Buenos-Aires, ont tous une grande clientèle.

A côté de ces journaux, la Presse étrangère tient une grande place.

Le doyen des journaux étrangers, le premier en importance, est, sans contredit, le journal anglais, ou, pour parler plus exactement, le journal irlandais : *The Standard*. Il a vingt-sept ans d'existence, remonte, donc, à une époque, où la constitution de l'unité argentine n'était pas encore un fait définitif, puisque la Province de Buenos-Aires était hors la Confédération, et n'allait y rentrer que deux ans après, en 1862, par le pacte de San Nicolas; la Constitution argentine qui régit aujourd'hui le pays tout entier n'était pas, non plus, encore en vigueur. Mais, à cette époque éloignée, la colonie irlandaise, qui ne compte pas aujourd'hui moins de cinquante mille membres, était déjà très nombreuse ; à côté d'elle, la finance et le commerce anglais aussi fort importants. Nous avons dit, ailleurs, que le commerce anglais avait pris racine dans ce pays, en 1806, à l'époque même, où l'armée anglaise s'emparait de la ville pour quelques semaines, et y avait jeté des racines plus profondes encore, le jour où l'expulsion des soldats anglais avait été définitive, en 1807. Quant aux Irlandais, les premiers qui abordèrent dans ce pays furent, en 1797, trois matelots recueillis, qui, à cette heure lointaine de la domination espagnole, où les étrangers ne pouvaient être admis sans autorisation du roi, durent, à leur qualité de naufragés et à leur catholicisme, la faveur de ne pas être renvoyés dans leur pays. Ils payèrent largement leur hospitalité, en apprenant aux habitants du pays à appliquer aux viandes, qui n'avaient alors aucun emploi, dans la pampa, le système de salaison, dès longtemps, appliqué au poisson. Le premier saladero est sorti de là. C'est à ces trois matelots que les Cambacérès, les Luro, les Santa Maria, la société Liebig et tant d'autres ont dû, plus tard, leurs immenses fortunes : le *Standard*, ne peut faire remonter aussi loin l'origine de

la sienne. En 1860, quand il se créait, les colons étaient vingt mille, enrichis par l'élevage du mouton.

Il commençait humblement, comme avaient commencé ses lecteurs. Resté le patrimoine d'une famille, il représente, aujourd'hui, une fortune qu'aucun d'eux, pour opulent qu'il soit, ne dédaignerait. MM. Mulhall, qui ont, avec toute la gloire, tout le profit de cette fondation, n'ont cessé, chaque jour, de remplir eux-mêmes leurs colonnes de toutes les *attractions* qui en font un journal lu par tout le monde, écouté de tous les hommes d'affaires, renseigné à toutes les sources. Est-il besoin de rappeler que le nom de Mulhall est attaché, en Angleterre, aux meilleurs traités d'économie politique, qu'il l'est, en Amérique, aux meilleurs ouvrages écrits sur la République Argentine et le Brésil?

Nous avons fait déjà, en écrivant la monographie de la colonie française, l'histoire des journaux publiés dans notre langue, dont le premier remonte à 1818.

Les Italiens possèdent le leur depuis 1867, l'*Opéraio Italiano*, auprès duquel a pris place la *Patria Italiana,* en 1876.

Les Allemands, moins nombreux, ont, eux aussi, un journal quotidien, et les Suisses un journal hebdomadaire. Les Espagnols, bien que tous les journaux locaux soient écrits dans leur langue, possèdent deux journaux s'occupant de leurs intérêts.

La presse de Buenos-Aires, surtout depuis que le chemin de fer relie, entre eux, tous les points de la République et les frontières à la capitale, rayonne dans toutes les villes et les villages : déjà, le télégraphe aidant, et les ambitions de clocher s'éveillant, chaque ville, chaque village même peut suffire à la fortune d'un, quelquefois de plusieurs journaux locaux. Il serait difficile de pénétrer dans un centre de population, pour minime qu'il soit, qui ne possède pas son journal. Déjà l'on peut voir poindre la concurrence menaçante que, dans tous les pays, la presse régionale, servie

par le télégraphe, fait à la presse de la capitale. C'est là où la presse française et celle réglée sur ce type témoigne de sa supériorité. Un journal qui ne cherche à vivre que de la nouvelle, comme le journal anglais, n'a plus de valeur quand il arrive, par le chemin de fer, même le plus rapide, dans une région où le télégraphe l'a précédé. Le journal, au contraire, qui porte des idées en même temps que des nouvelles, des œuvres littéraires en même temps que des études scientifiques, qui ne néglige pas les œuvres d'imagination, n'a rien à craindre du télégraphe ; c'est ce qui conservera à la presse de la capitale sa clientèle, dans les Provinces, à côté des journaux régionaux.

III

Elle tiendra lieu encore longtemps de livres et de bibliothèques. C'est qu'il faut une certaine recherche pour trouver le livre, il n'en faut pas pour rencontrer sous ses yeux, au cours d'une lecture, somnolente et paresseuse, de journal, l'étude qu'il vous apporte, les connaissances qu'il vous fournit, inconsciemment et malgré vous.

Il se publie, cependant, des livres, mais on ne saurait dire que leur ensemble constitue une littérature nationale. Les arts ne sont guère cultivés sous aucune de leurs formes ; le contraire surprendrait chez un peuple aussi jeune, aussi récemment sorti des maladies de l'enfance. Là où il n'y a ni peintres, hors quelques amateurs doués de dons naturels mais sans école ; où la statuaire est ignorée, l'architecture réduite à quelques productions individuelles, dont les auteurs sont, le plus souvent, étrangers et les modèles importés ; où le commerce s'occupe, par exception, du plaisir des yeux, dans le choix des objets d'ornement qu'il offre en vente dans ses vitrines ; il ne saurait y avoir de littérature

artistique. Le goût, de ce côté, n'est encore qu'à la veille de se former, et le public ne se passionnerait pas pour des critiques d'art, s'il venait à l'idée de quelque écrivain d'en écrire. L'art dramatique, comme les autres, vit d'importation ; après les représentations des grands opéras, ou des comédies françaises, les critiques de la presse locale n'ont pas à faire grand effort pour orner leurs critiques de réminiscences.

Par contre, l'histoire, la poésie et le roman fournissent à la littérature locale leur contingent.

Le pays a ses historiens, je puis même dire ses grands historiens, mais, et, en cela encore, ils se rapprochent, par le genre et par la matière choisie, du journalisme, ils sont, dans leurs histoires toutes modernes, polémistes et chroniqueurs. Je citerai les plus considérables, celles qui ont pris rang, à juste titre, parmi les œuvres de premier ordre, et n'en sont pas moins importantes parce que l'Europe les ignore. C'est, pour notre part, avec un intérêt passionné que nous avons lu les trois volumes, si admirablement étudiés, de l'histoire de l'Indépendance sud-américaine, qu'a donnée le général Mitre, sous le titre d'*Histoire de Belgrano*. A côté de cette grande œuvre, le docteur Vicente F. Lopez élève, lui, aux mêmes événements, un monument de la même taille. Les deux auteurs ont leur manière différente de procéder : le style du général Mitre est épique, celui de son rival est anecdotique et plus intime. On sent percer, dans le premier, l'homme de guerre qui a contribué, pour sa large part, à l'érection de l'édifice national, qui a pris les armes plusieurs fois, dans sa vie, pour ramener ses concitoyens dans la voie que leur traçait l'histoire ; soutenant la sécession de la Province de Buenos-Aires, pour ramener les autres à l'unité qui était leur destinée ; combattant, ensuite, pour donner, à la nation constituée, la seule chose qui lui manquait, que, grâce aux

efforts de vingt ans de sa vie, elle a conquise : une capitale digne d'un grand peuple et le personnifiant. Le général Mitre a consacré sa vie à écrire l'histoire de la constitution de son pays, au milieu des luttes sanglantes extérieures et intérieures de la première heure ; il a fait plus, quittant la plume de temps à autre pour prendre l'épée, il a assuré, sur le champ de bataille, le triomphe des idées qu'avaient soutenues ceux dont il retraçait la vie, le général Belgrano et le général San-Martin. Après lui, pour compléter l'histoire de la constitution de la République Argentine, il en reste une à écrire, celle du général Mitre.

Le docteur Lopez procède d'une autre école. A côté des grands généraux qui ont entraîné, derrière eux, toutes les classes sociales, à la conquête des libertés, il y avait, au commencement du siècle, tout un groupe d'hommes, formés par l'étude du droit et de la philosophie, penseurs préparés, par leurs travaux, à la solution des grands problèmes, que soulevait la révolution opérée par les armes. Parmi ces hommes, il y en avait un, artiste, en même temps que philosophe ; il donna, à la nation naissante et bouleversée, comme Rouget de l'Isle à la France révolutionnaire, un hymne, expression lyrique de ses aspirations, non pas violent, mais sentimental, imprégné de cette poésie spéciale qui est bien celle du lieu, mélancolique comme la plaine. C'est de l'auteur de l'hymne argentin, son père, que procède le docteur Lopez. Il appartient à ce groupe qui perpétue, dans la société moderne, les habitudes de vivre, d'écrire et de penser de l'époque, calme, qui a précédé le grand orage de 1810. Sa vie et ses origines se reflètent dans son œuvre. Il n'est jamais plus brillant que lorsqu'il reproduit les types disparus, lorsque, s'inspirant de la chronique et des habitudes de la chronique, il fait pénétrer le lecteur dans les secrets de la vie sociale de cette époque éloignée, fait revivre, sous les yeux, dans cette demi-

lumière discrète, où ils ont vécu, les prédécesseurs, disparus, des hommes d'aujourd'hui, qu'il indique, dans cette société éteinte, les origines de la société actuelle. Il fait, avant tout, de l'histoire sociale, et la fait à la manière de Macaulay, en ne négligeant aucun des traits qui lui donnent l'intérêt et le pittoresque de la chronique.

A côté de ces maîtres, une grande place appartient aux écrivains, assez nombreux, tous utiles et intéressants, qui ont pris à tâche d'éclairer les origines nationales par les documents ignorés, les archives d'État et de famille, et les traits de mœurs qui échappent à l'histoire, qu'il appartient aux chercheurs de réunir pour elle. On trouvera le résultat de ces recherches, les œuvres auxquelles elles ont donné lieu, dans un recueil précieux, aujourd'hui rare, la *Revista de Buenos-Aires*, créée, il y a quinze ans, par le Dr Vicente Quesada, et le Dr Navarro-Viola, qui tiennent le premier rang parmi ces esprits curieux et ces habiles chercheurs de filons ; cette revue a groupé tous les littérateurs de cette époque, dont les œuvres, sans elle, n'eussent pas trouvé à se produire et seraient perdues pour nous. Depuis, cette œuvre de recherches intéressantes a été continuée, dans une série de volumes, tous précieux, par M. Ricardo Trelles, en qui, ceux qui étudient, dans ses origines, la vie sociale de ce pays, trouvent un guide sûr, en même temps par le Dr Andrès Lamas.

Ceux qui, plus tard, voudront étudier la marche actuelle du pays ne manqueront pas de documents. Ils auront les collections de journaux, mais aussi les publications si nombreuses entreprises par des hommes spéciaux, qui ne laissent rien passer sans le noter, pas une pulsation, ni un battement d'artères du corps social : la finance, avec l'éminent chef du Crédit public, M. Pedro Agote; la statistique, avec M. Latzina, dont le nom est aujourd'hui universellement connu ; la démographie, avec M. Émile Coni, un travailleur

sans égal ; la marche de l'immigration, avec M. S. Navarro et tant d'autres, qui collaborent d'une façon si active au développement de ce grand pays, en faisant connaître ses progrès et son avenir.

Une jeune école de savants, qui poursuivent d'autres découvertes, s'est formée, ce sont ceux qui cherchent à découvrir les secrets préhistoriques de ce pays. Anthropologues comme M. François Moreno ; ethnographes comme M. Stanislas Zeballos ; explorateurs comme MM. Lista, Fontana, tous ont eu, pour les guider, de grands exemples dans ce pays qui a été exploré, depuis le commencement de ce siècle, par des hommes comme Humboldt, Bonpland, d'Orbigny, Darwin, Bravard, et dont les antiquités fossiles ont été étudiées, décrites, cataloguées, sur place, depuis vingt ans, par le savant docteur Burmeister. C'est à lui, que la jeune école, dont tous les membres, très brillants, doivent leur renom à leurs efforts individuels, peuvent reporter la gloire d'exister ; c'est lui qui, en donnant l'exemple, a montré la voie, si bien suivie, par ceux que nous venons de citer, qui, depuis vingt ans, ont éclairé par leurs explorations et les livres qu'ils en ont rapportés, les origines des primitifs et des races préhistoriques.

Le roman local, par contre, est à peine né. On pourrait citer, tant la liste en est courte, les œuvres écrites dans le pays, et inspirées par le pays. La première est l'*Amalia*, de Marmol, qui, par son ancienneté et son mérite, tient le premier rang ; elle retrace l'épopée de sang et de misère de la société argentine du temps de Rosas.

La pampa n'a pas beaucoup inspiré, et c'est regrettable, les écrivains locaux. Ses mœurs sociales disparaîtront sous la poussée de l'immigration moderne, sans laisser de traces dans la littérature d'imagination. Nous ne retrouvons dans nos souvenirs que *Pablo*, ou l'*Enfant des pampas*, un roman très

dramatique de Mme Eduarda Garcia; *André Casaux*, de M. Alfred Ebelot, publié, en 1880, par la *Revue des deux Mondes*; enfin, les romans d'aventures sanglantes de M. Eduardo Gutierrez. Cet écrivain a été l'Eugène Sue de la pampa; le crime et le drame sanglants constituent la trame de ses romans : *Juan Moreira*, *El tigre de Quequen*, etc.

Il a vu, dans la pampa, ce qui y est, cela n'est pas douteux : les habitudes sanguinaires, introduites par l'alimentation exclusivement animale et la nécessité de tuer, de verser le sang des animaux. Le couteau joue, dans ces romans, un grand rôle : il faut reconnaître qu'il en joue un grand dans la pampa. Le choix du sujet s'imposait, un roman d'aventures pampéennes devait nécessairement être d'aventures sanglantes. Ce n'est qu'un des côtés de la vie pastorale, qui en a d'autres beaucoup plus reposants et plus pacifiques, mais c'en est un très vrai et très réel.

Les poètes pampéens, qui constituent, dans la littérature argentine, ce qu'elle contient de plus original, n'ont qu'un défaut : c'est qu'ils sont intraduisibles, qu'ils ne peuvent même pas être lus par tous ceux qui connaissent la langue espagnole: il faut quelque chose de plus, pour y prendre plaisir, il faut connaître et, assez bien, cette sorte de patois pampéen qui est particulier au gaucho. Oh! alors, quels trésors d'originalité contiennent ces échos lyriques de la vie du gaucho, que l'on trouve dans les œuvres, uniques en ce genre, de Ascasubi, de Stanislas del Campo, de José Hernandez. Tous trois sont morts ; grâce à eux, la poésie pampéenne ne disparaîtra pas, elle aura laissé une trace vivante, dans ces vers où c'est le gaucho qui parle, dans sa langue, rythmée par de vrais poètes, mais rythmée comme sait le faire le gaucho lui-même, quand, accroupi, dans le coin d'un lieu de réunion, sur ses jarrets pliés, tenant en mains la guitare.

il improvise les poésies mélancoliques, où il dépeint le lieu où il vit, les circonstances du moment où il les chante.

Il y a une autre littérature locale, qui répand des œuvres nombreuses, déjà, mais qui a devant elle un champ si vaste à exploiter, que l'on peut dire qu'elle l'a à peine entamé. C'est la littérature que l'on peut classer dans le genre technique ou scientifique.

Dans cet ordre, les publications juridiques sont les plus anciennes. Pour la raison, que nous avons dite, qui faisait de l'Ecole de droit, la seule école de hautes études, les premiers ouvrages publiés devaient traiter de la matière du droit; ils sont cependant peu nombreux. Hors un ou deux traités de procédure, un commentaire commencé et non achevé de droit pénal, et un autre, dans le même état, de droit commercial, on ne trouvait rien, il y a quelques dix ans, pour se guider dans le dédale des lois. Depuis, la pénurie, est moins grande ; si l'étudiant doit se contenter des traités publiés par ses professeurs, ceux-ci les lui fournissent complets. parmi eux, le Dr Alcorta, pour le droit international public et privé, le Dr Montes de Oca pour l'histoire du droit ; le Dr Tejedor pour le droit pénal : le Dr Obarrio pour le droit commercial ; le Dr Segovia pour le droit civil, ont publié des ouvrages justement appréciés ; rappelons enfin que l'auteur du traité de droit international public et privé, qui résume les progrès de cette science obscure pendant l'époque moderne et qui a pris le premier rang parmi ses congénères est un argentin, M. Carlos Calvo, dont le livre publié en français, en même temps qu'en espagnol, est consulté par toutes les chancelleries et apprécié de tous les hommes d'État.

Le praticien, de son côté, trouve de nombreux recueils de jurisprudence, la loi ayant eu l'heureuse idée de rendre obligatoire la publication des arrêts, ce qui et, il faut le dire, indispensable dans un pays où la jurisprudence de la Cour

suprême fait doctrine, où les débats judiciaires n'étant oraux que par exception, il est difficile de se renseigner sur leurs résultats.

Les livres de médecine peuvent, sans inconvénient, faire défaut, la thérapeutique est, dans tous les pays, à peu près la même ; celui-ci ne possède heureusement pas de maladies spéciales inconnues.

Pas plus que les avocats, les médecins occupés, dont le nom fait autorité, n'ont le temps de travailler à l'instruction de leurs disciples, et c'est à cela qu'il faut attribuer la pénurie d'œuvres locales traitant de ces matières.

L'industrie pastorale et l'agriculture locale ont, par contre, grand besoin d'être éclairées par des écrivains spéciaux. Elles diffèrent nécessairement de ce qu'elles sont ailleurs ; là encore, les œuvres sont rares, parce que, rarement, un éleveur pratique, ou un agriculteur expérimenté est doublé d'un écrivain. Aussi les quelques œuvres publiées, signées de noms dont la compétence est hors de discussion, comme M. Edouard Olivera, Lima, etc., ont-elles trouvé un écoulement rapide. Il existe aussi de nombreuses revues spéciales traitant périodiquement les questions, qui, chaque jour, se soulèvent et intéressent cette branche maîtresse de la richesse nationale.

Ces éléments nombreux ne sauraient, malgré leur importance très réelle, constituer encore une littérature locale ; ils en contiennent le germe.

Il est facile de comprendre pourquoi la société très raffinée de Buenos-Aires ne donne encore, sous ce point de vue, que des promesses. Il faut se souvenir que le pays tout entier a appartenu, pendant la première moitié du siècle, à la guerre ; que les collèges alors étaient vides, les Universités de Buenos-Aires et de Cordoba dépeuplées de maîtres et d'élèves ; pendant les vingt années du régime césarien et terroriste de Rosas, tout homme de valeur était destiné à l'exil, la pros-

cription faisant son œuvre parmi les hommes faits et les jeunes qui auraient pu aspirer à diriger leur génération.

Il a fallu, après 1852, se remettre de ces luttes et de ces souffrances. Les trente années écoulées, depuis, ont à peine suffi à former une génération d'hommes pratiques, il faudra encore un quart de siècle pour que la littérature et les arts, qui ont leur place dans les préoccupations, acquièrent un caractère national assez accentué, pour que l'on puisse constater leur existence, pour que des sociétés littéraires, des salons se forment, que la littérature et l'enseignement, se dégageant ensemble de l'imitation, trouvent leur direction définitive.

Jusque-là le journal, les publications périodiques suffiront aux ambitions littéraires de ceux qui lisent et de ceux qui écrivent.

FIN DU TOME PREMIER





Carte extraite de l'Atlas de la Republique Argentine
publie par Felix Lajouane Editeur Buenos-Aires
PAZ SOLDAN
63
62
61
60
59
58
57
56
34
35
36
37
38
PROVINCIA DE CORDOBA
PROVINCIA DE SANTA-FÉ
PROVINCIA DE ENTRE-RIOS
SORIANO
GOBERNACION DE LA PAMPA
San Nicolas
RAMALLO
PERGAMINO
Pergamino
Sn. Pedro
Sn. PEDRO
Baradero
BARADERO
ROJAS
Rojas
ARRECIFES
Arrecifes
Sn. ANTONIO DE ARECO
ZARATE
Campana
SALTO
Salto
CARMEN
Carmen de Areco
DE ARECO
GILES
Giles
PILAR
Pilar
LUJAN
Lujan
JUNIN
Junin
CHACABUCO
Chacabuco
MERCEDES
Mercedes
BUENOS-AIRES
Barracas al Sud
Quilmes
RIO DE LA PLATA
Ensenada
LA PLATA
ENSENADA
COLONIA
Sn. JOSE
Sta. LUCIA
MONTEVIDEO
Lincoln
LINCOLN
BRAGADO
Bragado
CHIVILCOY
Chivilcoy
NAVARRO
Navarro
SUIPACHA
MARCOS PAZ
LAS HERAS
Lobos
LOBOS
CAÑUELAS
Cañuelas
Sn. VICENTE
BRANDSEN
RANCHOS
MAGDALENA
Magdalena
9 de Julio
9 DE JULIO
25 de Mayo
25 DE MAYO
SALADILLO
Saladillo
MONTE
Monte
CHASCOMUS
Chascomus
RIVADAVIA
VIEDMA
Bahia de Samborombon
LAS FLORES
E. Las Flores
ALVEAR
Alvear
BOLIVAR
CASTELLI
Pila
PILA
TAPALQUE
Tapalque
Dolores
DOLORES
TORDILLO
General Lavalle
General Conesa
AZUL
Azul
RAUCH
Rauch
VECINO
AJÓ
Ajó
Olavarria
OLAVARRIA
ARENALES
Rodriguez
Maipu
MONSALVO
ALSINA
Tandil
AYACUCHO
TUYU
TANDIL
TRES ARROYOS
Puan
BALCARCE
MARCHIQUITA
JUAREZ
Juarez
PUAN
Pringles
PRINGLES
Pueyrredon (Mar del Plata)
PUEYRREDON
LOBERIA
BAHIA BLANCA
EXPLICACION
Limites internacionales
id de Provincias
id de Departamentos


PROVINCIA
DE
BUENOS-AIRES
EXPLICACION
Samborombon
BOLIVAR
TAPALQUE
AZUL
Azul
PILA
Pila
RAUCH
Rauch
TORDILLO
DOLORES
Dolores
General Lavalle
ARENALES
AYACUCHO
TANDIL
Tandil
BALCARCE
JUAREZ
Juarez
OLAVARRIA
PRINGLES
NECOCHEA
Necochea
TRES ARROYOS
Tres Arroyos
BAHIA BLANCA
Bahia Blanca
VILLARINO
PATAGONES
LOBERIA
PUEYRREDON
Pueyrredon
CONCHAS
Conchas
MORENO
Moreno
MORON
Moron
FLORES
MERLO
BROWN
BUENOS AIRES
Belgrano
LA PLATA
GOBERNACION DE LA PA
Felix Lajouane Editor Buenos-Aires



TABLE DES MATIÈRES

LIVRE PREMIER

LE SOL ET LA RACE

Pages

LIVRE SECOND

LA RUE

LIVRE TROISIÈME

LA VIE DE FAMILLE

LIVRE QUATRIÈME

LES AFFAIRES ET LES FINANCES

LIVRE CINQUIÈME

LA VIE PUBLIQUE

FIN DE LA TABLE DU TOME PREMIER

PARIS. — IMPRIMERIE DE LA SOCIÉTÉ ANONYME DE PUBLICATIONS PÉRIODIQUES
13, QUAI VOLTAIRE.

